

Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui

PRÉAMBULE ¹

Au début de cet exposé le rapporteur déclara que, à cause des difficultés, bien connues et déjà signalées plusieurs fois, de temps et de moyens que rencontre notre mouvement ainsi qu'à cause du surgissement d'autres circonstances défavorables également connues des camarades, cette réunion de nos groupes a été convoquée sans que, plus encore que pour les précédentes, l'on ait eu la possibilité de bien élaborer et de bien organiser le vaste matériel inhérent au thème traité. Même si la ligne dorsale à suivre a été clairement établie, il arrivera, comme cette méthode a été établie dans les faits et par expérience, que seul le compte rendu écrit, rédigé par la suite, pourra compléter et équilibrer dans toutes ses parties, en tenant compte des impressions, des questions et des conseils des différents auditeurs, ce qui aura été verbalement exposé.

Les auditeurs furent donc invités – et le sont encore – à indiquer quels sont les points qui, à leur avis, méritent des développements particuliers ou quelles sont les solutions de problèmes qui sont particulièrement intéressantes ou qui sont apparues complexes.

1. RÉFÉRENCE À LA RÉUNION DE BOLOGNE

Le thème actuel peut être considéré comme la continuation directe de ce qui avait été traité lors de la réunion du parti tenue à Bologne le 31 octobre et le 1^o novembre 1954 et qui avait été largement développé dans la série qui avait paru dans onze numéros de *Programma*, du n^o 21 de 1954 au n^o 8 de 1955.

Le titre *Russie et révolution dans la théorie marxiste* correspondait à l'objectif de donner une exposition systématique de ce que le mouvement communiste a soutenu dans le domaine du développement historique de la société russe et de ses rapports internationaux.

Fidèles à la méthode consistant à présenter le travail des marxistes révolutionnaires non comme une vague attente plus ou moins sceptique d'événements qui surviennent de façon nouvelle et imprévisible et qui ouvrent au mouvement une nouvelle voie à suivre, mais comme une confrontation continue des événements historiques avec la précédente « attente » et la précédente « prévision » que le parti, dans son organisation vivante et sa participation à l'action historique, est en mesure de tirer, au milieu de luttes continues, par la théorie qui en constitue la caractéristique et la plate-forme, nous nous sommes proposés de présenter ce que les marxistes ont développé dans le domaine du procès de l'histoire sociale en Russie ainsi que dans celui de la confrontation avec des faits historiques des développements européens et mondiaux précédents et contemporains.

L'exposition a été divisée en trois temps. Une *Introduction* a naturellement rattaché le thème aux multiples développements précédents qu'un sujet si important avait déjà eus dans nos réunions et expositions écrites depuis les premières années de ce dernier après-guerre, et elle a posé le problème : battre en brèche toutes les assertions des ennemis ouverts et larvés sur l'inadéquation du marxisme à encadrer le développement de la question russe et la prétendue nécessité d'apporter des révisions à notre théorie générale dans le but d'y faire entrer les « particularités » russes.

La première partie a reçu le titre : *Révolution européenne et aire « grande slave »*. On y a traité d'un espace-temps du développement des formes de production propres à la zone russe d'aujourd'hui, dans sa différence d'avec la forme méditerranéenne classique et d'avec la forme germanique féodale. On a cherché à donner les grands traits de ces trois formes et à

poser la forme russe en rapport avec les données historiques sur le mode de se fixer et de s'organiser sur le sol des premières communautés, sur leur organisation en classes sociales et en formes de production, et sur leur forme, plus ou moins importante, de centralisation des formes politiques et de l'État. En parvenant ainsi aux temps modernes, on a exposé ce que le marxisme originaire a soutenu sur la fonction de la Russie dans le mouvement révolutionnaire européen depuis la révolution française, et ensuite sur les questions sociales intérieures russes. C'est-à-dire dans les contributions de Marx et Engels au cours du siècle passé.

S'arrêtant au double intérêt du marxisme pour les révolutions de la Russie, la bourgeoise et la prolétarienne qui, interférant fatalement, menaçaient d'éclater, la deuxième partie a exposé les vues particulièrement riches et complexes du problème de l'avenir historique des mouvements internes à la Russie, tant prémarxistes que, surtout, marxistes ; s'arrêtant aux débats et aux solutions avancées dans les différents congrès du parti bolchevik avant la guerre de 1914. Et là encore on a contribué à démolir l'idée très difficile à détruire selon laquelle en Russie on devait utiliser un mètre historique *spécial*.

2. PLAN DU PRÉSENT RAPPORT

Sur la base du matériel élaboré et exposé de telle façon, on arrive directement au thème d'aujourd'hui : étude du développement historique de la très grande révolution historique qui s'est déroulée sous nos yeux et évaluation des événements et de la situation qui la suivirent.

Nous voici donc au thème essentiel qui non seulement est à l'origine de la différenciation particulière de notre groupe d'avec tant d'autres, mais qui est fondamentalement au centre de toute la lutte, de toute la contestation politique du monde contemporain : qu'est-ce que la Russie aujourd'hui ? En fait c'est depuis la lointaine année 1917 que le jugement porté sur la situation russe, la condamnation ou l'exaltation de ce dont la Russie était le théâtre, et des coups de théâtre qui y advenaient devant un monde stupéfait, forment la pierre de touche pour les mouvements et les partis qui, même au sein des pays plus éloigné d'un tel théâtre d'action, s'opposaient et se combattaient.

Tout l'horizon actuel est occupé et étouffé par une interprétation qui est fondamentalement la même pour chacun des deux secteurs qui se proclament fiers ennemis l'un de l'autre, et en lesquels le monde contemporain agité est divisé par une barrière formidable érigée de façon quasi physique au su et vu de tous. La Russie, avec son puissant État guide et une zone de satellites et caudataires, serait du côté du prolétariat mondial et d'une forme socialiste de l'organisation sociale – alors que les autres pays à la tête desquels se placent quelques États, monstrueux et peu nombreux, de puissance comparable à celle de l'État russe, représenteraient la défense, la conservation et les intérêts liés à la forme capitaliste actuelle de la société économique, et à la classe bourgeoise qui en est à la direction, sous le drapeau de la liberté démocratique.

Dès ses premières manifestations nous avons combattu, seuls ou presque seuls, cette interprétation de l'histoire vivante, et seuls nous avons démontré correctement qu'elle s'oppose de plein fouet à la rigoureuse cohérence de la méthode marxiste de lecture de toute la lutte sociale du siècle précédent. Nous avons rejeté le parallèle Russie-socialisme dès les premières réunions et dès les premières publications de notre bimensuel et de la revue *Prometeo* (jusqu'à l'année 1951) ; nous avons développé nos formules dès nos premières réunions à Rome, Naples, Florence, Milan, Trieste et autres ². Nous avons montré comment elles se distinguent nettement, avant tout, de celles des trotskistes, qui sont pour la défense de la Russie d'aujourd'hui comme prolétarienne et socialiste, des positions d'un extrémisme de gauche banal auquel manque toute puissance dialectique pour aller au-delà de l'identification verbale de tous les processus historiques et de *tous les impérialismes* ; nous avons, en

particulier, anéanti une construction farfelue qui voit dans la structure sociale qui s'est formée en Russie une troisième voie, extérieure au dialogue sanglant commencé il y a un siècle entre capitalisme et communisme, une prétendue domination de classes bureaucratiques. Et nous avons développé tout cela en montrant comment l'aile de gauche des communistes marxistes italiens et de rares autres groupes internationaux se rattachent avant tout au cordon ombilical du marxisme orthodoxe et unitaire et, ensuite, à la dure bataille défensive qu'ils livrèrent immédiatement après la révolution en Russie, puis face aux premiers symptômes de la gigantesque onde dégénérative qui devait tout emporter et que l'on désigne sous le nom de stalinisme.

Il s'agit maintenant de donner une meilleure exposition de tout ce qui, après avoir parcouru (avec une méthode critique et non en se contentant d'une narration répétée d'une succession de faits généralement connus) les épisodes de la double révolution russe qui éclata finalement en 1917, permet finalement de clarifier les rapports de production aujourd'hui en vigueur en Russie, avec les lois économiques auxquelles ils correspondent, et de démontrer qu'une telle société est entièrement située dans les limites du capitalisme. Et à la fin de cette exposition, on établira le résultat obtenu, tout autre que méprisable, d'une colossale révolution bourgeoise qui procède avec des développements épiques à partir de la vieille Europe sur toute la planète.

3. EXPOSITION ULTÉRIEURE SUR LA « TACTIQUE »

Nous ne nous occuperons pas dans ce rapport, bien que l'on ne puisse pas oublier sa connexion avec le problème russe, du thème auquel, depuis quelque temps, se consacre notre mouvement et à propos duquel nous avons pu recueillir quelques documents importants : le débat sur la *tactique* et la méthode qui préluda historiquement à notre séparation d'avec le communisme *officiel* qui, peu à peu, à partir de positions toujours moins acceptables et hétérodoxes, est descendu jusqu'au reniement systématique des positions de départ qui se rattachaient à ce que nous tirions, pour parler comme d'habitude rapidement, de Marx, Lénine et de la Troisième Internationale. Un tel débat se développa de 1920 à 1926 et nos positions, on devra le montrer, étaient purement marxistes dans leur présentation ardue et orthodoxe, et elles ont obtenu par la suite la plus désagréable mais la plus éclatante des confirmations.

Cependant il est important de bien préciser nos positions à propos de cette nouvelle exposition du problème délicat de la tactique, ce qui est indispensable dans la perspective d'un retour – attendu même s'il n'est pas prévu avant longtemps – de périodes au cours desquelles le secteur de la lutte et de l'action prend le pas sur celui, toujours lumineux et décisif, de la doctrine de parti.

Incontestablement, nous luttons pour l'affirmation dans l'activité du parti de normes d'action du mouvement « obligatoires » qui doivent lier non seulement l'individu et les groupes périphériques mais le centre du parti lui-même auquel on doit une totale discipline *exécutive* dans la mesure où il est strictement lié (sans droit à improviser, à cause de découvertes de nouvelles situations, de charlatanesques ouvertures de « cours nouveaux ») à l'ensemble de normes précises que le parti s'est données comme guide pour l'action.

Toutefois, on ne doit pas se méprendre sur l'universalité de telles normes qui ne sont pas des normes originaires immuables, mais des normes *dérivées*. Les principes établis desquels le mouvement ne peut se dégager sont nés, selon notre thèse sur la formation du programme révolutionnaire, d'un seul *jet*, à certains moments donnés et rares de l'histoire. Ils ne sont pas les règles tactiques mais les lois d'interprétation de l'histoire qui forment le bagage de notre doctrine. Ces principes conduisent dans leur développement à reconnaître, dans de vastes domaines et dans des périodes historiques comportant plusieurs décennies, la grande voie sur laquelle le parti chemine et de laquelle il ne peut dévier car en dévier

signifierait pour lui son écroulement et sa liquidation historique. Les normes tactiques, que personne n'a le droit de laisser en blanc ni de réviser selon les conjonctures immédiates, sont des normes dérivées de cette théorisation des grandes voies, des grands développements, et ce sont des normes pratiquement fermes mais théoriquement mobiles parce que ce sont des normes dérivées des lois des grands cours et à l'échelle de l'histoire et non à l'échelle des manœuvres et des intrigues, ouvertement transitoires.

Nous rappelons au lecteur les exemples que nous avons martelés, comme l'exemple fameux du passage dans l'aire européenne occidentale de la lutte pour les guerres de défense et d'indépendance nationales à la méthode du défaitisme dans toute guerre menée par l'État bourgeois. Il faudra que les camarades comprennent qu'aucun problème ne trouve de réponse dans un code *tactique* du parti. Celui-ci doit exister, mais en soi il ne découvre rien et ne résout aucun problème ; les solutions doivent être cherchées dans le bagage de la doctrine générale et dans la saine vision des aires-cycles historiques qui s'en déduisent.

Une exposition prochaine donc, en utilisant comme matériel historique le dialogue polémique entre la gauche italienne et Moscou, devra illuminer le problème tactique et remédier aux erreurs graves qui circulent encore, par exemple au sujet du problème des rapports entre le mouvement prolétarien international et celui des peuples coloniaux contre leurs propres anciens régimes et l'impérialisme blanc, le plus grand exemple de problème historique et non tactique – il ne s'agit pas d'un problème d'*appui* parce qu'il faut avant tout expliquer complètement pourquoi le mouvement purement classiste du prolétariat des métropoles s'est totalement replié et c'est seulement après que l'on saura comment cette force révolutionnaire d'un niveau postcapitaliste se place par rapport aux forces révolutionnaires de niveau précapitaliste, aujourd'hui puissantes et vivantes en Orient.

Répondre à cette question en citant, ou pire en forgeant à froid, une formule rigide de tactique est dans un tel cas banal. Soutenir le droit de forger à nouveau à tout moment des règles tactiques élastiques à son aise c'est de l'opportunisme et de la trahison contre lesquels nous serons toujours impitoyables et auxquels nous opposerons des condamnations d'infamie toujours plus tranchantes et toujours moins inoffensives.

4. RÉSULTATS ACQUIS

Il nous suffira de rappeler, parmi les résultats acquis dans le précédent exposé et sur lesquels nous nous appuyons pour aller plus loin, ceux qui sont les plus importants.

La doctrine du matérialisme historique nous explique clairement ce qui semble aux esprits superficiels des particularités exclusives de l'histoire russe. La diversité du processus par lequel dans cette aire la libre tribu errante se transforme en peuple stable et organisé dépend étroitement de la nature physique du territoire, du climat, de la faible fertilité, de l'immensité des terres et de leurs grandes distances aux côtes, du rythme d'évolution bien différent de celui des peuples vivant sur le bord des rives chaudes de la Méditerranée, de l'apparition en conséquence différente de l'esclavagisme et de la formation d'un État unitaire. Les populations venues de l'Orient qui atteignent les frontières de l'empire romain qui s'écroule et dont elles exploitent les richesses accumulées et les équipements issus d'une production avancée – populations auxquelles suffit, pour former une civilisation agraire fondée sur la terre, une organisation décentralisée comme celle des seigneurs féodaux – ont un destin différent des populations restées plus proches de l'Asie, dans le cœur de territoires immenses, exposées au flot de hordes à la recherche de proies et de territoires, et dont la stabilité reste précaire tant qu'elle reste confiée à des chefs locaux ; ces dernières populations ne se fixent que lorsque se forme une grande organisation étatique dotée d'un centre unique et douée d'une grande puissance non seulement pour faire la guerre mais pour effectuer la production en temps de paix.

L'*État* est donc un élément essentiel de la société russe dès les premiers temps ; c'est grâce à lui, aux organisations militaires et administratives qui l'ont pour centre, que cette société se défend des attaques continues de la part de l'Asie et de l'Europe et devient de plus en plus puissante. Mais la fonction de cet État n'est pas seulement politique, elle est plutôt directement économique. En effet environ la moitié des terres et des communautés rurales servent à la couronne et à l'État, et donc la classe des nobles ne contrôle que la moitié du territoire et de la population et est assujettie au pouvoir dynastique central ; le roi n'est pas, comme dans le système décentralisé germanique, l'élu des nobles qui sont les détenteurs effectifs du contrôle économique et juridique réel de la société.

Ce « féodalisme d'État » typique existe encore dans les temps modernes et Marx voit en lui le pivot de la « Sainte Alliance » et la principale force qui, depuis Napoléon, s'emploie à subjuguer toutes les révolutions bourgeoises en Europe et qui, par-dessus tout, reste prête à aider les monarchies et les bourgeoisies contre les premiers mouvements prolétariens.

Nous avons enregistré l'intérêt acharné de Marx pour toute défaite militaire du tsar d'où pourrait surgir l'écroulement du rempart réactionnaire slave quel que fût l'ennemi de celui-ci.

Donc nous avons aligné les données des premières analyses des forces sociales intérieures et les réponses, dont Engels jeta les bases, à propos du fameux « saut du capitalisme » possible auquel Marx lui-même avait fait des allusions dialectiques, finissant par écarter cette possibilité. Engels étudie les premières formulations des révolutionnaires russes qui sous-évaluent l'industrie naissante et comptent sur le mouvement des paysans, il les discute et affirme lui aussi, à la fin de sa vie, qu'il n'y a aucune chance que la communauté agricole slave puisse se développer en socialisme classique avant qu'une forme capitaliste complète et mercantile n'ait pu s'ébaucher.

Dans la seconde partie, comme nous l'avons rappelé, nous avons suivi le travail d'extrême importance du mouvement marxiste russe naissant qui s'appuyait sur le prolétariat industriel et nous avons rappelé ses thèses historiques successives qui peuvent se résumer ainsi : 1. Développement progressif du capitalisme en Russie et formation d'un grand prolétariat urbain. 2. Conclusion négative sur l'efficacité révolutionnaire de la bourgeoisie russe à diriger le renversement du tsarisme. 3. Conclusion analogue sur les capacités des mouvements fondés sur les paysans, comme les populistes, les trouroviks, les socialistes-révolutionnaires. 4. Condamnation des positions des *marxistes* de l'aile droite, définis par la suite comme mencheviks, et de leur fausse affirmation selon laquelle la révolution bourgeoise était une affaire qui n'intéressait ni les prolétaires ni les socialistes, ils proposaient en effet d'en laisser la direction aux partis démocrates et populaires, en abandonnant dans la pratique la lutte politique contre le pouvoir tsariste. 5. Dévoilement ultérieur de cette thèse contre-révolutionnaire, en contestant que l'on puisse appuyer un développement de la révolution démocratique basé sur des constitutions prodiguées par le tsar et même sur la conservation de la dynastie, c'est-à-dire formule insurrectionnelle et républicaine de la révolution bourgeoise. 6. Participation du prolétariat urbain en première ligne de toute lutte, comme cela advint historiquement en 1905 ; pouvoir révolutionnaire issu de la lutte armée qui excluait tous les partis bourgeois constitutionnels et se basait sur la conduite de la révolution *démocratique* par les travailleurs et les paysans (dictature démocratique du prolétariat et des paysans). 7. Passage ultérieur à la lutte révolutionnaire avec le programme socialiste, seulement à la suite du déchaînement, toujours prévu par le marxisme, de la révolution socialiste prolétarienne en Europe après l'écroulement du tsarisme.

5. LA FORMULE DE LÉNINE

Donc Lénine, avant la révolution comme du reste par la suite, n'a jamais prévu un déroulement différent pour la révolution prolétarienne internationale qu'il aurait fallu découvrir à travers le déroulement de la crise révolutionnaire russe. En tant que marxiste de la gauche radicale il n'a jamais douté que dans les pays capitalistes le socialisme ne surgît d'une insurrection révolutionnaire des prolétaires et de la réalisation de la dictature marxiste du seul prolétariat. Puisqu'il devait cependant travailler au problème d'un pays dans lequel la révolution bourgeoise était encore à accomplir, il a prévu non seulement que le prolétariat et son parti révolutionnaire devaient de toutes ses forces s'y employer à fond, mais, étant donné le retard de la chute du régime tsariste et féodal réactionnaire, il a énoncé la prévision et le programme explicite selon lesquels la classe ouvrière devait arracher des mains de la classe bourgeoise cette tâche historique, l'accomplir à sa place et lui enlever également son rôle caractéristique de conduire dans la lutte les masses paysannes.

Si la formule de la révolution bourgeoise fut : direction de la classe bourgeoise (mais même alors plutôt de la part de ses idéologues et politiciens que de ses industriels, marchands et banquiers) et entraînement des prolétaires des villes et des paysans serfs des campagnes dans le sillage de la révolution démocratique ; la formule russe de la révolution (toujours *bourgeoise*, c'est-à-dire démocratique) fut différente : direction du prolétariat, lutte contre la bourgeoisie elle-même qui inclinait à un compromis et à des ententes parlementaires avec le tsarisme, entraînement des masses populaires et rurales dans le sillage du prolétariat qui élevait, dans cette phase historique, les paysans pauvres au rang de ses alliés dans l'insurrection et dans le gouvernement dictatorial.

Les tâches d'une telle révolution étaient bien définies : non pas déjà le socialisme mais guerre civile jusqu'à l'écroulement de la dynastie et proclamation de la république, assemblée constituante élue en luttant contre tous les partis bourgeois et opportunistes, et en s'appuyant sur les Conseils – nés en 1905 – des ouvriers et des paysans.

L'objection selon laquelle cette révolution n'était pas une révolution *socialiste* n'arrêtait pas même un instant Lénine puisque la chose était claire en théorie. Il s'agissait de la révolution bourgeoise dans la seule forme *qui assurait la défaite de la contre-révolution tsariste et médiévale* ; c'est seulement à ce résultat (mais alors et même après, clairement immense et décisif) que se consacraient les forces de la dictature prolétarienne : *dictature* parce que l'on usait de moyens violents et non légaux, comme les grandes bourgeoisies l'avaient fait en Europe à la tête des masses, mais *démocratique* parce que sa tâche était la destruction du féodalisme et non du capitalisme, au moyen de l'alliance pour cette raison avec les paysans parce que, alors qu'ils sont destinés à devenir ultérieurement les alliés de la bourgeoisie contre le prolétariat, ils sont également les ennemis jurés du féodalisme.

Lénine (il nous paraît indispensable de continuer à synthétiser l'exposé de Bologne en renvoyant les sceptiques à la somme de documents et preuves donnés dans la totalité du compte rendu) ne se posait donc pas pour but, dans une telle phase, la révolution socialiste qui au moyen de la dictature aurait exproprié le capital mais plutôt la démocratie bourgeoise la plus radicale et la plus conséquente possible parce que cette dernière laissait une telle tâche ultérieure à une lutte non plus dans le cadre national, comme cela aurait été le cas pour une révolution russe, mais à une lutte internationale.

Il pensait que, au lendemain d'une guerre européenne, toujours prévue par Marx et Engels comme un heurt entre Slaves et Allemands, la chute du tsarisme aurait sans aucun doute mis en mouvement les masses travailleuses en Occident, et que c'est seulement après la prise par ces masses du pouvoir politique et des grands moyens de production concentrés d'un capitalisme développé que la révolution aurait assumé, en Russie également, un contenu socialiste. *La thèse du coup d'envoi donné par la guerre* avait été confirmée par la guerre ruineuse contre le Japon, mais la contre-révolution réussit à écraser les forces de 1905, et par conséquent le renversement du tsarisme, tant que la lutte n'avait pas fini par écraser les forces

réactionnaires sous la terreur (même à contenu « bourgeois » comme celle de Robespierre), était toujours un objectif *préalable* à l'avènement du socialisme. Nous montrâmes avec Trotsky que la force prolétarienne internationale avait été invoquée par Lénine, plus pour soutenir le pouvoir révolutionnaire né en Russie pour lutter contre un retour du tsarisme que pour un développement social collectiviste. Ce retour aurait en effet signifié le retour sous le joug pour les prolétaires et les paysans russes parvenus au pouvoir démocratique, et pour les travailleurs occidentaux qui s'étaient levés contre la bourgeoisie capitaliste.

En effet en 1917 et après une autre série d'événements, il y eut bien des tentatives vigoureuses de retour du tsarisme, appuyées par des forces occidentales, et il fallut plusieurs années pour les liquider. La graduation des phases historiques dans la vue puissante de Lénine était donc juste et présenter celui-ci comme un prophète certain du socialisme en Russie serait un stupide exercice extrémiste. Cette explication apparemment *de gauche* de l'œuvre de Lénine ne servirait que le jeu insidieux qui consiste à démontrer que l'on va vers le socialisme à travers des formes pleines historiquement d'ingrédients démocratiques et socialement d'éléments paysans-populaires, ce qui est la forme centrale de la dégénérescence et de la honte présentes.

6. CONFRONTATION AVEC L'ÉVÉNEMENT

Il s'agit d'établir maintenant pour nous si la Russie est allée au-delà ou est restée en deçà de ce qui était contenu dans la perspective de Lénine. Si nous jetions un pont entre les discussions qui eurent lieu entre 1903 et 1917, discussions qui semblaient plutôt abstraites et éloignées d'effets pratiques, et celles d'aujourd'hui en 1955 - année où nous voyons radicalement et sûrement la pleine forme capitaliste se diffuser puissamment en Russie, de même que nous voyons s'y dérouler une véritable orgie de « valeurs » démocratiques, populaires, alliées – nous verrions que c'est à bon droit que nous pouvons conclure que Lénine avait vu juste et l'histoire a abouti là où il l'avait prévu grâce à un effort gigantesque que le prolétariat russe a supporté et dont le bilan est aujourd'hui : « construction du capitalisme ».

Ainsi tous nos points seraient prouvés : qu'avec la clé marxiste, on peut lire remarquablement tant l'histoire ancienne que l'histoire nouvelle de la Russie ; que Marx et Engels pronostiquèrent correctement les terrifiantes horreurs de l'enfer capitaliste ; que Lénine fournit une impeccable construction marxiste de la voie pour sortir du joug d'un pouvoir et d'un régime précapitalistes formidables, et une théorie excellente de l'impuissance de la bourgeoisie à le faire et de son remplacement historique par le prolétariat. Et nous avons pleinement le droit de dire qu'en faisant cela Lénine n'avait ajouté aucune nouvelle partie à la théorie marxiste classique ; la naissance du communisme prolétarien est dialectiquement un fait national et international, il ne pouvait naître et se former que là où la forme de production moderne avait triomphé et ceci n'était advenu que dans les cadres nationaux (Angleterre, France, etc.) mais, apparaissant dans de tels cadres nationaux, comme théorie, comme organisation et parti agissant, il devait non seulement s'affronter immédiatement et dès le premier moment au binôme capitalisme-prolétariat mais également au véritable et vivant cadre mondial de toutes les classes et de tous les mouvements des sociétés humaines dans toutes leurs phases de développement. Le *Manifeste* contient l'application d'un tel principe à un horizon universel, et depuis lors les communistes, là où toute autre vestale se serait laissée séduire, tiennent allumée la flamme de toute révolution véritablement incandescente.

Voilà quelle est la véritable et unique position marxiste pour la résolution des problèmes complexes de toutes les sociétés qui ne sont pas encore arrivées au stade du grand duel entre patrons et ouvriers, pour toutes les classes marginales et impures de ces sociétés qui cependant ont désormais toutes pour squelette vivant le « modèle » capitaliste de l'économie.

7. THÉORIE DE MILIEU DE SIÈCLE

Si tout ceci est absolument vrai aux extrêmes on ne peut pourtant pas considérer les seuls extrêmes de cet arc historique de cinquante années, entre la théorie tracée depuis 1905 et la structure, consolidée dans les faits, de 1955. Ce pont historique n'est pas d'un seul tenant, non pas parce qu'il ne pouvait pas l'être, mais parce qu'il s'agissait peut-être des 50 années parmi les plus *denses* de toute l'histoire connue, à cheval sur deux grandes guerres universelles et, pour ce qui est de la Russie, sur au moins trois grandes révolutions, et d'un cours à moitié révolutionnaire et à moitié contre-révolutionnaire qui (s'il n'est pas unique dans l'histoire des modes de production) doit indiscutablement être caractérisé plus à fond.

En négligeant la théorie des arches intermédiaires de ce pont historique dans le sens marxiste du terme, arches qui définissent ensemble tout le difficile cycle historique, on peut facilement tomber dans le simplisme habituel.

Effectivement, le parti russe des ouvriers révolutionnaires et des socialistes communistes se pose à lui-même le but historique de parvenir à l'avènement du capitalisme mercantile et démocratique, à condition que l'acceptation d'un tel mot d'ordre (en dédiant à ce dernier ses propres forces de classe protagonistes d'une autre grande tâche historique) garantisse l'effacement d'Europe, par le fer et par le feu, de la construction monstrueuse de l'État des tsars, en le repoussant pour toujours dans le sombre souvenir du passé.

Effectivement, la gigantesque lutte, qui s'est déroulée par la suite en divers épisodes, a bien abouti à ce résultat, et l'on doit nier que l'on trouve aujourd'hui en Russie des forces dominantes qui œuvrent à la réalisation de formes qui vont au-delà du capitalisme, en se servant du même critère qui nous permet d'affirmer qu'il n'y en a pas dans le pays capitalistes occidentaux, la différence entre les deux consistant dans la distinction entre un capitalisme florissant et en pleine croissance et un autre en phase d'inflation qui annonce son déclin³.

Mais il est erroné de conclure sèchement de ce constat que, étant donné cette correspondance entre ce que le parti avait prévu et ce que l'histoire nous présente, il n'y eut en Russie qu'une révolution bourgeoise dans le sens complet où nous disons que la révolution de Kerensky fut bourgeoise et que celle de Lénine le fut également, ces deux révolutions étant dans le même rapport que l'était celle de Mirabeau avec celle de Robespierre.

Dans ce développement nous soutiendrons que si la forme de production en Russie n'est que bourgeoise, l'Octobre ne fut pas bourgeois mais prolétarien et socialiste, après avoir remis à leur place les facteurs économiques et sociaux, les classes, les partis, et les rapports politiques de pouvoir.

Un développement semblable n'est définissable qu'à l'intérieur du cadre international de l'histoire des décennies récentes, et pour achever cette introduction nous rappellerons les trois caractères historiques que l'Octobre contient en lui et qui lui donnent énormément plus d'importance que le fait d'avoir détruit le tsarisme pour toujours ; celui-ci aurait certainement obtenu sa revanche si la révolution s'était arrêtée en Février, comme il tenta désespérément de le faire, encouragé par une large partie de la bourgeoisie mondiale qui se brisa contre la dictature intégrale des bolcheviks.

8. DESTRUCTION DE LA GUERRE

La relation étroite établie entre la défaite de l'armée tsariste et la révolution politique, attendue avec une impatience avide par Marx et Lénine dans chacune des guerres que l'histoire européenne connut, se confirma dans la politique conduite, sans reculer devant les conséquences les plus tragiques, par le pouvoir issu d'Octobre : favoriser la désagrégation des

régiments, démanteler le front militaire, dominer tout engouement à l'intérieur du parti, malheureusement aussi de la part des meilleurs, et même de ceux catalogués à gauche, pour une version nationale et patriotique de la guerre, laquelle fut au contraire brisée impitoyablement en des succès véritablement grandioses.

Cette politique entièrement révolutionnaire, destructrice de toute hypocrisie, poussée à ses conséquences les plus extrêmes, inspirée de la revendication du défaitisme sans réserves, de la transformation de la guerre de défense de la patrie en guerre civile, passa l'épreuve grandiose de la ruine du pouvoir militaire allemand, des fronts enfoncés non par une offensive venant de l'Ouest mais par une capitulation et par les fraternisations à l'Est.

Une révolution bourgeoise ne pouvait pas avoir un semblable réel contenu, car elle ne pouvait s'empêcher pour des motifs intrinsèques que nous avons longuement exposés (par exemple dans l'exposé de la réunion de Trieste sur *Race et nation*) de favoriser les valeurs et les institutions à caractère national et patriotique. Nous montrâmes précédemment que Robespierre, de la tribune parlementaire, reprocha aux Anglais, ses ennemis jurés, leur politique contre les influences françaises outre Atlantique, conduites contre Louis XIV et Louis XV. La révolution bourgeoise ne brise pas la ligne de l'histoire nationale, seule une révolution prolétarienne peut oser tenter le faire. Aujourd'hui, la ligne du pouvoir russe est patriotique à fond et elle exalte les vaincus de Port Arthur et de Tsushima alors que Lénine avait travaillé à leur couper les jarrets, et tout autant les défenseurs de Sébastopol en reniant les invectives antirusse de Marx, et il va jusqu'à exalter les entreprises de conquête de Pierre le Grand.

9. LIQUIDATION DES ALLIÉS

Une autre caractéristique de la politique révolutionnaire bolchevique est la lutte progressive contre les différents alliés transitoires de la phase précédente, lesquels l'un après l'autre furent mis hors de combat pour que le parti bolchevik parvienne à un pur gouvernement de parti. Arrivé à ce point il est insuffisant de chercher une analogie avec les révolutions bourgeoises dans les luttes entre les différents partis de 1789 à 1793 en France parce que l'analogie se limite à la méthode d'action. Nous ne dirions pas, par exemple, qu'un caractère originellement prolétarien de la révolution russe aurait été le terrorisme politique. Les révolutions de la bourgeoisie, en France, en Angleterre, et dans de nombreux autres pays, ont connu la terreur et une telle méthode, en Russie, était réclamée par des non marxistes, comme les populistes de gauche et les socialistes-révolutionnaires, dans la mesure où il s'agissait de détruire les partis qui soutenaient le tsar.

Mais la position dialectique assumée, dans tout le développement, par les bolcheviks, partie de la nécessité d'un remplacement de la bourgeoisie pour accomplir les tâches de celle-ci afin de parvenir à la dispersion des partis de cette même bourgeoisie, et poursuivie à travers la marche transitoire avec des alliés semi-bourgeois et paysans, pour finir par les chasser du gouvernement et leur interdire tout droit de participer à l'État, est fidèle à la position originale des marxistes qui, déjà avant 1848, se proposaient clairement une première lutte aux côtés des alliés bourgeois, libéraux, démocrates, et un passage ultérieur à l'attaque décisive contre eux et contre les factions petites bourgeoises. Une telle prévision est solidement fondée sur une inexorable anticipation critique des idéologies propres à ces couches sociales qui en font inmanquablement des ennemis du prolétariat.

Ces développements caractéristiques de toutes les luttes entre classes ont de nombreuses fois conduit à la défaite du prolétariat et à l'impitoyable destruction de ses forces et de ses organisations, comme dans les événements classiques de France. Pour la première fois, en Russie, le parti prolétarien a été victorieux dans le dernier épisode des phases de la guerre civile, faisant place nette de tous ses anciens alliés successifs qui peu à peu passaient à

la contre-révolution ouverte, et la victoire dans les dernières batailles est restée dans les mains du parti. Quelle que fût la suite, où l'on ne vit pas le renversement du pouvoir révolutionnaire dans une guerre civile, mais un tout autre processus, cette expérience historique est véritablement originale et reste comme partie du patrimoine historique effectif du potentiel révolutionnaire qui sera par la suite dispersé par d'autres moyens, et par l'application outrée d'alliances et de regroupements dénués de toute autonomie dialectique originale du parti de classe et de ses positions exclusives.

Nous avons plusieurs fois développé la conception marxiste selon laquelle les expériences des contre-révolutions sont des aliments précieux sur le chemin ardu de la révolution, comme dans le cas de la Commune de Paris invoquée fondamentalement par Lénine.

Donc ces résultats, même s'ils furent par la suite dispersés et anéantis, servent pour nous à prouver qu'après Octobre, et avant qu'il n'ait eu le temps de se poser la tâche que nous allons étudier par la suite, tâche de nature économique, productive et sociale, le pouvoir politique revint effectivement dans les mains du prolétariat qui, de par la situation internationale, fut poussé clairement au-delà, malheureusement pas définitivement, des limites de la dictature démocratique et au-delà de celles de l'alliance avec les partis à base populaire et paysanne et donc dans la sphère historique de la révolution politique socialiste à laquelle par la suite ne manquèrent que les apports que seule la révolution ouvrière d'Occident aurait pu lui fournir.

10. DÉMOLITION DE L'ÉTAT

Le passage de la révolution purement démocratique, même avec les différents partis socialistes au premier rang, à l'Octobre bolchevik ne fut possible que parce la question de l'accession au pouvoir du parti ouvrier dans les pays les plus avancés avait été remise en lumière et, avec elle, la théorie marxiste intégrale de la violence dans l'histoire et de la nature de l'État politique.

Cette grande bataille ne fut pas seulement théorique, comme dans les pages de *L'État et la Révolution* et dans les polémiques qui impliquèrent tout le monde du premier après-guerre, et elle ne fut pas seulement organisationnelle, comme dans la scission radicale entre les révolutionnaires de la Troisième Internationale et les traîtres et révisionnistes de la Deuxième. Ce fut une véritable bataille politique et elle se déroula les armes à la main lors d'épisodes effrayants, quand nous vîmes les sociaux-démocrates devenus les bourreaux à la solde du capitalisme poignarder la révolution et la dictature rouge en Allemagne et en Hongrie, et quand nous vîmes le même affrontement se préparer et se dérouler dans l'Europe tout entière.

Nous admettons que l'on est seulement arrivé à la réalisation de la dictature insurrectionnelle, terroriste même, des ouvriers et paysans, seule héritière historique possible du pouvoir en Russie, mais l'on n'a pas pu aller au-delà. Il serait resté en Russie une seule expérience, un seul héritage à l'histoire révolutionnaire, le voici : l'insurrection, la guerre civile, la dictature, la terreur sont nécessaires mais seulement pour sortir de la forme médiévale, pas pour sortir, par la suite, de la forme bourgeoise et capitaliste.

Mais dans l'avancée ultérieure du pouvoir prolétarien bolchevik en Russie, la lutte aurait pu s'unir avec celle des forces avancées des prolétaires communistes qui dans les pays d'Europe s'affrontaient non pas à un moyen âge oublié mais à la démocratie moderne du capital et qui apprenaient la nécessité - dans une phase historique bien ultérieure à celle qui vit la conquête de la liberté bourgeoise - de la violence et de la dictature des classes opprimées par le capital. Ils l'apprirent des camarades de Russie qui avaient dû saisir à la gorge même les soi-disant socialistes qui restaient dans l'ombre des idées bourgeoises et petites-bourgeoises, les démocrates partisans du pacifisme de classe, qui soutenaient qu'une fois les

régimes féodaux renversés la lutte devait se poursuivre dans le cadre démocratique et qui s'étaient avérés être de purs contre-révolutionnaires, certains étant même encore plus ou moins ouvertement liés avec le tsarisme tramant encore des complots.

Bien que la révolution bourgeoise classique ait contenu en soi la nécessité du démantèlement de l'organe d'État précédent, dans la mesure où il était fondé sur les anciens ordres, sur les privilèges de ces ordres, et sur les différentes autorités juridiques des composantes de la société, seule la lutte de la révolution russe dans la phase d'Octobre put donner une base historique et positive à l'affirmation que même l'État juridique des constitutions modernes proclamant l'égalité et la liberté de tous et basées sur la représentation universelle sans distinction d'ordres, même un tel État, Marx et *le Manifeste* ont établi dès la première heure, qu'il n'était qu'un organe de domination de classe et qu'un jour l'histoire le mettrait en pièces à son tour.

Il n'est donc pas permis de dire que la révolution d'Octobre resta dans les limites d'une révolution bourgeoise. Le développement social de la Russie a dû rester dans les limites des formes et modes de production capitaliste, et c'est une donnée historique que le prolétariat a lutté pour l'avènement d'une forme bourgeoise et qu'il devait le faire. Mais sa lutte politique ne s'est pas limitée à cela.

En tant que partie inséparable de la lutte politique du prolétariat international – qui pour s'organiser en *classe dominante* doit avant tout s'organiser en *parti* de sa révolution propre et exclusive - les forces et les armes qui ont indiscutablement vaincu dans la bataille d'Octobre vainquirent pour le prolétariat mondial et le socialisme mondial, et leur victoire servira dans le sens historique matériel la victoire mondiale du communisme, sur les ruines du capitalisme de tous les degrés et de tous les pays, Russie actuelle comprise.

PARTIE I

LUTTE POUR LE POUVOIR DANS LES DEUX RÉVOLUTIONS

1. LA GUERRE DE 1914

On ne peut laisser de côté la relation qui existe entre la Révolution en Russie de 1917 et la première guerre mondiale qui éclata en 1914, point très connu et que nous avons rappelé une infinité de fois. Tout le développement historique qui lie entre elles les vicissitudes des partis marxistes en Europe et en Russie, le lien entre les perspectives d'avenir qui se formèrent et les particularités de leur vie politique interne et de leurs luttes des tendances, tournent autour du moment crucial que fut la crise historique volcanique, le tremblement de terre politique d'août 1914 dont 41 années nous séparent.

Quoique nous ne voulions pas faire ici œuvre d'historien et que les faits essentiels soient écrits dans la tête de tous, il faudra cependant en rappeler les éléments principaux.

À Sarajevo, capitale de la Bosnie, province en majorité slave passée de l'empire ottoman à l'empire autrichien après les guerres balkaniques, le 28 juin l'archiduc François Ferdinand, héritier du trône du très vieil empereur François-Joseph, passe en carrosse découvert avec sa femme. Ils sont abattus par deux coups de revolver tirés par deux jeunes nationalistes bosniaques.

Dans les quelques semaines tragiques qui suivirent, le gouvernement de Vienne affirma que les auteurs de l'attentat avaient avoué, lors des interrogatoires, être des agents du mouvement indépendantiste et du gouvernement serbes. Le 23 juillet, encouragé secrètement, dit-on, par le Kaiser Guillaume, le ministre des affaires étrangères autrichien, Berchtold, transmet à la Serbie l'ultimatum historique qui imposait une série de mesures de politique et

de police intérieures. Le délai était seulement de 48 heures : la Serbie répondit d'un ton faible mais n'accepta pas toutes les conditions. Le 26, le premier ministre anglais, Grey, tenta de proposer une conférence, mais l'Allemagne s'opposa à cette initiative. Le 28, un mois après l'attentat, l'Autriche déclara la guerre à la Serbie.

Le 29 la Russie mobilisa, le 30 l'Allemagne fit de même sur les deux frontières. Le 31 l'Allemagne intima à la Russie l'ordre de révoquer dans les 24 heures l'ordre de mobilisation, et n'ayant pas obtenu de réponse, elle lui déclara la guerre le 1^{er} août. Le 3 elle déclara la guerre à la France, le 4 elle envahit la Belgique sans déclaration de guerre. C'est seulement le 6 août que l'Autriche déclara la guerre à la Russie.

Comme on sait, le gouvernement belge décida de résister avec les armes à l'envahisseur et la Grande Bretagne déclara la guerre à l'Allemagne pour le motif que les engagements internationaux pour la neutralité de la Belgique avaient été violés, le comte Bethmann Hollweg, ministre des affaires étrangères, répondit par la phrase célèbre : les traités ne sont rien d'autre que des morceaux de papier.

L'histoire nous a appris par la suite que les Anglais, peu de jours auparavant, avaient assuré Berlin de sa non-intervention en cas de guerre avec les Franco-Russes, encourageant ainsi le gouvernement du Kaiser à se précipiter dans la fournaise de la guerre.

Avant de voir les premières conséquences du cours de la guerre sur la situation en Russie qui nous intéresse ici, il est cependant nécessaire d'égrener un autre chapelet, celui de la ruine du socialisme international qui constitue l'autre aspect de ces jours de tragédie.

Cette situation sur laquelle il faut réfléchir est bien différente de celle de l'explosion de la guerre de 1939. Alors dans chaque pays, deux possibilités se heurtaient nettement : la position internationaliste de classe d'une part, de l'autre une position nationale et patriotique d'unanimité – et ceci de façon absolument analogue dans tous les pays. En 1939 tout était changé, et dans certains pays on constatait un *défaitisme bourgeois* qui fonda les mouvements contre la guerre de « partisans de l'ennemi national » déclarés. Dans le premier cycle historique le nationalisme triompha, dans le second il se divisa en deux nationalismes. Le cycle dans lequel l'internationalisme se lèvera de toute sa hauteur n'est pas encore commencé.

2. ÉCROULEMENT CAUCHEMARDÉSQUE

Deux jours après l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie le parti socialiste allemand lança un manifeste puissant contre la guerre dans lequel cet ultimatum était condamné comme « délibérément calculé pour provoquer la guerre » et déclarait qu'il ne serait pas « versé une seule goutte de sang des soldats allemands pour le gouvernement de Vienne ».

Mais quand, le 29 et 30 juillet à Bruxelles, le Bureau Socialiste International, convoqué d'urgence, se réunit, la situation était déjà en train de se précipiter. Le chef des socialistes autrichiens, le vieux Victor Adler, parla : « Nous sommes déjà en guerre. N'attendez pas de nous d'autres actions. Nous sommes sous la loi martiale. Nos journaux ont été supprimés. Je ne suis pas ici pour faire des discours de propagande mais pour vous dire la vérité : à l'heure actuelle, alors que des centaines de milliers d'hommes marchent vers les frontières, toute action est impossible. » Bebel n'était plus là, il était mort à la fin de 1913 ; les Allemands étaient représentés par Hasse et Kautsky qui discutaient directement avec Jaurès et Guesde du dernier espoir qu'il y avait que la guerre entre la Serbie et l'Autriche restât localisée (l'attitude des socialistes serbes peu nombreux fut magnifique).

La grève générale contre la mobilisation est proposée seulement par l'Anglais Keir Hardy (l'attitude du petit British Socialist Party fut digne) et par Balabanov qui représentait l'Italie avec Morgari. Et qui fut celui qui répondit d'une manière glaciale ? Le marxiste orthodoxe Jules Guesde de la façon suivante : « Une grève générale ne serait efficace que dans les pays dans lesquels le socialisme est fort, et elle faciliterait ainsi la victoire des nations

arriérées sur les nations progressistes. Quel socialiste peut désirer que son pays soit envahi, qu'il soit défait par un pays plus rétrograde ? » Lénine n'était pas là, il était dans un village des Carpathes, avec sa femme malade ; Rosa Luxembourgeois était malade de troubles cardiaques. Le socialiste *de droite* et non orthodoxe Jaurès fut grand, il tonna dans le meeting devant une immense foule qui reprenait le cri : À bas la guerre ! Guerre à la guerre ! Vive l'Internationale ! Deux jours après le nationaliste Vilain abattait le grand tribun de deux coups de revolvers à Paris⁴.

La réunion ne sut qu'avancer au 9 août le congrès socialiste mondial déjà fixé à Vienne pour le 25 août. Mais comme Wolfe l'observa justement ces dix jours bouleversèrent le monde au moins autant que ne le firent les décennies suivantes.

Dans le même temps, du 31 au 4 août à Berlin, se succédèrent des séances de la direction socialiste et du groupe parlementaire, fort de 110 députés au Reichstag. Mueller fut envoyé à Paris où la même question était agitée mais la plupart des camarades français déclarèrent : la France est agressée, *nous*, nous devons voter les crédits de guerre et *vous* Allemands vous ne devez pas le faire. À Berlin, il y eut 78 votes favorables au crédit de guerre contre 14, ainsi qu'une déclaration qui déclinait toute responsabilité quant à la guerre. Le 4 août les 110 votèrent les crédits (y compris les 14 parmi lesquels le président du parti social-démocrate allemand, Haase, et même Karl Liebknecht, *par discipline*) quoiqu'un socialiste, un seul, Kunert de Halle, se fût éloigné de la salle.

Le même jour les dépêches de presse apportaient de Paris la même nouvelle maudite : les crédits pour la défense nationale avaient été votés à l'unanimité.

Dans les deux capitales les foules manifestèrent dans les rues au cri de vive la guerre ! Trotsky était lui aussi en Autriche, dans la capitale. Il fut abasourdi d'entendre les cris d'exaltation et de joie poussés par les jeunes manifestants. Quelle idée les enflamme ? se demanda-t-il. L'idée nationale ? Mais l'Autriche n'est-elle pas la négation même de toute idée nationale ? Mais Trotsky vivait de la foi en les masses, et dans son *Autobiographie* il trouva une explication vraiment optimiste à cette agitation déchaînée par la mobilisation, saut dans les ténèbres des classes dominantes⁵.

3. SEPT THÈSES SUR LA GUERRE

Lénine, qui par chance avait quitté l'Autriche, où il était un citoyen ennemi pour la Suisse restée neutre, n'avait aucune information sûre sur le comportement des socialistes russes. On disait que toute la fraction des sociaux-démocrates à la Douma, même les mencheviks, avait refusé le vote des crédits de guerre. Mais plusieurs choses lui étaient restées en travers de la gorge : Kautsky, qu'il considérait encore comme un de ses maîtres, s'était prononcé pour l'abstention dans la discussion sur le vote des crédits de guerre, mais il avait ensuite, avec mille sophismes, justifié et défendu le vote favorable de la majorité. Il avait ensuite appris qu'à Paris Plekhanov s'était transformé en propagandiste de l'enrôlement dans l'armée française. Lénine traversa des jours de rage et de fureur jusqu'à ce qu'il prit la décision de tout recommencer et de défenestrer les nouveaux traîtres. À peine put-il réunir six ou sept camarades bolcheviks à qui il présenta sept brèves thèses sur la guerre. Il y avait lui, Zinoviev et leurs femmes respectives, trois députés à la Douma et peut-être la Russo-Française Inès Armand.

Premièrement. La guerre européenne a un caractère tranché et défini, il s'agit d'une guerre bourgeoise, dynastique et impérialiste.

Deuxièmement. La conduite des chefs de la social-démocratie allemande, parti de la Deuxième Internationale (1889-1914), qui ont voté les crédits de guerre et qui répètent les phrases bourgeoises et chauvines des junkers prussiens et de la bourgeoisie, représente une trahison flagrante du socialisme.

Troisièmement. La conduite des chefs socialistes français et belges, qui ont trahi le socialisme pour entrer dans les gouvernements bourgeois, doit être également condamnée.

Quatrièmement. La trahison du socialisme de la part de la majorité des chefs de la Deuxième Internationale signifie l'écroulement idéologique de celle-ci. La cause fondamentale de cet écroulement est la prédominance de l'*opportunisme* petit-bourgeois.

Cinquièmement. Toutes les justifications données par les divers pays pour leur participation à la guerre sont fausses et inacceptables : défense nationale, défense de la civilisation, la démocratie, etc.

Sixièmement. La tâche de la social-démocratie en Russie consiste en premier lieu en une lutte sans trêve et sans merci contre le chauvinisme grand-russe et monarchiste-tsariste, et contre le sophisme de la défense d'un tel chauvinisme de la part des libéraux ou des démocrates russes partisans de la constitution, et de la part des populistes.

Du point de vue des classes laborieuses et opprimées de tous les peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite complète de la monarchie tsariste et de son armée qui oppriment la Pologne, l'Ukraine et de nombreux autres peuples de l'empire.

Septièmement. La consigne des socialistes dans le moment actuel doit être une propagande pénétrante, étendue également aux armées et aux autres domaines de l'activité militaire, pour une révolution socialiste et pour l'utilisation des armes non contre ses propres frères, mais contre la réaction des partis et des gouvernements bourgeois dans tous les pays... l'action illégale dans le pays et dans l'armée ... l'appel à la conscience révolutionnaire des masses contre les chefs traîtres ... l'agitation en faveur des républiques allemande, russe et polonaise.

Le texte fut adopté après avoir été amélioré avec quelques amendements et ajouts :

1. Une attaque du soi-disant « Centre » qui avait capitulé face aux opportunistes, et devait être tenu en dehors de la nouvelle Internationale. Cette attaque directe contre Kautsky n'est peut-être pas de la plume de Lénine.

2. La reconnaissance que tous les travailleurs n'étaient pas atteints de la fièvre de la guerre, mais qu'ils s'étaient montrés en de nombreux cas hostiles au chauvinisme et à l'opportunisme. Un tel ajout fut peut-être dû aux nouvelles en provenant de ces pays où une partie du mouvement était sur la bonne voie (Serbie, Italie, Angleterre, quelques groupes grecs, bulgares, etc.)⁶.

3. Un ajout sur la Russie qui pour Wolfe est incontestablement de Lénine dans la mesure où il constitue « une formulation caractéristique des exigences et des mots d'ordre d'une révolution démocratique en Russie. » Et nous avons voulu la rapporter ici parce qu'il nous ramène sur le fil conducteur de notre étude : « *Lutte contre la monarchie tsariste et le chauvinisme grand-russe, panslaviste ; agitation pour une révolution en Russie ; propagande pour l'émancipation et l'autodétermination des peuples opprimés par la Russie, avec les mots d'ordre immédiats : république démocratique, confiscation des terres des grands propriétaires fonciers, journée de travail de huit heures* ».

Peu de semaines après l'éclatement de la guerre de 1914 la perspective des marxistes révolutionnaires est donc claire.

En Europe : liquidation de la Deuxième Internationale et fondation de la Troisième Internationale.

En Europe : lutte pour liquider la guerre non pas au moyen de la paix mais par le renversement de la domination capitaliste de classe (révolution socialiste), après le renversement préalable de toutes les dynasties.

En Russie : défaite dans la guerre, fin du tsarisme, révolution démocratique avec des mesures radicales.

Passage à une révolution socialiste seulement avec une indispensable révolution similaire européenne.

4. AUCUNE « THÉORIE NOUVELLE »

Ce cycle est raconté dans la stalinienne et officielle *Histoire du parti bolchevik* de façon que l'on en conclue que Lénine, face à l'effondrement du mouvement européen dans l'opportunisme, aurait créé une « théorie nouvelle », la théorie de la *révolution dans un seul pays*. Et donc en ce sens et dans ce but, on a revendiqué l'adhésion à toute la croisade féconde de Lénine contre les sociaux-patriotes de toutes nuances : « Telle est la conception théorique et tactique des bolcheviks dans les questions de la guerre, de la paix et de la révolution ». Il est au contraire évident que, sous des prétextes plus spécieux encore que ceux donnés par Kautsky et Guesde, les consignes bruyamment données aux partis communistes dans la deuxième guerre mondiale, les jetant tous dans un front où ils étaient alliés avec les bourgeoisies, ne laissent pas pierre sur pierre de la théorie de Lénine pour la *guerre*, pour la *paix* et pour la *révolution*, cette dernière n'étant d'ailleurs que la « vieille théorie » de Marx que les traîtres de 1914 avaient tout également déchirée, et que Lénine, à leur grande honte, avait glorieusement réédifiée. Qu'est-ce d'autre que la *victoire du pays rétrograde* de Guesde à Bruxelles sinon l'éternel mensonge de la blâmable *victoire des fascistes* sur la France ou l'Angleterre ?

La falsification de service se fonde sur deux articles de Lénine de 1915 et 1916. Celui de 1915 a pour titre *À propos du mot d'ordre des États-Unis d'Europe*. Lénine fait de nombreuses réserves très justes sur ce mot d'ordre. On le retrouve dans les *sept thèses* sous la forme : *États-Unis républicains d'Europe*, coordonné à la revendication des républiques de Russie, d'Allemagne et de Pologne (aujourd'hui elles existent toutes, mais quand ajouterons-nous la république anglaise ?). Puis justement le parti décida de surseoir à ce mot d'ordre *politique* qui pouvait donner lieu à des malentendus. Selon Lénine les États-Unis d'Europe entre États capitalistes (pas seulement dynastiques) représentent une formule inadmissible : mais ceci non pas parce que cette formule est encore présocialiste et seulement démocratique, dans la mesure où de telles revendications peuvent être utiles, mais surtout parce qu'un tel organisme serait réactionnaire. Voilà un bon et prophétique opinion sur les différentes fédérations et ligues européennes aujourd'hui défendues de tout côté, y compris par les staliniens : « En régime capitaliste les États-Unis d'Europe équivalent à un accord pour la répartition des colonies. »

Nous nous excusons pour cette longue digression. Aujourd'hui ce serait des États *inférieurs* aux États-Unis d'Amérique qui se taillent, dans cette répartition, la part du lion. Mais cela ne rend que plus « ou réactionnaire ou impossible » la formule de la fédération européenne.

Ou contre l'Amérique, comme le voyait Lénine en 1915, ou sous la domination de l'Amérique comme ils se dessinent aujourd'hui (et même sous la domination de la Russie ou d'une entente entre Russie et Amérique), les États-Unis d'Europe ne se formeraient que *contre les colonies et contre le socialisme*.

Pour nous, dit clairement Lénine, la situation de la guerre est plus révolutionnaire que celle du fédéralisme européen (c'est autre chose que d'avoir adopté toute la théorie, etc. de la part des sacristies citées plus haut !).

Notre mot d'ordre serait *États-Unis du monde*, dit Lénine. Mais celui-ci ne nous convient pas non plus, d'abord parce qu'il coïncide avec celui du socialisme, « en second lieu parce qu'il pourrait engendrer l'opinion erronée de l'impossibilité de la victoire du socialisme dans un seul pays et une conception erronée des rapports entre un tel pays et les autres. »

C'est là que nous les attendons ces messieurs. L'histoire officielle évoque la période qui suivit ces événements : « L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. Il en résulte que le triomphe du socialisme est possible *d'abord*

dans quelques pays ou même dans un seul pays capitaliste pris isolément. Le prolétariat victorieux de ce pays, en expropriant les capitalistes et en organisant la production socialiste, se dresserait contre le reste du monde capitaliste en attirant à lui les classes opprimées des autres pays (ici finit la citation de ceux qui furent les grands et stupides alliés de Roosevelt, et avant d'Hitler, des castrateurs de la révolution et de la pensée de Lénine ; mais nous continuons) en les enflammant pour qu'ils se soulèvent contre les capitalistes, en intervenant, en cas de nécessité, même par la force armée, contre les classes exploiteuses et leurs États. »

5. LES RÉVOLUTIONS SIMULTANÉES ?

L'autre citation dont le texte auquel nous nous référons veut faire état est tirée d'un article de l'automne 1916 : *Le programme militaire de la révolution prolétarienne* dans lequel est traitée ouvertement l'hypothèse d'un pays *capitaliste* dans lequel la révolution a vaincu, et qui conduit une guerre contre les pays demeurés bourgeois et y porte la révolution. Un thème que nous avons traité plusieurs fois et qui surtout est à mille lieux des sottises formidables de la « coexistence pacifique », de l'« émulation » et de la « défense contre l'agression », puisque cette guerre serait une guerre de classe, de franche agression et qu'elle exhorterait de façon non dissimulée le prolétariat du monde entier à attaquer sans attendre la forteresse de l'exploitation capitaliste.

Le truc vulgaire consiste à passer de l'une à l'autre de ces thèses : conquête du pouvoir politique dans un seul pays – construction du socialisme dans un seul pays capitaliste dans lequel le pouvoir a été conquis – construction du socialisme *dans la seule Russie*. Et c'est cette dernière affirmation qui, nous l'affirmons, appartient au royaume des songes, comme les faits économiques tangibles – dans la seconde partie de ce rapport - nous le démontrerons.

Voilà le grand bobard qui veut justifier la *théorie nouvelle* (pour la faire disparaître, qu'elle soit ancienne ou nouvelle, par la suite). « Cette théorie diffère radicalement de la conception diffusée *parmi les marxistes* dans la période du capitalisme pré-impérialiste, lorsque les *marxistes* pensaient que le socialisme ne pouvait vaincre dans un seul pays mais triompherait dans tous les pays civilisés en même temps, etc.. » Et puis, Lénine détruisit, etc.

Ceci n'est qu'une fable fabriquée de toute pièce et dont Lénine ne s'est jamais occupé. Qui a jamais cru à cette histoire du socialisme simultanément dans tous les pays ? Ni les marxistes de gauche ni, à plus forte raison, ceux de droite. Et les pays *civilisés*, quels auraient-ils été ? Certainement pas la Russie, mais la France, l'Angleterre, l'Amérique. Et l'Allemagne ? À entendre les traîtres de 1914, ceux de 1941 et ceux d'aujourd'hui qui pour attaquer la Communauté de Défense Européenne relèvent l'épouvantail dont on a largement abusé du gros Allemand en armes. L'Allemagne est le pays le plus barbare ... de tout le pays des Hottentots ⁷⁸ !

Cependant avant de continuer à mettre en pièces l'équivoque centrale qui anime tout le récit de l'histoire prolétarienne *ad usum Kraemlini* ⁹, il faut faire une observation. Ce prétendu dualisme de deux théories, la vieille et l'ancienne, l'une née de la situation du capitalisme pré-impérialiste, adoptée, avec la tactique correspondante, par la Deuxième Internationale, et l'autre qui aurait été découverte et instaurée par Lénine, sur la base de l'expérience (l'étape) impérialiste plus récente, n'est pas seulement la propriété estimée de l'opportunisme stalinien.

L'opportunisme de la Deuxième Internationale était basé lui-même sur une pompeuse (et répugnante) *théorie nouvelle* : celle qui se vantait d'avoir fait justice d'un Marx quarante-huitard et catastrophique, autoritaire et terroriste, et qui avait en fait modelé, à la place de l'étincelant et hirsute « red terror doctor », le très honorable parlementaire social-démocrate en haut-de-forme et en toge (nous vîmes de tels poux même à Moscou ¹⁰), dédaignant le parti de classe, courtisant les syndicats économistes, pacifistes, corporatistes et gradualistes, pompiers de toute action des masses, et finalement votant les crédits pour le massacre

impérialiste, ce qui déclencha la grande fureur de Vladimir Oulianov, non moins que celle de nous, les derniers des idiots. C'était la théorie révisionniste de Bernstein et compagnie, et elle entonnait l'éternel refrain putassier : ces-temps-sont-pas-sés ...

Donc, la vieille histoire elle-même de la vieille théorie du dix-neuvième siècle du barbu Charles, et de la nouvelle théorie du vingtième siècle que l'on ose attribuer à Lénine mais qui n'est que le patrimoine d'une armée simiesque de mandrills aux culs pelés et qui osent bredouiller son nom, est la propriété d'un grand nombre de petits groupes qui ne se disent pas staliniens, parce qu'ils ne s'aperçoivent pas qu'ils le sont, qui – comme nous leur avons tant de fois reproché à coups de fouet – veulent renflouer la barque de la révolution et qui ne peuvent que la mettre en cale sèche puisque ce n'est pas à eux, pauvres cercopithèques, à dessiner la nouvelle théorie, forts qu'ils seraient de ce que Marx ne savait pas et que Lénine commençait à peine comprendre. Tous ces nombreux petits groupes annoncent périodiquement, en une épouvantable « bouillabaisse » de doctrine ou de masturbations intellectuelles, qu'ils se donnent pour tâche de « reconstruire le parti de classe. »

Laissons ces messieurs à leurs exercices (qui échouent surtout dans ce qui les meut et qui est leur objectif principal : faire du bruit) et revenons à la manipulation kremlinesque.

6. À BAS LE DÉSARMEMENT !

L'autre apport à la théorie de la « révolution dans un seul pays » est tiré par les gens du concile de Moscou d'un autre article, datant de l'automne 1916, qui traite d'un autre thème : il bat en brèche, comme l'avait fait celui de 1915 pour le mot d'ordre des États-Unis d'Europe, un autre « mot d'ordre » que les éléments de gauche du mouvement socialiste durant la guerre, et surtout ceux de l'Internationale Socialiste de la Jeunesse, étaient en train de lancer en opposition au social-chauvinisme : le mot d'ordre de *désarmement*. C'est une puissante attaque contre le pacifisme, cohérente chez Lénine, cohérente à travers les décennies dans la « vieille théorie » de Marx, inséparable de la défense désespérée des marxistes radicaux de tous les temps contre le piétisme philanthropico-humanitaire des petits-bourgeois radicaux et également des libertaires, contre les visions gradualistes du réformisme du dix-neuvième siècle qui voulait noyer, dans une vespasienne de corporativisme de bonze et d'électoratisme démocratique, force, violence, dictature, guerre des États et guerre des classes, visions d'une saleté dégoûtante, aux antipodes du marxisme intégral et originel, vengé aujourd'hui par les admirables mains de ceux qui rapiècent les trous. À proposer à nouveau à tous ceux qui s'en vont recueillir des signatures, et à jeter à la face des bandits de la croisade de la plume contre le canon et le missile atomique.

Voici le passage tiré de l'article *Le programme militaire de la révolution prolétarienne* que nos *officiels* utilisent à leur convenance et qui dans nos expositions (qui n'inventent et ne découvrent rien, mais présentent à nouveau le matériel historique, patrimoine du mouvement anonyme et éternel, dans les cadres et dans les cycles précis de son développement) trouve son juste emploi : « Le développement du capitalisme se présente dans les différents pays de façon extrêmement inégale. Et il ne pourrait pas en être autrement en régime de production mercantile (*aplica et fac saponem !...*). D'où la conclusion incontestable : le socialisme ne peut vaincre simultanément dans *tous* (écrit en italique par Lénine) les pays. Il vaincra d'abord dans un ou dans quelques pays, alors que les autres resteront, pendant une certaine période, des pays bourgeois et prébourgeois. Ce fait provoquera non seulement des frictions mais également une tendance ouverte de la bourgeoisie des autres pays à écraser le prolétariat victorieux de l'État socialiste. Dans un tel cas la guerre de notre part serait légitime et juste. Ce serait la lutte pour le socialisme, pour la libération des autres peuples du joug de la bourgeoisie. »

Ce passage est de l'or en barre véritable. Mais les phrases qui le précèdent le sont aussi : « La victoire du socialisme dans un seul pays n'exclut pas du tout, d'un seul coup, toutes les guerres. Au contraire, il les présuppose. » C'est tout autre chose que de prétendre, comme le font les staliniens, être dans un pays socialiste et donc préparer la paix universelle ! Ils sont dans un pays bourgeois, leur pacifisme est un pacifisme hypocrite tout autant que le pacifisme bourgeois durant la guerre de 1914, puis que le pacifisme bourgeois durant la guerre de 1939, puis enfin que celui qui s'oppose aujourd'hui à la troisième future guerre mondiale (1970 ?). Il aura la même fin.

Et ensuite il y a les phrases suivantes : « Engels avait parfaitement raison quand, dans sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882, il reconnaissait catégoriquement la possibilité de “guerres défensives” du prolétariat *déjà victorieux*. Il faisait allusion justement à la défense du prolétariat victorieux contre la bourgeoisie des autres pays. ». Mes pauvres petits enfants de chœur ! C'est justement dans les écrits auxquels ils ont recours pour montrer Lénine qui enfante la théorie nouvelle, que celui-ci, avec la limpidité habituelle de son raisonnement, montre que ce qu'il est en train de dire était bien connu des *marxistes* « de la période pré-impérialiste », c'est-à-dire au moins 38 ans avant ; et certainement Engels le connaissait non pas parce qu'il l'avait rêvé durant cette nuit d'automne, mais parce qu'il remontait à l'a.b.c. du marxisme enfanté par l'histoire dans les années quarante du siècle.

L'encadrement historique et toute la construction de l'article nous intéresse. Ne pouvant pas le reproduire dans sa totalité, nous en donnons le plan puissant.

7. JEUNES EXUBÉRANCES

Lénine avait été frappé par les thèses de Grimm dans la *Jugend-Internationale*. Dans les programmes minimaux des vieux partis était inscrit le mot d'ordre : milice populaire, armement du peuple. La guerre avait rendu ce problème d'actualité : il est connu que les syndicalistes anarchoïdes soutenaient la thèse du « refus du service militaire », leur représentant au congrès international de Stuttgart en 1907 était Hervé qui avait soutenu la thèse juste de la grève générale dans un discours théoriquement incohérent (selon le jugement de Lénine lui-même). Eh bien les jeunes marxistes de gauche proposaient de substituer au mot d'ordre : armement du peuple, celui de désarmement. Lénine s'y opposa.

Nous voulons rappeler que dans la jeunesse socialiste italienne également le problème de l'antimilitarisme fut discuté à fond dans ces années non seulement de façon théorique mais dans des procès fameux. On condamna comme purement bourgeoise la position individualiste idéaliste : Je suis contre le fait de répandre le sang et je refuse de porter une arme. Quand la question porta sur l'entrée de l'Italie en guerre, nous affirmâmes que nous présentions mal notre position révolutionnaire en nous disant neutralistes : nous ne nous posons pas pour but la « neutralité » de l'État bourgeois, et nous ne voulions encore moins qu'il remplisse son rôle de médiateur et de défenseur de l'idée absurde du désarmement universel tout aussi bourgeoise que celle du désarmement individuel. En paix comme en guerre, disions-nous (à notre grande honte nous ne connaissions pas du tout Lénine), nous sommes les ennemis de l'État bourgeois, après la mobilisation, quelles que puissent être nos forces, nous ne lui offrirons pas la neutralité, nous ne désarmerons pas la lutte des classes, nous tenterons de l'abattre.

Mes braves jeunes, dit Lénine, vous revendiquez le désarmement général parce que celui-ci représente l'expression la plus claire, la plus décisive et la plus conséquente de la lutte contre *tout* militarisme et *toute* guerre. Mais c'est là que vous faites erreur. Cette prémisse est idéaliste, métaphysique et n'a rien à faire avec nous : être contre la guerre est pour nous un point d'arrivée fondamental, mais non un point de départ. De même nous ne faisons pas nôtre le mot d'ordre de l'abolition de la guerre. La guerre est un des faits historiques qui marquent

les étapes du cycle capitaliste dans son ascension et sa descente ; abolir la guerre heureusement ne veut rien dire, sinon interrompre ce cycle avant que n'advienne la solution révolutionnaire.

Mais ce sont également nos phrases. Lénine est pour le concret – parfois un peu trop. Il explique en quels cas nous ne sommes pas contre les guerres.

En premier lieu il présente les guerres révolutionnaires *bourgeoises* soutenues par les marxistes. Nous renvoyons aux longs textes que nous avons consacrés à ce sujet. La thèse selon laquelle, dans l'aire de l'Europe, de telles guerres sont finies depuis 1871, quand Marx le déclara avec la formule « désormais toutes les armées nationales sont unies contre le prolétariat », est remplacée par Grimm par l'autre thèse « évidemment fausse » : *en cette époque d'impérialisme déchaîné aucune guerre nationale n'est plus possible*. Lénine aurait paraphé la thèse si l'on y avait ajouté les mots ; dans l'aire européenne, entre les puissances européennes, stigmatisant prophétiquement la « libération nationale » française ou italienne dont on fit l'apologie en 1945. Mais ici il oppose la pleine possibilité – encore actuelle – des guerres nationales extra-européennes, en Asie et en Orient.

En second lieu les guerres civiles sont des guerres et elles ne finiront qu'avec la division de la société en classe : une autre entorse aux fameuses « toutes » guerres.

Enfin Lénine cite la guerre révolutionnaire de demain non plus *bourgeoise* mais *socialiste*. Donc trois guerres *justes* typiques, c'est-à-dire que nous pouvons devoir appuyer. Selon Lénine, voici la juste formulation :

« Le mot d'ordre et la reconnaissance de la défense de la patrie dans la guerre impérialiste en 1914-1916 ne sont que la corruption du mouvement ouvrier par le mensonge bourgeois ». Cette réponse, dit-il, frappe les opportunistes plus que tout mot d'ordre platonique en faveur du *désarmement* ou contre toute *défense de la patrie*. Il propose d'ajouter que « désormais toute guerre des puissances suivantes : Angleterre, France, Allemagne, Autriche, Russie, Italie, Japon, États-Unis ne peut être qualifiée que de réactionnaire et le prolétariat doit travailler dans ces pays à la défaite de “son” gouvernement, en en profitant pour déchaîner l'insurrection révolutionnaire. »

Cette théorie est fondée sur l'antipacifisme bien enraciné de Marx et d'Engels. Quelle serait, staliniens, la théorie nouvelle ? Peut-être l'époque du plein impérialisme était-elle close en 1939 ? Et devait-on au contraire *défendre la patrie* d'abord en Allemagne et en Autriche, en s'en fichant ailleurs ? – puis la défendre en France, en Angleterre et en Italie pour sauver ces pays de l'Allemagne ?

Évidemment ici on a besoin de la *troisième* théorie, puis de la quatrième et ainsi de suite sans fin ; mais le disque qui vous plaît tant joue toujours : les temps-ont-chan-gé ...

Mais c'est l'opportunisme qui pue toujours de la même façon.

8. OUVRIER ET FUSIL

Toujours en s'adressant au mouvement des jeunes, Lénine, après avoir dit que l'on ne devait pas accepter la consigne du *désarmement*, mais remplacer celle de *milice populaire* par celle de *milice prolétarienne*, relève la nécessité de la préparation technique militaire à des fins insurrectionnelles, un autre point sur lequel, depuis des décennies, l'on se battait et dont nous avons vu malheureusement les applications seulement au service d'idéologies bourgeoises, dans des mouvements effectivement illégaux mais émanant d'États et d'armées bourgeois. Lénine rappelle même l'armement des femmes du prolétariat « Comment réagiront les femmes prolétariennes ? Se limiteront-elles à maudire toute guerre et tout ce qui est inhérent à la guerre en revendiquant le désarmement ? Jamais les femmes d'une classe opprimée véritablement révolutionnaire n'accepteront une fonction aussi honteuse. Elles diront à leurs fils : “Bientôt tu seras grand. On te donnera un fusil. Prends le et apprends à

bien te servir des armes. C'est une science nécessaire aux prolétaires : non pas pour tirer sur tes frères de classe, sur les ouvriers des autres pays – comme cela arrive dans la guerre actuelle et comme les traîtres du socialisme te conseillent de le faire – mais bien au contraire pour combattre contre la bourgeoisie de ton pays, pour mettre fin à l'exploitation, à la misère et aux guerres, non pas avec des intentions pieuses mais en remportant la victoire sur la bourgeoisie et en la désarmant. »¹¹.

Les staliniens ne peuvent pas citer ce discours. Ils invitent les femmes justement à *formuler de pieux désirs* ; tellement pieux qu'ils invoquent comme plus grand exemple de *désarmeur* justement Pie XII (qui lui, à la différence de ces gens-là, est respectable).

Dans le but de faire comprendre aux jeunes gens cette dialectique que bien de têtes aux cheveux blancs n'ont pas encore digérée, Lénine poursuit sa thèse jusqu'à laisser sur pieds – théoriquement – les expressions *défense de la patrie* et *guerre de défense*. Il faut savoir lire dans ces cas. Dans la littérature marxiste, étant bien établi que la phrase « contre toutes les guerres » ne s'y trouve pas et qu'elle appartient en propre aux libéraux ou aux libertaires, et que l'on doit faire une distinction historique pas toujours simple entre les différentes guerres et les différents types de guerre, on avait fini par hériter, aux fins d'une telle distinction, de la formule du langage commun : quand on est attaqué alors on se défend. Bien que nous soyons à mille lieues de transférer sur le plan historique, comme le font les philistins, les petites règles de la morale individuelle, on a fini par appeler guerre de défense les guerres que l'on doit soutenir et appuyer, ou du moins ne pas saboter. Il est bien connu que la première Adresse de la I^o Internationale sur la guerre franco-prussienne contient la phrase : du côté allemand la guerre est une *guerre de défense*. Et en effet c'était Napoléon qui hardiment avait déclenché l'attaque. Mais le fait est que, à la fin de ce cycle historique, Marx s'intéressait plus à la ruine de Bonaparte qu'à celle des Prussiens haïs, et Bonaparte (voyez la riche moisson de citations) est considéré comme un allié du tsar ; il en aurait été de même si Moltke avait attaqué le premier et le cri n'aurait pas été à Berlin ! à Berlin ! mais zur Paris ! zur Paris !¹²

9. PATRIE ET DÉFENSE

Qu'écrit en effet Lénine, tout du moins dans la toujours officielle traduction en italien ? « Admettre “la défense de la patrie” dans la guerre en cours (1916) signifie la considérer comme une guerre “juste”, conforme aux intérêts du prolétariat – et rien de plus, absolument rien de plus puisqu'*aucune guerre n'exclut l'invasion*. Il serait simplement stupide de nier la “défense de la patrie” *de la part* des peuples opprimés dans leur guerre *contre* les grandes puissances impérialistes, ou de la part du prolétariat victorieux dans *sa* guerre contre un quelconque Gallifet d'un État bourgeois. » (Gallifet fut le massacreur des communards de Paris).

Nous, qui ne changeons jamais les « propositions » ou les « théorèmes » de la théorie, mais qui parfois osons mettre de l'ordre dans l'usage des *symboles*, nous avons mis en italique les mots *aucune guerre n'exclut l'invasion* pour rendre la glose évidente.

De même que la formule : « Nous sommes opposés à toutes les guerres » n'est pas dialectique, non moins métaphysique et bourgeoise est celle-ci : Nous sommes contre les guerres, à moins qu'elles ne soient des guerres de défense et que le territoire national ne soit menacé ou envahi par un ennemi, attendu que la *défense de la patrie* est sacrée pour tous les citoyens de *tous* les pays. Voilà justement la formule de l'opportunisme qui explique comment le même jour les Français et les Allemands votèrent respectivement pour la guerre nationale à l'unanimité. Les mots *aucune guerre nationale n'exclut l'invasion* rappellent un article de l'*Avanti !* de 1915 sur *Socialisme et défense nationale*. Avec la formule du devoir de la défense nationale on n'accepte pas *certaines* guerres mais justement *n'importe quelle* guerre. Une fois lancé l'ordre d'ouvrir le feu par les États bourgeois, les deux territoires ici et

là sont en danger, parfois une armée abandonne le sien pour des raisons stratégiques, même en étant l'« agresseur », et les exemples historiques sont à foison. Donc nous, nous distinguons entre guerre et guerre, et même si nous utilisons parfois les termes populaires (nous voudrions en fait les bannir par ostracisme) de guerres *justes* ou *défensives*, pour désigner rapidement une guerre que nous appuyons et dont nous croyons que le succès sera utile au cours révolutionnaire, en réalité nous posons seulement le problème dialectique historique : cette guerre intéresse-t-elle le prolétariat ? Est-elle, comme Lénine a écrit alors, *conforme aux intérêts du prolétariat* ? Pour la guerre de 1914 il répond : non en aucune façon. Et même les socialistes belges pacifiques ont tort quoique leur pays soit manifestement un pays neutre agressé ; comme ont raison les braves camarades de la Serbie non moins agressée.

Mais en 1849, par exemple, Marx et Engels appuient l'Autriche contre le petit Danemark, manifestement agressé, et font, comme nous l'avons amplement montré dans le rapport de Trieste, la même chose pour toutes les guerres jusqu'à 1870. Ils *auraient* appuyé les invasions napoléoniennes et nié aux guerres allemandes du début du siècle la nature de guerres *justes, défensives*, et même de guerres d'*indépendance* comme dans l'idée générale bourgeoise et petite-bourgeoise. Il était alors intéressant pour la révolution que ce fût Napoléon I^o qui fût vainqueur et non la Sainte Alliance.

Dans tous les cas, fondamentalement, Lénine se préoccupe toujours du fait que le parti tire ses décisions non du cadre intégral de notre vision de l'histoire en mouvement, vision complète, complexe, jamais sèchement dualiste, mais d'une phrase formelle, qui de nombreuses fois n'est qu'une phrase bourgeoise. Nous trouverions plus exact de dire non pas que dans certains cas donnés nous admettons la justesse de la guerre et la défense de la patrie, mais que face à la guerre en certains temps et lieux nous sabotons la guerre, et qu'en d'autres nous *défendons la guerre*. Le mot patrie est trop aclassiste, et Lénine dans ses thèses les plus diffusées de 1916 (ici récemment republiées) fait sienne la phrase du *Manifeste* selon laquelle nous, prolétaires, nous n'avons pas de patrie.

Dans tous les cas le danger est véritablement énorme d'adopter à la légère des mots comme celui de *désarmement*, il ne s'agit que d'un retour total à l'idéologie bourgeoise.

10. VICTOIRE DANS UN SEUL PAYS

Les considérations sur la guerre générale déclenchée en 1914 ne forment pas une digression inutile – même si nous y avons répété des concepts déjà exposés certes mais qu'il faut marteler surtout dans le but d'enfoncer dans les têtes que la théorie de la guerre et de la paix est fixe et immuable depuis plus de cent ans - dans la mesure où elles se rattachent étroitement au thème historique de la révolution en Russie comme nous le déclarâmes d'entrée.

Après avoir clarifié les deux textes de Lénine contenant la condamnation des deux lubies stupides, les États-Unis d'Europe et le désarmement européen mondial, revenons au point que les staliniens ont voulu falsifier : la révolution dans un seul pays.

Nos textes doivent être lus en pensant qu'ils ne sont pas nés dans le but de remplir un vide dans un rayon de bibliothèque, ajoutant un chapitre abstrait à une matière et une discipline abstraites, mais dans le vif d'une polémique qui était l'infrastructure historique d'une bataille réelle de forces et d'intérêts opposés. Ici nous sommes dans le vif du heurt entre Lénine et les partisans de la guerre. Il faut suivre le dialogue intense qui deviendra rapidement une lutte les armes à la main sur les fronts les plus différents.

Les marxistes révolutionnaires disent : en aucun pays cette guerre ne doit être appuyée, aucune *défense de la guerre*, mais dans tous les pays sabotage de la guerre et même de la défense de la patrie.

Les opportunistes et même les plus dangereux des centristes répondent hypocritement : nous sommes prêts à le faire. Mais à la condition que nous ayons la certitude mathématique que, en même temps que nous sabotons l'action de l'armée de notre État, celle de l'ennemi soit également sabotée. Si cette garantie manquait, nous ne ferions que *défendre la guerre de l'ennemi*.

Il est clair qu'une telle objection apparemment logique, compréhensible, comme le sont *toutes* les thèses populaires actuelles des maudits *activistes* qui parlent au prolétariat, contient en elle la banqueroute de la révolution. Ainsi, par exemple, dans la guerre contre l'Autriche on réussit à empêcher, avec des efforts surhumains, que les parlementaires socialistes italiens ne votassent les crédits, mais une fois le désastre de Caporetto advenu, désastre que les bourgeois attribuèrent en nous faisant beaucoup d'honneur à notre propagande (comment un Togliatti traiterait-il un tel problème historique ? Dirait-il que c'est une infamie de faire tomber la Vénétie, ... et une gloire de faire tomber la Sicile ¹³ ? D'autant plus que son action ne fit rien tomber du tout), nos députés voulurent se précipiter pour voter les fonds destinés à la défense sur le Grappa, et s'engager sur la voie suivie par les Français et les Allemands en 1914. On ne peut pas dire si ce fut une bonne ou une mauvaise chose que de les avoir empêchés de suivre cette voie ; il est certain que la peste opportuniste se révéla à cette occasion en pleine lumière de midi, peste que nous dûmes par la suite traiter au fer rouge.

Lénine n'était pas un type à s'arrêter à un tel argument. Seul un imbécile n'est pas en mesure de comprendre qu'il faut que chaque parti révolutionnaire sabote la guerre de son propre État, disait-il sans cesse. En vérité notre consigne était justement la plus difficile et la moins banale, et les années ultérieures nous ont beaucoup enseigné à ce sujet sur l'impossibilité de procéder toujours avec des phrases cristallines et sur la gloire authentique de l'« obscurité révolutionnaire » en laquelle nous tenons le grand Charles pour un maître.

Dans tous les cas Lénine est sur ce point irréductible et il écrivit lui-même le titre sans équivoque de ses dures démonstrations : *contre le courant*.

L'histoire ne voulut pas qu'il vît, dans sa grandeur, revenir le danger obscène de la rechute impuissants dans le fond fangeux du courant, danger qui nous semblait à tous anéanti mais qui malheureusement ne l'était pas.

Il faut saboter la guerre des deux côtés du front SANS la condition impliquant que le sabotage soit identique de l'autre côté, sans s'occuper de savoir si, par hasard, de l'autre côté, il ne serait pas inexistant. Il faut également, dans une telle situation, avec une armée ennemie qui franchit le front dégarni, chercher à liquider sa *propre* bourgeoisie, son *propre* État, à prendre le pouvoir, à instaurer la dictature du prolétariat.

Parallèlement à la « fraternisation », à l'agitation internationale, avec tous les moyens à la disposition du pouvoir victorieux, on provoquera des mouvements de rébellion dans le pays ennemi.

La réponse du centrisme est facile : mais si un tel mouvement faillit malgré tout, et si l'État et l'armée ennemis restent puissants et si cette dernière vient occuper le pays révolutionnaire pour renverser l'État du prolétariat, que ferez-vous ?

Lénine donna deux réponses à cette question : l'une réside dans l'histoire de la Commune qui n'aurait pas hésité, en mettant en déroute la flicaille bourgeoise de France, à accueillir à coups de canon également les Prussiens, mais en aucun cas elle n'aurait abaissé le drapeau rouge de la révolution. L'autre réponse aux apologistes tordus de la guerre bourgeoise, impérialiste, contre-révolutionnaire, fut justement : *la guerre*. Notre guerre, la guerre révolutionnaire, la guerre socialiste.

Contre le même ennemi alors ? Alors la *même* guerre défendue par nous ? ricane le contradicteur philistin. Non, parce que la nouvelle guerre est une guerre de classe, parce qu'elle n'est pas conduite aux côtés de l'État bourgeois et de son état-major, déjà renversés ;

parce que sa victoire ne sera pas la victoire d'une coalition impérialiste mais celle de la révolution mondiale.

11. LA CARTE À JOUER ÉCHANGÉE

Ce point historique regarde la possibilité d'une manœuvre révolutionnaire de l'Internationale opposée à celle des traîtres de 1914, de même qu'à celle effectuée en 1939 et 1941.

L'opportunisme est le *bill* de non-révolution, la trêve de classe à l'intérieur de chaque pays concédée à tous les belligérants jusqu'à la fin de la guerre.

Nous démasquerons le truc vulgaire qui consiste à assimiler cet expédient honteux et lamentable de traîtres à la prétendue adhésion préventive du mouvement à une théorie qui aurait imposé la « révolution simultanée » dans tous les pays.

La formule de Lénine est la négation du bill, la négation de la trêve dans tous les pays en guerre comme en paix, la pression vers l'issue révolutionnaire : la victoire et la défaite de l'État, et surtout l'utilisation révolutionnaire de cette victoire.

Partout où les revers dans la guerre en donnaient la possibilité le parti prolétarien devait prendre le pouvoir : voilà quelle aurait dû être la politique en Allemagne, en France et, nous le disons tout de suite, en Russie.

La France sans l'Allemagne aurait dû avoir un gouvernement socialiste ; ou l'Allemagne sans la France. Ces deux gouvernements avaient la possibilité de prendre des mesures résolues anticapitalistes et surtout de saisir à la gorge les industriels de guerre, et celui qui avait été vaincu ne devait pas *désarmer*, mais organiser une armée *révolutionnaire* pour arrêter l'armée ennemie, pour empêcher que sa propre révolution ne fût jugulée.

La construction du communisme en Russie, et en général dans un « seul » pays en grande partie féodal et patriarcal, n'a rien à voir avec ces thèses, et ne peut pas s'appuyer sur elles : c'est une autre *paire de manches*.

Que devaient faire les révolutionnaires en Russie ? Grand Dieu, c'est écrit mille fois et en toutes lettres : non pas le socialisme, mais une république *démocratique*. L'hypothèse du socialisme dans un seul pays est évidente, mais elle s'écrit : pays *capitaliste*.

Le voici : l'as est sorti de votre manche monsieur le tricheur.

12. LA THÉORIE INVENTÉE

Nous nous sommes étendus sur l'antithèse artificielle entre deux théories, la « vieille » et la « nouvelle », sur les « questions de la guerre, de la paix et de la révolution », antithèse nichée dans l'*Histoire* (officielle) *du parti bolchevik* éditée en Russie.

Lénine serait l'auteur de la théorie *nouvelle* sur la « révolution dans un seul pays », alors que la *vieille*, celle des vieux marxistes, serait celle de la « révolution prolétarienne simultanée dans tous les pays civilisés ».

Nous avons dit qu'une telle théorie n'est ni vraie ni fausse : seulement elle a été *inventée* de toutes pièces pour la bonne raison que personne ne l'a jamais soutenue. La vieille théorie coïncide avec la nouvelle. Marx a établi ces points comme Lénine les a revendiqués. Les marxistes (en excluant ceux qui se disent tels mais qui ne croient pas à la révolution) ont *toujours* été pour l'attaque révolutionnaire *même dans un seul pays* en tant que stratégie politique, en tant que lutte pour la prise du pouvoir.

Quant à la transformation de la structure sociale en *socialisme* que l'on appelle, avec une expression théoriquement non moins fautive que les autres, *construction du socialisme*, et que l'on devrait appeler *destruction du capitalisme*, elle a toujours été considérée comme réalisable et possible *même dans un seul pays* par Marx et Lénine mais à deux conditions

d'évidence cristalline. Premièrement : que le capitalisme existe pleinement dans ce pays ; deuxièmement : que le prolétariat vainqueur de ce pays sache appliquer le mot d'ordre : je ne suis pas venu apporter la paix mais la guerre !

Il n'existe pas d'autre théorie *de la guerre, de la paix et de la révolution*. Il existe, et il en naît à chaque génération nouvelle, des théories *nouvelles*, et ce sont, comme celle de l'*Histoire* moscovite, les théories de la contre-révolution.

Pour le démontrer rapportons encore une fois le passage qui invente la théorie ancienne et invente l'invention de Lénine lequel est systématiquement dégradé de combattant marxiste intégral au rang d'un fantoche pour autel et monument.

« Cette théorie (de Lénine qui, comme nous l'avons rapporté, en aurait jeté les bases en 1905 dans son ouvrage *Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique* selon ce texte qui enfile perles sur perles dans son collier des gaffes théoriques et historiques : comment fonder une nouvelle théorie pour un problème « ancien » comme furent celui de l'Allemagne du temps du jeune Marx et celui de la France de Babeuf ? Selon ces faussaires Lénine aurait disserté sur les moyens de construire le *socialisme* avec la révolution *démocratique*, et ils en font ainsi le plus loqueteux des ultradroites) différerait radicalement de la conception diffusée parmi les marxistes de la période *pré-impérialiste* lorsque les marxistes pensaient que le socialisme ne pouvaient vaincre dans un seul pays, mais triompherait dans tous les pays civilisés en même temps. »

Nous ne répétons pas la critique de la définition du terme *civilisés*. Si à la place de l'adjectif civilisés on avait mis *capitalistes* (en référence à la structure économique) ou *démocratiques* (en référence à la structure politique) la formule serait moins intrinsèquement privée de sens tout en restant pareillement fausse. Ces « marxistes » n'ont jamais existé. Marx était incontestablement un marxiste de la période pré-impérialiste. Et alors ? Ou Marx est un idiot et le marxisme une sottise, ou bien dans le marxisme, théorie née dans les années quarante du dix-neuvième siècle, les lois de l'étape (étape et non période) impérialiste du capitalisme sont déjà données. Lénine en effet ne les produisit pas comme un *secret* issu de son cerveau, mais comme une application des doctrines du *Capital*. Il suffit de le lire. Il démontra une nouvelle fois à travers les événements de l'étape impérialiste notre théorie du capital, il démontra à nouveau que les paix entre États et classes doivent être exclues de cette étape impérialiste et que, comme aux premières origines, à la fin du cycle les flammes de la catastrophe sociale et de l'explosion générale de violence l'emportent.

Donnez les noms ! De tels marxistes n'ont pas existé. Nous irons plus loin : de simples socialistes non plus.

13. PAYS ET RÉVOLUTIONS

Depuis sa forme idéaliste et utopiste le socialisme n'a pas été conçu comme international, ni même comme national ! Il a été conçu comme socialisme dans une seule *ville*, dans la République de Platon, dans la Cité du Soleil de Campanella, dans l'*Utopie* (littéralement ville qui n'existe en aucun *lieu*) de More, dans l'Icarie de Cabet, dans le pays du souverain absolu, illuminé entre tous, des grands utopistes français, dans l'usine coopérative d'Owen, dans les phalanstères de Fourier et, si nous voulons, dans le monastère médiéval de Benoît. C'est donc cette chose, ô imbéciles, que Lénine aurait mise à jour comme « théorie nouvelle » ?

Ce premier socialisme naïf et noble a été conçu par ses constructeurs (eux oui) avant tout comme un acte d'opinion, puis de volonté, transmis au peuple par un guide savant, ou même par le grand roi. Il est clair que personne ne le subordonnera à une coïncidence de ces vagues d'illumination des esprits dans divers pays en même temps ; depuis qu'il est utopiste, le socialisme est prévu à l'intérieur de frontières précises, et dans les plus suggestifs de ses

« projets » sociaux la classe des militaires, l'armée permanente et la défense du pays élu contre des ennemis envieux, sont conçus comme éternels (cette conception n'est pas dynamique mais statique en soi, exceptées les envolées de quelques intellectuels géniaux comme le puissant Saint-Simon).

Nous passons de l'utopisme au marxisme non pas à cause d'une « re-pensée » du thème mais à cause de l'apparition de la production capitaliste. Le marxisme construit sa doctrine et son programme surtout en travaillant avec les données de l'Angleterre. Ce *seul*, très seul, *pays* donne au marxisme la trame pour prouver que l'économie socialiste, à un certain stade du développement mercantile-industriel, est non seulement possible et constructible, mais nécessairement déterminée, mais pour cela il faut qu'une condition soit remplie, condition non plus technique, productive ou économique mais historique : il faut que les anciens liens et rapports de production et de propriété soient brisés et renversés par les *forces* productives débordantes, non par de lumineuses avancées de l'*opinion*.

Quand donc les thèses sur l'économie capitaliste et celles, plus générales, du matérialisme historique naissent, elles naissent grâce à la dynamique de la société anglaise des XVII^e et XVIII^e siècles.

Le programme socialiste naît non pas comme une prophétie du millénium mais comme une possibilité sur la base de conditions déjà acquises, mais dans un SEUL pays : l'Angleterre au sens strict, sans l'Irlande, où l'on attend la bourgeoisie agraire révolutionnaire, et sans une grande partie de l'Écosse.

À l'aube du dix-neuvième siècle, la France est pleinement bourgeoise, mais elle n'est pas pleinement capitaliste : la France n'est pas une île mais la locomotive de l'Europe, sa tâche historique est d'étendre à l'Occident l'incendie de la grande Révolution. C'est seulement entre 1831 et 1848 que le prolétariat commence ses luttes épiques, luttes qui n'ont pas encore pour but de construire le socialisme mais de diffuser la révolution vers l'Orient. Posons audacieusement l'hypothèse que les ouvriers de Paris aient vaincu en 1848, il aurait été plus important de mener une guerre révolutionnaire en Europe contre la réaction que d'essayer de détruire le capitalisme en France même ; c'est encore dans une large mesure le problème historique des *Deux Tactiques*, mais pas celui de savoir si une France socialiste est possible. Mais cela pour des raisons historiques qui n'ont rien à voir avec la nécessité d'attendre qu'il y ait une trame économique socialiste outre Rhin, outre Danube et au-delà des Alpes.

14. À L'ORIGINE : *LE MANIFESTE* !

Arrivés en 1848, nous avons maintenant le texte dont on se moque en l'appelant la « Bible des communistes » : le *Manifeste* de Marx et d'Engels. Le problème de la révolution prolétarienne est déjà clairement posé de façon indépassable : non seulement il n'y a pas trace de la révolution simultanée dans tous les pays, théorie attribuée aux marxistes des temps anciens, mais on y trouve la proposition évidente de la révolution socialiste même dans un seul pays. Non seulement elle est proposée ou admise mais elle est contenue dans toute la puissante construction unitaire et il ne pourrait pas en être autrement.

Dans ses dernières années, en 1893, Frédéric Engels écrivit une préface à l'édition italienne du *Manifeste*. Eh bien, dans cette brève préface il y a quelques passages historiques comme celui qui dit : le *Manifeste* rend pleine justice à l'action révolutionnaire que le capitalisme a eu dans le passé. *La première nation capitaliste a été l'Italie*. Et Engels place le passage du Moyen Âge féodal à l'ère moderne en 1300, à l'époque de Dante.

Cependant, en revenant à la situation de 1848, et en rappelant comment de Milan à Berlin et à Paris les ouvriers furent les premiers sur les barricades dans toute l'Europe, et en répétant ce trait de « simultanéité » européenne de la révolution comme guerre de toutes les

classes, il ajoute quelques mots significatifs : « Seuls les ouvriers de Paris, en renversant le gouvernement, avaient l'intention bien déterminée de renverser le régime de la bourgeoisie. Mais, bien qu'ils eussent conscience de l'antagonisme fatal qui existait entre leur propre classe et la bourgeoisie, ni le progrès économique du pays, ni le développement intellectuel des masses françaises n'étaient arrivés au niveau qui aurait rendu possible une reconstruction sociale. Les fruits de la révolution furent donc en dernière analyse recueillis par la classe capitaliste. »

On peut tirer de tout cela divers corollaires, sans compter celui auquel nous avons fait allusion, celui de la balourdise pyramidale de la lutte antimédiévale dans l'Italie de 1945 ou dans ... les élections siciliennes de 1955. Une petite erreur de six siècles et demi. C'est en Sicile, plus que partout, que l'on trouva la première métropole bourgeoise : la Palerme de Frédéric II ¹⁴.

En 1848, Engels pense que la transformation économique socialiste n'est pas possible dans la France très bourgeoise ! Lui qui en avait dessiné la perspective certaine dans des études de jeunesse sur l'économie anglaise ! Donc la maudite *construction* du socialisme a été conçue par les plus anciens des marxistes dans un seul pays, et Lénine ne devait pas le découvrir en 1905 ou en 1914.

De plus : la lutte parisienne socialiste de 1848 fut-elle inutile ? Jamais de la vie ! Engels dit que l'exploitation capitaliste de la révolution conduisit aux formations nationales d'Italie et d'Allemagne, il rappelle que selon Marx ceux qui avaient abattu la révolution de 1848 en furent les exécuteurs testamentaires.

Et donc la notion du prolétariat qui lutte pour la révolution capitaliste, qui *doit* lutter pour elle, qui le devrait s'il était sur le point de choisir sa voie, n'est pas, elle non plus, une invention de Lénine en 1905. Ce que l'histoire réserva aux ouvriers français de 1848, elle le réserva aux ouvriers russes de 1917 : Lénine le vit et le théorisa de façon décisive à l'avance. Les faits historiques le montrent aujourd'hui avec une éblouissante lumière : se battre avec une organisation de classe développée et une conscience socialiste de parti dans une révolution prolétarienne, alors que les fruits d'une telle révolution consistent dans l'instauration du capitalisme.

Mais nous rappelons le contenu du *Manifeste* à ce sujet, tout très connu qu'il soit.

15. STRUCTURES HARMONIEUSES

Faut-il rappeler la « systémique » de notre code historique ? Le premier personnage qui vient sur la scène est la bourgeoisie dont le pire ennemi écrit de façon inégalable la « chanson de geste » ¹⁵. Elle combat et ravage le monde, elle secoue dans ses fondements des institutions séculaires, elle déchaîne les forces immenses de l'activité des hommes, elle suscite diaboliquement ses fossoyeurs, les prolétaires.

Les énonciations classiques sur l'« organisation des prolétaires en classe et donc en parti politique » se réfèrent au cadre national d'un « seul pays ». On y trouve en effet l'observation connue : La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie est avant tout nationale, mais plutôt dans la forme que dans la substance. Le prolétariat d'un pays doit naturellement se débarrasser d'abord de sa propre bourgeoisie.

Cette thèse célèbre est réaffirmée plus loin dans les phrases non moins connues qui suivent le passage sur les ouvriers qui n'ont pas de patrie : « Quand le prolétariat peut conquérir le pouvoir politique (les sociaux-traîtres lisent : le suffrage universel !), s'ériger en classe nationale, se constituer en nation, il est lui-même national, bien que non dans le sens bourgeois. »

Le sens de tels mots, tant discutés et falsifiés lors du déclenchement de la première conflagration, contient en soi la théorie du pouvoir et de l'État. La bourgeoisie avait pour but

de construire l'État national – le prolétariat n'a pour but ni la construction de l'État permanent, ni celle de la nation, mais, devant s'emparer de l'arme du pouvoir et de l'État, justement quand il a réussi à obtenir l'effondrement de la propriété bourgeoise (et seulement à ce moment, « avant tout ») et de l'État bourgeois, il édifie son État, sa dictature, il se constitue en nation, c'est-à-dire défend son territoire contre les bourgeoisies de l'extérieur dans l'attente que le prolétariat les renverse à leur tour.

L'hypothèse de la victoire dans un seul pays est développée non comme une exception mais comme la norme dès le tracé des tables primaires de l'avènement de la révolution, et la théorie en existe dès les débuts du marxisme.

Comme lire autrement ce que les philistins ont cherché à lire à l'envers depuis un siècle, c'est-à-dire la partie programmatique ultérieure : « Le prolétariat se servira du pouvoir politique pour arracher peu à peu à la bourgeoisie tout le capital, pour concentrer tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire entre les mains du prolétariat organisé comme classe dominante, et pour accroître le plus rapidement possible la masse des forces productives » ? Ce n'est que le début de la « transformation de la totalité du système de production » et il s'agit d'une « intervention despotique » et de « mesures économiquement insuffisantes et insoutenables ». Vieilles choses, certes. Mais nous devons justement prouver que la théorie de la prise politique du pouvoir et du commencement de la transformation sociale est une théorie ancienne et non pas nouvelle. Pourquoi autrement le texte continuerait-il ainsi : « Naturellement ces mesures seront différentes selon les différents pays » ? Et pourquoi en ajouterait-il une liste pour les pays les plus progressistes en 1848 ?

Et pourquoi le chapitre final traiterait-il nation par nation de la perspective de la conquête révolutionnaire du pouvoir, sinon en se fondant sur le concept, qui guide le tout, que la révolution pourra commencer dans n'importe quel pays où un prolétariat moderne se sera formé avec le développement productif, et même en Allemagne avant qu'en Angleterre et en France, parce que dans ce pays la révolution bourgeoise incombe à un « prolétariat beaucoup plus développé que n'eut la France du XVIII^e siècle et l'Angleterre du XVII^e siècle » ?

16. DE 1848 À LA COMMUNE

Après la grave défaite de 1848, les perspectives de la conquête prolétarienne du pouvoir dans les pays européens se sont éloignées. Dans la longue période suivante, États et nations bourgeois se systématisent au cours d'une série de guerres, les partis prolétariens n'ont pas une position de premier plan, la politique marxiste s'oriente vers ces guerres qui conduisent à la défaite des réserves réactionnaires, tour à tour l'Autriche, l'Allemagne, la France et surtout dans chaque phase la Russie, comme nous l'avons tant de fois développé.

La nouvelle systématisation naît lors de l'épisode grandiose de la Commune de Paris. Cette fois le prolétariat non seulement se donne pour tâche de renverser la bourgeoisie nationale, mais il y parvient, malgré le poids de deux forces ennemies, l'armée prussienne victorieuse et les forces armées de l'État bourgeois devenu une république.

Et c'est là que l'on trouve l'analyse mémorable de Marx dans ses œuvres classiques : vous voulez savoir ce qu'était la révolution prolétarienne, la dictature du prolétariat, l'État socialiste ? En voici le premier exemple historique : la Commune !

Marx, ou un seul marxiste de son temps, en se rangeant aux côtés de la Commune, a-t-il songé à la condamner pour le motif que, à la différence de 1848, dans les autres capitales d'Europe le prolétariat ne bougeait pas, et encore moins à Berlin, et qu'il était donc évident que l'armée allemande interviendrait de toutes ses forces contre l'État socialiste de Paris si les forces bourgeoises de France ne suffisaient pas ?

La théorie de la révolution dans un seul pays n'était-elle donc pas encore totalement conçue (en pleine phase *pré-impérialiste* du capitalisme), avec celle de la théorie des premiers

moments de la transformation sociale au moyen de décrets et d'édits fameux dans les écrits classiques de Marx et dans ceux de Lénine qui marchait exactement sur ses traces ?

Quel marxiste, même de la tendance la moins radicale, a désavoué la Commune ou lui a conseillé de rendre les armes parce que la Révolution ne pouvait se faire en France qu'à la condition qu'elle se fasse dans toute l'Europe ? Il y avait alors deux positions dans la Première Internationale, la position marxiste et la position bakouninienne ; il y eut deux « versions » de la Commune, toutes deux destinées à exalter sans réserve son soulèvement, son bref cycle de vie, sa chute glorieuse, honte et lâcheté des régimes « civilisés ».

Aucun de ces courants ne peut être rattachée à la théorie *inventée* de la révolution simultanée dans toute l'Europe.

Dans la vision libertaire le Paris de la Commune n'est pas un *État* politique, mais correspond au mythe de la commune locale qui, dans son cercle étroit, se libère en s'insurgeant contre la tyrannie étatique et l'oppression sociale, en fondant une collectivité libre et autonome d'égaux. On sait pourquoi, pour nous marxistes, tout cela n'est, au mieux, qu'un rêve, mais nous le rappelons pour montrer qu'il est exclu que cette aile des socialistes (on disait socialistes anarchistes) ait jamais cru en la révolution simultanée : bien au contraire, les anarchistes auraient admis la révolution non pas nationale mais même carrément citadine ou communaliste.

Quelques années après, ils combattirent pour fonder l'anarchie en Espagne et dans quelques-unes de ses provinces, soutenant de façon ambiguë n'avoir ni armées ni gouvernements, et tombant sous la démolition critique inexorable d'Engels et de Marx.

Quelles que fussent les erreurs de ces gens, ce n'est pas parmi eux que nous pêchons les partisans de la position : pas de révolution sinon dans dix pays à la fois.

Nous avons ensuite la version orthodoxe, marxiste, de la Commune, la version que l'on peut qualifier, contre les manipulateurs menteurs et méprisables, de *léniniste* au sens noble.

La Commune n'est pas seulement la municipalité de Paris deux fois assiégée ; elle est la France, le prolétariat français constitué finalement en classe, qui a planté sur les rives de la Seine le drapeau de sa constitution en classe dominante, érigé l'État révolutionnaire de la nation française. Non pas nation dans le sens bourgeois et opposé à la nation allemande, mais dans le sens où avec ses canons elle tente d'expulser le traître Thiers de son siège de contrôleur de tout le territoire français, et verse pour cet objectif le sang généreux du Paris rouge, même si elle savait que, alors que le bourreau indigène avançait, l'ouvrier de Berlin, de Vienne et de Milan ne prenait pas les armes ¹⁶. C'est la théorie qui, dans la lumière flamboyante, devient histoire ardente. Et elle devient le patrimoine et le contenu de la révolution mondiale, sa conquête victorieuse, même après que les dernières décharges se sont tues contre le mur du Père Lachaise, dans la conscience générale des marxistes qu'un jour l'incendie qui deviendra peu à peu irrépressible et se propagera au monde du Capital naîtra d'abord de la victoire d'une Commune nationale.

17. RÉVISIONNISME SOCIAL-DÉMOCRATE

Ce furent les ennemis haïs de Lénine qui après 1900 fondèrent une « théorie nouvelle » qu'ils prétendaient marxiste, une version moderne du marxisme : ils préparaient ainsi la catastrophe de 1914 qui, aux dires des menteurs de Moscou, aurait induit Lénine à refaire toute la théorie marxiste sur la Guerre, la Paix et la Révolution.

Alors que dans le camp ouvrier Bernstein et tous les autres élaborent le réformisme gradualiste – qui lui non plus n'était pas une nouveauté mais une mixture d'hérésies contre lesquelles Marx combattit violemment toute sa vie, hérésies des socialistes prussiens d'État, du lassallisme, du social-radicalisme français, du trade-unionisme anglais, et de bien d'autres

– la bourgeoisie élabore sa théorie de la guerre et de la paix, mettant à nouveau en avant son mythe du désarmement, de l'arbitrage et de la Paix universelle. Cette vieille histoire est également écrasée par les coups de maillets de Marx après 1848 quand il eut affaire à la gauche bourgeoise radicale de Mazzini, Blanc, Garibaldi, Kossuth et semblables contre lesquels, comme nous le savons, il se retourna avec une furieuse indignation.

Le révisionnisme légaliste démonte la vision marxiste pièce par pièce. Il en expulse d'abord l'insurrection, la violence, les armes, la dictature : on admet pour un court moment une « lutte de classe » dénicotinisée que l'on oblige à se dérouler dans les limites de la légalité étatique avec la conquête électorale des places dans les assemblées politiques. Le modèle est la social-démocratie germanique, monstrueuse machine à élections, et l'on exploite vulgairement l'une des dernières phrases de Frédéric Engels : sa distance au pouvoir peut se calculer désormais en fonction des statistiques des derniers scrutins électoraux. Mais Engels avait bien dit que, une fois ce but atteint, le capitalisme aurait déchaîné la terreur¹⁷ !

Nous n'allons pas répéter la critique de cette tendance et de sa perspective. Majorité à la Chambre, gouvernement socialiste légal, série de lois progressives qui atténuent l'exploitation des prolétaires et les profits des bourgeois, jusqu'au point d'entreprendre un changement graduel du capitalisme en socialisme ; nous ne pouvons pas rappeler comment peu à peu en France, en Belgique et ailleurs la même lutte de classe fut bradée sur le papier en admettant que les partis ouvriers pussent entrer comme minorité dans des gouvernements bourgeois, fondant ce que l'on appela ministérialisme, millerandisme, possibilisme. La Deuxième Internationale condamna le révisionnisme, en période de paix, mais par la suite elle lui ouvrit honteusement toutes grandes les portes une fois la guerre déclenchée, déchaînant l'anathème de Lénine. Celui-ci ne savait pas que la Troisième allait l'admettre et en faire l'éloge non seulement pendant la guerre mais également pendant la paix, sous le seul motif qu'il plaisait à un quelconque Nenni.

Quoi qu'il en soit de cette foule de gentilshommes, peut-on trouver dans leurs rangs ces mystérieux marxistes pré-impérialistes qui voulaient la conquête du pouvoir le même jour dans tous les pays civilisés ?

Évidemment si l'ascension au pouvoir ne dépend plus d'une action par les armes et dans la rue, du renversement dans le vide des bases du capitalisme, mais seulement de la montée de la masse des votes « socialistes », il n'importe plus en rien que le jour radieux de l'arrivée au pouvoir d'un *premier ministre* socialiste soit partout le même, il est même certain et sûr, au contraire, qu'il arrivera en des moments très déphasés et rien n'empêchera que cohabitent dix régimes, le régime capitaliste à cent pour cent, le régime socialiste à dix pour cent ou à vingt pour cent, etc. se souriant, s'arbitrant, se désarmant, se nobelisant, se picassodisant¹⁸, à travers les frontières.

Dans ce camp nous ne trouvons donc pas non plus d'adversaires à la *construction* du socialisme dans un seul pays. Si celui-ci se construit au moyen des lois de l'État bourgeois, en changeant seulement le parti qui en est à la tête, l'exigence de la simultanéité européenne, les gens de ce groupe ne la rêvent pas, comme personne d'ailleurs ne la rêve.

18. SEUL L'OPPORTUNISME EST NOUVEAU

Ce n'est pas Lénine mais bien les renégats qu'il flagella qui produisirent au tournant de 1914 la théorie *nouvelle* de la guerre, de la paix et de la révolution. Ils ne laissèrent pas pierre sur pierre de la *vieille* théorie, de l'unique théorie de Marx.

Marx disait que la révolution prolétarienne advient avec la guerre civile des classes et le renversement de l'État – ils le nièrent.

Marx disait que la guerre entre États cessera seulement avec l'effondrement du capitalisme et jamais au moyen d'un accord général entre les États bourgeois. Ils le nièrent.

Marx disait que la guerre entre États capitalistes et précapitalistes peut avoir un contenu qui intéresse le prolétariat et que celui-ci doit donc y participer mais que dans l'aire du capitalisme occidental, depuis 1871, toutes les armées sont une contre le prolétariat et celui-ci est contre toutes les guerres européennes et intercapitalistes. Ils le nièrent dans la première et la deuxième conceptions et ils affirmèrent que dans toute guerre entre deux États le prolétariat doit aider son État pour peu qu'il soit menacé de succomber. Ils furent pacifistes tant qu'il n'y avait pas de guerre et bellicistes dès que la guerre éclata.

Lénine remit à la place que le marxisme leur avait assignée depuis toujours les procès de paix, de guerre et de révolution. Et, comme toujours, le marxisme avait réclamé et défendu le défaitisme et la révolte prolétarienne partout et même unilatéralement dans un seul pays, dans l'aire et dans le cours historique que la guerre civile de 1871 avait ouvert.

Il n'engendra aucune théorie nouvelle, mais il voulut étrangler la théorie nouvelle du social-patriotisme.

Quand à partir de son imposant travail historique de restauration de la doctrine, non pas vieille mais unique, on voulut faire passer pour une chose originale la stratégie évidente de l'attaque de la bourgeoisie dans l'aire nationale, même unilatéralement, énoncée dans le *Manifeste* et dans tous les textes marxistes parmi lesquels celui sur la Commune, pour Lénine textes fondamentaux et sacro-saints comme on le lit dans cent de ses pages ; et quand l'on traduit cette thèse qui n'est pas nouvelle en celle qui prétend que sans révolution européenne il pouvait y avoir une transformation sociale dans un sens communiste en Russie, les vigilantes sages-femmes du Kremlin tentèrent une véritable substitution d'enfants, ils attribuèrent à celui qu'ils considéraient comme le Petit Père de la révolution en Russie un bâtard pestiféré ; ils ne se firent pas les destructeurs d'une ancienne théorie de vieux marxistes inexistants mais les destructeurs de la théorie que lui, Lénine, avait élevé avec une véritable génialité sur l'épine dorsale du système général : dans une révolution qui ne s'étend pas au dehors de la Russie, le prolétariat devra prendre le pouvoir, mais pour y réaliser la révolution démocratique et pour favoriser ainsi l'avènement et le développement du système capitaliste de production, qui ne peut être dépassé qu'avec la révolution prolétarienne victorieuse dans d'autres pays d'Europe.

Lénine construisit cette théorie exhaustive et réellement grandiose qu'il ne renia ou ne désavoua jamais et il en vit la vérification.

Il est inutile de l'insulter en insinuant, avec des falsifications audacieuses, qu'il la renia ou la désavoua étant donné que l'histoire après lui en a démontré à l'évidence les phases ultérieures, dans l'ordre par lui construit.

19. LA TRANSFORMATION SOCIALISTE

La question du passage de la Russie de la république contrôlée non par la bourgeoisie mais par le prolétariat victorieux, avec un programme social de nationalisation agraire et d'étatisation industrielle, à une économie socialiste, n'est pas à sa place si on la pose au moment, absolument préalable, de liquider la guerre. Au moment de l'écroulement de la Deuxième Internationale la perspective russe – avant même qu'il fût évident pour Lénine que de nombreux socialistes de différentes tendances avaient trahi – ne se posait pas de façon plus favorable qu'elle ne se posait avant guerre. Jusqu'à 1914 Lénine comptait énormément sur le mouvement ouvrier marxiste des pays les plus développés pour abrégier le cours du capitalisme en Russie au-dessus duquel désormais il ne croit plus possible de sauter. Mais dès le moment où la puissante social-démocratie allemande avec les autres grands partis des pays développés sombre lâchement dans l'opportunisme, la prévision d'une révolution prolétarienne dans les pays européens succédant à la révolution démocratique antitsariste et

sur laquelle pourrait se fonder une proche transformation socialiste de la Russie devient plus difficile.

À ce tournant de 1914, nous avons donc vu comment Lénine récapitule le programme dans les *sept thèses*.

En Russie : travailler en profondeur à la défaite, à l'écroulement de l'armée et de la dynastie. Le programme suivant reste le même : ne pas gouverner avec des partis bourgeois et petits-bourgeois, mais diriger la république avec la dictature démocratique du prolétariat et des paysans. Socialement, une telle république réalisera la nationalisation agraire, les huit heures, la banque d'État et d'autres mesures qui ne sortent pas encore des limites du capitalisme.

En Europe : lutte pour éliminer les opportunistes, organisation d'une nouvelle Internationale prolétarienne, nouveaux groupes et partis qui conduisent la lutte défaitiste contre la guerre. Partout où ce sera possible, tenter la prise du pouvoir politique avec le mot d'ordre de la dictature du prolétariat confiée au parti communiste. C'est seulement après que la guerre aura, en partie du moins, ruiné le pouvoir bourgeois en Europe que se posera le problème de la transformation socialiste européenne et de son appui à l'évolution économique et technique en Russie.

Donc le problème de faire de la seule Russie un pays socialiste ne se pose pas au moment où l'histoire officielle affirme que Lénine a pour la première fois posé et résolu de manière positive le problème de construire le socialisme dans une Russie sortie du féodalisme et entourée de pays capitalistes.

Un tournant semblable dans la pensée de Lénine il faut aller le trouver après, *et nous le ferons* : au moment de la chute du tsarisme, à l'arrivée en Russie, à la lutte pour la prise du pouvoir par le seul parti bolchevik, à la période qui suivit la conquête du pouvoir, à la période des premières mesures économiques et lors du tournant fondamental de la N.E.P., elle-même si peu nouvelle qu'un tel nom ne lui fut jamais donné par Lénine.

Le seul fait d'avoir inventé cette conversion de Lénine hors du temps historique et de son cadre théorique propre, en l'anticipant mensongèrement, démontre la fausse position qui gît à la base de toute la politique de l'État russe telle qu'elle se dégage de la situation après la mort de Lénine et les événements connus.

20. POUVOIR ET ÉCONOMIE

Si l'on veut éviter des équivoques graves on doit clarifier cette question de la transformation socialiste en rapport avec une conquête du pouvoir dans un pays non encore capitaliste et elle doit être posée dans des termes généraux et, comme d'habitude, il faut être attentif à la distinction entre l'aspect économique et l'aspect politique de la transition entre les différents modes de production.

Notre défense résolue de la thèse selon laquelle nous ne nous sommes jamais attendus à voir en Russie, étant donné sa structure sociale et sa misère économique à la sortie de la guerre, *fonctionner* l'économie, la production et la distribution socialistes, peut choquer quelque lecteur qui y verrait l'écho de la position des opportunistes qui pendant des années et des années lancèrent leurs diffamations contre les bolcheviks.

Selon le marxisme la transformation socialiste de l'économie ne peut réellement être entreprise dans un pays où la grande industrie, le capitalisme des grandes entreprises, la formation du marché général d'échange, la commercialisation de toute la terre et de ses produits ne sont pas des faits et des caractères dominants. Quand ces conditions sont présentes, la transformation n'est pas graduelle et spontanée mais, selon Marx, Lénine et la gauche révolutionnaire, elle ne peut pas commencer si n'advient pas la révolution politique,

c'est-à-dire le renversement violent de l'État capitaliste, la fondation du nouvel État du prolétariat sous la direction claire du parti marxiste.

Il ne suffit donc pas de déchaîner cette lutte politique et réaliser cette conquête pour garantir la transformation socialiste.

Mais, de même qu'il serait erroné de dire qu'avec la simple action de la prise du pouvoir par un coup de main, à la Blanqui, l'on puisse introduire le socialisme intégral en Nouvelle Guinée, il serait erroné d'exclure des situations dans lesquelles on doit prendre le pouvoir politique même en sachant bien que sur cette seule base la transformation socialiste ne pourra avoir lieu.

Donc celui qui aurait dit : bolcheviks, sans la révolution en Europe, vous ne construirez pas le socialisme, n'aurait pas eu tort. Mais ce n'est pas ce que dirent les philistins. Ils dirent que puisqu'ils ne pouvaient pas assurer la transformation socialiste les communistes avaient le devoir de ne pas prendre le pouvoir, même en en ayant, comme les faits le prouvèrent, la force ; ils devaient le déléguer à d'autres partis et d'autres classes ou, éventuellement soutenir et participer, soumis, à un gouvernement provisoire comme celui de Lvov ou de Kerensky.

Mais les communistes russes ne répondirent pas qu'ils avaient voulu – et dû – prendre le pouvoir parce que c'était le moyen pour faire de la Russie, même seule, un pays socialiste. À ce moment ils n'y songeaient même pas. Ils avaient, et ils le proclamèrent au monde, une série de raisons historiques bien différentes, qui dépassaient en amplitude les problèmes de la future économie russe. Il ne s'agissait pas d'une épreuve pour administrer la Russie comme s'il s'était agi d'une grande *farm* ou d'un *trust* de production. Il s'agissait d'une épreuve pour chasser du pouvoir et abattre les forces politiques des classes qui indubitablement auraient retardé la future transformation socialiste russe et mondiale, qui auraient encore plus disloqué l'économie contingente du pays, qui auraient exposé la Russie au grave péril de la contre-révolution, non pas dans le sens de celle d'une victoire d'un Kerensky ou d'un Milioukov, mais dans le sens d'un abandon du pouvoir aux gouvernements réactionnaires émanant des pays impérialistes du camp allemand ou du camp anglo-français, ou directement des forces ressuscitées du tsarisme qui auraient relevé la tête et repris leur tâche classique de gendarme opposé à la révolution démocratique en Russie et à la révolution prolétarienne dans le reste de l'Europe.

Le seul parti qui avait une vision claire de ces processus, qui pouvait affronter la série de tous ces dangers, qui rendait évidents l'impuissance et la trahison progressive de tous les autres, était celui de Lénine ; les communistes de tous les pays applaudirent quand il prit le pouvoir pour lui tout seul, ils l'invitèrent à le tenir fermement et ils firent leur possible pour s'opposer aux coups de ses mille ennemis : ils ne lui demandèrent pas de fabriquer le socialisme, ils ne prétendirent pas, exceptés ceux qui étaient des petits-bourgeois désaxés, faire *voir* comment l'on *vivait* en socialistes.

Cette question aurait dû se transmettre des Russes aux Européens. Elle vint, précédée d'une autre claire injonction : Abattez le capital là où il est pleinement mûr, prenez le pouvoir, proclamez la dictature qui est la tâche historique intégrale du prolétariat, de lui seul, et du parti communiste.

21. PRODUCTION ET POLITIQUE

Mais si la production socialiste n'est pas le moins du monde en vue, et s'il faut donc *ob torto collo* voir se répandre la nouvelle forme capitaliste, le déterminisme économique n'est-il pas contredit par le fait qu'un pouvoir politique socialiste s'appuie sur une économie qui n'est pas encore socialiste ? L'argument est totalement spécieux. Avant toute chose il faut affirmer qu'une véritable économie socialiste n'a pas besoin, une fois sortie des formes

capitalistes et mercantiles, d'engendrer des pouvoirs, socialistes ou non, et même : elle les exclut.

Celui qui se perdrait dans cette question difficile n'aurait rien compris à la polémique grandiose sur la dictature. Nous ne dirions pas aux anarchistes que l'État et la violence dictatoriale sont nécessaires après le renversement de l'État bourgeois, si nous ne pouvions pas prouver que, pendant une longue période, dans les pays industrialisés, le prolétariat sera la classe politique dominante, gouvernante, alors qu'elle sera encore économiquement dans une large mesure une classe exploitée.

La superstructure du mode capitaliste de production est l'inertie de l'idéologie et du comportement tant des capitalistes que des opprimés et cette inertie ne disparaîtra que très lentement, et le gouvernement révolutionnaire a la tâche de la réprimer.

La formule exacte n'est pas que le pouvoir étatique est la superstructure qui ressortit à un mode de production donné (monarchie absolue pour le féodalisme, république libérale pour le capitalisme, etc.), mais elle a été établie dès les pages du Manifeste : l'État est l'organe de la domination d'une classe sur une autre.

Les deux situations suivantes sont donc plausibles : État capitaliste qui garantit la domination de la bourgeoisie sur les travailleurs – État socialiste qui, tout en n'ayant que commencé à éliminer le mode de production capitaliste, en assure la destruction parce qu'il est l'organe de la domination de la force des prolétaires sur les exploités survivants. À ces situations une troisième fait suite : ni classe exploiteuse, ni classe exploitée, mode socialiste de production, plus d'État.

Si un mode de production, comme le russe, est pour la plus grande part féodal avec quelques avancées capitalistes, l'histoire a produit le cas où le contrôle et la domination d'un État tenu par les seuls prolétaires a pour fonction d'extirper entièrement le mode féodal et n'attaque pas encore le mode capitaliste ; et il n'est pas possible de fixer les limites à une telle période conjoncturelle, déterminée par les influences de toutes les différentes structures productives dans les différents pays d'une aire complexe.

Il paraît évident qu'une telle période ne peut pas être indéfinie, et du reste la limite fut posée par Marx et Lénine : c'était la période de la transformation de la révolution *impure* russe en une révolution européenne *pure*, que tous deux ils pensaient être plus brève.

Les partis membres d'une même Internationale peuvent historiquement avoir en main d'un côté une révolution impure, de l'autre une révolution pure (socialiste développée) ou seulement l'action révolutionnaire contre les pouvoirs bourgeois non encore tombés. Ce rapport de force doit aboutir à une rupture d'équilibre, cette dernière se produit mais au profit de la contre-révolution

22. INFAMIE ET PHILISTINS

Mais ce serait une faiblesse que de se laisser ébranler par les objections au communisme russe qui ne sont que d'innombrables hypocrisies travesties en accusations de violer le marxisme. On cria que la dictature terroriste des bolcheviks était injuste et féroce sous le prétexte théorique qu'elle n'avait pas la possibilité de déraciner l'ensemble des rapports de production bourgeois. Mais si elle l'avait eu on aurait hurlé plus fort !

En réalité les gens qui se scandalisaient de la dictature communiste en Russie étaient les mêmes – et à leur tête se tenait le renégat Kautsky - qui se scandalisaient que l'on veuille l'appliquer en Europe, prête à une rapide transformation socialiste.

En réalité les arguments ne portaient pas sur les côtés négatifs et sur l'arriération de l'économie en Russie, mais ils étaient les produits de la crasseuse soumission aux idéologies bourgeoises, aux limites que le prolétariat aurait dû s'auto-imposer. On disait que l'on devait attendre un véritable développement du capitalisme parce qu'alors le nombre des ouvriers

aurait été tel que la méthode de la persuasion et de l'idylle des classes aurait conduit à la victoire sans violence. Et ce n'était pas au nom de l'impatience d'arriver à la société socialiste, mais au nom de la « valeur absolue » du principe démocratique et de l'idéalisme bourgeois que l'on critiquait les bolcheviks, par exemple, pour avoir cassé les reins des partis qui avaient plus de voix qu'eux à l'assemblée constituante « librement élue ».

Mais les bolcheviks auraient pendant une période beaucoup plus longue – mais certainement pas des décennies et des décennies – eu les cartes marxistes en règle s'ils avaient tenu le pouvoir en Russie, même en ne pouvant y fonder le socialisme, à la condition qu'ils aient continué à le reconnaître comme Lénine l'avait toujours proclamé sans feinte.

Mais ils les eurent cent fois en règle quand les vagues successives d'actions révolutionnaire naïves brisèrent les forces de la contre-révolution ouverte et bâillonnèrent les miaulements ignobles des défaitistes.

Ils les eurent non seulement parce qu'ils empêchèrent qu'aujourd'hui n'existe une situation encore plus défavorable et contre-révolutionnaire, mais parce qu'ils réaffirmèrent la théorie qui enseignait que les sermons et les prières trompeuses contenus dans les préjugés bourgeois ne doivent pas avoir la force d'arrêter la main du prolétariat qui se met debout ; que la force matérielle ne doit pas subir, avant son emploi inexorable, la censure d'un adversaire félon qui, ayant le pouvoir entre les mains, ne se poserait pas un seul instant le problème de la renonciation à celui-ci ni celui de la pitié pour la personne humaine, tant que ce ne serait pas la sienne.

23. RETOUR À 1914

Nous répétons que nous n'avons pas fait une digression en se penchant – dans les paragraphes 4 à 22 de cette première partie - sur la falsification centrale de cette *Histoire du Parti Bolchevik* qui, parue anonymement, comme Trotsky le rappelle, et puis imprimée sous le nom d'un collectif d'auteurs, a été enfin insérée dans le recueil de l'*Opera Omnia* de Joseph Staline. Nous n'avons fait qu'anticiper sur notre sujet.

Pour démontrer, comme nous nous le proposons, qu'en Russie il n'y a qu'une structure capitaliste, et non socialiste, il était important de faire voir le moment où l'on avait tenté d'échanger les deux thèses, celle de Lénine (qui n'est certes pas une théorie nouvelle) sur la *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*, et celle, fautive et dont la paternité revient au seul Staline, de la *construction du socialisme dans la seule Russie*.

Dans cette exposition nous avons rappelé que Lénine avait cru que, à la Douma russe, les bolcheviks, les mencheviks et même les socialistes-révolutionnaires avaient protesté contre la guerre et voté contre les crédits. Il le croyait en septembre 1914, ou en août, quand il écrivit les *sept thèses* ; mais il n'en avait pas été ainsi.

Les mencheviks, et parmi eux Tchkhéïdzé et l'ex-maître des bolcheviks Plekhanov, sont les chefs, à la Douma et dans l'émigration, des « défensistes » parmi lesquels on trouvait également le bolchevik Alexinsky. Le groupe des députés ouvriers bolcheviks est contre la guerre ; et il est rapidement arrêté et déporté ; mais différents mencheviks, dont Martov, sont également contre la guerre. Dans les organisations des bolcheviks elles-mêmes et dans les groupes extérieurs il y eut de graves hésitations, de même que parmi les déportés en Sibérie. On discute beaucoup sur l'attitude de Staline, pour le moins réservée, jusqu'à ce que parviennent bien après des nouvelles de l'avis de Lénine. Spandarian fut un chef vigoureux des défaitistes avant que les liaisons ne fussent établies avec l'étranger.

À leur tour les socialistes-révolutionnaires se divisèrent : Tchernov prit la tête d'un petit groupe contre la guerre, Avksentiev, Bunakov et de nombreux autres se déclarèrent pour la guerre et formèrent un groupe « Derrière la frontière ». Tous déclarèrent, comme Plekhanov, comme Pierre Kropotkine, comme Tchkhéïdzé, etc. que la guerre contre les

Allemands était juste, défensive et sainte, et ils invitèrent à suspendre toute action contre le gouvernement et la dynastie du tsar. Cependant ni Tchkhéïdzé, ni Kerensky n'eurent l'effronterie de voter en faveur des crédits de guerre.

24. SUBVERSION DES « TENDANCES » ?

Même l'objectif Wolfe, dont la ligne théorique n'est pas très orthodoxe, aime insister sur le fait, pour nous peu significatif, que la division entre *défensistes* et *défaitistes* en 1914 ne coïncida pas avec la division entre révisionnistes-réformistes et marxistes orthodoxes radicaux. Au cas connu de Kautsky, il oppose celui de Charles ¹⁹ Liebknecht, qui était un « bernsteinien de gauche », alors qu'ensuite Bernstein fut l'un des premiers à déplorer l'abandon de la « vieille tactique marxiste » (ici bien nommée) du vote contre les crédits de guerre. Mais il y eut toute une série de marxistes orthodoxes allemands qui devinrent chauvins : Parvus, Lensch, Cunow, Haenish. En Angleterre les chefs travaillistes super-droitiers Snowden et MacDonald votèrent contre les crédits ; Hyndman, chef (dans le texte de Wolfe) de la *Social Democratic Federation*, vota pour. Le *British Socialist Party*, dont nous ne savons pas à l'heure actuelle s'il avait des élus au parlement, fut résolument contre la guerre impérialiste.

Nous en finirons avec le thème inépuisable des socialistes devant la guerre avec la pointe de Wolfe : « *Les "mous" (nous traduisons ainsi, de façon moderne, le terme "softminded") humanitaires inclinèrent au pacifisme alors que de nombreux "durs" (toughminded), "matérialistes historiques" (les guillemets sont de Wolfe, idéaliste historique manifeste) se jetèrent corps et âme dans la guerre* ».

Touché ! Wolfe n'a pas mis dans sa liste Mussolini. Nous lui aurions dit que c'était un idéaliste qui s'illusionnait être un matérialiste révolutionnaire, ou qui s'autosuggestionnait l'être. Un idéaliste n'est ni un marxiste radical ni un marxiste réformiste. Il est seulement en dehors de notre voie. Historiquement Gramsci nous a aidé à chasser, avec mille raisons, Turati. Mais théoriquement, et c'est toujours une mauvaise chose de le taire, Gramsci était moins orthodoxe que Turati.

Les positions nous intéressent : les personnes et leurs noms ne font qu'aider à une didactique mnémorique ; ce sera peut-être aussi un peu de notre faute si nous en avons une indigestion. Nous avons voulu faire l'histoire de la lutte entre défensisme et défaitisme. Elle était indispensable pour passer à l'autre antithèse entre « uniconstructionniste » et ... communisme. Social-chauvinisme et cominformisme ne sont pas des *lectures* de la théorie communiste ; ils n'en sont que deux des nombreuses voies d'abandon. Nous ne vous souhaitons pas bon voyage, messieurs.

Dans tous les cas, la méthode historique du Kremlin n'est ni de droite ni de gauche, c'est un historicisme publicitaire. Tout le parti bolchevik fit bloc contre la guerre. Alors que dans les faits le procès des députés à la Douma, arrêtés avec Kamenev, tournait mal, et qu'il y eut des déclarations équivoques, suscitant la colère des valeureux camarades Spandarian et Sverdlov (tous deux morts sans être touchés par les diffamations et sans se déshonorer), l'*Histoire* flétrit le seul Kamenev. Kamenev en effet dirigeait le groupe de la Douma, et il ne put éviter que celui-ci, le 25 juillet, ne présentât avec les mencheviks une déclaration incertaine qui parlait de défendre le peuple contre toute oppression intérieure et extérieure. Lénine ne le sut pas, mais il était bien clair que tout acte de solidarité, même vague, avec la défense militaire dans la Russie autocratique, contre les pays occidentaux, était immensément plus grave.

Le fait historique, cependant, que tous les partis bourgeois et petits-bourgeois offrent une trêve au tsar dès que celui-ci se lance dans la guerre, n'est qu'une autre preuve de la construction historique de Lénine : seul le prolétariat pourra en Russie renverser le tsarisme et

le féodalisme, faire cette révolution qui n'était pas la sienne. En février 1915, la Douma accueille l'*ukase* de sa dissolution pour une longue période avec des hourras à la victoire des armées impériales !

25. PREMIERS ÉPISODES DE LA GUERRE

Les chefs capitalistes des nations *démocratiques* étaient sûrs que le rouleau compresseur moscovite, tant de fois arrivé sous les murs des villes d'Occident pour briser les révolutions, allait se mouvoir inexorablement desserrant l'étreinte des armées allemandes qui se dirigeaient vers Paris. Mais cette machine militaire, depuis des décennies, ne se déployait plus sur les champs de bataille occidentaux, la technique moderne avait transformé la guerre et ses moyens, les grandes réserves d'hommes, les masses de cavaliers ne comptaient plus, et les prêtres des banquiers français et d'autres nations étaient dépensés allègrement mais sans grands résultats pour la modernisation de l'armement. Les Allemands détachèrent peu de corps d'armée du front ouest pour les reporter, avec l'avantage habituel des lignes intérieures, vers la Prusse orientale, mais avant qu'ils ne parviennent sur le front russe l'armée de Samsonov avait déjà été écrasée avec des pertes colossales par la manœuvre géniale d'Hindenburg aux lacs Mazures et par la supériorité de l'organisation militaire allemande. Bourgeois de France et de Russie s'échangèrent cependant des compliments pour cet *allègement* de la pression sur Paris, analogue du reste à celui obtenu par les Russes à Stalingrad avec les grands massacres de la seconde guerre mondiale.

Les vieux se rappellent un dessin humoristique de Scalarini dans l'*Avanti!* : les griffes de Nicolas au-dessus de Berlin et celles de Guillaume au-dessus de Paris. Les batailles des lacs Mazures et de la Marne renversèrent tout cela.

Alors qu'en Russie s'éteignait la vague d'enthousiasme qui avait vu dans les villes les étudiants et certains membres de couches populaires qui furent révolutionnaires en 1905 exalter la guerre et se mettre à genoux en entonnant des hymnes tsaristes, les généraux tentèrent de prendre leur revanche dans le Caucase en repoussant les Turcs, et en Galicie, en enfonçant le front austro-hongrois en août jusqu'à Leopoldis, et au printemps jusqu'à la forteresse des Przemysl, clé des Carpathes. Mais une contre-offensive irrésistible sur tout le front austro-hongrois atteignit durant l'été 1915 Riga et Varsovie.

La désorganisation militaire, civile, administrative, économique gagnait de façon effrayante toute la Russie : vivres chères dans les campagnes, crise dans l'industrie, paralysie menaçante des transports, ruine extrême des finances de l'État. Les alliés occidentaux commencèrent à s'inquiéter.

Au cours de l'année 1916 ce qui reste du potentiel russe, à la demande des alliés qui fournissaient de l'aide sous forme d'argent et de fournitures, est engagé dans des offensives inutiles qui connurent de brefs succès dans le but d'alléger la pression des Austro-Allemands sur le front occidental. Moscou ne dicte plus sa volonté en jetant dans la balance sa lourde épée d'autrefois, mais sert de petit coussin selon le bon plaisir du despotisme moderne du grand capital.

26. LA GUERRE CONVIENT À LA DÉMOCRATIE

Les leçons de la première grande guerre universelle commencent à être considérables et cependant tout un cycle devra se dérouler et une nouvelle grande guerre advenir et bouleverser les continents sans que les tromperies des superstitions opportunistes ne puissent être évitées. Le binôme cher à la rhétorique bourgeoise banale, qui associe despotisme et puissance guerrière, autocratie et invincibilité, et dépeint les États libéraux modernes du capitalisme comme pacifiques et désarmés, comme inadaptés à la guerre à outrance, trouve un

démenti cinglant dans le déroulement du premier conflit. La France, l'Angleterre, l'Italie elle-même, puis les États-Unis interventionnistes, pays de la liberté tant vantée et du gouvernement parlementaire, traversent la guerre pratiquement intacts, et récoltent avantages et conquêtes. La première à céder sera la Russie, et les « féodales » Allemagne, Autriche-Hongrie et Turquie la suivirent alors qu'elles avaient adopté, bien plus que la première, la technique industrielle moderne à des fins bellicistes. Napoléon ne fut pas invincible parce qu'il était un despote mais parce qu'il se mouvait dans l'élan de la révolution démocratique qui a créé le citoyen soldat ; parce qu'il disposait de l'armée de la Convention de 1793 qui avait auparavant institué la conscription militaire pour la défense, alors cohérente, de la révolution et de la patrie.

Le mensonge, qui malheureusement a reconquis par la suite un territoire immense, selon lequel pour arrêter le militarisme il fallait exalter la démocratie, était brisé. Les deux choses vont ensemble, comme Athènes et Rome l'avaient déjà démontré (c'étaient des sociétés esclavagistes, mais l'esclave n'avait pas le droit de porter les armes).

Bien qu'il soit tiré d'une publication de propagande, il est intéressant de lire le tableau des conséquences de la guerre de 1914-1918 sur la « richesse nationale » des pays qui y furent impliqués. Par rapport à 1913 la Russie chute à 40 %, l'Autriche à 59 %, l'Allemagne à 67 %, la France à 69 %, l'Angleterre à 85% : le Japon et les États-Unis virent leur richesse nationale augmenter !

Les pertes dans le change vis-à-vis du dollar étaient, en pourcentage, en 1918 : Japon, gain de 1, Angleterre perte de 2, France perte de 12, Italie de 20, Allemagne de 23, Autriche de 33, Russie de 40 !

Il ne faut donc pas dire : la démocratie n'est pas militariste, mais à l'opposé : plus il y a de démocratie, plus il y a de militarisme, plus il y a de puissance militaire.

La conclusion devait donc alors être évidente : la Russie n'est plus le facteur militaire décisif en Europe. Que faire pour la faire devenir plus belliciste ? La démocratiser !

Avons-nous abaissé Lénine quand nous avons constaté qu'il travailla pendant toute une période historique à faire naître en Russie la « démocratie » ? Que les juges pressés affrontent cette comparaison : capitalistes d'Occident et de Russie luttent pour la démocratie, pour la rendre militairement plus puissante, et pour la victoire – Lénine et les communistes luttent pour que ce passage historique s'accomplisse mais leur objectif est la défaite. À qui l'histoire a-t-elle donné raison ²⁰ ?

27. L'EMPIRE CRAQUE

Tout un mouvement d'intrigues dans les sphères dirigeantes intérieures et dans la diplomatie se développe avec la suite des revers des armées russes : le mécontentement causé par des erreurs graves et le désordre administratif gagne toujours de nouvelles couches de la population et surtout ces milieux prévoient que la corruption extrême du régime tsariste et la dépression économique importante n'allaient pas manquer de faire se soulever les masses qui commençaient à manifester leur colère non seulement contre la façon dont la guerre était menée mais contre la guerre en soi et pour sa cessation.

La bourgeoisie industrielle à qui la guerre a donné une importance plus grande qu'auparavant réclame un nouveau gouvernement qui ne soit pas dominé par les cliques de la cour et par la noblesse terrienne. Les partis parlementaires des libéraux et des cadets qui avaient affiché leur solidarité avec le gouvernement sont en train de s'agiter. Leur chef Milioukov prononça un discours retentissant sur le thème : Stupidité ou trahison ?

Alors que la corruption de la Cour Impériale était démontrée par les fameux épisodes du fanatisme en faveur du prêtre Raspoutine et par l'influence de la tsarine sur le tsar pusillanime, capitalistes russes et diplomates étrangers eurent vent d'une tendance des forces

réactionnaires à conclure une paix séparée avec les Allemands. De toute part l'on décida de passer sans retard à l'action, alors que les masses de leur côté ainsi que les soldats sur le front se soulevaient de plus en plus fréquemment.

Des horizons les plus opposés il devient clair que, après qu'a eu lieu sans grands effets toute une série de tractations et de rencontres internationales, les ambassades de France et d'Angleterre intriguaient secrètement pour l'avènement d'un nouveau gouvernement, gouvernement bourgeois démocratique, et pour la déposition, sinon de la dynastie, du moins du tsar Nicolas.

Le remplacement de Sazonov, ministre des affaires étrangères lié aux Occidentaux, par des éléments d'extrême droite, rendit la situation encore plus tendue.

Le 15 décembre 1916 Raspoutine était assassiné par une conjuration de palais d'aristocrates qui voulaient éviter la ruine du régime.

La préparation d'un coup d'État de la noblesse et de la haute bourgeoisie pour déposer Nicolas prenait de plus en plus forme au début de 1917, il s'agissait de nommer tsar le fils malade Alexis et l'on pensait pour assumer le pouvoir désigner le prince Lvov. Il semble que l'ambassadeur anglais Buchanan suivît un tel mouvement. Mais l'action populaire obligea à passer à l'action et les différents partis de la gauche parlementaire furent forcés d'accélérer la réalisation de leur projet : ils le firent en vérité avec plein succès en constituant un pouvoir entièrement contrôlé par la bourgeoisie, pendant que les partis petits-bourgeois et les sociaux-défensistes tenaient magnifiquement à l'œil les forces du prolétariat.

28. RÉVOLUTION BELLICISTE

S'il est vrai que seuls les bolcheviks travaillèrent en profondeur dans les masses pour provoquer la chute du gouvernement, soulevèrent les ouvriers, les soldats, les marins, et même les femmes qui faisaient « la queue » pour obtenir des vivres, conduisirent les grèves générales et furent à la tête de la foule dans de nombreuses batailles sanglantes contre la police, il est également vrai qu'ils se firent manipuler et qu'ils ne surent pas être cohérents avec le « schéma » révolutionnaire de Lénine. La consigne devait être, comme nous l'avons rappelé en étudiant les longues analyses de Lénine dans ses écrits de 1905 (réunion de Bologne) : action de rue et pas d'accords avec les partis parlementaires – renversement de la dynastie et pas de gouvernement constitutionnel ; république – dictature démocratique du prolétariat et des paysans, c'est-à-dire aucun accord avec des partis de gauche qui passaient à leur tour des accords avec la bourgeoisie.

Cette phase historique, dans la conception de Lénine, était toujours une révolution *bourgeoise* dans les mains du prolétariat et de la paysannerie.

Février 1917 ne fut pas cette phase historique ; ce fut au contraire une phase précédant cette révolution, extrêmement courte, rendue seulement possible par la situation de guerre et par les forces étrangères. Il suffit de réfléchir au fait que les prolétaires (bolcheviks) et les paysans pauvres (S.-R. de gauche) restèrent dans l'opposition et devinrent à un moment donné hors-la-loi.

Octobre 1917, que nous examinons par la suite, fut la phase léninienne, au sens immédiat (et elle fut également plus, comme nous le répéterons), c'est-à-dire la révolution démocratique *aux mains du prolétariat*.

Février se définit rapidement : révolution démocratique et bourgeoise *aux mains des bourgeois*.

Le schéma des faits est connu (avec 13 jours en plus dans notre calendrier, ils se poursuivent donc pour nous au-delà de février).

10 mars. Grève générale à Petrograd ; combats de rue.

11. Le tsar dissout la Douma. Les députés restent dans la capitale pour repousser l'ordre de dissolution et forment le gouvernement provisoire.

12 mars. Naissance du Comité provisoire de la Douma et du Soviet des délégués des travailleurs de Petrograd (qui classiquement devrait prendre, dans la vision marxiste, la totalité du pouvoir national).

13 mars. Arrestation des ministres du tsar.

14 mars. Soviet à Moscou. Délégués des soldats au soviet de Petrograd.

L'armée envoyée contre les travailleurs tire sur la police.

15 mars. La bourgeoisie marque un beau point. Le Comité provisoire de la Douma forme le gouvernement provisoire. Lvov, constitutionnel, est premier ministre. Milioukov, chef des cadets, est ministre des Affaires Étrangères – Kerensky, social-révolutionnaire-populiste, est ministre de la Justice, etc.

Nicolas II abdique en faveur de son frère Michel.

16 mars. Michel abdique et s'en remet à la future Constituante.

18 mars. Le Soviet de Petrograd, comme celui de Moscou, est en grande majorité dans les mains des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Dans les faits il remet le pouvoir au gouvernement provisoire formé des partis bourgeois dans lequel le traître verbeux Kerensky joue le rôle de représentant de la gauche et des ouvriers socialistes. Les bolcheviks réagissent avec un manifeste qui, et cette fois on ne peut donner raison ni aux staliniens ni à Trotsky lui-même, ne désavoue pas le gouvernement provisoire bourgeois, mais pose des revendications que celui-ci doit réaliser : tout en opposant la signature de la paix à la réactivation de la guerre.

Plus tard les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires entrèrent dans le gouvernement ; les bolcheviks prirent une position pas très claire, la *Pravda* publiait des articles de Kamenev qui provoquèrent par la suite l'indignation de Lénine : en substance non seulement ces articles ne définissaient pas comme contre-révolutionnaire le gouvernement Lvov mais ils lui offraient un appui, même s'il s'agissait il est vrai d'un appui conditionné.

La bourgeoisie, après avoir fait renverser les forces tsaristes par le prolétariat insurgé, avait gagné la lutte pour le pouvoir à cent pour cent.

Cela était dû uniquement au travail et à la fonction historique des partis petits-bourgeois et opportunistes, comme le « schéma de Lénine », tracé pour un long cours historique, l'avait parfaitement prévu.

29. LE CAP PERDU

Il était bien clair que toute l'aile droite et, plus exactement, la quasi totalité du gouvernement provisoire étaient formées de partisans de la guerre et d'amis des alliés occidentaux ; ils avaient été poussés à renverser le gouvernement du tsar, auquel en 1914 ils avaient offert leur entière solidarité nationale, pour le seul motif qu'il s'était rendu suspect de défaitisme philo-allemand en sabotant tout le potentiel du pays, et maintenant il était logique qu'ils orientassent tous leurs efforts vers la reprise des hostilités au front.

Il était non moins logique que cette partie des partis prolétariens, qui s'était manifestée en 1915 comme basement « défensiste », appuyât la même politique et applaudît à la guerre qui avait désormais acquis une virginité démocratique.

Les éléments de ces partis qui avaient été, sinon défaitistes, du moins opposants à la guerre, en passant à la politique de la continuation de la guerre et de la défense de la Russie libérée montrèrent combien ils n'avaient rien de commun avec la condamnation de la guerre impérialiste « dans tous les camps » et combien seuls des motifs bourgeois les avaient retenus de marcher dans la guerre tant que le tsar la dirigeait.

Mais la position de tous les bolcheviks fut-elle parfaitement claire en cette alternative historique ? Qu'est-ce qui a changé ? Doit-on continuer à prôner le défaitisme, ou faut-il passer à une autre phase puisque l'on possède maintenant une « patrie démocratique » ? Malheureusement on fut très loin de la bonne solution.

Mais, avant encore la question de la guerre, la période d'euphorie, dans laquelle par exemple on rencontre les rescapés de la déportation en Sibérie, comme le taciturne Staline, le très éloquent Sverdlov, et tant d'autres, et de *fraternisation* rhétorique entre populistes, troudoviks, socialistes-révolutionnaires, mencheviks et bolcheviks montre comment l'évolution théorique du mouvement n'était pas à la hauteur du puissant tracé de l'œuvre léninienne et des batailles des congrès.

Au temps des « deux tactiques » et de tant d'autres polémiques aiguës, Lénine avait bien dévoilé implacablement la fatalité de leur avenir contre-révolutionnaire non seulement à toutes les espèces de populistes mais aussi aux mencheviks.

Les mencheviks avaient joué les *intransigeants* en disant : le prolétariat ne peut prétendre au pouvoir dans la révolution russe ; c'est la bourgeoisie qui doit l'assumer, alors nous n'irons pas au gouvernement, au maximum nous « contrôlerons » (en entendant ce mot, Lénine se mettait en colère) le pouvoir démocratique.

Ils affectaient de considérer comme un opportuniste Lénine qui disait crûment : nous devons prendre le pouvoir en formant un gouvernement provisoire *dans la révolution bourgeoise démocratique* à condition que l'on n'en donne aucune miette *aux partis bourgeois*. Et que, de plus, l'on ne parle plus de monarchie.

Le problème, malgré les puissants mensonges diffusés par les staliniens, ne fut jamais celui-ci : nous devons prendre le pouvoir *pour construire la Russie socialiste*. Il était clair que des adversaires de la force d'un Plekhanov auraient immédiatement répondu : Mais s'il s'agit de *cet* objectif historique, nous aussi nous sommes pour le pouvoir.

Lénine – il est bon de toujours le réaffirmer – disait que l'on devait prendre le pouvoir parce qu'il n'existait pas d'autres voies historiques pour éviter que la contre-révolution ne fût victorieuse. Évidemment, cette prise du pouvoir était potentiellement nécessaire pour avancer historiquement vers le socialisme, la révolution socialiste mondiale et russe, mais le socialisme était toujours compris comme *potentiel* et non comme contenu *immédiat et actuel* de la lutte historique.

Trotsky lui-même ne s'était pas correctement orienté jusque-là. Quand Lénine démontra le caractère droitier des mencheviks, il était d'accord. Mais quand les mencheviks avec une immense hypocrisie attaquaient Lénine sous prétexte que celui-ci ne poussait pas assez le prolétariat à la lutte, Trotsky, qui en tant que militant ardent ne songeait qu'à la lutte, restait perplexe : il ne comprit qu'avec retard la dialectique puissante de la construction de Lénine. Mais il la comprit sérieusement. De toute façon nous utiliserons son témoignage inattaquable pour prouver ce que Lénine *voulait* : la révolution démocratique bourgeoise pourvu qu'elle ne fût pas l'*avortement* et la *parodie* d'une révolution démo-bourgeoise. En tant que déterministe coulé dans l'acier, l'accusation d'avoir *voulu* trop peu le faisait rire. En réalité il avait donné un exemple *terrible*, diraient les Anglo-Saxons, de la façon dont on réussit à écrire l'histoire qui doit venir.

Eh bien, au moment où les mencheviks se démasquèrent tout seul, et, tout en déclarant qu'il ne s'agit que de liberté, de démocratie et de guerre démocratique, mais jamais de socialisme immédiat, ENTRÈRENT dans le gouvernement bourgeois, tout animal de sang bolchevik aurait dû leur sauter à la gorge et leur déclarer une guerre sans quartier. Ni Kamenev, ni Sverdlov, ni Staline, ni les autres ne le firent. Indépendamment de la question de la guerre – qui depuis deux ans et plus, ils le savaient, avait déjà été résolue par Lénine et par le marxisme non corrompu – ils manquèrent à leur devoir envers un parti qui avait tracé de

façon sculpturale ses tâches pour les heures qui avaient glorieusement sonné sur le cadran historique.

Déficiences donc de ce groupe, qui avait pourtant participé à la lutte insurrectionnelle avec de grands mérites, face au problème du rapport entre les classes sociales et les partis politiques de la Russie. Il est grave qu'un parti sombre dans l'action quand il a si brillamment dégagé la doctrine historique.

30. A-T-ON TROUVÉ UNE PATRIE ?

Cela fut également dû à la situation de guerre. C'est indiscutable. Mais à l'erreur au sujet de la dynamique interne correspond une erreur semblable au sujet de la dynamique des forces internationales et du conflit impérialiste mondial.

Les moments les plus désagréables pour ... l'âme de feu Charles Marx, s'il suit les choses dans l'autre monde (pour nous matérialistes, il les suit bien, mais de l'espace-temps du moment où il était vivant, et il y a Vladimir – oh ! vous pouvez rire – qui hurle ce que lui, Marx, aurait hurlé) sont ceux pendant lesquels il voit que, après qu'il a tant de fois expliqué comment la dialectique démêle l'histoire, les « marxistes » montrent qu'ils sont nuls, alors que leurs adversaires montrent qu'ils ont appris la leçon sur le bout des doigts ²¹.

Le groupe des partis bourgeois qui dans l'avant-guerre, comme nous l'avons bien suivi dans l'œuvre de Lénine, était bien décidé à ne jamais déchaîner l'attaque frontale contre le gouvernement féodal et à éviter le passage scabreux au gouvernement transitoire « illégal », a abandonné cette sage détermination pour le seul motif que la guerre perdue aurait été une ruine pour les importants intérêts capitalistes russes et internationaux, et aurait certainement provoqué des mouvements violents contre les classes possédantes qui auraient débouché dans une guerre civile aiguë. Ils suivirent donc la voie qui pouvait éviter des complications de ce genre, la voie de la défaite allemande dans la guerre mondiale. Par-dessus tout, cela était cohérent avec l'exigence purement bourgeoise de l'exaltation des valeurs nationales internes, comme dans toute autre révolution bourgeoise du dix-neuvième siècle. Si donc l'on se dirigeait dans la direction de la défaite allemande, c'est-à-dire de la victoire des impérialistes occidentaux, associés dans d'importantes affaires, il était clair que de la révolution antisariste ne devait pas surgir la fin de la guerre mais la reprise de celle-ci avec une virulence maximale et un « enthousiasme national », le rejet du *défaitisme* ourdi par les tsarines hystériques et les Raspoutine nouveaux.

Le gouvernement provisoire s'engagea sur cette voie sans hésiter. Qui aurait pu lui barrer la route ? Le Soviet, avec son *pouvoir dualiste*. Mais quel dualisme de pouvoir ! Le pouvoir ne se partage pas, comme les bourgeoisies d'Occident ne l'avaient pas partagé avec les députés des partis ouvriers votant les crédits ou entrant dans les ministères : on avait simplement affublé ces salauds d'une livrée de serviteurs, rien d'autre. Et ce fut ce qui arriva aux Tchkhéïdzé et aux Tseretelli, aux Martov et aux Tchernov.

Ne suffisait-il pas d'ouvrir le texte de Lénine ou d'entendre résonner dans sa tête l'écho de ses discours durs et scabreux dans de nombreux congrès et conférences pour trouver la bonne voie, même sans avoir lu les thèses, les articles et les opuscules composés après le honteux août 1914 de la II^e Internationale ?

Et si les socialistes belges et français avaient été cloués au pilori qui aurait pu douter que pour le même motif il aurait dû advenir la même chose aux Russes qui s'étaient déclarés solidaires d'une république nationale postsariste, même si elle était de peu de valeur ?

Hésiter sur ce point signifiait être soumis à l'idéologie purement bourgeoise et nationaliste, confondre la situation avec la défense de la patrie de la part de Convention et avec l'épopée des Thermopyles de France, n'avoir absolument rien compris à tout Marx, à l'*Impérialisme* de Lénine, à la distinction marxiste-léniniste entre une guerre de défense

révolutionnaire et la guerre exécrée en cours, guerre éhontée des pouvoirs impérialistes, qui pour avoir perdu les Romanov et pour avoir pris la face cachectique de Woodrow Wilson n'en était pas moins puante.

Ce sont justement avec ces arguments que les réformistes d'Italie voulaient se dérober en cette année 1917, après la débâcle de Caporetto, et plusieurs fois nous rappelâmes comment nous avions sué sang et eau pour les retenir.

Les voici donc les bolcheviks très préparés, très fidèles au parti, dans les veines desquels coulent le sang rouge révolutionnaire ? Quelle blague !

31. VLADIMIR LÈVE SON FOUET

Faut-il encore une fois raconter le voyage de Lénine de la Suisse à la Russie, son arrivée triomphale ? Ce n'est pas le moment et pourtant il faudrait le faire, parce que les événements sont si lumineux, et parce qu'il y a grand danger que le sentimentalisme facile, ou son digne allié, le scepticisme misérable et rusé, ne conclût : il n'y a rien à dire ; tout réside dans l'homme seul, dans une seule tête, et les grands moments de l'histoire n'arrivent que quand celle-ci a tiré au sort, parmi tant d'imbéciles que les utérus produisent, ce type « *qui a toujours raison* ».

Lénine part de Suisse avec des nouvelles incomplètes, mais durant le voyage, et surtout après avoir franchi la frontière, il lui en arrive : il a entre les mains des numéros de la *Pravda* rédigée par Staline et Kamenev, qu'il montre furieux à ces compagnons de voyage, peut-être terrifiés de le voir les déchirer en morceaux.

Trotsky raconte que Kamenev, l'un des plus dévoués à Lénine au point qu'il imitait ses actes et son écriture – un homme donc à ne pas minimiser – va à sa rencontre mais fut malmené par lui. On était à la gare à la frontière finlandaise. Raskolnikov, une autre tête sûre, raconte. Lénine entre et s'assied sur le divan : « Qu'avez-vous écrit dans la *Pravda* ? ! (il aura utilisé le terme équivalent à quel c...²²) Nous sommes très en colère contre vous ! » et dès ce moment tous ceux qui s'approchaient subissaient un accueil analogue, jusqu'au très fameux discours à la foule prononcé sur un char.

Nous ferons la lumière nécessaire sur l'abîme qu'il y avait entre la mentalité des camarades qui étaient restés en Russie et la construction de Lénine. Mettons en lumière, pour démonter la théorie de l'*hypnotisation* des masses, avant tout combien c'est un avantage immense que de pouvoir regarder ces événements immenses à une grande distance dans l'espace (et aussi dans le temps). Lénine descend à la gare de Petrograd. Il ne regarde même pas autour de lui, aucun imbécile n'ose lui dire : avant tout mettez-vous *au courant*. Il voit venir à sa rencontre les représentants du « gouvernement », obséquieux et faux, dans le salon impérial de la grande gare, il écoute Tchkhéïdzé qui lui adresse un discours de bienvenue, lui offrant l'unité avec les mencheviks dans la « démocratie révolutionnaire ». Dans la réunion du parti, peu de jours avant, Staline avait montré qu'il était prêt à accueillir une initiative semblable de la part de Tseretelli.

Lénine ne répondit pas, il ne dit même pas non, mais tourna résolument le derrière à la délégation officielle (tourner le dos aurait été trop d'honneur), sortit de la gare, entra sur la place parmi les acclamations de la foule qui le hissa sur l'auto blindée. Le texte de ce discours n'existe peut-être pas. Tous se réfèrent à des morceaux : ... Je salue en vous l'avant-garde de l'armée prolétarienne mondiale ... cette guerre de brigandage impérialiste est le début de la guerre civile dans toute l'Europe ... l'aube de la révolution socialiste mondiale s'est déjà levée ... chaque jour, demain peut-être, l'impérialisme capitaliste peut s'écrouler définitivement ... la Révolution faite par vous a marqué le début et l'ouverture d'une nouvelle époque : Vive la Révolution Socialiste Mondiale !

Ce discours, et les manifestations suivantes de Lénine au siège du parti et à la conférence du jour suivant, sur lesquels nous sommes bien documentés par les célèbres *Thèses d'Avril*, ne laissèrent pas seulement abasourdis les prétendus « chefs de la Révolution » mais, d'après tous les témoignages, firent « tourner la tête » aux meilleurs ouvriers et chefs intellectuels bolcheviks. Il ne resta rien, après la critique irrésistible, de la tactique suivie jusqu'ici, les nouvelles directives tombèrent comme la foudre sur l'auditoire stupéfait qui sentait le sol se dérober sous ses pieds. Celui qui a entendu parler Lénine, sans emphase oratoire aucune, d'autant plus qu'il n'a pas hésité à le contredire, peut dire combien ce qu'il exposait paraissait évident et conséquent pour tous, et même pour celui qui ne l'avait jamais entendu. Ceux qui étaient les moins armés en dialectique marxiste étaient toujours les plus stupéfaits. Ce qu'il dit n'est pas possible ! Mais il est clair et prouvé qu'il n'y a pas un mot à changer...

32. LE FOU D'AVRIL

Une stupeur générale suivit les comptes rendus de presse du discours du 3 avril ; mais cette stupeur ne fut pas le fait seulement des adversaires mais également des cadres du parti bolchevik ; et cela continua quand, à la réunion du 4 avril suivant, Lénine fit une exposition plus ample, se désintéressant totalement des thèmes et des solutions qui avaient été préparés pour cette réunion, et séance tenante projeta à la face de ses auditeurs les fameuses *Thèses* très connues ; à propos de ces thèses les staliniens ont tenté une falsification gigantesque alors que les trotskistes eux-mêmes se trompèrent sur leur orientation en soutenant qu'avec elles Lénine révolutionnait la « vieille » tactique bolchevique de 1905. Il est au contraire exact que Lénine réaffirme à Moscou le thème des *Deux Tactiques* sans rien y changer, et Trotsky en saisira finalement la puissance révolutionnaire (dès son arrivée peu de temps après) : c'est là que réside la falsification, il ne s'agit pas du tout de passer de la révolution bourgeoise à la « transformation socialiste » mais bien, exactement, de passer de la « tactique menchevique dans la révolution démocratique » à la « tactique révolutionnaire et communiste *toujours dans la révolution démocratique.* »

Cette démonstration a été faite de façon cristalline dans les thèses du 4 avril et dans les rapports de Lénine à la conférence commencée le 24, dans lesquels, comme nous le verrons, Lénine répète sans se lasser : « il ne s'agit pas encore d'instaurer le socialisme », mais de ne pas se comporter en opportunistes dans la révolution bourgeoise.

Pour le moment arrêtons-nous cependant sur les témoignages de l'ahurissement qui, s'il y avait eu un réel parti marxiste fonctionnant comme il aurait dû fonctionner, aurait été remplacé par la simple constatation suivante : il dit ce qu'il a dit pendant vingt ans, et nous étions idiots de nous être engagés dans une voie différente, avec la folie habituelle que produisait une situation nouvelle, inattendue.

Les adversaires n'auraient pas dû s'étonner non plus : leurs phrases ne faisaient qu'exprimer combien ils étaient profondément désappointés par l'anéantissement soudain du piège subtil tendu à la fraction bolchevique dans les Soviets.

Plekhanov, qui en tant que théoricien aurait dû se retrouver avec le Lénine duquel il avait été proche, en bon renégat, feignit d'entendre ces choses pour la première fois. Il fait comme les partisans italiens de Togliatti qui répondent à un vieux camarade indigné : est-il encore possible que en soyez resté aux vieilles histoires de 1921 ? Leurs phrases sont de ce genre : ce discours est *une farce, un songe, c'est le délire d'un fou.* Les mencheviks, ayant fait le signe de la croix, découvrent que Lénine « incite à la guerre civile » ! Tchkhéidzé est ensuite formidable : Lénine restera en dehors de la révolution pendant que nous poursuivrons notre chemin. Quel prophète de première force ! Tseretelli affirme que s'ils avaient pris le pouvoir ils auraient ruiné et anéanti, excusez du peu, l'Internationale prolétarienne !

Ces gens avaient déjà craché leur fiel à l'occasion du passage accordé par les Allemands à Lénine pour rentrer en Russie²³. Puis ce fut la course pour voir si après tant d'années Lénine leur tendait la main sur laquelle ils se seraient jetés en pleurant d'émotion ; une fois repoussés, ils recommencèrent à jeter leur venin. Tout ceci est *classique*, c'est bien connu, il n'est pas besoin d'en traiter plus longtemps.

Mais ce qui est important, c'est l'égarement des camarades, même de première force, totalement ignoré dans l'*Histoire* officielle, qui comme d'habitude ne sait que lancer de la boue sur Kamenev, Rykov, Boukharine, et autres qui devaient finir sur la plate-forme de l'échafaud vingt années plus tard.

Écoutons les témoignages recueillis par Trotsky : « Ils étaient tous, dit-il, trop stupéfaits pour pouvoir discuter. Personne n'osait s'exposer aux coups de ce leader désespéré » (ici il s'agit de belle littérature : Lénine était un leader non pas désespéré mais fou de colère, pour ne pas employer d'adjectif plus fort, et il se dressait fermement dans la doctrine, entre le passé et le futur tout deux certains, en ce tournant particulièrement fécond, un de ces très rares moments au cours desquels advient l'action *catalytique* de ce corpuscule qu'est le « chef » sur une collectivité toute entière). Trotsky continue : quelqu'un insinuait qu'Ilitch était resté trop longtemps à l'étranger, qu'il avait perdu contact avec la Russie, qu'il ne comprenait pas la situation et, le pire de tout, qu'il s'était résolu au « trotskisme ». Ici le grand Léon pêche, non par vanité, qui n'était pas son fait, mais par naïveté généreuse, c'était Trotsky finalement qui avait rejoint Lénine et non l'inverse. Trotsky avec son regard d'aigle ne voit pas cette scène, mais il savait que les yeux bleus et très pénétrants de Lénine en ce moment, même s'ils jetaient des flammes, semblaient dire tranquillement : non seulement c'est ainsi et pas autrement, mais vous devez reconnaître que n'importe quel niais le sait. Personne ne se sent tourner la tête quand il entend des choses qu'il n'a jamais entendues, mais seulement quand il a la sensation suivante : « il est impossible que l'on ne se dise pas dès le premier moment : comment avons-nous pu penser autrement ? Nous savions même ça par cœur ! ».

33. FRISSONS DE RÉPRIMANDE

Voici quelques autres faits sur cette opération sensationnelle de lavage de cerveau, opération qui ne peut pas être le fait de sbires féroces ou de mages freudiens, mais qui est le produit de forces matérielles lors de la culmination de certaines crises historiques que le mythe, qui n'est pas un rêve ou une farce, mais l'interprète laborieux de faits tangibles, avait l'habitude d'exprimer avec les paroles sacrées : Il est le Verbe, Il a parlé et la lumière est entrée en nous ! (ah ! pauvre matérialiste Plekhanov où es-tu tombé ?).

Quand Lénine dit : je propose de changer le nom du parti pour lui donner le nom de *communiste*, même Zinoviev qui avait voyagé avec lui ne fut pas d'accord ! Le bolchevik Angarski écrivit : il faut admettre que nombreux parmi les vieux bolcheviks restèrent attachés aux positions vieilles-bolcheviks sur la question du caractère de la révolution russe de 1917 et que l'abandon de ces vues ne fut pas chose facile. Et Trotsky écrit : en réalité il ne s'agissait pas de nombreux vieux bolcheviks mais de tous, sans exception. Eh bien non, Angarski, non, Trotsky, il est possible qu'il se fût agi de tous les vieux bolcheviks (bien qu'il y ait lieu de croire, même si nous manquons de témoignages pour reconstruire la scène, que, mettons, un Tchiadze, une Kroupskaïa, ou un quelconque autre, n'aient pas sourcillé) mais le fait est qu'il ne s'agissait que de revendiquer les « vieilles thèses de 1905 », les mêmes formules, telles quelles. Ce sont ces coïncidences, et non la puissance d'un cerveau humain, quelle que soit la lumière qui puisse en jaillir, qui se lie aux forces du sous-sol historique capables de soulever une époque entière.

Mais un travailleur de l'Oural, Markov, « que la révolution avait surpris devant son tour » dit des paroles théoriquement très justes et très spontanées : « Nos chefs hésitèrent jusqu'à l'arrivée de Vladimir Illitch. La position du parti ne commença à devenir claire qu'avec la parution de ses fameuses *Thèses*. »

Boukharine, trop prompt à s'emporter, rappela après la mort de Lénine qu'une partie du parti considéra les thèses comme une trahison de l'idéologie marxiste ! Ludmila Stahl rapporte ce témoignage : Nos camarades se contentaient d'une simple préparation de l'Assemblée Constituante au moyen des méthodes parlementaires, et ne considéraient pas le moins du monde la possibilité d'aller au-delà de celle-ci. En acceptant le mot de Lénine, nous ferons ce que la vie elle-même nous force à faire. Très bien. Mais nous montrerons que ce mot, qui condamnait l'assemblée constituante au suffrage universel dans la révolution bourgeoise russe avait déjà été imprimé en 1905.

34. PREUVE MONOSYLLABIQUE : DA

Puisque dans le grand travail fait par un organisme mondial éléphantiasique on s'est donné tant de mal à démontrer que seul Staline se plaça immédiatement sur la ligne d'Avril (alors que la *Pravda*, faite par lui et Kamenev, imprima hélas que les positions de Lénine n'étaient, misère !, que des positions personnelles) citons un dernier témoin *non trotskiste*.

Ce n'est pas la première fois que l'on y fait référence, mais il est utile et approprié au sujet que nous traitons ici. À l'Exécutif Élargi du Comintern de février-mars 1926, dans la commission pour la question russe (l'opposition était alors celle de Trotsky-Zinoviev-Kamenev), dont les débats ne furent pas portés à la connaissance de la réunion plénière sous prétexte que l'opposition l'avait demandé pour qu'elle ne fût pas plus gravement *châtiée* ²⁴, un délégué de la gauche du parti italien ²⁵ demanda à Staline s'il était vrai que lors de la réunion de 1917, à propos de la politique à tenir dans la guerre, Lénine avait rangé Staline lui-même parmi ceux qu'il traitait de « chauvinistes russes », de « nationalistes cosaques » et d'autres qualificatifs. Alors que la jeune interprète embarrassée se taisait, Staline donna l'ordre de lui traduire la question, il leva la tête et dit nettement : *da* – oui, c'est vrai.

Une autre fois (même dans cet Exécutif) Staline en attaquant les membres de la gauche fit cette triple distinction : quand c'est la camarade X qui parle, il s'agit toujours d'un mensonge – quand c'est le camarade Y, parfois il dit la vérité, parfois il ment – quand c'est le camarade Z (ce délégué italien) il s'agit toujours de la vérité, même s'il a tort dans les conclusions.

Le témoin que nous avons cité est Staline lui-même par le truchement de ce délégué qui selon ses dires (voir le compte rendu imprimé à Moscou) ne mentait jamais. On lui renvoie l'honneur : même monosyllabiquement, lui non plus n'a jamais voulu mentir.

Ceci ne suffirait pas à condamner quelqu'un et même le Christ devait dire à Pierre, son premier lieutenant : Avant même que le coq n'ait chanté trois fois tu m'auras renié ²⁶.

À nous matérialistes, on ne peut nous dire : tu seras avec moi au Paradis ! L'histoire et sa théorie, nous dépassent tous, petits et grands, fameux et obscurs. Et nous ne suivons que sa voie.

35. LES PRINCIPES ESSENTIELS D'AVRIL

Indubitablement l'arrivée de Lénine en Russie, et les Thèses d'Avril qui suivirent cette arrivée dans les vingt-quatre heures, constituent historiquement un tournant, une étape fondamentale. Mais cela ne doit pas se comprendre dans le sens où ces thèses lanceraient au monde une nouvelle parole, une nouvelle version de la dynamique révolutionnaire et où, à partir de ce moment, comme nous l'avons écrit tant de fois dans nos textes, la vision du processus révolutionnaire socialiste aurait été changée. La version banale est que, comme

d'une chaire universitaire, le programme d'enseignement aurait été changé pour tout le prolétariat mondial. Non plus lutte, victoire et pouvoir du prolétariat salarié, en tant que plateforme de la destruction du capitalisme et de la libération des forces productives tendues vers leur organisation communiste, mais lutte, victoire et État du *peuple*, des prolétaires et semi-prolétaires, des ouvriers et des paysans propriétaires ; voilà l'interprétation banale et terre à terre, et cette leçon devrait être ensuite être comprise par les prolétaires d'Occident, des pays du capitalisme mûr et proche de la putréfaction avant d'être mis à mort de mort violente !

Le tournant ne concerne pas la voie par laquelle un pays capitaliste se soumet au procès de la révolution socialiste, mais celle d'un pays de féodalisme en putréfaction, dans la révolution bourgeoise et populaire.

Le tournant d'Avril est un puissant coup de barre donné au navire bolchevik qui était en train de céder aux vagues de l'opportunisme petit-bourgeois et était sorti de la route à suivre *dans la révolution bourgeoise*, coup de barre qui exige du timonier une force herculéenne et des yeux d'aigle, de même qu'il ne lui demande pas de calculer la nouvelle route inconnue mais seulement d'obéir et de faire obéir à celle indiquée de façon indélébile sur la carte de navigation de l'histoire.

Tout ce que Lénine crie et grave sur le papier de ces thèses historiques est totalement opposé à ce que faisaient en Russie, non seulement les partis bourgeois et petits-bourgeois, mais également les ouvriers et *leur* parti lui-même, mais dans le même temps est féroce et conforme à tout ce qui *avait été* écrit, à la route tracée par Marx et Engels en 1848 et cent fois rappelée, et à la route tracée par Lénine lui-même depuis 1900 pour la Russie. Les gens pressés qui défaillent chaque fois qu'ils entendent parler d'une directive nouvelle, moderne, doivent comprendre seulement ce qui suit : nous défendons l'*immutabilité* de la route mais non le fait qu'elle soit *rectiligne*. Elle est pleine de tournants difficiles. Mais ils ne naissent pas de la tête ou du caprice du chef, du *leader*, comme le dit Trotsky. Leader signifie en fait guide. Le chef du parti n'a pas dans les mains un volant qu'il peut manier selon son arbitraire, il est le conducteur d'un train ou d'un tramway. Sa force réside dans le fait qu'il sait qu'il ne peut dévier de la voie, mais il sait également qu'elle n'est pas partout rectiligne, il connaît les gares où l'on passe et le but du voyage, le tournant et les pentes.

Il n'est certes pas le seul à le savoir. Le tracé historique appartient non pas à une tête pensante, mais à une organisation qui va au-delà des individus, surtout dans le temps, organisation faite d'histoire vécue et de doctrine (le mot vous paraît dur) codifiée.

Si tout cela s'avère faux, nous sommes tous hors de combat et aucun nouveau Lénine ne nous sauvera jamais. Nous mettrons au pilon les manifestes, les livres et les thèses dans une banqueroute irrémédiable.

Avril marque donc une date et une situation historique grandiose qui inclut une année cruciale et le réveil de cent cinquante millions d'hommes. Lénine ne la traite pas comme une époque nouvelle et imprévue qui exigerait des prises de position de fortune mais il la rive sur les lignes déterministes que la doctrine unitaire, et coulée d'un bloc, de l'histoire, de la révolution, et même des révolutions, a découvert. Les découvertes n'évoluent pas ni se s'améliorent. Elles sont ou ne sont pas.

Pour cette raison, Lénine apparaît comme celui qui dissout et fracasse tout. Détruire est le seul moyen marxiste pour conduire et construire. Pour la fange bourgeoise et petite-bourgeoise, comme pour toutes les classes qui meurent, la sagesse est folie, la vérité révolutionnaire se traite avec la ciguë. Une fois au moins, le contenu du verre a été avalé par les bien-pensants scandalisés. Une fois descendu de la locomotive arrêtée, le mécanicien déplace l'obstacle opportuniste avec quelques coups de hache terribles. Le convoi de l'histoire continue inexorablement. C'était la seule route sur laquelle il pouvait et devait passer.

36. REJETER LE DÉFENSISME !

1. (premier alinéa) Dans notre attitude envers la guerre, qui du côté russe, sous le nouveau gouvernement de Lvov et ses associés, reste incontestablement une guerre impérialiste de brigandage, en vertu du caractère capitaliste de ce gouvernement, on ne doit pas admettre la plus petite concession au “défensisme révolutionnaire”.

Après ce que nous avons rappelé plusieurs fois, il n'est pas besoin de gloses théoriques. Il est clair que si la guerre était considérée comme impérialiste par les marxistes également pour l'Angleterre, la France, la Belgique, etc. on ne pouvait pas penser non plus que la guerre, impérialiste sous le tsar, cessât de l'être sous un gouvernement démocratique bourgeois russe. Elle était même devenue plus purement impérialiste parce que cette forme de révolution, que Lénine a chassée, était liée dans une plus grande mesure aux intérêts du grand capital occidental.

La remarque suivante est importante : les bolcheviks avaient échoué dans le maniement de la dialectique révolutionnaire. Ils n'avaient pas compris qu'en Russie la démocratie devait être acceptée, prêchée et invoquée comme point de passage inévitable, mais pas comme une situation dans laquelle l'opposition entre État et prolétariat ne devait s'atténuer que parce que l'État, passé du côté de la bourgeoisie, avait assumé des formes parlementaires : ils hésitaient à lancer le mot d'ordre dans l'armée combattante parce que Lvov était à la place de Nicolas. Coup de balai.

1. (deuxième alinéa). Le prolétariat ne peut donner son approbation à une guerre révolutionnaire, qui justifierait en fait le défensisme révolutionnaire, qu'aux conditions suivantes : a) passage du pouvoir au prolétariat et aux éléments pauvres de la campagne proches du prolétariat b) renonciation effective et non verbale à toute annexion ; c) rupture complète et effective avec tous les intérêts du capital.

Ici l'on doit noter avant tout une formule qui n'est pas du tout nouvelle mais qui est très claire, qui développe le concept classique de dictature des ouvriers et des paysans, à propos des « éléments pauvres de la campagne proches du prolétariat » et que nous illustrerons par la suite. Mais le fait important est que, par rigueur doctrinale non moins que pour ne pas se bloquer dans des situations ultérieures (comme nous le verrons), Lénine, qui ressentait pourtant l'urgence immédiate de réagir à la « sympathie pour la guerre » qui après Février menaçait de tout ruiner, n'utilise pas la formule brute « nous sommes contre toute guerre ». C'est un fait que là l'extrémisme simpliste est prêt en cette situation à tomber dans deux erreurs : l'erreur pacifiste et l'erreur militariste.

Autre fait important : lors la guerre russe en 1939-1945 il n'y eut pas de défensisme révolutionnaire parce qu'il manquait toutes les conditions de Lénine : le pouvoir n'était plus dans les mains des prolétaires et des paysans pauvres²⁷ – il n'y eut aucun renoncement aux annexions après la guerre puisque dans la première phase la Pologne fut annexée et dans la seconde la moitié de l'Europe – non seulement il n'y avait pas de rupture avec les intérêts du capital, mais il y avait une alliance impudente avec l'Allemagne pour avoir la Pologne puis avec les Anglo-Américains pour avoir le reste.

37. LE DÉFAITISME CONTINUE

1. (troisième alinéa). Étant donné la bonne foi indéniable de larges couches des masses favorables au défensisme révolutionnaire, qui n'acceptent la guerre que comme une nécessité et non pas en vue de quelque conquête, et étant donné que ces masses sont trompées par la bourgeoisie, il est nécessaire de leur expliquer avec une attention particulière, avec patience et persévérance, leur erreur, leur expliquer le lien indissoluble entre le capital et la guerre impérialiste, leur démontrer que sans renverser le capital il est IMPOSSIBLE de terminer la guerre avec une paix véritablement démocratique et non imposée par la violence.

Lénine, qui a vu le défensisme infiltré dans son propre parti, juge ce danger de national-patriotisme cosaque dans toute sa portée, et il le rapproche génialement du « pacifisme » de la masse. Celle-ci croit réellement que la guerre se poursuit parce que Nicolas, Guillaume et François-Joseph le désirent, et elle croit que les gouvernements « démocratiques » auront hâte de la terminer. Il faut expliquer que c'est le contraire, que comme nous le disions en nos propres termes « la guerre convient à la démocratie » plus encore qu'au despotisme. Il faut enfin *savoir lire*. Lénine souligne le mot IMPOSSIBLE et, si nous avons le texte, nous verrions que la construction exacte est : il ne faut pas évoquer une paix sans violence et démocratique, parce que celle-ci n'est qu'erreur et illusion, mais il faut évoquer le renversement du capital. Une constellation d'États capitalistes et démocratiques n'est pas la garantie d'une paix générale, mais la condition de l'impérialisme. Thèse qui est contraire à la thèse, en fait commune à tous ceux qui sont réunis aujourd'hui à Genève, selon laquelle on conjure la guerre avec des mesures d'« honnêteté politique », grâce à la coexistence pacifique, et autres choses semblables ... alors que ces États sont tous des loups et des brigands.

1. (quatrième alinéa). Organisation de la propagande la plus vaste de ces théories au sein de l'armée. Fraternisation.

L'urgence du moment est telle que ce point de dimension internationale est sculpté avec quelques coups de burins. On n'organisait pas illégalement le défaitisme révolutionnaire, le refus de combattre pour donner l'accolade au soldat ennemi, parce que le commandement de l'armée était aux mains de Nicolas et des siens (le gouvernement provisoire voulait cependant tolérer le grand duc Michel !) mais on doit les pratiquer non moins vigoureusement sous le comité et le gouvernement de la Douma ! Les cosaques *ad honorem* en restent interdits et tentent en vain de se cacher sous les tables.

38. TRANSITION : ENTRE QUELLES DEUX ÉTAPES ?

2. (premier alinéa). Le phénomène qui distingue l'histoire russe actuelle est la TRANSITION de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie à cause du degré insuffisant de préparation et d'organisation du prolétariat, à la SECONDE étape qui devra remettre le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la classe paysanne.

Ici le substantif révolution est écrit sans les adjectifs que nous mettons nous sans hésiter : il s'agit, dans la *première* et la *seconde* étape, d'une révolution bourgeoise et démocratique, d'une révolution antiféodale et non socialiste.

Un texte s'interprète, selon la règle, d'une façon qui peut faire ressortir les différents passages et articles susceptibles d'être logiquement ordonnés. Et les passages suivants, plus que les cent formulations de la même thèse depuis une vingtaine d'années, le montrent clairement. Il y a plus : cette première étape, qui a donné le pouvoir à une bourgeoisie qui, à elle seule, ne *pouvait* ni ne *voulait* faire la révolution antiféodale, n'a été possible, comme simple prologue de la révolution russe antitsariste attendue par tous, que par le fait international de la guerre impérialiste qui a prêté des forces et imposé des tâches à la bourgeoisie locale, et qui a – à cause de la faillite des partis européens sur le problème de la guerre – créé l'égarément dans le prolétariat russe naissant, les *semiprolétaires* s'appuyant sur la bourgeoisie et non sur les ouvriers. Il s'agit alors de *recupérer*. Non pas pour *faire plus* que ce que nous avons prévu en 1905, mais pour remédier à l'insuccès d'avoir fait *beaucoup moins* que le programme théorique : révolution capitaliste avec dictature démocratique du prolétariat et des paysans.

2. (deuxième alinéa). Cette transition est caractérisée, d'un côté, par l'instauration de la pleine légalité (la Russie est EN CE MOMENT, de tous les pays belligérants, le plus libre),

de l'autre par l'absence de violence contre les masses, et enfin par l'attitude de confiance inconsciente des masses dans le gouvernement des capitalistes qui sont les pires ennemis de la paix et du socialisme. Cette condition particulière exige que nous sachions nous adapter aux conditions SPÉCIALES de l'immense travail du parti au sein des masses prolétariennes, à peine éveillées à la vie politique.

Nos majuscules sont les italiques de l'original. Il y a ici deux passages en italiques : *en ce moment* et *spéciales*, les plus éloquents. La dialectique enseigne que de nombreuses fois la réponse à l'hypothèse qui nie l'hypothèse actuelle est plus importante que la réponse à cette hypothèse actuelle.

Lénine a été la cible des objections suivantes : nous sommes en minorité, les ouvriers ne comprennent pas (ou, par tous les christes, les professeurs de marxisme ?) que la force est entre les mains du gouvernement provisoire et que le Soviet est en majorité pour lui et non pour nous, que nous avons l'avantage de pouvoir nous réunir, parler, faire des journaux, etc. Eh bien, dit Lénine, que voulez-vous de mieux ? Est-ce une raison pour écrire et raconter des sottises ? Devrions-nous, pour remercier le gouvernement libéral de telles largesses, lui lécher les bottes ou au moins (ce bon à rien de Nenni avait déjà fait école) nous déclarer opposition *loyale et chevaleresque* ?

Nous devons évidemment profiter de ces largesses ; comme Marx l'a toujours dit, le prolétariat est *éduqué* par la bourgeoisie victorieuse, malgré elle, non par l'école mais en l'amenant à la lutte, à la vie politique. Dans ce *lapsus* de liberté, nous devons remonter le courant, ouvrir les yeux à la masse, prendre énergiquement l'avantage.

Faites attention : beaucoup de choses sont possibles en *ce moment spécial*. Le chef politique y contrôle fermement ses partisans, mais le plus grand chef théorique voit déjà clairement le développement qui s'ouvre. Liberté et pas de violence exercée sur les masses ; pour le moment. Mais leur direz-vous que cette situation est définitive, qu'il s'agit d'une victoire assurée de la *révolution* ? Très vite nous devons lutter sur le terrain non légal ! La révolution est encore à faire (et pas parce qu'il faudrait faire la révolution socialiste !) et dans quelques mois, si ce n'est pas nous qui attaquons le gouvernement bourgeois opportuniste, ce sera lui qui nous mettra hors la loi ! Le mois de juillet qui suivit, Lénine dut déjà se cacher. Mais alors la masse avait compris. Peut-être à cause des « thèses » ? Au contraire. C'était les thèses qui avaient compris l'histoire. Et ceux qui étaient aveugles ou éblouis par la lumière de la démocratie, ouvrirent en hésitant leurs yeux brouillés.

39. LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE À LA LANTERNE !

Thèse 3. Aucun appui au Gouvernement Provisoire qui a montré le caractère mensonger de toutes ses promesses, surtout celles regardant la renonciation aux annexions. Démasquer le gouvernement, et ne pas exiger de lui l'impossible, ne pas s'illusionner en s'imaginant que CE gouvernement, gouvernement des capitalistes, CESSÉ d'être impérialiste.

Ceci est une réponse dirigée contre le manifeste du parti publié en mars et contre les articles de la *Pravda* qui considéraient le gouvernement succédant au tsarisme, quoique le parti restât à l'extérieur de ce gouvernement, comme une conquête révolutionnaire, et qui se limitaient à l'inviter à prendre une série de mesures politiques « impossibles » comme l'initiative de la paix « démocratique », sans déclarer que c'était un gouvernement mandaté par le capital international pour faire la guerre et que la guerre ne pouvait s'arrêter qu'en dépit de lui, qu'il fallait l'abattre, seule façon d'obtenir la paix. Le gouvernement de Lvov, non moins que les gouvernements suivants, exprimait les exigences de la bourgeoisie nationale qui avait l'illusion de pouvoir s'asseoir au banquet des vainqueurs de l'Allemagne et participer au partage du butin impérialiste en donnant à une Russie bourgeoise et militariste une impulsion à laquelle elle n'avait pas rêvée jusqu'ici. En échange de l'aide de l'Entente, il s'engageait à

se mettre en travers de la révolution russe et de son développement jusqu'à ses ultimes conséquences, seulement possible au moyen de la force de la classe travailleuse. Il comptait attirer les chefs ouvriers comme les gouvernements de France, de Belgique et d'Allemagne l'avaient fait et il obtenait sur cette voie ses premiers succès avec la complicité des mencheviks et des populistes dans les Soviets ; tout cela personne n'avait su le dire avant les Thèses d'Avril. Personne n'avait encore tourné le dos à la joie qui avait éclaté à la suite de la chute du tsar : aujourd'hui en Italie, le prolétariat est immergé dans l'*inconscience* parce que personne (excepté nous) n'a encore tourné le dos à une victoire encore bien plus imbécile : celle sur Mussolini qui n'est même pas un tournant de la lutte historique entre les classes, mais seulement un épisode de la guerre militaire.

40. PARTI ET SOVIET

Thèse 4. (premier alinéa). Se rendre compte que notre parti est formé par une minorité, et pour le moment une faible minorité, dans la grande majorité des Soviets des députés (délégués) ouvriers, face au BLOC DE TOUS les éléments petits-bourgeois opportunistes, assujettis à l'influence de la bourgeoisie, et qui étendent cette influence au prolétariat : des socialistes populistes jusqu'aux socialistes-révolutionnaires et au Comité d'organisation (Tchkheïdzé, Tseretelli, Stekov, etc.).

La situation est bien connue – majorité des Soviets aux mains des socialistes de droite, délégation par ceux-ci du pouvoir au Gouvernement Provisoire élu au sein du Comité des oppositions de la vieille Douma tsariste – elle est sculptée par Lénine dans la formule générale de l'opportunisme : la bourgeoisie influence et contrôle les socialistes de droite qui influencent et contrôlent les masses ouvrières en faveur de la première.

Les révolutionnaires désapprouvent la soumission du Soviet au Gouvernement provisoire, et doivent combattre ce dernier. Comment doivent-ils se comporter envers les dirigeants actuels du Soviet qui font bloc au service d'une politique capitaliste et militariste ? Peut-être dénoncer le Soviet comme tel ? Ou au contraire dire que, étant donné que la « majorité démocratique » au sein du Soviet *vote* pour appuyer le gouvernement bourgeois, celui-ci doit être approuvé en hommage à l'« unité du front du prolétariat » habituelle ?

Lénine tourne le dos à une telle alternative. Aucune des deux propositions.

Thèse 4 (deuxième alinéa). Expliquer aux masses que les Soviets des députés ouvriers sont la seule FORME POSSIBLE de gouvernement révolutionnaire et que, par conséquent, notre tâche, tant que ce gouvernement reste soumis à la bourgeoisie, ne peut être que celle d'expliquer patiemment aux masses, systématiquement, avec persévérance, l'erreur de la tactique des Soviets, explication qui s'adapte surtout à leurs besoins pratiques.

Tant que nous sommes en minorité faisons un travail de critique et de clarification des erreurs, en affirmant dans le même temps la nécessité du passage de tout le pouvoir d'État aux Soviets des députés ouvriers, afin que les masses se libèrent par l'expérience de leurs erreurs.

Comme d'habitude, nous insistons sur le passage souligné : seule *forme possible*. Les thèses sont celles-ci : Tout gouvernement et pouvoir fondés en dehors des Soviets ne sont pas révolutionnaires. Seul un gouvernement fondé sur la majorité des Soviets peut être révolutionnaire. Mais l'on ne dit pas : les Soviets expriment démocratiquement la volonté, la libre opinion des travailleurs et donc tout gouvernement fondé sur eux est révolutionnaire, est conforme aux intérêts prolétariens et doit être appuyé. Ceci serait totalement faux. Aujourd'hui, les Soviets expriment l'opinion d'un prolétariat trompé, dévoyé ; ils ne se décident pas en un sens révolutionnaire, ni non plus dans le sens des « besoins pratiques » des masses.

Dans un tel cas, on ne jette pas le Soviet à la poubelle, il est la forme historique prise par la révolution bourgeoise russe, répondant directement aux tâches du prolétariat, de même qu'on ne l'attaque pas par la force : on en dénonce systématiquement l'erreur.

Quelle est la consigne de cette dure campagne ? Le mot d'ordre très connu : tout le pouvoir d'État aux Soviets.

Tout signifie que le Soviet ne reconnaît pas d'autres pouvoirs politiques qui n'émaneraient pas de lui, qu'il n'accepte pas la division des pouvoirs dans la mesure où une telle division n'est qu'une renonciation à tout pouvoir.

Donc (dialectique !) nous reconnaissons le Soviet en tant qu'il la seule *forme possible* de gouvernement révolutionnaire. Nous le reconnaissons par principe même quand sa majorité est contre nous, et nous ne le déclarons pas notre ennemi. Nous ne lui disons pas : ou tu te ranges avec nous ou nous t'attaquons. Nous lui disons : à condition que l'on gouverne *seulement* avec le Soviet nous reconnâtrons ce gouvernement même si nous y sommes en minorité et même si la majorité est aux mencheviks et aux populistes. Mais il doit réclamer tout le pouvoir et donc désavouer le comité de la Douma et le cabinet Lvov, rompre les ponts avec lui et ne pas négocier le pouvoir avec des partis dont la base n'est pas exclusivement ouvrière. Les mencheviks et les S.-R. doivent choisir : ou avec les bourgeois dans le gouvernement provisoire, ou avec nous dans le Soviet qui a *tout le pouvoir* et qui est à la tête de l'État. Les masses dirigées par les socialistes de droite comprendront bien cela.

41. TACTIQUE IMPECCABLE

Quand Lénine explique cela à ses camarades de parti il ne tait pas que l'on sait très bien quel choix les opportunistes feront : le gouvernement provisoire et non un gouvernement des Soviets avec les bolcheviks ; un compromis dans lequel le Soviet n'est pas le seul organe de pouvoir, où les ministres bourgeois restent en place et où l'on ne refuse pas tout mandat de pouvoir aux hommes politiques désignés en dehors des Soviets. Quand ce choix sera clair, la majorité des Soviets abandonnera comme traîtres les opportunistes et ceux-ci, avec les bourgeois, seront mis en déroute, puisqu'ils ne joueront aucun rôle, ils auront disparu au moment de l'inévitable affrontement armé entre les organes du pouvoir bourgeois et les Soviets.

Le développement de la révolution en Russie confirma la justesse d'une telle vision de manière tellement puissante et lumineuse que malheureusement l'on perdit de vue qu'il ne s'agissait pas *d'un nouveau mode de faire la révolution socialiste*. Ce mode n'aurait été nouveau pour personne parce qu'il correspondait à la politique désormais rance des légalitaires, réformistes, révisionnistes, partisans de la collaboration entre petits-bourgeois et travailleurs qui avaient renié sur toute la ligne la conception de Marx de la révolution avec laquelle on passe du mode de production capitaliste au mode de production socialiste²⁸.

Cette tactique léninienne, dans ce cadre historique, nous répétons qu'elle était impeccable. Le cadre est celui de la Russie du tsar qui sort des formes féodales de production, son époque est celle de la grande lutte qui va de 1880 à 1917.

Cette tactique est la tactique juste, et elle est irréprochable justement parce que c'est celle à adopter dans une révolution antiféodale, dans une révolution *bourgeoise*.

Et ici nous en profitons pour faire allusion à un thème futur : la lutte que la gauche italienne mena de 1918 à 1926 et au-delà, et même contre Lénine, quand on voulut utiliser cette tactique *pour la révolution prolétarienne dans l'Europe capitaliste*.

42. À BAS LE PARLEMENTARISME

Thèse 5 (premier alinéa). Non pas république parlementaire – le retour à cette forme de gouvernement, après le Soviet des députés ouvriers, serait un pas en arrière – mais République des Soviets des députés ouvriers, salariés agricoles et paysans, dans le pays tout entier, de bas en haut.

Nous croyons que ce fut là qu’explosa la bombe atomique. Et pourtant, aucun mieux que Lénine ne l’a prouvé, ce sont les paroles marxistes classiques de 1848, même si celles-ci, dans une anticipation de soixante années, ne décrivent formellement que les formes à détruire et pas encore celles qui les remplaceront. Celui qui, dès les premiers mots, n’a pas compris que le marxisme culmine dans la destruction du parlementarisme démocratique, n’est pas un marxiste mais un moins que rien.

Intéressons-nous cependant maintenant à la contingence historique. Nous avons montré comment la majorité des bolcheviks raisonnait. Le gouvernement provisoire n’est pas notre gouvernement, mais que pouvons-nous lui reprocher s’il est *provisoire* ? Il a le mandat d’appeler – quelle horreur ! - à des *élections libres* auxquelles aspiraient ardemment les Russes depuis un siècle ; après l’assemblée Constituante il s’en ira et confiera le pouvoir à qui aura la majorité parlementaire : donc à partir de maintenant préparons-nous aux élections, et cela suffit.

Là Lénine, comme dirent ensuite les imbéciles, devait réellement *passer pour fou*. Pour le moment la bourgeoisie gouverne, le Soviet est spectateur et délègue son pouvoir substantiel au gouvernement provisoire. Ensuite si dans les élections à la Constituante, comme c’est certain, les bourgeois et leurs serviteurs, tous partisans de la guerre, sont en majorité, le pouvoir *définitif* passe au Gouvernement parlementaire, alors que fait le Soviet ? Il s’aperçoit que celui qui était *provisoire* c’était lui et il se dissout parce que l’on peut vraiment s’endormir en sécurité sur les garanties parlementaires ! Il recommande aux prolétaires de combattre héroïquement au front contre les Allemands et il se garde bien d’organiser, ce qui serait scandaleux, avec les députés des ouvriers et des paysans les députés des soldats ...

Le Soviet, selon une telle conception, aurait été un organe de lutte de la période révolutionnaire et sa vie serait limitée à la période de cette lutte. Sa tâche historique aurait été de conduire les masses travailleuses à l’insurrection : une fois leur sang versé généreusement elles seraient rentrées dans le rang et le pouvoir *légal* aurait gouverné tranquillement.

Là on s’aperçoit de la grandeur de Lénine. Les Soviets ne sont pas l’organe de la lutte de la révolution, mais beaucoup plus : la forme du pouvoir d’État révolutionnaire. Ils sont ce qui est contenu dans les mots : dictature démocratique. Le prolétariat assume le pouvoir au cours de la révolution antiféodale, il réalise la transformation sociale qui est, en substance, la création du capitalisme, mais dans ce même temps il n’ôte pas seulement le pouvoir à la bourgeoisie et aux grands propriétaires terriens mais il l’organise en une forme qui les exclut de tout et même du droit de représentation.

La seule délégation politique sera celle qui est au sein du réseau des Soviets, de la périphérie au centre ; l’État s’appuiera sur cette trame, la bourgeoisie non seulement n’aura pas le pouvoir mais elle ne figurera même pas comme parti d’opposition.

Voilà le terrible blasphème ! La forme propre de la révolution russe antiféodale ne sera pas une assemblée parlementaire comme dans la révolution française, mais un organe différent, fondé exclusivement sur la classe des travailleurs de la ville et de la campagne.

Non seulement le prétexte selon lequel il faut attendre les élections de la Constituante disparaît, mais disparaît également la nécessité de celle-ci : le cycle se fermera en son temps avec la dissolution forcée. Il s’agit d’une voie toute différente : conquérir dans les Soviets une majorité bolchevique en travaillant légalement (1848 : organiser le prolétariat en parti politique), puis conquérir tout le pouvoir pour le Soviet (organiser le prolétariat en classe dominante) évidemment en abattant par la force le pouvoir du gouvernement provisoire.

Dans la révolution socialiste le prolétariat abattra le pouvoir du gouvernement parlementaire permanent et, dans tous les cas, bourgeois, et organisera la dictature des seuls salariés conduite par le parti communiste.

Là – ne jamais l’oublier ! – l’histoire cherche encore les formes du pouvoir prolétarien dans la révolution *démocratique tardive*.

43. POLICE, ARMÉE, BUREAUCRATIE

Thèse 5 (deuxième alinéa). Suppression de la police, de l’armée et du corps des fonctionnaires (c’est-à-dire substitution du peuple en arme à l’armée permanente).

Dans la pratique le gouvernement de février avait changé les ministres, mais pas le réseau, les rouages de l’administration nationale. Les Cent Noirs avaient disparu, mais ils étaient, plus qu’une police officielle, un parti-secte réactionnaire. Les généraux, les hauts fonctionnaires centraux et locaux étaient bien peu différents de ceux du temps du tsar. La révolution, même dans sa dimension bourgeoise, était par cela même incomplète. Si l’on devait assumer le pouvoir politique même pour les tâches sociales correspondant à la liquidation du féodalisme et pas encore à celle du capitalisme (liquidation qui n’aurait été possible qu’avec la révolution en Europe) il fallait cependant réduire en pièces l’appareil d’État traditionnel.

Le pouvoir prolétarien des Soviets ne pouvait se fonder que sur la classe ouvrière en armes. Ce n’est pas le citoyen qui aurait fait partie de l’armée, et les bourgeois et les possédants en auraient été exclus comme ils auraient été exclus des organes représentatifs, et cela afin de réprimer toute tentative contre-révolutionnaire de guerre civile.

C’est seulement dans une révolution qui reste socialement exclusivement capitaliste, mais dans laquelle le prolétariat perd le contrôle, que la classique armée nationale permanente de type napoléonien redevient le pivot de la force d’État.

Thèse 5 (cinquième alinéa). Éligibilité et révocabilité, à tout moment, de tous les fonctionnaires ; leurs revenus ne doivent pas être supérieurs au salaire moyen d’un bon ouvrier.

Ce principe soutenu infatigablement par Lénine est celui bien connu de la Commune de Paris. C’est un principe pour une économie de transition dans laquelle le système salarié est pleinement en vigueur. Mais à l’intérieur de ce système ce principe est un grand pas vers l’élimination de la division sociale du travail, de la subdivision de la société en deux parties : ceux qui vivent dans l’incertitude et ceux qui ont une « carrière ». Abolir les *carrières* est la consigne d’une économie dans laquelle la consommation de base est garantie à tous, même si c’est dans des limites déterminées par des plans. Aujourd’hui au contraire la bourgeoisie tend à faire le contraire : ne pas abolir ceux qui ont leur carrière assurée, mais rendre tout le monde *carriériste*, tout particulièrement les ouvriers d’industrie.

En fait la perspective de Lénine selon laquelle l’administrateur (coïncidant avec le représentant politique) n’était qu’un simple producteur momentanément *déplacé* par une décision de son Soviet pour remplir une tâche, toujours révocable, a été abandonnée quand la République, qui s’appelle toujours soviétique, est devenue un État capitaliste s’appuyant sur les forces sociales du capital et non sur les travailleurs, s’acheminant fatalement, au gré des vicissitudes mondiales, en un sens opposé à celui par lequel on passe d’une dictature de travailleurs qui administre la transformation capitaliste à une autre qui administre la transformation socialiste.

En plus de l’accomplissement de la tâche de 1917 consistant à déraciner totalement le féodalisme et à le liquider, il fallait, encore plus, cette garantie. Le travailleur qui avait été délégué pour gouverner et administrer une société dans laquelle les bourgeois et leurs intérêts exploitent encore le travail de ses égaux ne doit pas être exposé à devenir un privilégié et un

instrument éventuel de la force capitaliste : ce qui est par la suite advenu sur une large échelle²⁹ par la suite inéluctable du recrutement massif de bureaucrates.

44. LA FRAGILE NATURE HUMAINE ?

Comment Lénine aurait-il pu être un naïf, lui qui voyait avec tant de certitude des événements immenses et encore incompris ? Les habitués sceptiques auraient-ils raison, eux qui résolvent ce genre de problèmes au moyen de la formule affirmant que le pouvoir ne résiste pas à la faim de richesse, plus qu'à la faim de vanité, et qu'il ne peut que devenir exploitation économique et despotisme dans le sens vulgaire ? Avec le caractère inhérent de ce processus, dans tous les climats historiques, à des faits indépassables de la très vaste « nature humaine » ?

Ce n'est certes pas la première fois que nous montrons l'inconsistance vile de ces imbécillités, et que nous nous battons contre cette critique vulgaire des causes qui ont tué une grande révolution. Cette dernière n'est d'ailleurs pas morte, mais elle s'est engagée dans une voie historiquement moins rapide que celle prévue par Lénine puisque les conditions posées comme nécessaires par Lénine ont justement fait défaut.

La révolution russe a parcouru un vaste arc historique : de la ruine d'un système féodal bien plus pourri que celui de Louis XVI, à l'instauration d'un capitalisme mercantile dont les formes économiques se sont mises à l'unisson de celles du capitalisme démesuré d'Occident incarné dans la machine étatique grâce à laquelle il suce plus de profits, et avec le cortège d'une bureaucratie encore plus corrompue que le milieu des cours féodales et qui a une échelle de privilèges et d'apanages bien plus scandaleuse qu'elles.

Et pourtant l'époque des exploits héroïques effectués par le pouvoir révolutionnaire – et l'acceptation de la misère austère est peut-être plus stupéfiante que l'acceptation, si commune, de la renonciation à la vie – n'est pas le privilège de la seule révolution prolétarienne, toutes les révolutions ont comporté de telles époques et même toutes les formes sociales de production, et il est facile de lire de tels exploits dans l'histoire, et même également dans le mythe duquel justement les imbéciles sourient en croyant que les légendes qui y circulent ont été inventées de toute pièce par un incrédule de leur calibre.

Nous ne remontrons pas à Lycurgue qui dégustait avec ses soldats et les paysans le maigre bouillon spartiate, au roi Agis³⁰ qui divisa entre eux tous ses biens, nous ne rappellerons pas les jeûnes et les renoncations des juifs, des chrétiens et des mahométans des époques révolutionnaires, ni les épisodes de l'histoire romaine sur Coriolan³¹, général invincible mais insensible aux séductions du pouvoir et aux fastes, qui préférait à ces derniers le bêchage de son champ.

La révolution bourgeoise elle-même a eu des champions austères qui ont abandonné titres et apanages pour embrasser la cause nouvelle. Le plus illustre, Robespierre, fut qualifié avant tout du surnom d'*Incorruptible*³². Toute nation, lors de la naissance du capitalisme moderne, eut ses Savonarole de la politique qui se donnaient des règles inflexibles. Par exemple la bourgeoisie libérale italienne de la vieille droite intransigeante historique chantée par la suite par Sella³³ formait un groupe de véritables *jeûneurs* au pouvoir, inflexibles avec eux-mêmes avant que de l'être avec les autres.

La grande génération bolchevique avait de tels hommes prêts à s'astreindre, avec à peine plus de pain et de fromage qu'ils n'en avaient eu dans la longue immigration, à administrer une révolution, et de plus une révolution faite par les pauvres, pour fonder une forme sociale qui aurait élevé les riches. Celui qui rit de cette revendication du salaire ouvrier de Lénine est un pauvre type qui l'a seulement imaginé dans le luxe d'un satrape et n'a jamais vu son habit fruste, il n'a jamais vu Zinoviev lui-même, Boukharine et tant d'autres camarades ; il n'a jamais connu Nadedja Kroupskaïa, la femme de Lénine, que l'on ne pouvait

pas dire plus mal vêtue que sa femme de chambre puisqu'elle n'avait jamais eu de femme de chambre, et qui ne s'est jamais mise en évidence sous quelque forme que ce fût, alors qu'elle pouvait, comme théoricienne marxiste, tenir tête aux plus grands représentants du marxisme.

La formule de Lénine était ici aussi la formule juste. L'histoire a pris une autre voie, en confirmant pleinement sa doctrine ³⁴, mais en portant au premier plan les satrapes modernes de la politique surpayés et ramollis par le luxe et le confort crassement bourgeois. Ce phénomène n'est rien d'autre qu'une efflorescence de moisissure et non pas une force et une cause historiques, c'est un épisode des époques fétides, et des *formes* de production qui doivent mourir.

45. LES MESURES SOCIALES NETTEMENT BOURGEOISES

Nous arrêterons notre analyse, comme couronnement de ce que nous nous étions proposés de démontrer, aux trois thèses complémentaires sur les mesures économique-sociales.

Nous n'avons pas besoin de commenter la 9 sur les tâches, le programme et le nom du parti, ni la 10, « Rénover l'Internationale », puisque leur construction est au centre de toutes nos longues études.

Thèse 6. Dans le programme agraire, déplacer le centre de gravité dans les Soviets des députés des salariés agricoles. Confiscation de tous les biens des propriétaires fonciers. Nationalisation de toutes les terres du pays ; les terres sont mises à la disposition des Soviets locaux des députés des salariés agricoles et des paysans pauvres, qu'il faut former partout. Création dans toute grande propriété de fermes modèles mises sous le contrôle des Soviets des députés des salariés agricoles et de ceux qui travaillent dans l'entreprise collective.

La chose est claire surtout pour celui qui a suivi notre exposition des controverses théoriques autour de la question agraire. Lénine vise avant tout le salarié agricole, pur prolétaire et *non pas paysan*. Puis le paysan *pauvre*. Pauvre veut dire qu'il ne travaille qu'avec les membres de sa famille, qu'il a peu de terre, et aucun capital d'exercice ³⁵. Il ne peut pas vivre de son lopin de terre et doit de temps en temps vendre au bourgeois de la campagne son travail. La formule est bien celle non pas de la *répartition* ou de la *municipalisation* mais celle de la *nationalisation*, c'est-à-dire la confiscation de la rente foncière par l'État : mesure tellement bourgeoise qu'elle fut proposée par Ricardo. La possession n'est pas remise à l'exploitant mais au Soviet. Lutte contre la petite culture avec de grandes fermes modèles : ce ne sont pas encore des entreprises *d'État* mais des entreprises contrôlées par le Soviet ; le capitalisme agraire est donc admis.

Thèse 7. Fusion immédiate de toutes les banques du pays en une seule banque nationale placée sous le contrôle des Soviets des députés ouvriers.

Même cette mesure est une mesure classique de la période bourgeoise et de nombreux États l'ont réalisée en effet de différentes façons. Il y a des banques là où il y a du capital d'entreprise et du capital mercantile. Même dans ce cas le capital est contrôlé mais non pas confisqué. L'État est banquier et ses clients sont des personnes privées.

Thèse 8. Non pas l'« instauration » du socialisme, comme étant notre tâche IMMÉDIATE, mais pour l'heure seulement le contrôle immédiat de la production et de la répartition des produits de la part des Soviets des députés ouvriers.

Cette thèse traite évidemment de l'économie urbaine, industrielle. Elle n'est pas, en cohérence avec tout ce qui précède, une revendication dont la satisfaction est attendue du gouvernement provisoire qui devrait l'inclure dans son programme, mais une tâche que le pouvoir prolétarien doit accomplir, et évidemment elle suit celles-ci : a) conquête du Soviet à la formule : *tout le pouvoir*, id est tout le pouvoir au parti communiste b) renversement du gouvernement provisoire et dissolution de la Constituante ; c) propagation le défaitisme dans la guerre impérialiste.

Et pourtant ce programme de transformation sociale, présenté par Lénine en avril 1917 comme programme de la *deuxième étape* de la révolution, ne présente aucun article qui conduise à la transformation socialiste. Lénine dit que nous n'*instaurons* pas le socialisme, mot à prendre avec des pincettes puisqu'aucun gouvernement n'« instaure » le socialisme ; la dictature prolétarienne vraie et pure servira à défaire les rapports et les formes bourgeoises de production : tâche de destruction et non d'instauration ³⁶. Dans la conférence suivante de fin avril, Lénine expliquera encore mieux tout cela, et avec des mots encore plus tranchés.

46. DESTRUCTION D'AUTRES FAUX

Nous avons placé ainsi les Thèses d'Avril dans leur cadre historique et dans leur époque, et nous avons prouvé que le tournant imprimé par Lénine portait uniquement sur le retour le plus énergique à une stratégie révolutionnaire, au sein du procès compliqué et ardu de la liquidation de la Russie féodale et tsariste. La révolution s'était, comme nous l'avons dit dès le début, divisée en deux étapes par rapport à l'attente classique des bolcheviks, non pas parce qu'il s'était encore ajouté une étape supplémentaire mais parce que la première étape prévue, à cause des obstacles dus à la situation, et un peu par faiblesse révolutionnaire, s'était cassée en deux. L'étape de février était une *fausse* révolution et non pas une révolution seulement bourgeoise. Elle conduisait – si l'histoire n'avait pas offert une tout autre solution - directement à la contre-révolution, c'est-à-dire non seulement au contrôle de la part de la bourgeoisie mondiale, mais même, dans la succession des épisodes enchevêtrés de la guerre, à des tentatives de contre-révolution tsariste.

Les thèses d'Avril obvient à ce danger. C'est donc une fausseté énorme du stalinisme (après avoir tenté d'attribuer à Lénine la paternité de la doctrine de la construction du socialisme dans la seule Russie à l'époque des thèses de 1914 contre la guerre impérialiste et contre la trahison opportuniste, thèses qui concernaient la destruction de la guerre au moyen du défaitisme dans tous les pays, même dans un seul pays, et même en Russie, mais qui n'annonçaient pas de *constructions* d'aucune sorte) de lui attribuer cette thèse de la construction du socialisme dans un seul pays comme s'il avait énoncé une telle énormité au moment de son retour en Russie en ce fameux mois d'avril.

Voici un échantillon de la façon dont s'exprime une publication stalinienne à côté des textes incomparables de Lénine qu'elle rapporte : « Ce qui caractérisait la situation était donc le *passage* de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste, ou comme le disait Lénine la *transformation* de la révolution bourgeoise en révolution socialiste ». Mais voici, figurant dans la même page, les paroles de Lénine : « *Le phénomène singulier qui caractérise l'histoire russe actuelle est le passage de la première étape de la révolution, qui a donné le pouvoir à la bourgeoisie à cause du degré insuffisant de conscience du prolétariat, à la deuxième étape qui devra remettre le pouvoir au prolétariat et aux couches pauvres de la classe paysanne.* »

Ce deuxième texte sera en son temps également utilisé. Mais la cause est *instruite*. Le principal défaut, dit même Lénine, est que les socialistes posent la question aujourd'hui de manière trop générale : *passage au socialisme*. Nous ne pouvons pas prétendre *instaurer* le socialisme ; ce serait *la plus grande absurdité*. La majorité de la population est composée de petits cultivateurs, de paysans qui ne peuvent même pas penser au socialisme. Nous, nous devons « préconiser » le socialisme.

La dialectique de l'histoire réside en ceci : celui qui déclarait ne pas encore vouloir passer au socialisme était le plus grand des révolutionnaires. Ceux qui disent avoir reçu de lui la consigne de le construire, et qui affirment l'avoir fait, ne sont que des bourgeois maudits.

47. VERS LA CONFÉRENCE D'AVRIL ³⁷

L'arrivée de Lénine, Zinoviev, Sokolnikov, Kroupskaïa et autres camarades advint le 16 avril 1917 nouveau style (calendrier européen grégorien), le 3 avril vieux style (russe). Les fameuses thèses furent lues par Lénine à la conférence du parti qui avait été convoquée à Petrograd par les organisations locales, le 4/17 avril. Cette conférence était chargée de préparer la conférence nationale (la septième) du parti du 24-29 avril (7-12 mai). Il convient de suivre la vieille chronologie pour ne pas devoir appeler conférence de mai celle désormais connue comme conférence d'avril, et révolution de novembre la classique *Révolution d'Octobre*. L'écart entre les deux dates est de 13 jours.

Nous avons déjà dit que la conférence était déjà en cours, on y était en train d'approuver la résolution d'entente avec les mencheviks, et il figurait même la proposition d'unification des fractions du vieux parti social-démocrate russe. Aux dires de Trotsky « le conflit était trop criant. Pour l'atténuer, Lénine, contrairement à ses habitudes, ne soumit pas à l'analyse la résolution qui venait d'être acceptée (avant qu'il n'arrive, en son absence), mais il lui tourna simplement le dos ».

Nous avons exposé le désarroi que son discours inattendu provoqua chez tous ainsi que les thèses qui le résumaient. La démonstration de Trotsky selon laquelle Staline, ainsi que quasi tous d'ailleurs, était totalement désavoué est aussi irréfutable que les trucs incroyables grâce auxquels l'historiographie officielle a par la suite, peu à peu, falsifié toute la période et l'opposition : avant avril – après avril ; disant pis que pendre, on le comprend, de Kamenev et des autres futurs « trotskistes ». En 1924 Staline admit avoir partagé l'opinion erronée de compromis avec le gouvernement provisoire qui « portait de l'eau au moulin du défensisme » et il confessa « je ne l'ai répudiée qu'au milieu du mois d'avril », après avoir adhéré à la thèse de Lénine ». Mais en 1926, il dit que « ce sont des bavardages » et qu'il s'était agi seulement d'« hésitations passagères ; qui n'en a jamais eu ? ». En 1930, l'historiographe Iaroslavski fut persécuté pour avoir fait allusion à ces hésitations. La phrase de Léon est heureuse : *L'idole du prestige est un monstre vorace !*

Finalement l'*Histoire* officielle flétrit pour cette position semi-menchevique Kamenev, Rykov, Bubnov, Noghin et attribue la réaction à Staline à peine revenu d'exil, à Molotov (ce qui est exact) et à d'autres.

Nous ne donnons pas à cette polémique un poids excessif. Avant Avril, l'égalité Staline = Kamenev est une égalité démontrée. Mais devant l'histoire révolutionnaire, une fois les comptes faits, c'est Kamenev et non Staline qui a été réhabilité. Cela aurait pu être le contraire, l'analyse des forces historiques resterait la même.

On ne peut pas suivre Trotsky quand il veut revendiquer ici l'un de ses jugements de 1909 sur le désaccord entre les « deux tactiques », selon lui il y avait des éléments antirévolutionnaires dans la thèse des mencheviks et dans la thèse des bolcheviks, ceux des mencheviks apparaissaient alors déjà, ceux des seconds n'apparaîtraient qu'en cas de victoire révolutionnaire. C'est ce qui serait arrivé en Avril, et le « réarmement » du parti aurait été dû à Lénine, expression utilisée par Trotsky en 1922 qui déchaîna par la suite la colère des staliniens. Trotsky y greffa sa théorie du chef génial qui exprime les masses, plus révolutionnaires que le parti, et le parti, plus révolutionnaire que sa « machine » organisationnelle.

Ces idées montrent bien que Trotsky se rapprocha de Lénine tardivement et que la contre-critique stalinienne comporte une part de vérité quoique les deux camps eussent tous les deux tort de vouloir faire croire qu'avec la bombe d'Avril Lénine opérait une révision des vieilles thèses.

Nous réaffirmons le poids révolutionnaire de la fonction du parti en prouvant que la théorie avait tout prévu de façon orthodoxe et certaine. Si Lénine « réarma » le parti, le terme fait mal à ceux qui le « désarmaient », mais il prouve justement, comme nous l'avons montré, que Lénine le *remit* sur les positions de l'ancienne opposition entre les « deux tactiques » qui

ne plaisait pas à Trotsky. Lénine ne donna pas au parti de nouvelles armes secrètes ou inédites : il lui fit reprendre celles qu'il était en train de laisser tomber.

48. DÉSACCORD À LA CONFÉRENCE

Il y eut de la résistance à Lénine. Non pas de la part de Staline, qui se mit de côté en observateur, mais des plus naïfs : Kamenev, Rykov, Noghin, Dzerjinsky, Angarsky et autres. « La révolution démocratique n'était pas finie ». « L'impulsion pour une révolution sociale devait venir de l'Occident ».

Avant de passer aux réponses décisives de Lénine, il faut, arrivé à ce point, donner une formulation heureuse du récit de Trotsky, après cette dernière référence à l'Occident : « C'était vrai. Cependant le but du Gouvernement Provisoire n'était pas de compléter la révolution démocratique, mais de renverser son cours. D'où il en résultait que la révolution démocratique ne pouvait être complétée que par la classe prolétarienne au pouvoir. » Ici il était dans la ligne correcte.

La conférence générale des organisations bolcheviques de toute la Russie ³⁸ vit 79 mille membres du parti représentés par 133 délégués avec voix délibératives, plus 18 avec voix consultatives. De ces 79 mille, au moins 15 mille étaient de Petrograd, la capitale. Voilà les *dimensions* véritables d'un parti révolutionnaire de classe. C'est autre chose que des *festivals* vulgaires avec des comptes de troupeau et des versements dans les caisses au moyen d'« attractions » ³⁹ à la Luna Park !

Il apparaît que le Kremlin est également d'avis qu'Avril n'est guère intéressant ce qui confirme les déclarations de Trotsky. Dans les *Œuvres Choisies* de Lénine traduites en italien (aujourd'hui on imprime les *Œuvres Complètes*) on rapporte seulement de la contribution de Lénine à la conférence d'Avril les thèses brèves sur la question agraire et sur la question nationale, cependant très expressives et extrêmement importantes. Il manque donc le rapport principal de Lénine sur la « Situation actuelle » qui, de façon organique, développe les thèmes des Thèses d'Avril. Nous devons donc avoir recours à des textes récapitulatifs, tirés l'un d'une publication italienne de type populaire et l'autre d'un compte rendu en allemand plutôt irrégulier.

Les thèmes de la conférence étaient les suivants (après le discours d'ouverture qui fut prononcé par Lénine et qui soulignait la portée historique de cette conférence puisqu'elle « fait partie non seulement des conditions de la révolution russe mais encore des conditions de la révolution internationale qui s'avance ») : 1) Le moment actuel ; 2) La conférence de la paix ; 3) La conduite à adopter dans les Soviets ; 4) Révision du programme du parti ; 5) Situation dans l'Internationale ; 6) Unification des organisations sociales-démocrates internationalistes (restes posthumes de l'organisation de la conférence après celle de mars) ; 7) La question agraire ; 8) La question nationale ; 9) L'assemblée constituante ; 10) Questions d'organisation ; 11) Rapports par régions ; 12) Élection du Comité Central. La conférence avait la valeur d'un congrès de parti. Lénine après son arrivée fut chargé de développer les points 1, 7 et 8 de l'ordre du jour. ⁴⁰

Nous ne suivons pas tout le développement dans la mesure où la construction de Lénine développée dans ses nombreuses interventions est celle des Thèses d'Avril reportées intégralement par nous précédemment et commentées à fond. Il y a cependant ici des clarifications et des formulations remarquables.

49. ENCORE LA QUESTION DU POUVOIR

Lénine éclaircit encore le fait qu'en février le pouvoir est tombé des mains du despotisme féodal dans celles de la bourgeoisie capitaliste et des grands propriétaires fonciers,

représentés par le Gouvernement provisoire et par ses parlementaires cadets et libéraux, soutenus par la bande de populistes et socialistoïdes opportunistes. Mais l'histoire impose à la bourgeoisie dominante trois tâches qu'elle ne peut résoudre : mettre fin à la guerre, donner la terre aux paysans, sortir le pays de la crise économique. La bourgeoisie est solidaire des impérialistes étrangers dans la guerre de rapine, comme l'était le tsar, et même plus que lui. Au maximum on pourrait arriver à une *paix impérialiste* qui préparerait de nouvelles guerres. La bourgeoisie capitaliste n'a pas d'intérêt à la nationalisation de la terre, non pas parce qu'une telle mesure serait incompatible avec le capitalisme, mais à cause des liens entre propriétaires fonciers et capitalistes, à cause des crédits hypothécaires sur la terre des banques bourgeoises. En fait la bourgeoisie ne peut concevoir et réaliser des mesures de reprises économiques qui ne soient pas aux dépens des travailleurs des usines et des campagnes.

Donc le pouvoir doit être arraché à la bourgeoisie et assumé par le prolétariat révolutionnaire, appuyé par les paysans.

Ici nous avons une formulation suggestive. Face à l'objection habituelle selon laquelle il manquerait les conditions pour le passage d'une révolution sociale bourgeoise à une révolution sociale socialiste, Lénine répond : « Les conseils des députés ouvriers, paysans et soldats doivent prendre le pouvoir *non pas pour créer une république bourgeoise, ni non plus pour passer directement au socialisme.* »

Dans l'exposition de Lénine, la question économique et la question politique sont encore une fois pleinement mises en lumière.

« Nous ne pouvons pas dire que nous voulons l'«introduction» du socialisme. Ce serait la plus grande des absurdités. Nous devons faire de la propagande pour le socialisme (*propagieren* : une autre fois nous avons trouvé la traduction *préconiser*). La majorité de la population en Russie est composée de paysans, de petits propriétaires, qui ne peuvent même pas penser au socialisme. Nous devons donc proposer des mesures concrètes ».

Nous nous sommes étendus sur ces mesures économique-sociales concrètes dans les différents domaines, et nous avons établi avec les mots de Lénine qu'elles ne sont pas en mesure de sortir du cadre capitaliste. Nous ne nous répétons pas sur le contrôle de la production et sur la banque d'État, mais nous donnons encore une définition du postulat de la nationalisation de la terre.

« La nationalisation de la terre, qui est une mesure bourgeoise, équivaut à la plus grande liberté possible et concevable pour la lutte des classes dans la société capitaliste, et à la libération de la jouissance de la terre de tous les accessoires non bourgeois. En outre la nationalisation de la terre, c'est-à-dire l'abolition de la propriété privée de la terre, serait un coup si puissant porté à la propriété des moyens de production en général que le parti du prolétariat doit tout faire pour que cette transformation se réalise ».

Ici l'emploi de la science économique marxiste atteint le maximum de sa rigueur. Étatiser la terre (dans d'autres textes on dit *Staatseigentum*, c'est-à-dire propriété étatique) veut dire supprimer le premier des trois personnages, le propriétaire foncier, et laisser en jeu dans la lutte de classe les deux autres : le fermier capitaliste et le salarié agricole. Cela est mieux que de passer à la *jouissance*, par définition *bourgeoise*, du petit paysan qui cultive directement sa terre. Cependant, dans sa thèse Lénine le tolère, à condition que l'on organise à part les Soviet des ouvriers agricoles (aujourd'hui disparus mais quel est socialement le sens de cette disparition ?), et en vue de l'autre avantage : abolir la propriété de la terre est un grand pas pour pouvoir *préconiser* l'abolition de *toute* propriété privée, y compris sur le capital.

50. LA NOUVELLE FORME DE POUVOIR

Donc toutes ces mesures concrètes, nécessaires pour mettre en mouvement la majorité des paysans dans notre direction, et la faire appuyer le passage du pouvoir du Gouvernement Provisoire (parlement, assemblée constituante) aux Conseils, ne signifient pas du tout « mettre un pied économique dans le socialisme ». Mais, quant au passage du pouvoir intégral aux Soviets, celui-ci signifie effectivement mettre « un pied dans le socialisme », le pied politique. À cause de ces considérations, nous avons écarté la définition d'Octobre comme une révolution bourgeoise conduite par le prolétariat. Octobre doit être déclaré révolution socialiste, non seulement parce que le prolétariat y est la classe guide et dominante, mais à cause de sa forme politique et étatique originale, qui va au-delà de toute république bourgeoise et qui est justement la forme de la révolution socialiste *internationale*, alors que, cependant, la transformation socialiste de la structure économique, cette forme et force nouvelles, ne pourra commencer qu'à partir de l'Europe et non de la Russie.

Voyons comment ce développement se retrouve dans les paroles de Lénine, ou mieux, dans les comptes rendus que nous en possédons.

« Quelles sont les tâches du prolétariat révolutionnaire ? La lacune et le défaut profonds de toutes les études des socialistes résident dans le fait que le problème est posé de façon trop générale : passage au socialisme ; alors que l'on doit parler de pas vers le socialisme et de mesures concrètes. La situation est mûre pour que certaines puissent déjà être exécutées et d'autres non. Nous sommes en train de traverser une période de transition. Nous avons clairement créé des formes qui ne sont pas semblables aux formes d'État bourgeoises : les conseils des ouvriers et des soldats, une forme d'État qui jusqu'ici n'avait jamais existé. C'est une forme qui représente les premiers pas vers le socialisme, et au commencement historique de la société socialiste c'est un fait décisif. La révolution russe a créé les conseils ouvriers. En aucun pays bourgeois du monde il n'existe des institutions de ce genre, et il ne peut pas en exister : aucune révolution *socialiste* ne pourra se dérouler *dans une forme de pouvoir différente de celle-là.* »

« La révolution est bourgeoise, et donc on ne doit pas parler de socialisme disent nos adversaires. Nous, au contraire, nous disons : puisque la bourgeoisie ne peut pas sortir de la situation qui s'est créée, pour cette raison même *la révolution continue*. Nous ne devons pas réduire notre propagande à une phraséologie démocratique, mais expliquer clairement la situation aux masses et leur indiquer une série de mesures pratiques : prendre en mains leurs syndicats (lire les syndicats de production : exemple connu, le syndicat de l'industrie du sucre), les contrôler au moyen des conseils des ouvriers et des paysans, etc. Et toutes ces mesures auront pour conséquence, si elles sont réalisées, que la Russie se trouvera avec *un pied dans la socialisme.* »

Et dans un passage de la résolution : « Le prolétariat de la Russie, qui agit dans un des pays les plus arriérés d'Europe, au milieu d'une population immense de petits paysans, ne peut pas immédiatement se donner comme but la réalisation de la transformation [*Umgestaltung*] socialiste. Ce serait faire une erreur très grave et, dans la pratique, passer totalement dans le camp de la bourgeoisie, que de vouloir en déduire la nécessité d'un appui politique de la classe ouvrière à la bourgeoisie elle-même, ou limiter notre activité au cadre de ce que la petite bourgeoisie peut accepter, ou encore renoncer au rôle dirigeant du prolétariat qui doit éclairer le peuple sur le fait qu'il est temps qu'une série de mesures qui conduisent vers le socialisme soient mises en œuvre (dans la direction qui conduit au socialisme) ».

51. LA CLAIRE ALTERNATIVE

Prendre donc le pouvoir, renverser le gouvernement provisoire, abolir la dualité, faire des Conseils la base exclusive de l'État politique révolutionnaire, voilà la thèse inexorable qui n'est pas contredite par le fait que les *mesures* en elles-mêmes ne sont pas socialistes mais, en

constituant une avancée décisive dans la transition du féodalisme en train de s'éteindre au capitalisme, vont *vers* le socialisme.

Cette thèse revient à chaque moment. Nous l'avons déjà dit : *la révolution continue*. Voici d'autres expressions : « Si les conseils doivent prendre le pouvoir ils le doivent seulement dans ce but (pour d'autres mesures comme l'étatisation du trust de l'industrie du sucre). Autrement cela n'a aucun sens de prendre le pouvoir. La question se pose ainsi : *Ou les Conseils se développent, ou ils tomberont comme la Commune de Paris*. Si l'on a besoin d'une république bourgeoise, même les Cadets peuvent nous la donner. Le succès complet de ces plans n'est possible que *dans le cas d'une révolution mondiale*, seulement si les ouvriers de tous les pays soutiennent *la révolution et si celle-ci étrangle la guerre*. C'est pourquoi la prise du pouvoir est l'unique mesure concrète : l'unique issue. »

« Que doivent faire les Conseils si le pouvoir passe dans leurs mains ? Doivent-ils se ranger aux côtés de la bourgeoisie ? La réponse est : pour la classe ouvrière la bataille de classe continue. »

« Il est impossible de passer directement au socialisme. Dans quel but les Conseils doivent-ils prendre le pouvoir ? Justement pour faire les premiers pas concrets que l'on peut et que l'on doit faire, vers ce passage. De ce point de vue le pire ennemi est la peur. Il faut montrer clairement aux masses que ces pas concrets doivent être faits rapidement, autrement le pouvoir des Conseils des ouvriers et des soldats n'aura plus de sens, ne donnera plus rien au peuple. »

Traduisons ce discours répété mille fois en langage simple. Dans un milieu arriéré, féodal, les mesures pleinement *capitalistes* ont la valeur de pas *vers* le socialisme. Dans la situation spécifique russe et dans la situation de guerre impérialiste mondiale, la bourgeoisie ne fera jamais ces pas décisifs, totalement capitalistes, de destruction radicale du féodalisme. Faut-il laisser vivre une république à moitié bourgeoise et même s'exposer à la contre-révolution féodale ? Jamais plus. Le prolétariat et le parti communiste doivent prendre le pouvoir et en éloigner radicalement la bourgeoisie pour réaliser ces mesures intégralement, totalement capitalistes : au moyen de tels pas draconiens la Russie met un pied – le pied politique, disons-nous, et non pas le pied économique – dans le socialisme.

52. L'UN ET L'AUTRE PIED

Même un Lénine dans ses images de propagande peut parfois être terre à terre. Très modestes nous serons de très modestes imitateurs ⁴¹ et nous allons nous occuper de ces deux pieds pendant un moment.

Avant tout, en rappelant que nous ne disposons des comptes rendus qu'en fragments qui ne sont pas ordonnés et que nous avons ordonné progressivement les sujets, nous relèverons que les « fascicules » de marque stalinienne auxquels nous puisons parfois concluent le passage que nous avons cité en faisant disparaître l'histoire du pied et en la remplaçant par ces paroles effrontées : *Et ces mesures, une fois réalisées, transporteront d'un coup la Russie sur le terrain du socialisme !*

Naturellement quels que soient nos efforts nous ne pourrons jamais avoir en notre possession les véritables procès-verbaux de 1917. Mais ils ne nous sont pas nécessaires pour dénoncer encore une fois les révélations de la source stalinienne comme mensongères.

Voyons un autre passage de Lénine sur les *pieds*. « Cette mesure (la deuxième ; la première est, comme c'est connu, la nationalisation du sol agricole), c'est-à-dire le contrôle des Soviets sur la grande production, sur les syndicats de l'industrie du sucre, du charbon, des métaux, etc. sur les banques, la taxation des revenus et des patrimoines la plus juste et la plus progressive, *en ne touchant pas au grand capital*, avec l'existence des Conseils des ouvriers et des soldats, feront que la Russie se trouvera *avec un pied dans le socialisme* : un seul pied

parce que *l'autre secteur de la vie économique du pays est dominé par la majorité paysanne.* »

Le premier des deux pieds se réfère donc au prolétariat de l'industrie, le second aux petits paysans cultivateurs directs. Le premier est dans le socialisme, le deuxième au dehors. Le premier y est dans le sens politique parce qu'il y est arrivé grâce à deux conditions : la prise du pouvoir de la part des Soviétiques, et le contrôle de l'État prolétarien sur la grande industrie, l'industrie lourde. Or cette dernière, comme nous le montrerons longuement dans la suite de cette étude, est également une condition *politique* ; il s'agit de *contrôle* sur ce qui reste du *grand capital* privé, il s'agit d'étatisation des grandes usines, de leur *Staatseigentum*. C'est la condition politique socialiste pour que l'industrie lourde assure à celui qui a le pouvoir en mains les armes de la guerre de classe et de la guerre civile face à la contre-révolution à l'intérieur comme à l'extérieur. En revanche ce n'est pas une condition économique socialiste, puisqu'économiquement il s'agit encore d'entreprises privées soumises au contrôle de l'État ou bien, un stade supérieur, d'entreprises qui sont la propriété de l'État. C'est une condition économique de « capitalisme d'État » dans lequel le système d'entreprise, salarial, mercantile et monétaire reste sur pied : ce serait des conditions non seulement *politiquement* mais également *économiquement* socialistes si le mercantilisme et la rentabilité de l'entreprise individuelle étaient dépassés, et avec eux le système du salariat.

Donc le pied mis, selon la phrase de Lénine, même en admettant que ce ne soit pas la plus élevée de celles qu'il ait prononcées, dans le socialisme par la Russie est dû à un pas fait par le seul secteur urbain-industriel-prolétarien ; ce pas consiste dans le pouvoir assumé par les ouvriers contre la bourgeoisie et dans le rôle dirigeant par rapport au petit « peuple » et aux paysans, il consiste en le fait d'avoir adopté la mesure qui ôte aux bourgeois le contrôle des banques, des assurances, des trusts industriels et ainsi de suite.

Le pied resté dans le capitalisme est le pied rural-agraire dans lequel on ne peut pas avoir comme consigne d'appliquer en 1917 des mesures de *capitalisme d'État* intégral (on ne peut toujours pas les appliquer en 1955). La nationalisation ou l'étatisation de la *terre* n'est pas non plus le capitalisme d'État parce qu'elle peut s'associer au capitalisme privé, grand ou petit. La *terre* chez Marx n'est du capital ni dans le domaine économique ni dans le domaine historique : pour ces thèses essentielles nous renvoyons à la série sur la question agraire dans le marxisme pour laquelle Lénine est l'Orthodoxe des orthodoxes. Ce sont les instruments productifs de l'exploitation agricole qui sont du capital : bétail et machines, outils, semences, engrais, fumier, capital fixe et circulant. Le capitalisme est pleinement installé dans la campagne quand il a transformé tous les paysans en salariés de grandes entreprises, et de *privé* il devient *d'État* quand il a exproprié et confisqué toutes les entreprises agraires, le capital d'exercice agraire, le cheptel, les machines, l'outillage, etc.

Pour cette raison, en nationalisant la terre on s'assure « l'appui de la majorité paysanne », mais on ne crée aucune base pour un socialisme dans l'agriculture. On accomplit simplement une partie de la révolution agraire bourgeoise en libérant le petit paysan de la servitude féodale et d'une partie de la rente due au propriétaire foncier ; une partie seulement parce que l'État, qu'il soit bourgeois ou prolétaire, devra nécessairement imposer à ce petit paysan des taxes égales au moins à celles que le propriétaire du sol payait, sinon même à toute la rente foncière dont il jouit.

53. LES PAS ULTÉRIEURS DES DEUX PIEDS

Une aspiration constante de Lénine est la priorité donnée au prolétariat rural sur le petit agriculteur en exercice : et celui-ci ne change pas qu'il soit propriétaire de son terrain ou qu'il n'en ait que la jouissance en devenant au fond un fermier de l'État. En anticipant ce que l'on dira par la suite, il est clair qu'il n'est pas facile de parvenir à une agriculture, même dans

les pays les plus développés, dans laquelle on ne trouverait plus que des salariés, telle qu'on la trouve quand les familles rurales ne consomment pas directement le produit en nature de leur propre travail. C'est seulement à partir de cette *marche* que l'on pourrait penser grimper à celle d'un capitalisme agraire d'État, et dire : nous n'en sommes certainement pas au socialisme mais nous avons mis le pied sur la *marche* qui y conduit. Lénine reprendra cette idée dans le discours de 1921 sur l'impôt en nature.

Supposons que, une fois disparus les boyards et les grands propriétaires fonciers de type bourgeois (landlords, latifondistes), les entrepreneurs agraires (koulaks en Russie) aient dépouillé tous les petits paysans et conduit toute l'agriculture avec des salariés. On aurait alors atteint la marche du capitalisme privé dans la campagne, et l'on pourrait alors dire : si nous étatisons tout le capital des koulaks, ou au moins celui des grands koulaks, nous entrons dans le capitalisme d'État et nous mettons l'*autre pied* (étant bien entendu que tout le pouvoir doit appartenir aux *salariés* de l'industrie et de la terre) dans le socialisme.

Qu'est-il au contraire advenu en Russie ? Il est vrai que les koulaks ont été plus qu'expropriés, ils ont été liquidés⁴². Leur capital n'est pas passé à l'État mais a été divisé en deux parties : une partie a échu aux grandes entreprises coopératives non étatisées, l'autre, divisée en de nombreuses petites portions, est revenue aux paysans des entreprises en question qui sont donc à moitié salariés et à moitié producteurs directs qui consomment une part du produit direct et qui en vendent une autre. Cette solution l'a emporté sur la diffusion quantitative d'entreprises d'État véritables qui en fait cultivent peu de terre. Ce n'est donc pas un passage du capitalisme privé au capitalisme d'État, mais la permanence d'une forme dont une moitié relève de la petite production parcellaire, c'est-à-dire qu'elle est inférieure à l'agriculture capitaliste, et dont l'autre n'est pas supérieure puisqu'une « coopérative de travail » rurale avec ses entrées et ses dépenses est peut-être devenue une grande entreprise qui n'est plus parcellaire mais elle est toujours une entreprise privée et non pas d'État.

Répétons le concept en d'autres mots. Le petit paysan en régime bourgeois diffère du serf féodal parce qu'il est libre de toute servitude personnelle de travail et de produit. Il synthétise en lui (Marx, Lénine) trois figures : il est propriétaire foncier, parce que la petite parcelle sur laquelle il cultive est sienne, il est capitaliste parce que la totalité du petit capital d'exercice est sien, et il est travailleur parce que tout le travail sur son champ est effectué par lui et sa famille.

Nationalisons la terre sans passer de la petite à la grande industrie : la figure du propriétaire disparaît et il ne reste dans le producteur parcellaire que deux figures : celle du petit capitaliste et celle du travailleur (analogie : l'artisan, le petit travailleur locataire ou fermier).

Passons à la grande entreprise capitaliste : les petits paysans sont expropriés de leur terre et de leur capital ; il ne reste que la troisième figure du travailleur salarié dans les entreprises concentrées en de grosses unités.

Passons au kolkhozes russes. Le petit paysan est devenu, pour à peu près une moitié de son temps (force) de travail, salarié et capitaliste collectif (il se verse une somme comme salaire et une somme comme bénéfice dans un système compliqué que nous verrons plus tard) et pour une autre moitié il est redevenu producteur parcellaire, il a sa maison, son capital d'exercice, et il y emploie l'autre partie de son temps (force) de travail.

En laissant de côté les deux formes minoritaires des grandes entreprises d'État et des petites familles paysannes non encore kolkhoziennes, il reste le fait que la majorité des travailleurs de la terre en Russie appartient encore aux formes de la petite production avec toutes les conséquences économiques, sociales, et politiques que cela implique. Le deuxième *pied* est resté en terre non socialiste, et il est même en terre précapitaliste.

Indubitablement, après les violentes crises dont nous nous occuperons – lutte pour la conquête du pouvoir, pour l'étranglement de la guerre, pour l'écrasement de la contre-révolution – l'industrie a tendu d'un côté à devenir entièrement ou presque entièrement étatisée et de l'autre à assumer un poids quantitatif beaucoup plus fort dans l'économie sociale russe. Au cas où un tel fait aurait été associé au pouvoir politique dans les mains du prolétariat russe et lié au mouvement général du prolétariat révolutionnaire mondial, le *pied* dont parle Lénine aurait été encore plus fortement dans le socialisme, le corps y étant encore en dehors, dans une ambiance de mercantilisme et de capitalisme d'État.

Malheureusement c'est l'autre condition politique de base qui s'est évanouie. L'État russe a participé pleinement à une guerre entre États impérialistes comme allié d'un des deux (peu importe lequel) groupes d'entre eux. Le prolétariat russe n'a plus le rôle dirigeant vis-à-vis de la paysannerie, pourtant regroupée dans des kolkhozes, et ils sont posés comme égaux dans la constitution politique de 1936 et dans le droit. Son mouvement politique n'est plus lié au programme international de la révolution armée et de la dictature, l'Internationale Commune a été démontée⁴³. Cette condition a été démolie pièce par pièce, et les persécutions de l'opposition de gauche et les « purges » qui ont exterminé ses rangs ont été l'expression physique de cette démolition.

Dans ces conditions le capitalisme d'État subsiste, la domination de la grande industrie subsiste, mais le caractère socialiste de la réalisation de ces « mesures » a été perdu ; nous sommes au niveau d'un capitalisme d'État comme celui existant en Allemagne et dans les autres pays (que Lénine illustre dans le discours cité de 1921).

La révolution que Lénine voulait, et l'Octobre nous le montre, fut donc socialiste, parce qu'elle mit solidement le pied politico-prolétarien dans le socialisme.

Elle aurait mis le deuxième pied, le pied économique-rural, si la révolution prolétarienne internationale lui était venue en aide. C'est peut-être seulement après cette révolution que même les pays avancés comme l'Allemagne et les États-Unis verront comme forme de transition le grand capitalisme agraire d'État. Et elle y serait entrée de tout son corps en commençant le déracinement de l'autonomie d'entreprise salariale et de la distribution mercantile monétaire, en parallèle dans les villes et dans les campagnes.

Mais la contre-révolution capitaliste a vaincu dans le monde, même si la contre-révolution féodale soutenue par les bourgeois de l'époque a été battue en Russie.

Non seulement donc le deuxième pied n'a pas été posé sur le terrain du socialisme, mais le premier en a été retiré. Tous les deux, aujourd'hui et depuis de nombreuses années, à peu près trente, sont à l'extérieur ce terrain.

Non seulement la Russie n'est pas une société socialiste, mais elle n'est même pas une république socialiste. La révolution d'Octobre, elle, à la lumière de l'histoire révolutionnaire, reste socialiste de même que la construction cohérente, monolithique et visionnaire de Lénine de la voie de la Russie.

55. LA MANŒUVRE DIFFICILE APRÈS AVRIL

Lénine avait à peine gagné l'âpre bataille à la fin de laquelle il réussit à anéantir la tolérance du parti envers tout lien avec le gouvernement bourgeois et le défensisme qu'il se trouva face à l'objection soi-disant de *gauche*. Vous avez dit qu'il faut prendre le pouvoir : très bien, revenons à l'illégalité et préparons à brève échéance l'insurrection.

Le rapport de Lénine sur les développements tactiques, selon la trame des Thèses du 4 avril, fut aussi précis qu'exhaustif.

Nous n'avons, dit-il, qu'une minorité : il faut être très méfiants. De nombreux travailleurs sont tombés de très bonne foi dans le défensisme, par euphorie révolutionnaire, même dans les villes. Les paysans, jusqu'à la réalisation des mesures économiques concrètes, ne seront pas avec nous. Si nous voulons sauver la forme nouvelle des Conseils pour la révolution internationale, nous ne pouvons pas attaquer le Soviet pour le seul fait qu'en majorité il ne nous suit pas et qu'il suit les amis opportunistes du gouvernement provisoire bourgeois.

Lénine dit : « Certains se demandent : ne sommes-nous pas en train de reculer ? Nous avons préconisé la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et voilà que maintenant nous parlons d'action pacifique et non armée pour le passage du pouvoir au Soviet. Mais nous sommes, expliqua-t-il, dans une période de transition dans laquelle Milioukov, Gouckov, etc. n'ont pas *encore* employé la violence, et donc il nous faut une propagande profonde et patiente. Si nous parlions en ce moment de guerre civile nous ne serions pas marxistes, mais blanquistes. Notre politique doit dans l'avenir immédiat conduire le gouvernement bourgeois à se démasquer, et encore plus à démasquer ses complices mencheviks (évidemment, à cette date, Lénine n'insiste pas dans ses textes publics sur ce point). Mais dans la construction de Lénine la future phase de guerre civile est certaine et précise ; les bolcheviks en discuteront longuement dans les mois qui suivent, et ils freineront encore l'action en juillet, date après laquelle ils seront soumis à des persécutions et à des provocations ; à la fin, en octobre, ils accepteront le défi.

Le parti, comme le dit bien Trotsky, avait besoin d'une période de réarmement et de clarification de l'orientation des militants et de la partie avancée des masses ; c'est seulement après ce moment précis de l'histoire qu'il aurait pu livrer bataille pour vaincre.

Ce puissant ensemble de décisions est né des apports de Lénine au programme de travail, préparé sous l'effet d'une orientation précédente malheureuse. Une fois arrivée au point de l'unification des *sociaux-démocrates internationalistes* (avec laquelle Kamenev et Staline entendaient en mars récupérer à peu près tous les mencheviks), la Conférence, en suivant la ligne de Lénine, condamna toute entente avec les sociaux-chauvins russes et non-russes et avec tout opportunisme, elle formula le mot d'ordre de l'Internationale Communiste.

Nous avons ainsi donné un ample développement à ce que Lénine soutint sur le sujet des tâches à accomplir dans la situation politique de ce tournant fondamental, et également sur la question de la révolution agraire. La question des nationalités mériterait une plus longue attention ; elle était très importante dans l'empire des tsars défini comme une mosaïque de cent peuples.

Le congrès suivant (le cinquième) de la fin juillet marquera le passage de la phase de la lutte pacifique à la nouvelle insurrection armée : mais la ligne théorique et historique sera le clair développement de la conférence d'avril, et les mêmes noms feront partie des 32 du comité d'*Octobre*, comme des 14 d'avril. Staline fut nommé pour la première fois au comité central ; Trotsky était encore absent et étranger à l'organisation bolchevique. Selon Trotsky, à part Lénine et Staline, de tous les élus dans ce Comité Central, seul Sverdlov est mort de mort naturelle, tous les autres furent exécutés ou supprimés non officiellement par la suite.

C'est peut-être dans la conférence historique d'Avril que les points cardinaux de la révolution russe resplendissent de la plus grande lumière : rupture avec la bourgeoisie seulement à moitié antisariste, rupture avec les sociaux-opportunistes, rupture avec la guerre, lien avec le mouvement révolutionnaire et lutte pour l'État de la dictature du prolétariat dans tous les pays.

Points formidablement avancés, tout en déclarant ouvertement que dans la seule Russie nous ne sommes pas au moment historique de la transformation socialiste.

Au sujet de la contribution de Lénine à la conférence d'Avril (24-29 avril ; 7-12 mai, style européen) 1917, il nous reste à examiner la question nationale. Nous avons ici le texte de la résolution que Lénine proposa, et un raccourci des conceptions de cette résolution dans un opuscule du 10 avril (immédiatement après les Thèses du 4 déjà illustrées) dans les *Œuvres choisies*. On peut également se servir d'une autre publication non complète comme retranscription de la discussion.

Selon une telle source c'est à Staline, le rapporteur officiel, que revient le mérite principal de l'exposition de la question nationale. Il est possible que Staline ait de cette façon voulu se rattraper du désaveu de la politique qu'il avait suivie vis-à-vis du gouvernement provisoire bourgeois et des partis opportunistes des Soviets : dans tous les cas l'intervention décisive fut le fait de Lénine et elle détermina les conclusions de la conférence.

Indubitablement, il est juste de dire que les nationalités opprimées par le tsarisme (cent races, cent langues, avait-on l'habitude de dire, dans un seul État dirigé par un autocrate) représentaient une part immense dans la lutte engagée en 1917 pour la fondation d'un nouveau pouvoir, pour le passage de ce dernier à une nouvelle classe. L'issue de la révolution dépendait, en grande partie, de la réponse à la question suivante : le prolétariat allait-il réussir à entraîner derrière lui les masses travailleuses des nationalités opprimées ? Ceci est un fait : que l'on pense à la seule Pologne, où les plus féroces *pogroms* tsaristes avaient broyé les nationalistes polonais et les juifs ; et dans ce pays il n'y avait pas seulement de la haine pour le tsar mais aussi pour Petrograd et pour la race russe, dominante dans l'empire historique. Un autre trait historique important est que le gouvernement provisoire bourgeois était enclin à poursuivre la vieille politique d'étranglement et d'oppression des nationalités ; il réprimait les mouvements nationaux, dissolvait les organisations du type de la Diète de Finlande. Pour les partis bourgeois et petits-bourgeois, en relation à la situation de guerre qui faisait que de vastes zones de l'ex-empire étaient dans les mains de l'Allemand *étranger*, il est vrai que le mot d'ordre primordial restait celui de la « Russie une et indivisible », comme sous le tsar où elle était même Sainte.

Non moins historique est le fait que les bolcheviks furent les seuls à prendre position contre ce mot d'ordre féodal, en déclarant ouvertement que les peuples des nations opprimées avaient le droit de disposer de leur sort. Le texte populaire, que nous avons ça et là paraphrasé, dans son peu de rigueur attribue ces droits aux « travailleurs », mais la formule se réfère sans ambiguïté aux peuples.

On a dit ensuite que c'était Staline qui avait élaboré avec Lénine les principes de la politique nationale bolchevique, et que dans *son* rapport il dévoila la politique de *brigandage* du gouvernement et dénonça sans pitié les *conciliateurs* petits-bourgeois à la remorque de la bourgeoisie. On sait bien que la question de la paternité des directives selon les noms des hommes illustres ne nous intéresse pas, et en son temps nous dirons un mot des contributions de Staline à la question nationale en général (voyez *Race et nation dans la théorie marxiste - Trieste*). Ce qui est certain c'est que le tournant d'Avril, contre le Gouvernement provisoire et les opportunistes des Soviets, s'attaque à la question nationale comme à la question de la guerre et de la paix, à l'attitude envers le Gouvernement provisoire et au dualisme des pouvoirs, des mesures économiques et agraires et ainsi de suite. Celui qui avait vu juste dans la politique réactionnaire des bourgeois et des petits-bourgeois sur le plan des nationalités aurait dû voir juste sur tout et ne pas organiser la conférence dont nous parlons dans la perspective de lui faire adopter l'« attente bienveillante » envers le gouvernement jusqu'à la Constituante et de fusionner avec les mencheviks !

57. CONTRASTE ENTRE DEUX POSITIONS

On peut admettre les points que l'on attribue à Staline, mais nous trouverons dans la résolution rédigée par Lénine : a) *reconnaissance du droit des peuples à se séparer* (que signifie reconnaître ce droit aux travailleurs ? Rien) ; b) *pour les peuples réunis en un État donné, autonomie régionale* ; c) *pour les minorités nationales, lois spéciales qui garantissent le libre développement* ; d) *pour les prolétaires de toutes les nationalités d'un État donné, une organisation prolétarienne unique et indivisible, un parti unique.*

Or ici, si la dialectique ne vient pas à notre secours, on ne s'en sort pas et la *gauche* bolchevique ne s'en est pas sortie à l'époque. Est-ce là la solution de la question nationale pour une société communiste ? Certainement pas. C'est la solution de la question nationale dans une révolution démocratique bourgeoise consécutive. Mais en 1917 et dans la phase du capitalisme impérialiste, conquérant, brigand, outre mer et en Europe même, la bourgeoisie russe en particulier et celle de tous les pays en général est totalement incapable de rester fidèle aux nombreux hymnes littéraires (plus littéraires qu'historiquement concrets) écrits en 1789 et en 1848 pour l'autonomie des petites nationalités et leur libération (qui, si elle advint, se fit au moyen d'insurrections et de guerres d'indépendance, et non par *affranchissement* par le haut).

Un tel programme, comme tant d'autres de nature sociale, agraire ou urbaine, sous-socialistes et encore démocratrigo-bourgeois, ne peut être assumé et réalisé que par un pouvoir prolétarien qui s'empare du gouvernail du procès révolutionnaire antiféodal : la clé de tout le problème réside toujours là, dans les théorisations précédentes de parti, dans les leçons de l'histoire correctement interprétées de 1900 à nos jours en liaison avec ce que Marx établit en théorie et en politique à partir de 1848, par exemple pour la question classique de la Pologne que nous avons traitée à fond.

Mais Piatakov, marxiste qui n'est pas à jeter au rebut, soutenu par quelques membres de la conférence, fit un autre rapport sur la question nationale. Piatakov fut descendu par la suite et nous utilisons le document que nous avons. Il aurait affirmé que, à une époque où l'économie mondiale avait établi des liens indissolubles entre de nombreux pays, l'État national constituait une étape historique déjà dépassée. Il déclara : « La revendication de l'indépendance appartient à une époque historique déjà dépassée », « elle est réactionnaire parce qu'elle veut faire marcher l'histoire en arrière. En partant de l'analyse de la nouvelle époque, l'époque de l'impérialisme, nous disons qu'au moment présent nous ne pouvons pas concevoir une lutte pour le socialisme différente de celle conduite sous le mot d'ordre “À bas les frontières” », une lutte qui tend à la suppression de toutes les frontières entre les nations et les États. »

58. RÉFUTATION DES « GAUCHES » PAR LÉNINE

Nous rapporterons ce qui a été attribué à Lénine parce qu'on y trouve une conception de grande valeur, et non dans le but de liquider ⁴⁴ Piatakov comme ceux qui écrivent avec un esprit « publicitaire ». Nous connaissons différents camarades, camarades excellents hier comme aujourd'hui ⁴⁵, qui raisonnent comme Piatakov dans les propos ici rapportés. Même nous, nous avons chanté les vers qui faisaient rougir le vieux Turati « les frontières scélérates nous les effacerons des deux hémisphères », et nous ne renions pas de les avoir chantés ... et chantés faux. Mais une chose est de chanter et une autre est d'en faire des déductions marxistes. *Nous préconisons* pourtant cet effacement des frontières ainsi que l'Internationale de la culture et de la langue, ou la fusion mondiale des races humaines, mais dans notre étude du cours de l'histoire nous nous gardons bien sur ce terrain des mièvreries lyriques et poétiques qui court-circuitent le développement historique.

Lénine polémiste parlait crûment, et il aura probablement parlé ainsi qu'on le rapporte : « La méthode de la révolution socialiste dans le mot d'ordre “à bas les frontières” est une confusion complète ... Où est donc la *méthode* de la révolution socialiste dans le mot

d'ordre à bas les frontières ? NOUS SOUTENONS LA NÉCESSITÉ DE L'ÉTAT, MAIS L'ÉTAT PRÉSUPPOSE DES FRONTIÈRES ... il faudrait être des fous pour continuer la politique du tsar Nicolas (nous supposons que Vladimir aurait ajouté « qui était : à bas les frontières qui osent traverser le territoire de ma Sainte Couronne ») ... Le mot d'ordre « à bas les frontières » deviendra correct quand la révolution socialiste sera devenue une *réalité*, et non une *méthode* ... »

Arrêtez-vous sur les paroles que nous avons retranscrites en majuscules. Elles sont grandes. Pourquoi le géant Lénine les a-t-il écrites en un moment heureux ? Le géant Engels aurait pu les écrire quand il théorisait en phrases cristallines : deux éléments définissent l'État, un territoire défini, et un pouvoir armé de classe. Le géant Marx aurait pu également les écrire quand sur le terrain théorique, se faisant autoritaire et acceptant le terme, il ridiculisait les libertaires anarchistes de 1870 qui enrichissent le cosmos et l'histoire avec les *à bas* Dieu, le patron et l'État. Elles auraient pu être prononcées par un homme normal comme chacun d'entre nous, du moment que sans aucun mérite, à un certain tournant de sa vie, la situation « lui entra dans les *chiocche* » pour ne plus devoir en sortir. Les *chiocche*⁴⁶ sont les hémisphères cérébraux, les méninges, l'écorce cérébrale ou tout autre terme par lequel on désigne la caboche.

59. LA QUESTION CENTRALE : L'ÉTAT

Encore aujourd'hui, la culture bourgeoise fait résider toute la question dans cette affirmation : capitalisme veut dire économie privée, socialisme veut dire étatisation. Depuis longtemps neuf socialistes sur dix, suivant la mode, se battent pour exalter l'État et si, à seule fin didactique, nous étudions un moment le cas de l'Italie, on sait que les anarchistes étaient « contre l'État », les socialistes marxistes (aïe ! aïe ! aïe !) pour la conquête de l'État désigné avec la formule malheureuse des « pouvoirs publics ».

Avons-nous besoin, nous qui étions des enfants à l'époque du congrès de Gênes de 1892, pour démêler la question de lire, en 1919, *l'État et la Révolution* ? Il suffisait de tant de moitiés de petites pages de Marx ou d'Engels, connues et tant de fois citées, de quatrième mains, et sans se farcir d'érudition.

Le marxisme est contre l'État *en général* et il est contre l'État bourgeois *en particulier*. La société contenue dans son programme historique, étant sans classes, est sans État. Mais le marxisme prévoit que l'État sera un instrument révolutionnaire transitoire justement pour détruire la classe dominante en place, après que la révolution en aura détruit l'État actuel.

Le marxisme conduit la lutte contre l'État bourgeois qui ne sera renversé que par la violence. Mais dans des stades historiques antérieurs, le marxisme prévoit l'utilisation de cet État quand il détruit l'État féodal, et dans des secteurs donnés quand il frappe les détenteurs de capitaux privés avec ses nationalisations désintoxiquantes. Il prévoit l'entrée, pendant certaines périodes données, dans les organes de l'État bourgeois, dans un premier temps à des fins de « stimulation » puis ensuite à des fins de « sabotage », et à un certain moment il doit prévoir que l'on abandonne ce terrain pour celui de l'insurrection et de la prise de la totalité du pouvoir.

Une anecdote ; parfois cela allège l'exposé. À partir de 1908, les marxistes commençaient en Italie à arracher le monopole de l'action révolutionnaire aux anarchistes et aux syndicalistes de la mode sorélienne d'alors, verbalement extrémistes mais d'essence petite-bourgeoise, tout en flétrissant l'aile réformiste du socialisme. La « gauche magistrale » des camarades Dini, Capodivacca et autres, pionniers de l'agitation syndicale des métiers, et solides militants du parti, eut une certaine notoriété. Pour le député et avocat Turati, il s'agissait *des Dini, des Ciarlantini et autres semblables nains*. Pour le député et avocat Turati

(qui n'était, tout comme Trèves et les autres, certainement pas un imbécile, même en marxisme) un marxiste sans diplômes ne pouvait se concevoir.

C'est justement le maître Ciarlantini, au congrès de Reggio d'Émilie de 1912 - dominé par la présence de Mussolini, porte-drapeau de la gauche⁴⁷ - qui fit un discours, qui ne fut peut-être pas compris par tous mais qui méritait de franches félicitations, sur le thème du socialisme contre l'État, sur la base de positions marxistes et non anarcho-soréliennes. Toute la question portait alors sur la participation aux élections en tant qu'*intransigeants* et non avec les blocs populaires ignominieux, méthode de collaboration de classe entre prolétaires et bourgeois. Nous, les jeunes, nous nous sommes alors battus pour cette cause, mais nous savions clairement que la classe prolétarienne voulait être seule non pas pour pénétrer dans l'État parlementaire, mais pour le détruire avec la révolution.

Dans tous les cas, revenons à Lénine ; lui, Marx et Engels, et nous les petits du parterre, avons établi que l'État, et dans certains cas l'État post-féodal, quel qu'il soit, même bourgeois comme il l'est depuis un siècle, nous sert. Toutes les fois que cette machine historique qu'est l'État nous *servira*, nous servira également la force des armes politiques, militaires, et même policières, comme nous servira un territoire formellement circonscrit : les frontières nous serviront.

Quand il n'y aura plus de féodalisme, quand il n'y aura plus de bourgeoisie ni de classes, ou mieux de formes économiques et productives de classe, c'est-à-dire quand il n'y aura plus de prolétaires, alors, comme Engels le dit, nous rangerons l'État au musée des antiquités, nous nous débarrasserons des derniers États, et c'est seulement alors que les dernières frontières nationales tomberont.

Ceci n'arrivera certes pas à peine aurons-nous pris le pouvoir dans un pays de capitalisme développé moderne ; encore moins quand nous aurons pris le pouvoir dans la Russie féodale de 1917. Et alors, dit Lénine à Piatakov, tu ne me dis rien avec le mot d'ordre : plus aucune frontière. Tu dois me dire : s'agit-il des frontières du territoire des Romanov ? ou des autres ? et alors desquelles ?

Aujourd'hui la question d'avril 1917 est encore ardente. Ces jours-ci, la France bourgeoise crie que l'Algérie africaine et noire se trouve à l'intérieur des frontières de sa « République une et indivisible. » Elle reproche à celle encore plus centraliste des Soviets d'assujettir des peuples à l'intérieur d'un *rideau* élargi par rapport à celui de la Sainte Russie de Nicolas.

Le marxisme, pour résoudre de tels points brûlants ne peut se fonder sur le cri chaleureux et naïf de Piatakov. Il faut bien autre chose quand, pour déplacer les frontières, il faudrait des torrents d'énergie historique, et celles de l'Internationale Ouvrière se montrent bien faibles, elle qui devrait les effacer de la surface sphérique de la terre.

60. LA CUISINE HISTORIQUE HABITUELLE

On sait comment le bilan de cet affrontement sur la question nationale a été fait par les textes cominformistes. « Ce qui unissait L. Kamenev et I. Piatakov (de façon désinvolte on ne dit pas que le premier et Staline, peu avant et même peu après Avril, défendirent la même orientation) était l'incompréhension des tâches de la révolution et attirait le parti dans le borbier menchevik (et Staline qui avait rédigé et retiré par la suite la motion d'unification avec les mencheviks, que faisait-il ?) ; Piatakov, sans se déclarer sur ce point ouvertement (tous ceux qui ne sont pas aujourd'hui en odeur de sainteté ont été, de la même manière, toujours des simulateurs démoniaques !) opposé à la thèse de Lénine, condamnait pratiquement la révolution à l'isolement et à la défaite. Le parti luttait sur deux fronts : contre l'opposition opportuniste de droite, et contre l'opposition de gauche. » Et l'on continue à répéter que les rapports de Lénine et Staline épuisèrent les principales questions de la

conférence, dans le but d'effacer non pas les frontières comme le voulait le malheureux Piatakov, mais le souvenir, tout souvenir du fait qu'alors l'opposition de droite c'était Staline selon les faits incontestables et les témoignages que nous avons fournis.

Dans tous les cas l'opposition de gauche aurait dit : si nous prenons le pouvoir révolutionnaire total à Moscou et à Petrograd, nous serions idiots de lâcher Varsovie, Kiev, Kharkov, Odessa, Bakou, Batoum et d'autres ; ce serait un cadeau fait à la contre-révolution au nom de notre respect théorique scolastique du « droit de se séparer ». Quelle race et quelle nationalité Staline, alors orthodoxe contre les erreurs de gauche dans la question nationale, a-t-il lâchées ? Ce fut la succession des guerres qui fut à l'origine de la libre Finlande bourgeoise, respectée encore aujourd'hui, comme de la libre Pologne à nouveau et résolument dévorée en 1940, avec l'aide d'Hitler.

Ce sera donc le moment de revenir au texte original de Lénine, plus résolu que jamais sur tous ces points.

D'abord, il est bon de relever que les différents cuisiniers de cette cuisine ne sont pas toujours à l'unisson. L'Histoire officielle bien connue du Parti dit que le rapporteur sur la question nationale, Staline, avait élaboré en collaboration avec Lénine, etc. puis elle rapporte la résolution en laissant croire qu'elle fut rédigée par le rapporteur Staline, comme de bien entendu. Mais au contraire dans les *Œuvres choisies* de Lénine éditées à Moscou l'on trouve le texte même de la résolution publiée dans la *Soldatskaia Pravda* du 3 mai 1917, comme c'est indiqué dans le bas de la page, et elle est comprise dans le volume : *Écrits de 1917* de V.I. Lénine, vol.I, pages 352-353, édition de 1937. Alors qui dit la vérité ?

61. LÉNINE ET LA QUESTION DES NATIONALITÉS

Une première belle formulation se trouve dans l'opuscule écrit immédiatement après les Thèses du 4 avril. Le chapitre sur la question agraire et sur la question nationale est excellent ; à propos de la première il insiste sur la différence entre le Soviet rural des ouvriers agricoles salariés et semi-prolétaires (ceux-ci, comme nous l'avons dit une centaine de fois, ont un lopin de terre, mais ne peuvent en vivre et ils doivent travailler comme salariés journaliers ici et là dans d'autres fermes plus grandes) et le Soviet des paysans en général, contre la « douceâtre phraséologie petite-bourgeoise des populistes sur la paysannerie en général, dissimulant la tromperie de la masse de ceux qui n'ont rien par les paysans aisés qui ne sont, eux, qu'*une variété de capitalistes* ». En quoi donc le populisme violemment dénoncé ici par Lénine diffère-t-il de la politique agraire des cominformistes, par exemple en Hongrie, en Italie, où l'on flirte même avec les grands fermiers.

Lénine demanda alors que, dans chaque entreprise agricole confisquée aux propriétaires fonciers (confiscation que les opportunistes voulaient suspendre en attente de la ... Constituante), naisse une grande entreprise agricole modèle tenue sous le contrôle des Soviets. Il ajoutait : « Le parti du prolétariat, en opposition à la phraséologie et à la politique petites-bourgeoises qui dominent parmi les socialistes-révolutionnaires, en opposition surtout à leur bavardage sur les normes de "consommation" ou de "travail", sur la "socialisation de la terre", etc. doit expliquer que le système de la petite entreprise en régime de production mercantile, *n'est pas en mesure* (les italiques sont de Lénine) de libérer l'humanité de la misère et de l'oppression des masses ».

Après avoir dit qu'en Italie ni les démocrates-chrétiens, ni les « communistes » ne paraissent le moins du monde sensibles à un tel objectif, et couvent et protègent des nichées d'entreprises familiales misérables et stériles qui tuent tant la Basilicate désolée que la Sicile magnifique, nous revenons à nos moutons : la question nationale, et nous donnons même tel quel le passage de Lénine (point 14 de l'opuscule) :

« Dans la question nationale le parti du prolétariat doit revendiquer avant tout la proclamation et la réalisation immédiates de la pleine liberté de séparation d'avec la Russie de toutes les nations et nationalités opprimées par le tsarisme, unies et maintenues par la force dans les frontières de l'État, c'est-à-dire annexées.

« Toutes les déclarations, les proclamations, les manifestes sur la renonciation aux annexions, qui n'impliquent pas la liberté de séparation effective, se réduisent à une tromperie du peuple de la part de la bourgeoisie ou à de pieux désirs petits-bourgeois »

« Le parti prolétarien tend à créer un État (écoutez !) le plus vaste possible puisque c'est dans l'intérêt des travailleurs : il tend au *rapprochement et ensuite à la fusion* des nations, mais il veut atteindre cet objectif non au moyen de la violence, mais exclusivement à travers l'union libre et fraternelle des masses ouvrières et travailleuses de toutes les nations. »

« Plus la république russe sera démocratique, mieux elle s'organisera en république des soviets des ouvriers et des paysans et plus sera vigoureuse la force d'attraction qui portera *volontairement* vers une telle république les masses ouvrières et travailleuses de *toutes* les nations.

« Pleine liberté de séparation, l'autonomie locale (et nationale) la plus ample, garantie minutieusement définie des droits des minorités nationales : voilà le programme du prolétariat révolutionnaire. »

62. LA RÉOLUTION DE LA CONFÉRENCE

Les grandes questions historiques qui se présentent ici, et dont la perspective embarrasse de nombreux camarades, se suivent mieux sur la base de la résolution développée. Naturellement la position du problème se déplace. Sommes-nous (a) dans une période féodale et un régime féodal ou pire dans un despotisme asiatique ? Nous donnons entièrement la main aux mouvements de libération nationale ; dans les fameuses thèses de 1920 au deuxième Congrès de l'Internationale Communiste (acceptées par la gauche italienne qui refusait fièrement cette tactique pour les pays capitalistes avancés) on se demanda si on devait les définir comme démocratiques-bourgeois ou nationaux-révolutionnaires⁴⁸. Les deux termes invitaient à manger, avec un œsophage communiste ou marxiste, le même plat de la présentation ingrate suivante : à des époques, des aires géographiques et des modes sociaux donnés, et pourvu qu'il s'agisse de prendre les armes, on fait bloc non seulement avec les masses non prolétariennes, mais avec la bourgeoisie elle-même. Un point c'est tout.

Sommes-nous au contraire (b) au lendemain de la chute du féodalisme et dans une république dirigée par la bourgeoisie qui ne se décide pas à en finir avec la question de la guerre et de la terre ? Il faut lui imposer la libération des nationalités incluses dans l'État ex-féodal et qui entendent s'en séparer. Concrètement cela veut dire que la question ne sera pas posée à une consultation « panrusse », mais que l'on admettra des consultations nationales périphériques.

Sommes-nous (c), pour aller plus loin, non dans une société socialiste, mais dans une République socialiste qui fonde son pouvoir sur les Conseils des Ouvriers et Paysans ? Eh bien, nous serons cohérents, dans l'attente de formes sociales supérieures et surtout de la révolution internationale, en proclamant que les Soviets des nationalités seront libres de décider leur séparation ou leur non-séparation de l'État unique.

Nous affirmons que la question n'est pas la même que celle des Républiques unies en Fédération, puisque, en son temps, dans la République Socialiste Soviétique Russe également à peu près toutes les nationalités et les races en jeu étaient représentées en tant que minorités et que les différentes Républiques fédérées et autonomes ne correspondaient pas, et ne le pouvaient pas, à des langues et à des races uniformes.

Au lendemain de la conquête du pouvoir nous maintiendrons le principe de séparation, mais de nombreux facteurs influenceront sur sa réalisation : les guerres civiles et militaires, ou mieux des guerres avec des États qui auraient envoyé des corps contre-révolutionnaires d'invasion, opérant de différentes façons dans toutes les régions du territoire immense.

À un certain point la grande bataille de 1920 aux portes de Varsovie marquera un grand tournant, mieux que ne l'aurait fait un soulèvement ouvrier polonais ou la décision d'un Soviet National polonais sur les nouvelles « frontières » à proclamer.

63. DESPOTISME ET IMPÉRIALISME

La suite de la résolution est historique. « La politique d'oppression nationale, héritée de l'autocratie et de la monarchie, est soutenue par les grands propriétaires fonciers, par les capitalistes et par la petite bourgeoisie, dans le but de défendre leurs privilèges de classe et de diviser les ouvriers des différentes nationalités. L'impérialisme moderne, en renforçant la tendance à soumettre les peuples les plus faibles, représente un nouveau facteur d'aggravation de l'oppression nationale. »

On revient à la thèse historique fondamentale du marxisme qui affirme que la systématisation en États fondés sur une nationalité, au moyen d'insurrections internes et de guerres nationales, fut nécessaire pour le plein développement de la forme capitaliste de l'économie et la fin de l'emprisonnement de toute la société européenne dans les lacets du féodalisme. Il fut et il était nécessaire de liquider tous les Empires historiques infracontinentaux dont ceux de Vienne, de Berlin, de Constantinople et de Petrograd ; les trois premiers résistèrent longtemps avant de mourir, et le dernier encore plus.

Si donc le mode capitaliste de production lie sa naissance dans les aires européennes à la libre systématisation des nationalités à laquelle les prolétaires sont directement intéressés, dans la phase impérialiste ultérieure, dans la conception de Lénine, il les opprime à nouveau. La lutte pour les marchés extracontinentaux et d'outre-mer conduit à la création d'appareils de forces étatiques puissants et à des querelles belliqueuses incessantes tendant à la domination politique sur les pays des autres continents. Quand, lors des grandes guerres, les impérialismes s'affrontent pour se dérober les uns les autres des colonies et des possessions, même les pays capitalistes et démocratiques développés se lancent avec appétit à la conquête des provinces européennes aux dépens d'autrui, et selon les issues des guerres, les petits pays et les peuples passent d'une main à l'autre.

À l'idéologie de la libération nationale européenne et générale s'ajoute celle de l'expansion de la civilisation moderne ; celle-ci est avant tout employée pour justifier l'assujettissement, la mise en esclavage et même la destruction des peuples de races de couleur, et à la fin elle en vient à prendre la forme de la revendication, dans les métropoles, de provinces frontalières contestées car elles étaient stratégiquement névralgiques : l'Alsace-Lorraine, la Vénétie julienne, la région de Dantzig, les Sudètes, les Balkans. De ces contestations naissent la solidarité de l'opportunisme socialiste avec le capitalisme impérial et l'épidémie de défensisme, puisque de tout côté on cache le désir de conquête sous les phrases sur la survie de sa propre civilisation développée soi-disant menacée de menées agressives.

Ce même socialisme qui se disait contre toutes les annexions devint le partisan de toutes les guerres. Si l'on admet le sophisme qui prétend qu'un peuple qui vit dans un mode de production plus avancé a le « droit » de gouverner les peuples moins avancés, sophisme dont tous les peuples d'Europe ont connu les crimes, l'idée bourgeoise de liberté des peuples et d'égalité des nations, historiquement vide en soi, se résout en celle de l'oppression et de la conquête.

Ayant rompu à la fois avec le tsarisme allié en Europe de tous les abus de classe et de nation, et avec l'opportunisme de 1914 consacrant l'hommage du prolétariat à toutes les guerres bourgeoises, la révolution russe ne pouvait qu'adopter la directive d'en finir avec les guerres d'expansion et de conquête et d'offrir la liberté à ces pays que les conquêtes violentes avaient inclus dans l'État russe.

64. SÉPARATION DES ÉTATS

Lénine insiste sur le fait qu'une république bourgeoise, mais de démocratie développée jusqu'à ses dernières limites, peut permettre une vie en commun de peuples et de langues sans prédominance de l'un ou l'une d'entre eux ; il se réfère, c'est clair, à la Suisse où il n'y a pas une mais trois langues officielles d'État. Et il ajoute : « Le droit de se séparer librement et de constituer un État indépendant doit être reconnu à toutes les nationalités qui composent la Russie ». Il dit qu'une politique différente fomenté les haines nationales et le sabotage de la solidarité prolétarienne internationaliste. Il cite le cas de la Finlande et le conflit né avec le Gouvernement bourgeois de Petrograd en soutenant que l'on devait accorder à la Finlande, libérée du joug tsariste haï, la séparation.

Puisqu'on n'en vient pas à une séparation d'États, le parti doit soutenir une large autonomie régionale et l'abolition de la langue officielle obligatoire, demander que la nouvelle Constitution interdise tout privilège national et toute violation des droits des minorités nationales.

Les lecteurs se souviennent dans la relation de Trieste de la partie consacrée aux écrits de Staline sur la linguistique : les théories selon lesquelles une révolution de classe ne comporte pas une interruption de la fonction historique nationale se réfèrent à la langue russe, devenue de fait la langue de la République des Soviets et de toute l'Union. Notre critique de ce point de vue servit à prouver que cette exigence historique d'une langue étatique nationale unique est une autre preuve du caractère bourgeois assumé par la révolution, et les déformations théoriques pour justifier cette exigence sur le plan marxiste sont vaines. Qu'est donc devenue la revendication opposée de l'État qui propose dès le début aux minorités nationales de se séparer en tant qu'État, et si elles ne le demandent pas les accueille dans une administration multilingue du type suisse ? Nous nous demanderons en un autre lieu si la grande charpente étatique russe d'aujourd'hui a une langue nationale unique, de droit et de fait, un des côtés obscurs qui définissent une structure impériale.

65. CONTRE L'AUTONOMIE « CULTURELLE »

C'est maintenant que nous en venons au fameux point pour lequel, en 1913, Staline avait collaboré avec Lénine à Vienne pour la question nationale, en opposition avec la social-démocratie autrichienne de l'avant-guerre ; point que Lénine réaffirme en 1917. C'était la proposition des socialistes de l'« État mosaïque » des Habsbourg. Ils concédaient que l'administration de l'État fût politiquement et bureaucratiquement unique, pour la finance, et pour l'armée, etc. (à part le rapport de parité entre Autriche et Hongrie, unies dans la Couronne) et combattaient pour que l'on concédât à tous les peuples subordonnés : Slaves, Ottomans, Latins « d'ôter les affaires concernant l'instruction publique et les matières similaires à la compétence de l'État central pour les remettre entre les mains de Diètes nationales *sui generis* » n'ayant pas d'autre pouvoir. Lénine ajoute alors qu'une telle mesure divise artificiellement les ouvriers qui habitent dans une même région, et même qui travaillent dans une même usine, renforce leur lien avec la culture bourgeoise des nations particulières

« alors que les socialistes au contraire se proposent de renforcer la culture internationale du prolétariat mondial. »

Dans son étude qui frappa Lénine et sa femme le jeune Staline développait justement que la solution de l'autonomie scolaire, universitaire, culturelle, était la thèse droitiste et opportuniste, alors que la thèse révolutionnaire consistait en la séparation des provinces italiennes, slovènes, croates, ottomanes, serbes, roumaines, tchèques et slovaques d'avec l'État austro-hongrois, en la fracture de cet État, même si celle-ci n'était pas nécessairement le produit d'une révolution socialiste – qui à l'opposé aurait pu réunir ces peuples sur un plan bien différent – mais d'une révolution bourgeoise et d'une guerre de systématisation, comme le fut la première guerre européenne pour l'Autriche, et comme avaient été les guerres balkaniques précédentes pour l'empire ottoman.

Cette thèse est cohérente avec la considération marxiste des questions nationales, qui ne peut pas se réduire, comme nous le montrâmes amplement, à la négation des nationalités comme fait historique actuel, et elle fut alors bien défendue. Mais alors qu'en 1917 Lénine appliquait cette considération sur la question nationale à la révolution russe qui n'est pas une rébellion nationale, mais le bouleversement historique de l'État qui tenait enfermées dans ses rets tant de nationalités, nous pouvons bien nous demander quel développement a eu cette thèse dans les années suivantes, et quel type d'État construit au nom de Staline est né de ce développement, du point de vue de la liberté de mouvement des nations et des régions, État qui apparaît comme un formidable monobloc, alors que Staline revendique la tradition et le mérite de super-autonomiste national. De façon cohérente avec la pensée de Lénine, le pas suivant de la Russie, qui pouvait dépasser tant le servage que l'éparpillement national, ne pouvait être accompli qu'en compagnie de la révolution prolétarienne européenne. Dans la mesure où cette dernière fit défaut, la Russie s'organisa en un super-État concentré et unitaire dans les forces armées intérieures et extérieures, pure forme du capitalisme moderne.

66. NATIONS ET ORGANISMES PROLÉTARIENS

Les marxistes radicaux avaient toujours combattu la formation de partis nationaux qui se disaient socialistes au sein d'un même État (Pologne, Bohême, etc.). En Russie la question, dans le mouvement des syndicats et de l'organisation du parti déjà social-démocrate, était brûlante. Lénine avait toujours défendu l'existence d'un parti unique pour tout l'État russe. La question fut particulièrement vive avec le *Bund* juif, brillant parti d'action révolutionnaire et de doctrine marxiste, accepté dans les congrès russes et internationaux mais rétif à se fondre avec le parti socialiste puis communiste comprenant indifféremment des militants de toutes les nationalités. Lénine répète ce point avec les paroles suivantes : « Les intérêts de la classe ouvrière exigent que les ouvriers de toutes les nationalités de la Russie se fondent en organisations prolétariennes uniques : politiques, syndicales, coopératives, éducatives, etc. Seule une telle fusion des ouvriers des différentes nationalités en organisations uniques permettra au prolétariat de conduire une lutte victorieuse contre le capital international et le nationalisme bourgeois ».

Ces formules finales mettent dans leur juste rapport la poursuite constante de l'internationalisme, tant dans le mouvement prolétarien que dans la future organisation socialiste de la société, et la lutte contre le nationalisme « immanent » des bourgeois ; elles le font au moyen des solutions historiques que dans les grandes étapes et les grandes aires nous avons le devoir de trouver et de donner aux questions de race et de nation. Ce que nous avons amplement démontré à propos de la conférence fondamentale d'avril 1917 qui trace tout le cadre de la Révolution en Russie en soudant solidement le passé et le futur du mouvement, et qui s'incarne, par facilité, en la personne de Lénine, intègre historiquement ce que nous avons développé sur le plan de la doctrine dans le rapport de Trieste que nous avons plusieurs fois

cité, rapport qui, comme nos camarades s'en souviennent, traite de la question des races et des nations dans le déroulement historique, jusqu'à la première guerre mondiale et dans les limites de l'aire d'Europe centrale et occidentale, et l'on réserva la première application de cette doctrine à la Russie et on l'appliquera dans une future étude à l'Orient et l'Asie, comme on le fit oralement à la réunion de Florence.

Toute souplesse est possible, à l'échelle de l'histoire et de la géographie mondiales, et sur le clair plan doctrinal, à condition que l'on respecte la condition léninienne de l'organisation unique plurinationale au sein de chaque État, et de l'union internationale de ces organisations ; de cette Internationale Communiste que, sur les traces de la *déclinaison* stalinienne – une seule langue – on liquida bruyamment non moins que servilement, et qui devra un jour renaître comme Parti Communiste Unique avec une section dans chaque État territorial.

67. NATIONALITÉ ET OCCIDENT

Une preuve du peu d'internationalisme que donnèrent les divers Graziadei, Serrati, Cachin, et autres, fut justement de ne pas comprendre la question nationale dans le monde jusqu'à l'Oural et la Méditerranée, et au-delà parce que ces données n'étaient pas celles de la politique de leur pays d'origine.

À seule fin de rendre plus intelligible la construction de Lénine pour la Russie et le monde extra-européen - il se montra véritablement prophétique et surtout strictement orthodoxe en marxisme - nous nous replierons encore une fois sur l'exemple de l'Italie et nous nous demanderons s'il était juste de dire, et depuis quand : chez nous la question raciale et la question nationale *n'existent pas*, donc notre parti (mais ce serait exact justement s'il avait été *national* !) s'occupe seulement des questions de classe. C'est beau mais insignifiant.

L'État national bourgeois italien s'est formé tard, en 1861, des guerres et des insurrections d'une jeune bourgeoisie, et le prolétariat y participa pleinement. Bien que l'État naissant fût mixte du point de vue racial et ethnographique, tout concourrait (en plus de la tradition démocratique française, il y avait celle du catholicisme, celle de l'Internationale romaine) à liquider les questions raciales : un Russe ou même un Allemand s'étonnait de nous entendre dire que nous ne savions pas si un paysan de chez nous était juif ou de religion non catholique : l'égalité des conditions de vie était totale non seulement juridiquement mais dans les faits et les mœurs.

Sur un tel arrière-fond *laïc*, la lutte de classe du prolétariat des villes et des campagnes se dessina rapidement, même si l'économie capitaliste apparut chez nous tardivement dans ses formes récentes (elle avait des traditions différentes du Nord au Sud, de Palerme à Milan).

En 1911, le parti prolétarien se dépouilla de ses dernières lubies nationales : il dénonça bruyamment la célébration du cinquantenaire de l'unité, et dans le même temps il se libéra de l'alliance avec la petite bourgeoisie contre les classes prétendument rétrogrades alors qu'il n'existait pas de classe plus rétrograde que cette même petite bourgeoisie.

Une question nationale négative, irrédentiste resta sur l'estomac de la bourgeoisie. Un honnête bourgeois radical de la fin du siècle pensait que la quatrième guerre allait venir, et il l'appelait par anticipation l'« épreuve du feu » ; et l'Italie bourgeoise réussit à bien se sortir de la guerre impérialiste mais sans l'appui du prolétariat qui sut rester indifférent au conflit.

Le prolétariat socialiste était resté fermement (il ne s'agit pas de ses mérites propres mais de conditions historiques qui facilitèrent une telle prise de position) sur des positions anti-impérialistes et anti-annexionnistes dans les dures entreprises africaines de la fin du dix-neuvième siècle et de 1911-1912 ; il avait appris à déshonorer les thèses qui corrompaient de

nombreux marxistes : une guerre qui apporte à un peuple barbare modernité et civilisation est une guerre juste.

En un certain sens le prolétariat italien en 1918 ne se trouva pas embarrassé par les questions nationales négatives (irrédentisme) et positives (empire) dans lesquelles la bourgeoisie s'était engagée toute seule, et il se sentit prêt, dans le cadre national, à aller de l'avant et à engager la bataille de classe.

68. RÉVOLUTION AVEC L'EUROPE

Si cette bataille, dont nous ne pouvons pas rappeler les épisodes glorieux et moins glorieux, fut perdue, cela est également dû à une organisation insuffisante des luttes dans le cadre international, à une sous-évaluation de l'impérialisme bien plus prospère qui, en Angleterre, en France, en Allemagne avait coupé l'herbe sous le pied de la Révolution en Europe.

Si une révolution russe ne peut pas atteindre l'apogée de son cycle sans une révolution en Europe, surtout à cause du faible développement de ses formes économiques, une révolution italienne ne le peut pas non plus, non pas à cause des blagues habituelles sur les régions arriérées et déshéritées, mais parce que, géographiquement, tout ce qui se passe en Italie prend une dimension internationale, et la révolution bourgeoise elle-même a été de l'avant parce que, dans les guerres de systématisation, l'Europe de l'Ouest ou celle de l'Est a renversé les obstacles conservateurs. Quel que soit celui des deux blocs impériaux - entre lesquels l'Europe se divise - qui soit vainqueur, il peut commander en Italie, et dans le passé et dans le futur ce pays aux frontières trop longues était et sera limitrophe avec les deux blocs adverses.

Que les militants italiens ne pèchent donc pas par trop orgueil en se félicitant d'avoir en ces temps triomphé du mal de l'opportunisme chauvin. Qu'ils ne disent pas que par leur expérience de politique vécue à l'intérieur ils peuvent déclarer la question nationale dépassée, ou entreprendre de casser ces frontières trop nombreuses.

Cela ne pourra se faire avant d'avoir liquidé la question de celles de l'Europe, et la question terrible des deux Allemagnes : seule la révolution peut les unir⁴⁹, mais la révolution en Europe a besoin d'une unité allemande, et d'une dictature ouvrière allemande, une dictature anglaise ou française apparaissant plus fragile pour diverses raisons.

Ce serait la marque d'un orgueil national stupide que de fermer les yeux sur ce point et ne pas comprendre que nous avons à apprendre de la révolution d'hier en Russie, et même de celle de demain en Asie, pour rompre le cercle de cent conditions qui se posent, sur un dur chemin, entre nous et le socialisme.⁵⁰

69. APRÈS AVRIL VERS LA GRANDE LUTTE

Le lecteur qui a compris la portée de notre étude sait que nous n'entendons pas faire œuvre historiographique générale ni un compte rendu intégral des faits qui exigerait une plus grande uniformité dans la « densité de la rédaction ». Les faits, même sous forme chronologique, sont connus, cependant leurs différents replis sont assez controversés et rendus hermétiques : c'est là que nous nous arrêterons plus profondément avec la documentation et au moyen de l'analyse.

Mais ce à quoi nous visons est la confrontation continue entre l'élaboration doctrinale accomplie de façon anticipée par le parti – ou aussi par d'autres partis – qui agit dans le processus historique et les événements effectifs ultérieurs.

Pour un tel motif nous avons consacré un long développement à la phase d'Avril : phase de bilan théorique de parti entre deux batailles de contenus différents dont il nous a suffi et dont il nous suffira de traiter les étapes essentielles, les affrontements importants.

Le parti bolchevik avait accompli sur une vaste échelle une grande construction de perspectives historiques dans la période qui va jusqu'à 1905 en greffant les conclusions et les prévisions relatives à la Russie sur la grande perspective du communisme marxiste au sujet des batailles du prolétariat des pays de races blanches.

Un second bilan devait être affronté dans la nouvelle pause déterminée par la réaction qui suivit 1905 en utilisant les enseignements de cette grande lutte jusqu'à ce que l'on parvienne à la nouvelle grande crise qui frappa le socialisme international avec l'éclatement de la guerre de 1914. Une nouvelle bataille doctrinale fut menée, dans un premier temps non tant dans le socialisme russe, qui sembla même à Lénine entièrement opposé à une guerre proclamée par le tsar odieux (nous verrons que Lénine s'était en grande partie illusionné, ne pouvant pas penser qu'après tant de préparation théorique et de luttes on puisse hésiter sur un tel point), que dans les partis occidentaux dont la majorité s'était honteusement écroulée dans la trahison chauvine.

Quand en février 1917, la crise engloutit l'État tsariste russe, toutes les prévisions de la doctrine se trouvèrent à nouveau à l'épreuve des faits ; mais les effets bouleversants de la guerre européenne et mondiale se chevauchèrent avec l'affrontement des classes à l'intérieur de la Russie et la révolution antiféodale dans laquelle la classe ouvrière doit se trouver un poste de combat difficile à définir, mais en tout cas un poste dans les premiers rangs.

Le parti, qui avait été le milieu d'une préparation si riche, après février, quoiqu'il eût dignement fait sa part, ne se retrouva pas sur la position de la phase ultérieure par rapport aux trois problèmes que nous avons correctement traités. Premièrement : attitude face à la guerre. Deuxièmement : tâche du parti prolétarien dans le déroulement de la révolution antiféodale. Troisièmement : lutte contre l'opportunisme international social-démocrate et social-patriote.

En Avril le bilan historique exhaustif et de premier ordre est accompli en profitant de la légalité transitoire en vigueur en Russie ; le programme d'action est construit avec résolution ; il s'agit de l'appliquer.

70. PRÉPARATION LÉGALE OU BATAILLE ?

La question peut se voir sous deux aspects de tactique : d'abord de principe puis de méthode. Deux ailes extrêmes, même si la dénomination n'est pas exacte, la voient de façon exclusive. La dialectique de Lénine voit les deux types d'activité et s'efforce de les placer autant que possible dans les phases les plus opportunes pour obtenir le succès.

Une position nettement menchevique et opportuniste est de dire : le tsarisme est tombé, le pouvoir est aux mains d'une coalition parfois voilée parfois évidente de bourgeois et d'opportunistes petits-bourgeois. Il est établi que l'on ne peut soutenir un tel gouvernement en aucun point de son programme tant pour l'intérieur que pour l'étranger, et qu'il faut lancer le mot d'ordre : le pouvoir doit passer aux Conseils ouvriers et paysans. Mais maintenant que la propagande et l'agitation sont libres, et depuis que la révolution démocratique a vaincu, il s'agit seulement de gagner, en pleine lumière et avec des moyens légaux, la majorité dans les organisations ouvrières et les Soviets. Il serait pire de dire : une telle agitation pacifique doit s'étendre au-delà, même si l'on avait la majorité dans les Soviets, jusqu'à la convocation de l'Assemblée constituante, pour réussir à y mettre en minorité la solution du gouvernement de coalition avec les bourgeois.

En attendant une telle solution est à repousser comme non révolutionnaire puisqu'elle n'est pas proposée comme une phase transitoire mais que l'on affirme que, après la libération démocratique, le parti exclut, par programme et par principe, la lutte armée, la guerre civile,

tout en ayant à l'opposé exclu un bloc parlementaire et gouvernemental avec les partis bourgeois. Au contraire la réponse de Lénine est pleinement dialectique : aujourd'hui, fin avril, il ne faut pas provoquer à bref délai une guerre civile pour prendre le pouvoir. Cependant la guerre civile aura lieu, et à ce propos il avance deux hypothèses qui toutes deux se réalisèrent : celle d'une contre-révolution tsariste qui vise à renverser le gouvernement provisoire, et dans un tel cas nous soutiendrions ce dernier avec les armes, et celle d'une résistance du gouvernement provisoire qui refuse de céder le pouvoir après que la lutte prolétarienne s'est développée jusqu'à la capacité et la nécessité d'assumer avec les Soviets tout ce pouvoir.

Donc Lénine répond non pas à cette droite qui veut renoncer à partir de maintenant et pour toujours à la lutte armée, et en même temps il lui accorde que ce n'est pas encore le moment de faire parler la poudre et qu'il faut travailler légalement.

Une autre aile, opposée à celle-là, qui ne comprend pas plus le lien dialectique entre théorie et méthode stratégique, veut la lutte immédiate, et veut la provoquer sans délai, et en toute occasion par des combats préliminaires. Une fois la révolution libérale advenue, disent ces camarades, toute éventualité d'appui à des gouvernements bourgeois, même légitimés par un parlement, est exclue et la voie pour les abattre n'est pas la conquête pacifique d'une majorité mais l'insurrection. Même cette position est incorrecte si elle devient exclusive, limitative, pour le parti, et si elle ne se limite pas à dire que la lutte armée est plausible et certaine dans l'avenir, mais soutient qu'il faut ne penser qu'à elle, qu'elle que soit la phase dans laquelle on se trouve, sans penser à sa préparation pacifique.

Contre ces camarades, Lénine devait faire les plus grands efforts pour que l'on ne déclenchât pas l'attaque avant d'être prêt, tout en admettant pleinement que dans tout mouvement spontané des masses travailleuses le parti dût être présent non seulement par l'agitation politique mais également par la force matérielle.

À cause de l'extrême difficulté à individualiser le moment propice à des changements si difficiles pour l'activité du parti, dans des moments si intenses, entre guerre sur la frontière et crise économique et sociale, quasi tous les camarades se sont par la suite âprement reproché, les uns de ne pas avoir voulu la lutte, les autres de l'avoir compromise en la déclenchant prématurément.

Il est indiscutable que, sans la préparation puissante du débat d'Avril, le parti serait allé, par faiblesse ou par impatience, à une ruine et à une défaite certaines.

71. LA PHASE APRÈS AVRIL

Nous savons que, déjà avant que ne s'ouvrît la conférence le 17 avril, 14 jours après que Lénine était rentré – le 1^o avril donc -, la masse réagit à une provocation du Gouvernement. Le 1^o mai nouveau style, le premier depuis la chute du tsarisme, coïncida également avec la publication par Milioukov, ministre Cadet des Affaires Étrangères, de la note dans laquelle il promettait, à la suite d'une demande des Alliés, la continuation de la guerre. Malgré le degré d'engouement relatif pour le défensisme constaté par Lénine dans le peuple russe et parmi les soldats, en opposition avec les tendances à la liquidation immédiate de la guerre, une série de journées s'ouvrirent à Petrograd et à Moscou lors desquelles les travailleurs demandèrent la tête de Milioukov avec des démonstrations armées, en réclamant la paix et sa démission qui fut donnée quelques jours après.

Mais les masses n'allèrent pas au-delà des manifestations, et le parti était encore absorbé par la liquidation de ses doutes.

Ce fut le 17 mai, c'est-à-dire le 4 mai vieux style, après la clôture de la Conférence le 12 mai (29 avril), que Trotsky arriva à Petrograd (accueilli avec enthousiasme également comme ancien président du Soviet de 1905), il prononça un discours dans lequel il se déclara

(il n'appartenait pas encore au parti bolchevik) pleinement d'accord avec la directive politique de Lénine.

Dans les journées d'Avril quelques bolcheviks avaient proposé de lancer le mot d'ordre de renverser le gouvernement, mais le parti les reprit en s'opposant à ce mot d'ordre. Trotsky affirme ici que Staline signa avec deux *conciliateurs* le télégramme qui invitait les travailleurs et marins de Kronstadt à suspendre l'action anti-Milioukov.

Pendant ce temps-là, le 2/15 mai Milioukov et Gouckov démissionnaient de leurs charges de ministre et les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires entraient dans la coalition gouvernementale.

Après le 12 mai, clôture de la conférence, et jusqu'à la convocation du I^o congrès des Soviets du 3/16 juin 1917, les bolcheviks accomplirent le travail de propagande, d'organisation et de pénétration annoncé à la conférence.

Entre-temps, les opportunistes avançaient sur la voie prévue par Lénine. Avant avril, le comité exécutif du Soviet, contrôlé par eux, était à peu près divisé en parts égales entre les partisans de l'entrée dans le gouvernement et ceux qui la refusaient. Après cette première crise portée sur la place publique, 34 délégués contre 19 se déclarèrent pour l'accord avec les bourgeois. Dans le jugement de Lénine c'était la petite bourgeoisie qui, devant la menace d'une nouvelle phase révolutionnaire, reculait en livrant toutes les positions aux capitalistes. Le 6/19 mai la composition du nouveau gouvernement fut annoncée, il était présidé par le bourgeois Lvov avec Kerensky et les autres nommés ci-dessus : bourgeois et opportunistes avaient conclu le pacte d'acier.

Comme c'était prévu, ce gouvernement fut impuissant même dans le sens réformiste et les pas timides des « socialistes » furent bien vite bloqués, et donc la déception des masses des villes et des campagnes envers le Gouvernement et les chefs du Soviet de l'époque augmenta.

72. LA LUTTE DANS LES CAMPAGNES

Les paysans recommencèrent à s'agiter dans le but, d'une façon ou d'une autre, de s'emparer de la terre des grands propriétaires, et l'un des objectifs de la coalition était de transformer cette effervescence menaçante en des mouvements pacifiques. Tchernov, le ministre de l'agriculture, fit des tentatives pour réaliser le programme tarabiscoté de répartition de la terre des socialistes-révolutionnaires. Il accueillit la revendication des zones rurales qui dénonçaient la tentative des propriétaires fonciers de se sauver du dépouillement au moyen de la vente fractionnée à des prête-noms et à des paysans riches et moyens ; et il adopta la mesure de suspendre, avec un ordre légal envoyé aux notaires, tous les contrats d'achat et de vente de la terre.

Contre cette mesure étrange, en opposition théorique avec le programme même d'une grande révolution bourgeoise qui fit, comme en France en 1789, « de la terre un article de commerce », les grands propriétaires fonciers se levèrent en prétendant que Tchernov retirât sa mesure. Lamentablement, Tchernov d'abord la retira dans la pratique en précisant que la transmission des droits hypothécaires n'était pas interdite et ensuite, encore plus lâchement, il autorisa la reprise de toutes les négociations conformes « aux lois », sous prétexte que seule la future Constituante aurait pu légiférer différemment. Voilà la fin misérable de celui que l'on avait appelé le « ministre des moujiks ».

Ici se confirme la vue exacte des bolcheviks qui proposaient que, sans attendre la Constituante, et sans autre atermoiement, l'on déclarât la terre propriété de l'État, en en donnant la possession matérielle et immédiate aux conseils locaux des paysans pour la gestion collective ou avec des distributions transitoires de lots aux familles de cultivateurs.

73. LES REVENDICATIONS DES OUVRIERS DES VILLES

En même temps, dans les villes, la rareté des denrées et des vivres agitait les ouvriers qui réclamaient des augmentations de leurs payes. Pendant des mois et des mois le gouvernement n'aborda pas ce sujet difficile, il n'y eut pas de ministre du Travail alors que le progressiste Konovalov était ministre de l'Industrie. Finalement on chargea le menchevik Skobelev de ce problème mais il prit comme seule mesure de faire nommer à la soi-disant et officieuse conférence de la Douma une commission divisée en sous-commissions et sections qui étaient privées de toute autorité et qui reculèrent devant les protestations des donneurs de travail qui affirmaient que toute grosse dépense aurait arrêté la machine productive ou entraîné une augmentation énorme des prix. À peu près un million d'ouvriers de l'industrie déclenchèrent une agitation dans les usines, peu satisfaits des vagues comités d'entreprise que le nouveau régime hésitant avait reconnus.

Jusqu'au début de juin le gouvernement ne traita la question d'une politique économique de l'État, de son contrôle sur les usines et des perspectives de l'étatisation des plus importantes de ces dernières, que dans des commissions et des déclarations théoriques. Ce gouvernement voyait défavorablement ces étatisations puisque ...étant donné la pénurie de moyens on ne pouvait pas passer au socialisme ! Les conditions d'approvisionnement empiraient, les femmes des ouvriers devaient faire la queue aux magasins des journées entières et dans les villes grandes et moyennes la vague de mécontentement montait irrésistiblement.

Quant à l'armée, alors que le gouvernement tramait une reprise de la lutte militaire avec l'appui des puissances de l'Entente, tout en craignant les conséquences – qui advinrent effectivement par la suite – du déclenchement d'une foule d'offensives sur le front, chez les soldats l'aversion pour la poursuite de la guerre croissait, dans les régiments l'agitation naissait, des Conseils s'organisaient toujours plus orientés vers la tendance bolchevique.

C'est dans ce cadre social trouble que s'ouvrit, pour un autre grand affrontement politique, encore sous forme pacifique, le Premier Congrès des Soviets de toute la Russie.

Avec la fraction bolchevique revigorée, Lénine, de même qu'il avait apporté la force des exigences révolutionnaires dans la session du parti, se préparait à l'apporter dans les assises de la classe ouvrière dans son entier. Ce fut un heurt mémorable.

74. LE PREMIER CONGRÈS PANRUSSE DES SOVIETS

Le congrès s'ouvrit le 3/16 juin 1917 et se prolongea jusqu'au 23 juin/6 juillet, avec de longues discussions qui dans un premier temps laissèrent les choses telles qu'elles étaient auparavant. Mais avec ce congrès la phase de préparation légale du parti bolchevik, la phase d'agitation sur la plate-forme établie par les Thèses d'Avril, se referme, de même que la nouvelle phase s'ouvre, c'est-à-dire non pas le passage du parti à l'attaque insurrectionnelle, mais l'attaque de celui-ci par la contre-révolution, la fin de l'utilisation des libertés publiques, le retour forcé « dans les sous-sols », c'est-à-dire le retour à l'action illégale, domaine où le parti était très expérimenté.

Le pouvoir, comme nous le savons, était aux mains de la coalition établie le 6/19 mai entre bourgeois et sociaux-opportunistes : Lvov président, dix autres ministres parmi les Octobristes et les Cadets (les « dix ministres capitalistes »), les mencheviks Tseretelli et Skobelev, les socialistes-révolutionnaires et proches, Kerensky, Pereverzev, Tchernov et Peschekonov. Kerensky, âme damnée des alliés occidentaux, était au ministère de la Guerre ; le parti socialiste-révolutionnaire était numériquement le plus influent en Russie à cette époque.

Trois mois passèrent entre l'arrivée de Lénine et la lutte de Juillet : le *réarmement* du parti fut efficace : dans le domaine théorique avec la définition précise des objectifs, dans le domaine tactique avec la directive de développer pour le moment une action d'organisation, de propagande et d'agitation parmi les masses.

La tradition, par la suite exagérément criée sur tous les toits, d'une « recette » spéciale que la « bolchévisation » offrirait pour réveiller les masses qui dormiraient, au moyen d'un travail tenace et infatigable, etc., et qui n'est qu'une campagne démagogique abusive, date de cette phase. Une telle recette fut, tout le temps de la domination stalinienne, employée de façon hypocrite, philistine, inconstante ⁵¹ pour fermer la bouche de ceux qui, au contraire, voyaient la tradition véritable trahie basement et impunément. Il s'agissait au contraire d'une attitude particulière pour juger la période historique, prévue et attendue par une longue préparation théorique, et non d'un expédient de charlatan pour renverser toujours et partout des situations stagnantes. Aujourd'hui nous stagnons depuis trente ans, à cette époque la situation évoluait tous les quinze jours. Ce n'est pas à n'importe quelle période que l'on peut aller aux « grandes masses », mais seulement lorsqu'elles sont en mouvement vers la révolution : période que l'on comprend mais que l'on ne provoque pas.

Ces trois mois, en ce moment et en ce lieu spécifiques, ne furent certes pas gaspillés. Le Comité central d'Avril avait résumé ainsi les tâches à accomplir : « 1. Développement de la ligne et de l'orientation prolétariennes pour mettre fin à la guerre. 2. Critique de la politique petite-bourgeoise de fidélité et d'appui au gouvernement des capitalistes. 3. Propagande et agitation par tous les groupes dans chaque régiment, dans chaque usine, particulièrement parmi les masses arriérées des domestiques, des salariés agricoles, etc. (texte qui n'a pas été écrit, dans ce passage, par Lénine, ou qui a été mal traduit si les domestiques urbains, version aggravée des serfs russes de la glèbe, sont cités avec les purs ouvriers agricoles), puisque c'est surtout de ceux-là que la bourgeoisie a tenté de se servir dans les jours de crise. 4. Organisation, organisation, et encore une fois organisation du prolétariat dans chaque usine, dans chaque quartier. »

Voici une leçon historique de premier ordre dans l'étude des processus révolutionnaires : ce n'est pas une philosophie de l'organisation éternelle ni à bon marché, forme historique dont la force réside dans son contenu, et qui *automatiquement* n'est pas révolutionnaire, et peut même être l'opposé. Nous suivons en fait le jeu ardent des forces sociales.

À la veille du congrès les bolcheviks mesurèrent plusieurs fois le degré de leur préparation assidue : à la Conférence des comités d'usine qui s'était tenue du 30 mai au 3 juin, au cours de laquelle les trois quarts des délégués acceptèrent la ligne bolchevique de Lénine, à la conférence des organisations militaires bolcheviques qui s'était tenue durant le congrès panrusse du 3 au 13 juin - qui montra combien l'orientation révolutionnaire parmi les soldats était vigoureuse - et en d'autres occasions et manifestations. Le nombre de syndicats ouvriers s'était élevé à 130 dans la capitale ⁵² et de 2000 dans toute la Russie.

75. ALIGNEMENT DES FORCES AU CONGRÈS

Le Congrès Panrusse, ouvert le 3 juin sous la présidence des chefs opportunistes du gouvernement et du Soviet de la capitale, comptait plus de mille délégués, mais seulement 822 avaient un vote délibératif. Parmi ceux-ci 285 étaient socialistes-révolutionnaires, 248 mencheviks qui, suivis de différentes petites fractions, disposaient d'une majorité écrasante. Les bolcheviks n'étaient que 105. Au congrès étaient représentés 305 soviets locaux unifiés de députés paysans et soldats, de toute la Russie ; 53 Soviets régionaux et provinciaux ; 21 organisations de l'armée active ; 8 de la réserve ; 5 de la marine de guerre. C'était la disposition d'une force colossale encadrée et armée ; elle se montra totalement impuissante.

La solide fraction bolchevique ne se proposait pas à ce congrès de parvenir à la majorité, ni d'attaquer le congrès de l'extérieur s'il avait repoussé ses propositions. Pour le moment il s'agissait seulement de proclamer sur une échelle plus vaste le programme révolutionnaire que le parti avait adopté en Avril.

À la présidence Kamenev, Zinoviev, Noghin et Krilenko siégeaient pour les bolcheviks. Les orateurs principaux furent Lénine, Zinoviev, Kamenev. Mais le travail de la fraction fut conduit de façon silencieuse par deux organisateurs de première force : Staline et Sverdlov qui ne montèrent jamais à la tribune. Trotsky n'était pas encore membre du parti bolchevik. Il remarque tout à fait justement que Sverdlov, s'il n'était pas mort, aurait rapidement assumé, aux côtés de Lénine, la fonction de secrétaire d'organisation du parti. Dans tous les cas, les bolcheviks, comme les faits le montrèrent, contrôlaient déjà les masses de la capitale, Petrograd, et auraient pu de l'extérieur faire pression sur le congrès ; pour la dernière fois, ils livrèrent une grande bataille de paroles et d'idées, sur un terrain neutre, qui fut une déclaration d'une guerre prochaine adressée tant à la bourgeoisie qu'aux opportunistes, encore occupés à se partager l'héritage du tsarisme.

La première question était celle de l'attitude envers le gouvernement provisoire. Socialistes-révolutionnaires et mencheviks soutenaient, dans le congrès panrusse, la position qu'ils avaient jusqu'alors faite prévaloir dans le Soviet de Petrograd : laisser le pouvoir de gouverner au ministre de coalition, formé en dehors des Soviets, au sein de la conférence équivoque qui prétendait se rattacher à la vieille Douma « élue » sous le tsar. Et dans le même temps remettre tout à l'Assemblée constituante en voie d'être élue « comme dans les pays libéraux et civilisés ».

Tseretelli, l'un des orateurs les plus loquaces, répéta pour la énième fois : « Dans le moment actuel, il n'y a en Russie aucun parti politique qui nous dise : donnez-nous tout le pouvoir, allez-vous en, nous occuperons votre place. Un tel parti n'existe pas en Russie. » Le vieux rhéteur était sûr de son effet et de son public, mais une voix, c'était celle de Lénine, lui répondit d'un des bancs des délégués : « UN TEL PARTI EXISTE ! ».

Au milieu des rumeurs et des commentaires de stupéfaction Lénine monta à la tribune : « Lui, Tseretelli, a dit qu'il n'y a pas en Russie un parti politique qui se déclare prêt à prendre tout le pouvoir dans ses mains. Je réponds : Il y en a un ! Aucun parti ne peut refuser d'assumer le pouvoir et le nôtre ne s'y refuse pas : il est prêt, à chaque moment, à prendre en main tout le pouvoir ! »

76. LES INTERVENTIONS DE LENINE

Cette narration sera un peu romancée, peut-être, mais nous avons dans les *Œuvres* de Lénine deux textes : celui du discours qu'il tint justement le 4 juin sur la question de l'attitude envers le gouvernement, et celui de la résolution proposée sur la brûlante question agraire.

Dans le discours (procès verbal officiel du Soviet non bolchevik ?) figure la réponse à la phrase citée de Tseretelli : évidemment Lénine reprit son interruption telle qu'il la lança précédemment et sa déclaration selon laquelle il était prêt à prendre le pouvoir. À la suite entre parenthèses on lit : (*applaudissements, rires*). En fait une partie du congrès applaudissait la déclaration ouverte ; les grands chefs, pauvres gens, ricanèrent ostensiblement ; c'était eux qui, en Avril, avaient déclaré : Lénine restera seul alors que nous, nous serons à la tête de la révolution !

La première tâche du mouvement marxiste, organisé de façon déclarée pour prévoir l'histoire, est la confrontation féconde avec les faits des prévisions de ces braves hommes qui nous traitent de visionnaires. Cela nous incombe.

Avant de citer les passages qui rendirent acide le rire d'un Tseretelli, nous soulignons un instant ce fait historique : le parti ne cache JAMAIS qu'il s'est constitué dans le but de tenir, seul, le pouvoir.

Faites attention : au moment où ce Lénine, perçu dans le domaine de la tactique – que jamais personne n'a comprise - comme un imprévisible funambule sans scrupules, un acrobate du double jeu, assure son tir avec un calme absolu, la situation est celle-ci : il ne s'agit pas non plus de *construire* la société socialiste, de réaliser le programme socialiste ; il ne s'agit pas non plus de menacer l'ordre établi et de descendre demain dans la rue, de déchaîner la violence insurrectionnelle, d'en donner depuis la tribune le mot d'ordre aux masses ; on déclare entendre encore utiliser les possibilités légales de propagande ; on ne dit pas qu'étant minoritaire on va jouer des poings pour mettre à la porte la majorité, mais on le dira et, comme nous le verrons, on le théorise en doctrine à partir de ce moment. On ne demande pas au Soviet d'assumer immédiatement le pouvoir sous peine de le boycotter. Rien de tout cela, mais, par les Dieux infernaux, sans menacer de la révolution, sans l'annoncer comme étant aux portes, on proclame hautement que le parti de la classe ouvrière existe pour atteindre *ce seul but* : prendre le pouvoir et non pas, même dans la phase qui lui est la plus défavorable, y participer dans le but de servir de colifichets à l'administration d'autrui.

Que cela vaille pour les « élèves » de Lénine qui disent avoir appris de lui d'abord cette *souplesse* que les prostituées apprennent de leur maquereau, et (aujourd'hui en 1955) disent ensuite que leur parti n'a d'autre but que *le bien de la nation* et que, dans à cette fin, la gouverne qui veut. Porcs !

77. LA POSITION BOLCHEVIQUE

Lénine parla dans une ambiance hostile, et l'autre épisode du procès-verbal est exact : « (*Le président* : votre temps de parole est terminé).

Lénine. Encore une demi-minute pour que je termine. .. (Bruits, cris, invitations à continuer, protestations, applaudissements).

(*Le président* : Je communique au Congrès que la présidence propose de prolonger le temps concédé à l'orateur. Qui est contre ? – La majorité est favorable) ».

Le discours se terminera « au milieu des applaudissements d'une partie de l'assemblée ».

Il commença par la question : quel type d'institution est *cette* assemblée ? Pouvez-vous dire qu'elle existe dans un autre pays du monde ? Non. Et alors la question est celle-ci : ou un gouvernement bourgeois comme dans tous les pays d'aujourd'hui ou cette institution à laquelle on fait appel aujourd'hui pour qu'elle décide du pouvoir. Aujourd'hui cette nouvelle institution est un *gouvernement* dont on ne trouve d'exemples dans l'histoire que dans les plus grands élans révolutionnaires comme dans celui de 1905 en Russie, et dans ceux de 1792 et de 1871 en France.

La conclusion de Lénine nous est familière : c'est une conclusion contre la *coexistence*. Gouvernement bourgeois de type parlementaire et Soviet ne peuvent pas coexister : donc, ou l'on supprime le premier, ou le second sera renversé par la contre-révolution et au pire sombrera dans le ridicule.

Conformément à cette doctrine (ne dites pas, crie Lénine, qu'il ne s'agit que d'une question théorique !) nous avons toujours, depuis lors, traité de fanfaron tous ceux qui, sans qu'il n'y ait aucun mouvement et alors que le gouvernement parlementaire bourgeois était bien solide sur ses pieds, voulaient « fonder en Italie des Soviets ».

Tous ne parlent que de construire, édifier, fonder. La volonté bourgeoise de l'entreprise de construction ! Nous sommes révolutionnaires parce que nous aspirons seulement à abattre, démolir, et défoncer !

Mais nous voulons nous arrêter sur l'affirmation très connue selon laquelle il y eut une institution gouvernementale née des masses exploitées non seulement dans la Russie de 1905 et dans la Commune de Paris mais aussi « *dans la France de 1792* ».

Il s'agit d'une thèse de Marx et Lénine absolument fondée. La révolution française de 1789-1793 fut une révolution bourgeoise, c'est-à-dire qu'elle fut déterminée par la pression du mode capitaliste de production qui devait remplacer le mode de production féodal. Il ne pouvait y avoir comme perspective sociale que le passage du privilège économique et du pouvoir politique de la noblesse féodale à la grande bourgeoisie. Mais l'affrontement se manifesta comme un heurt des masses pauvres des villes et de la campagne contre l'ancien régime et ses défenses ; et c'est bien justement une révolution historiquement à cheval entre féodalisme et capitalisme que l'on doit qualifier de *révolution véritablement populaire*. Ce fut une révolution de classe *pour* la bourgeoisie, mais non pas *de* la bourgeoisie, et elle fit combattre les pauvres et les classes moyennes de l'*intelligentsia*. La nôtre sera une véritable révolution de classe et non du peuple, parce que le prolétariat fera la révolution pour lui-même, et plus encore pour détruire toutes les classes ; c'est la classe ouvrière qui le fera et elle seule.

Dans la Russie de 1917, entre février et octobre, ce n'est pas le problème historique de la révolution entre capitalisme et socialisme qui se pose, mais bien celui de la révolution entre féodalisme et capitalisme. Mais avec la différence que dans la lointaine année 1792 il s'agissait de la deuxième révolution bourgeoise, et que le peuple pauvre ne pouvait que combattre mais non gouverner ; durant l'année 1917 il ne s'agissait que de ... l'avant-dernière révolution bourgeoise, et le prolétariat, déjà bien présent, devait combattre avec le peuple et gouverner avec lui – en ayant l'hégémonie sur lui.

78. LES RÉVOLUTIONS « POPULAIRES »

À ce point nous ne nous attarderons pas en donnant des citations de Marx et de Lénine à propos d'un *dualisme de pouvoir* dans la révolution antiféodale, ce dualisme s'était déjà affirmé durant la révolution française du XVIII^e siècle (et nous pourrions dire aussi dans la révolution anglaise du XVII^e au temps de Cromwell puis de la dynastie des Orange) et avait été liquidé dans les deux cas avec la défaite du « pouvoir du peuple » embryonnaire et le triomphe du pouvoir de la classe possédante minoritaire des fabricants, banquiers et propriétaires fonciers bourgeois. Dans cette conception, on voit s'opposer au premier Parlement, aux États Généraux de 1789, la Convention extrémiste de 1793 qui exprimait l'ardeur révolutionnaire des sans-culottes urbains et des serfs libérés des campagnes et incendiaires ; elle tomba en Thermidor sous les coups du pouvoir de la grande bourgeoisie comme devait tomber, près d'un siècle après, la Commune sous les coups des sbires de Thiers.

Abandonnant une telle analyse nous donnerons un passage de Lénine qui confirme que la Révolution russe était dans son ensemble une révolution bourgeoise, et que parmi les révolutions bourgeoises elle fut la seule à être « vraiment populaire » ; ce qui n'est pas contradictoire avec la thèse selon laquelle Octobre est une révolution politique *socialiste*, et *dirigée* vers un développement social anticapitaliste, quoiqu'elle se fût - à la fin du cycle et avec la défaite du parti révolutionnaire et internationaliste à la suite de celle des communistes européens - repliée sur le grand passage féodalisme-capitalisme, non moins que la révolution française de 1789. Le passage est celui-ci, il est tiré de l'*État et la Révolution* :

« Si nous prenons comme exemple les révolutions du XX^e siècle, il faut bien reconnaître que les révolutions turque et portugaise sont des révolutions bourgeoises. Mais ni l'une ni l'autre ne sont *populaires* puisque la masse du peuple, son immense majorité, n'intervint pas de façon active et indépendante, avec des revendications économiques et

politiques propres, dans aucune de ces deux révolutions. *La révolution bourgeoise russe de 1905-1907* (Lénine écrit entre février et octobre, justement au moment de ce congrès de juin, et ici il dénonce Tseretelli pour avoir, peu de jour après le discours dont nous traitons, avancé sa candidature au poste de fusilleurs des bolcheviks) a été en revanche et sans aucun doute une révolution véritablement populaire (phrase prise chez Marx et Engels qui sans cesse dénoncèrent l'absence de ce passage historique pour l'Allemagne bourgeoise) puisque la masse du peuple, sa majorité, ses couches sociales *inférieures* les plus profondes, opprimées par le joug et par l'exploitation, se sont soulevées de façon indépendante et ont imprimé sur tout le cours de la révolution le sceau de *leurs* revendications, de *leurs* tentatives (ici, imaginez les italiques mis par nous à la parole prophétique) de construire selon leur propre mode une nouvelle société à la place de l'ancienne qu'ils détruisaient ».

Il reste clair ici que parmi les révolutions bourgeoises la révolution russe est la plus purement populaire, et que Lénine a conduit une révolution populaire au cours de l'année 1917, en s'en rendant parfaitement compte. Dans tous ces événements il a marché sur le chemin de la révolution anticapitaliste européenne, dans une Europe où désormais ne se vérifiait plus la condition de 1871 « où *sur le continent* dans aucun des États le prolétariat ne constituait la majorité du peuple », comme il le dit immédiatement après ce passage.

Mais que soit déclaré traître et vil celui qui dit que Lénine a tracé une voie nouvelle à la révolution de classe d'Europe, *en la dégradant* au rang de révolution « véritablement populaire » ; alors qu'elle était une *promotion* authentique pour une révolution capitaliste-bourgeoise naissant, comme en Russie, du féodalisme historique.

Si une telle révolution, qu'il ne vit pas, était advenue, la révolution russe ne serait pas *descendue de populaire* à capitaliste mais, d'un coup, véritablement *montée de populaire* à prolétarienne, classiste et communiste. Et c'est ce qu'il advint⁵³.

79. LA « DÉMOCRATIE RÉVOLUTIONNAIRE »

Lénine se moque de la manie de cette expression pompeuse chez les opportunistes. Il ne quitte pas la voie sur laquelle il était depuis vingt ans (au contraire de ce que le stalinisme invente) et ne recule pas du tout devant le fait de proposer une dictature du prolétariat et des paysans pauvres dans la révolution démocratique. C'est vous, dit-il, qui ne devez pas parler de démocratie révolutionnaire, mais de « démocratie réformiste avec un ministère capitaliste ». C'est là que l'orateur se retourne vers celui qu'il n'appelle certes pas camarade, mais « citoyen ministre des Postes et Télégraphes », et lui adresse la réponse qui suscita les rires dont nous avons parlé plus haut chez les opportunistes.

« Vous pouvez rire autant que vous voulez, mais si le citoyen ministre nous pose cette question (du pouvoir), en même temps qu'à un parti de droite (oh ! que voici une vieille ressource des renégats), il recevra la réponse qu'il mérite. Tant que la liberté existe, tant que les menaces d'arrestations et de déportations en Sibérie – proférées par les contre-révolutionnaires avec lesquels nos ministres quasi socialistes se trouvent tous unis en une même association – ne sont que des menaces, tout parti en un moment semblable déclare : donnez-nous votre confiance et nous vous exposerons notre programme. Notre conférence du 29 avril a exposé ce programme. Je chercherai d'en donner au citoyen ministre une explication “populaire”... ».

Lénine fait suivre l'exposé des idées et des propositions d'Avril. Le gouvernement veut que la guerre continue parce que tel est l'intérêt des capitalistes russes et étrangers, c'est un gouvernement de *cette même classe* capitaliste.

Mais la réfutation de Tseretelli sur le droit des partis en régime de liberté eut une profonde saveur dialectique et polémique. Malheureusement Lénine n'a pas pu revoir les volumes de ses *Œuvres* ... Lénine prévoyait que la mise hors la loi des bolcheviks, les seuls

ennemis de la coalition avec les bourgeois, c'est-à-dire de la servitude sous le joug bourgeois, n'était qu'une question de jours.

Il expose les deux branches de l'alternative : si, pour éviter que le prolétariat, et notre parti, ne s'emparent du pouvoir, vous prenez contre nous et nos possibilités d'agitation dans les élections des Soviets, dans la presse, etc., des mesures répressives, cela montrera bien que notre thèse est juste. Mais alors que vous assurez que la liberté démocratique a vaincu avec vous, alors pourquoi, après la consultation des classes travailleuses au sein d'une démocratie révolutionnaire, prétendez-vous que l'assemblée des Soviets par principe doit respecter le pouvoir d'un centre situé hors de lui, un centre préconstitué ? Vous envoyez les travailleurs élire des délégués mencheviks et socialistes-révolutionnaires, vous les envoyez suivre ces partis qui se disent socialistes ; mais avec quelle logique si de tels partis affirment par principe ne pas vouloir arriver au pouvoir ?

Cette argumentation aussi claire qu'incisive vise à réaliser la série des résultats suivants : seuls les Soviets doivent avoir le pouvoir et former le gouvernement. Mais pour que cela soit possible il faut que dans les Soviets ne l'emportent pas les partis qui se disent ouvriers alors qu'ils proposent à la classe ouvrière de renoncer dès le départ à toute éventualité de prise du pouvoir.

80. LES MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

La question des mesures anticapitalistes pratiques que le gouvernement de coalition est impuissant à prendre est également au centre du discours de Lénine. Les opportunistes se défendent sur ce point avec la rengaine habituelle : la situation économique est grave, la Russie est pauvre et, de plus, appauvrie par la guerre. Demander des mesures contre la grande industrie signifie prétendre « instaurer » le socialisme : ils se disent socialistes mais ils objectent, absolument hors de propos, que le socialisme ne naît que sur la base d'un capitalisme développé. Lénine explique qu'il ne s'agit pas de cela mais seulement d'aller en avant dans le sens des intérêts des travailleurs et contre ceux des bourgeois. Nous avons seulement demandé en Avril l'évaluation des profits de 500 et 800 pour cent des industriels de la guerre, en en flanquant quelques-uns en prison pour quelque temps de façon qu'ils révèlent tout et au moyen du contrôle des ouvriers révolutionnaires dans l'usine. *Ceci n'est pas le socialisme.*

Il s'agit toujours du même point de polémique. Il s'agit d'une série de pas en avant dans la direction de la lutte de notre classe, possibles même tant que le socialisme n'est pas possible, socialisme qui, comme point d'arrivée, est extérieur à la révolution en Russie mais qui doit rester l'*objectif* de la classe et du parti. Il s'agit donc du contrôle ouvrier, de la *cartellisation* obligatoire, c'est-à-dire de la constitution de syndicats industriels contrôlés par l'État. Même les gouvernements bourgeois font ceci (en Italie avec les divers IRI) mais dans le but d'accroître le profit capitaliste avec l'argent de l'État : la révolution doit le faire pour s'approprier une partie des profits. Et finalement, mais seulement plus tard, les bolcheviks proposeront l'étatisation des usines.

Dès 1918 et en 1921, Lénine expliquera qu'il ne s'agit pas, même avec l'expropriation sans indemnités, de socialisme, mais d'atteindre la marche du capitalisme d'État, qui est sur le *chemin* du socialisme.

Mais posez la question comme un rapport concret de forces politiques. Le parti révolutionnaire lance le mot d'ordre du passage de l'industrie de guerre, l'industrie lourde, dans les mains de l'État, pour renforcer la forme armée de l'État lui-même et le pouvoir politique de la classe ouvrière. Les opportunistes s'y opposent parce qu'ils ne veulent ôter aux capitalistes ni leurs profits ni leur pouvoir, et ils font leur la thèse selon laquelle le socialisme n'étant pas mûr ce n'est pas le moment d'étatiser les grands moyens de production ! La

réponse juste est double : l'étatisation industrielle est du capitalisme d'État, mais pas encore du socialisme (même pas dans le sens de phase inférieure du communisme). Mais entre nier cette mesure et la soutenir, il y a la différence entre un acte de la lutte *contre* le socialisme et un acte de la lutte *pour* le socialisme. Cette lutte pour le socialisme le prolétariat la conduit également en sachant qu'il administre le pouvoir, encore sous forme démocratique, d'une société bourgeoise.

81. LE CONGRÈS RECALE

Lénine conclura en disant que la révolution ne peut rester sur place : elle doit faire tous ces pas réels en avant ou elle doit céder à la contre-révolution si elle recule. Mais les temps ne sont pas encore mûrs et ce Premier Congrès recule, vote pour Tseretelli, pour Tchernov. Mais auparavant les bolcheviks auront donné la pleine démonstration que le gouvernement veut et conduit une guerre de victoires impériales, qu'il prépare des offensives militaires ruineuses, qu'il ne soutient pas les droits des ouvriers des villes contre l'avidité des patrons et qu'il trompe les paysans en bloquant toute réforme jusqu'à l'élection de l'Assemblée Constituante.

À ce propos, pour une énième fois, Lénine rédige une résolution puissante – qui fut repoussée - sur la question agraire.

Les formules économique-sociales sont celles bien connues et strictement marxistes : « Il faut encourager la transformation de toute grande propriété foncière en une entreprise modèle, en cultivant la terre en commun, avec les meilleurs outils, sous la direction d'agronomes, et selon les décisions des Soviets des *députés ouvriers agricoles*. » Plus que jamais la répartition des terres populiste et la propriété paysanne parcellaire sont fièrement condamnées.

Mais le point politiquement intéressant est le point 2. « Les paysans doivent s'organiser pour prendre *immédiatement* en main la gestion de toute la terre sans que cela ne compromette la décision définitive de l'Assemblée Constituante – *ou du Conseil des Soviets de toute la Russie, si le peuple donne à un tel Conseil tout le pouvoir central* – sur le régime agraire. »

Voici exprimées tout aussi puissamment les positions de principe, de doctrine et d'une perspective historique sûrement tracée.

Les Soviets, s'ils ne veulent pas disparaître, et manquer en même temps que tous les autres objectifs celui de recevoir collectivement la terre des grands propriétaires fonciers, et d'en éviter la fragmentation, arriveront certainement à s'emparer du pouvoir central de l'État en éliminant le Gouvernement provisoire. Une fois ce dernier éliminé, la nécessité de l'Assemblée Constituante disparaît : les Soviets seront « constituants » dans le domaine agraire comme dans les autres dans le Conseil Central suprême.

Nous lisons déjà la condamnation de l'Assemblée Constituante future - qui parut aux imbéciles un expédient soudain des bolcheviks pour pallier le fait de ne pas y avoir eu la majorité - à une liquidation peu flatteuse dès sa naissance !

Aucune forme constitutionnelle et organisationnelle en soi et par sa vertu propre ne peut faire des miracles. Ce congrès opportuniste qui avait peur du pouvoir capitaliste en est la preuve : nous allons vite entendre Lénine prononcer une tout autre condamnation, et dire que la formule *le pouvoir aux Soviets* est valable tant que les Soviets agissent comme une force de classe ; dans le cas contraire, comme cela fut, la formule est changée : la classe et son parti peuvent, si c'est nécessaire, prendre le pouvoir sans les Soviets et contre leur majorité.

Ni l'enveloppe de la démocratie parlementaire, ni celle particulièrement instable et éphémère de la « démocratie révolutionnaire » ne sont en droit de s'arroger l'exclusive de la révolution ; celle-ci pourra passer sans, et même contre, de telles formes, même si elle est,

comme c'est le cas ici, une révolution socialement antiféodale, mais ayant une conduite anticapitaliste au sens « potentiel » du terme, mais pas encore au sens « actuel ».

Durant et après le congrès les événements se succédèrent.

82. LES LUTTES DE JUIN

Durant le Congrès, qu'ils étaient bien sûrs de parfaitement contrôler, les partis mencheviks et s.-r. avaient préparé une manifestation en l'honneur des morts de la révolution, en la fixant au 12 juin. Commencant à être anxieux de l'humeur du prolétariat de Petrograd, ils hésitèrent et finirent par la déplacer au 18 juin (1^o juillet). Mais ce jour, par une coïncidence fatale, devait être celui du déclenchement d'une nouvelle offensive sur le front allemand, offensive que le demi-fou Kerenski avait fomentée avec la complicité d'une série de généraux contre-révolutionnaires qui deviendront par la suite fameux, comme les Kornilov et Denikine, et dont les plans, prêts depuis longtemps, étaient ceux datant de février mis au point par l'état-major général tsariste.

La démonstration de juin réussit mais à l'opposé de ce que les intrigants du Congrès prévoyaient. Les ouvriers de Petrograd descendirent dans la rue avec des drapeaux, des banderoles et des cris irrépressibles qui reprenaient la totalité des mots d'ordre du parti bolchevik : « Tout le pouvoir aux Soviets ! » - « À bas les dix ministres capitalistes ! » - « Pain, paix et liberté ! » - « Contrôle ouvrier sur la production » et autres semblables. Bien que dès le premier jour du congrès, le 12, Dan et Tseretelli aient lancé des invectives contre les bolcheviks, les accusant de comploteurs contre-révolutionnaires et de saboteurs de la révolution, la manifestation du 18 juin vit la mobilisation pacifique d'un demi-million d'habitants de Petrograd et des villes voisines. Les rares groupes qui avaient des mots d'ordre de confiance envers gouvernement provisoire furent tournés en dérision et dispersés par les manifestants eux-mêmes, et la peur des opportunistes fut grande. Les journaux mencheviks écrivirent des choses de ce genre : « La manifestation du 18 juin s'est transformée en manifestation de défiance envers le Gouvernement Provisoire. De l'extérieur elle produisit une impression déplorable. Il semblait que le Petrograd révolutionnaire se fût détaché du congrès des Soviets de toute la Russie ... Quelques jours auparavant, celui-ci avait voté la confiance au gouvernement. Le 18 tout le Petrograd révolutionnaire semblait exprimer une nette défiance à son égard ».

À cette occasion les bolcheviks n'avaient pas du tout pour objectif l'affrontement armé, et ils continrent le mouvement dans les limites d'une manifestation imposante mais tranquille. Mais entre-temps les événements se précipitaient : les opportunistes préparaient des plans de répression dont ils s'étaient vanté en plein congrès, les soldats enragèrent à l'envoi de nouvelles formations vers le front, et les travailleurs de Petrograd, parmi lesquels de nombreux camarades bolcheviks impatients, commençaient à se demander s'il n'était pas mieux de s'attaquer avec toutes leurs forces au gouvernement et de tenter de l'abattre.

83. LA SITUATION CHANGE

Nous sommes en effet à un tournant historique, à l'un de ces renversements qui sont d'habitude invoqués pour prétendre à une révision totale et à une inversion complète non seulement des dispositions tactiques d'action, mais également, avec des erreurs et des dommages graves, pour élaborer toute une nouvelle vision de la perspective historique et de l'évaluation doctrinale que le parti avait jusqu'alors suivie, et c'est lors de ces tournants que les crises de l'infection opportuniste éclatent.

La force du parti bolchevik, comme nous allons le démontrer ici à la lumière des faits, à rebours de ce que prétend l'utilisation très mauvaise, fautive et traîtresse de ces expériences

célèbres et grandioses, fut au contraire de déplacer, avec une sécurité magnifique, le front de son dispositif et ses moyens pratiques de combat, mais sans jamais perdre la ligne solidement ininterrompue de sa théorisation et de sa prévision sur le cours de la révolution en Russie. En vérité dans tous ces tournants, tant Pierre que Paul, tant une tendance que l'autre, n'évitèrent pas les crises, et cela était difficilement évitable, mais presque toujours le parti comme unité supérieure aux individus singuliers prit et tint la juste voie.

Il n'est pas non plus juste d'attribuer ce résultat favorable et exceptionnel de la lutte historique la plus mémorable que le mouvement ouvrier ait jusqu'ici enregistrée à la présence de l'homme de Génie qui apparaît seulement une fois tous les cinq cents ans, comme Zinoviev se laissa une fois aller à dire. Lénine lui-même a prouvé et déclaré qu'un résultat n'est utilisable que s'il est le fruit d'une observation constante, durant de nombreuses années, des principes du parti, d'une utilisation cohérente de l'histoire du mouvement ouvrier dans un long cours et dans toutes les nations, d'une confrontation rigoureuse des faits présents avec les lois du devenir historique dans toutes les phases passées, lois élaborées par notre théorie révolutionnaire. Des centaines et des milliers de camarades et de prolétaires montrèrent de la volonté, de la ténacité, du courage et de la maîtrise de soi aux moments les plus terribles.

Le Congrès des Soviets se termina, après les discussions sans fin et parfois vides, le 24 juin/7 juillet 1917 : durant les vingt jours de ses travaux stériles tout a changé.

Après la manifestation du 18 juin les ennemis du bolchevisme s'activèrent : les ministres capitalistes et généraux tsaristes, sous la pression de leurs alliés impérialistes d'Occident, doivent intensifier la guerre, dans le seul but d'alléger la pression allemande sur les pays « démocratiques » ; les opportunistes du « socialisme », ainsi que ceux qui avaient adopté une vague attitude internationaliste et zimmerwaldienne quand la monarchie autocratique était à la tête de l'armée, sont irrésistiblement entraînés sur la voie de la trahison sociale-nationale des partis européens ; ils ont insulté Lénine en le traitant d'agent allemand quand celui-ci leur montrait du doigt la voie empruntée par Charles Liebknecht, alors incarcéré pour avoir dit aux soldats allemands de tirer sur leur Kaiser. Ils ne comprennent pas que leur coalition avec les bourgeois facilite le lien de ces derniers avec la contre-révolution, même autocratique et tsariste, comme ils le verront peu de temps après, sans cependant pouvoir guérir – Lénine prévoira et constatera dans les phases suivantes que de retours semblables à la raison ne sont pas possibles.

Les journées fameuses de juillet eurent lieu entre le 4 et le 6, c'est-à-dire entre le 17 et le 19 nouveau style : le 7/20 sera lancé le mandat d'arrestation de Lénine qui devra se cacher. Pendant ce temps le Congrès des bolcheviks, qui admettra Trotsky et sa tendance, est convoqué pour le 26 juillet/8 août et il sera entièrement clandestin ; le 22 Trotsky lui-même sera arrêté et avec lui Kamenev et de nombreux autres camarades. Staline, laissé libre, dirigera toute l'organisation de la mise en sécurité de Lénine en Finlande comme celle du congrès illégal dont les discussions devront, encore une fois, se ressentir énormément de ce tournant tumultueux.

84. LES BATAILLES DE JUILLET

Comme nous l'avons dit, le 18 juin/1^o juillet, alors que les masses manifestaient à Petrograd, l'offensive fut déclenchée sur un front de 70 kilomètres, avec environ 300 mille hommes et un fort emploi de l'artillerie, 800 pièces légères et plus de 500 moyennes et lourdes. Ce fut au début un succès militaire. Jusqu'au 25 juin les Russes enregistrèrent des succès et avancèrent tout en sacrifiant 60 mille hommes. Mais les Allemands contre-attaquèrent et déjà le 6 juillet (19) ils enfoncèrent le front définitivement, faisant échouer la fameuse offensive de Kerenski et de Broussilov et entraînant la dissolution de l'armée russe combattante.

Tous ces événements : la trahison des sociaux-opportunistes, des « partisans des compromis », avec le passage à la réaction policière, les collusions entre leurs chefs et ministres et les généraux tsaristes, la catastrophe de l'offensive imposée par les alliés impérialistes, le retour à l'illégalité du parti et à la situation de guerre civile, étaient intégralement prévus dans la perspective suivie par Lénine.

Tout cela confirmait la tactique suivie dans les Soviets qui devait aboutir au dévoilement de la politique bourgeoisie opportuniste vis-à-vis des masses paysannes du front, et le parti y était donc pleinement préparé.

Cependant la stratégie mise au point par Lénine et par la majorité ne consistait pas encore à accepter la bataille dans les rues et de renverser le gouvernement ; il s'agissait également d'un tournant historique prévu par la théorie et tactiquement préparé, mais le parti n'avait pas et n'aurait pas choisi juillet, c'était trop tôt. Cependant, après le réarmement d'Avril, les événements de juillet ne furent pas du tout une surprise, et même ils prouvèrent que l'on avait vu juste et que l'on avançait bien sur la voie historique que le parti s'était décidé à parcourir jusqu'à la fin.

Il est donc faux de prétendre (comme le fait l'habituelle *Histoire* officielle) que, lors du VI^e congrès, le parti *s'orienta vers l'insurrection armée*. Il se préparait à l'insurrection depuis longtemps et il n'avait jamais admis que l'on puisse vaincre et arriver au pouvoir autrement que par elle. Lénine n'avait rien de nouveau à découvrir en la matière et il avait encore moins besoin que Staline ne le découvre, comme l'insinue la grossière manipulation !

Les manifestations spontanées éclatèrent dans le quartier de Vyborg le 3/16 juillet, et elles confluèrent en une grande manifestation unique de travailleurs, armés cette fois-ci, sous le mot d'ordre du passage des pouvoirs du Gouvernement provisoire aux Soviets. Le parti fut présent pour éviter que l'assaut armé ne fût donné, mais le gouvernement déchaîna sur les manifestants les *junkers* (élèves officiers) et le sang coula. Bourgeois et gardes blancs s'illusionnèrent en croyant avoir vaincu.

85. DÉFAITE DANS LES RUES ET RÉPRESSIONS

Ce n'est pas notre tâche actuelle de faire la chronique des journées de juillet 1917. Dans notre étude déjà longue il nous intéresse de rappeler les événements surtout dans le but de mettre en évidence la succession des phases et des jugements que le parti porta sur elles (ou ses parties ou fractions) en respectant les principes théoriques généraux et sa vision décennale et organique de la révolution russe.

Comme nous l'avons déjà dit, les deux journées d'activité des masses dans la rue sont, surtout à Petrograd, le 3 et 4 juillet (16-17). Les travailleurs réagirent spontanément et violemment à différents événements que nous avons illustrés : la coalition toujours plus étroite des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires avec les cadets bourgeois et d'autres partis du centre, le déclenchement de la folle offensive sur le front voulue par Kerenski.

La version que les bourgeois et opportunistes donnèrent comme un seul homme est la suivante : les bolcheviks, pour répondre à la défaite, au Congrès des Soviets qui siégeait depuis le 3 juin (16), de leur thèse sur la prise en charge du pouvoir par les Soviets eux-mêmes et à la rupture de la coalition avec les bourgeois dans le gouvernement provisoire, recoururent délibérément à la force. Cette défaite de leur thèse était surtout due à l'influence encore grande des sociaux-populistes et mencheviks en province et dans les campagnes. Le tout était assaisonné d'attaques calomnieuses traitant les bolcheviks d'agents de l'Allemagne et même du tsarisme ! Mais tous les documents, sur un tel point, nous confirment que ce n'était point la vérité, et que non seulement le parti n'avait pas du tout préparé ce changement d'angle d'attaque mais fit tout pour éviter, à ce moment, l'affrontement général.

En réalité la masse des ouvriers de Petrograd et des soldats et marins de la flotte, en arme et maîtres pendant deux jours de la ville, s'assemblèrent à l'intérieur du Palais de Tauride où siégeait le Comité Exécutif des Soviets et envoyèrent sans cesse des délégations menaçantes qui exigeaient la fin de la coalition du gouvernement, la paix, la fin des offensives sur le front et toutes les autres mesures qui correspondaient à la position des bolcheviks. Parmi les agitateurs, en plus des ouvriers bolcheviks les plus impatientes et les plus extrémistes, on trouvait des ouvriers anarchistes et même des agents provocateurs au service soit des blancs soit des traîtres socialistoïdes eux-mêmes qui préméditaient la contre-attaque contre les bolcheviks.

Les événements principaux furent la demande du régiment des mitrailleurs de donner l'assaut et d'arrêter le ministère, l'assaut de la forteresse Saint Pierre et Paul, la prise de possession effective du quartier rouge de Vyborg et de la base navale de Kronstadt. Mais Trotsky et Staline s'accordèrent à dire que les dirigeants bolcheviks et le Comité Central s'efforcèrent d'arrêter de telles actions armées qui relevaient d'une véritable guerre civile.

Les événements principaux de la répression qui se déchaîna immédiatement furent les interventions de la force armée appelée par Kerenski : les *junkers*, le régiment de Volinia (celui qui en Octobre devait faire pencher la balance du côté de la révolution), à l'arrivée duquel les divers Tseretelli, jetant le masque et surmontant leur peur, proclamèrent la nouvelle coalition gouvernementale, identique à la première ; les dévastations des rédactions et des imprimeries des journaux bolcheviks lors desquelles l'ouvrier Voinov fut tué. Les gardes rouges ouvriers furent désarmés, les unités militaires les plus rouges furent envoyées au front. La vague des arrestations, à laquelle échappa Lénine, commença alors. On annonça le grand procès pour « haute trahison ». Le parti était mis hors la loi, les ouvriers devaient reculer.

Comment le parti jugea-t-il cette phase nouvelle et quelle stratégie se fixa-t-il pour l'avenir ? Notre but est ici de montrer que le fil conducteur était toujours le même depuis 1900. Mais les phases furent nombreuses et alternées. De février à avril : tolérance larvée de la coalition bourgeoise-ouvrière et de la guerre, propositions de rapprochements faites aux mencheviks (toutes choses historiquement associées aux noms de Kamenev et Staline, sans que l'adoption postérieure par ces deux personnages de camps opposés, l'un victime et l'autre bourreau, n'ait pu changer ce fait historique). D'avril à juin : après le retour de Lénine, reprise du fil révolutionnaire « classique » et clarification de toutes les thèses et positions avec la stratégie d'action légale et pacifique pour conquérir le Soviet, et faire conquérir, confisquer par ce dernier, le nouveau pouvoir d'État. En juillet : défaite dans le Soviet, colère des masses travailleuses, offensive des renégats traîtres de la classe ouvrière, défaite momentanée de celle-ci, tentative du gouvernement bourgeois d'anéantir le parti.

86. CONGRÈS CLANDESTIN

Ce sera en octobre que Lénine, en prenant ses opposants par la peau du cou, hurlera qu'il n'y a pas une minute à perdre, que ce n'est pas l'heure d'entreprendre des consultations, que le congrès des Soviets, celui du Parti, même le vote du Comité Central, et l'opinion stupide des majorités aillent se faire foutre ; que l'on doit, dans la nuit en cours (du 24 au 25 octobre – du 6 au 7 novembre) *en finir* avec le gouvernement ennemi ou disparaître de l'histoire.

Mais dans cette phase de recul il est du plus grand intérêt de suivre les réactions du VI^e congrès du parti déjà cité (qui suivait à dix ans de distance le V^e congrès de Londres et qui se tint du 13/26 juillet au 3/16 août).

Ce congrès fut même précédé d'une conférence des organisations bolcheviques de Petrograd qui avait été interrompue par les manifestations, et qui se déroula entre le 4 et le 7 (17 et 20) juillet. Les esprits étaient excités : dans sa première phase la conférence avait tout

fait pour freiner les masses impatientes, maintenant on discutait ardemment pour savoir si le renversement du cours révolutionnaire avait été décisif et si la phase de la contre-révolution victorieuse s'ouvrait. La majorité suivit l'un des bolcheviks les plus courageux, Volodarski, qui refusait de façon acharnée d'admettre que la contre-révolution l'eût emporté. Sa résolution en ce sens fut acceptée par 28 votes contre 3, mais avec 28 abstentions. Qui était Volodarski ? Tout autre chose qu'un spécialiste de la présentation des ordres du jour, ces paroles terribles de Trotsky le montrent bien de même qu'elles montrent comment le parti révolutionnaire peut dans des cas donnés s'opposer au déchaînement de la guerre civile, mais est le premier, une fois la bataille perdue, à appeler à la révolte : « L'humeur défaitiste des masses dura seulement quelques semaines. Elles recommencèrent à s'agiter ouvertement à la mi-juillet, quand, dans les petits "comités" en différentes parties de la ville, trois audacieux révolutionnaires apparurent : Sloutski, plus tard tué par les gardes blancs en Crimée, Volodarski, tué par les socialistes-révolutionnaires à Petrograd, et Evdokimov, tué par Staline en 1936 ».

Plaçons haut la mémoire du camarade Volodarski, moins pour sa mort de la main d'un traître du prolétariat, que pour sa position puissante à la Conférence de juillet, traquée par les camelots du capitalisme. Et nous ne partageons pas les jugements que Trotsky porte par la suite.

Les documents que nous avons aujourd'hui, parmi lesquels des articles écrits en juillet et publiés en septembre à Kronstadt (où l'on n'avait pas encore osé supprimer la presse, comme le sbire Kerenski n'osa pas, semble-t-il, irriter Vyborg en faisant interdire le congrès qui suivit immédiatement la conférence) établissent comment Lénine jugea immédiatement et sans aucune incertitude la situation du moment.

L'Histoire officielle, une fois arrivée à ce point, met Staline au premier plan au VI^e Congrès et lui attribue la paternité du diagnostic du passage de la phase légale à la phase de la guerre civile et, encore une fois, l'affirmation selon laquelle la révolution doit se consacrer à la construction du socialisme. Mais Trotsky rapporte comment Staline, qui était le seul ou presque à être en contact avec Lénine qui était alors caché, possédait les « Thèses de Juillet » écrites immédiatement par Lénine, que personne n'a plus jamais vues et qui n'ont jamais été publiées. Évidemment le texte de ces thèses peut se déduire des articles susmentionnés, et il est incontestable que Staline n'énonça pas de nouvelles découvertes mais, échaudé par son expérience passée, se fit le porte-parole servile de Lénine.

De plus s'il apparaît que, à la Conférence de Petrograd, Staline, quoique rapporteur de la question du moment politique, s'opposa à la résolution de Volodarski qui niait la victoire de la contre-révolution, on ne voit pas comment il a pu apparaître comme celui qui traçait la phase future de la guerre civile révolutionnaire.

87. ENCORE UN BILAN DE LA RÉVOLUTION

Nous sommes en présence de trois présentations historiques que nous pouvons attribuer à Lénine, Trotsky et Staline. Les deux derniers disent que la leur est celle de Lénine, et même ils soutiennent que Lénine, en un certain sens, a indiqué une route sur laquelle ils étaient, eux, déjà engagés, celle du développement non pacifique mais insurrectionnel de la révolution ouverte en février.

En vérité Trotsky et Staline ont une position commune : celle selon laquelle Lénine aurait modifié sa thèse de 1905 sur la dictature démocratique du prolétariat et des paysans pauvres et y aurait renoncé. À ce sujet Trotsky revendique son ancien mot d'ordre, qu'il défend en fait depuis 1905 : celui de la révolution permanente, c'est-à-dire une série ininterrompue de guerres de classe qui vont, comme Marx l'énonça pour l'Allemagne dans les années 1848-50, de la révolution clairement bourgeoise, soutenue par le prolétariat, à une

révolution clairement prolétarienne. Staline, par la suite, revendiqua une thèse qu'il développa longtemps après, au moins sept années après, selon laquelle la première révolution ayant épuisé ses tâches bourgeoises, la seconde aurait eu pour contenu l'instauration dans la seule Russie de la société socialiste intégrale.

On doit immédiatement noter que la construction de Trotsky reste sur le plan politique et ne se détache pas de celle de Lénine puisqu'il reconnaît comme lui que la révolution permanente ne pourra s'achever qu'en parallèle avec une révolution socialiste européenne.

Mais Trotsky a tort, avec Staline, quand il soutient que Lénine aurait rompu avec la ligne de 1905. Les révolutions chez Lénine – et dans l'histoire – ne sont pas deux révolutions autonomes, ni socialement, ni historiquement, elles ne sont pas non plus un seul processus qui se développe longuement ; elles sont trois. Révolution antiféodale conduite par la bourgeoisie avec l'aide des opportunistes petits-bourgeois – révolution démocratique mais conduite, contre les premiers, par le prolétariat révolutionnaire – révolution anticapitaliste coïncidant avec la révolution prolétarienne « pure » en Occident.

Le second point de Lénine, politiquement et quant au pouvoir, contient déjà une partie de la révolution socialiste et constitue la seule voie au socialisme. Seul le troisième point conduit à la transformation socialiste de l'économie européenne et russe.

Trotsky rapporte que Volodarski, après avoir pris la position correcte sur la question de la bataille de juillet « continua en substance à défendre le schéma bolchevik de la révolution de 1905 : d'abord la dictature démocratique, puis la rupture inévitable avec la campagne ; et dans l'éventualité d'une victoire du prolétariat en Occident, la lutte pour une dictature socialiste ». Puis il dit que « Staline appuyé par Molotov et par d'autres défendait la *nouvelle conception* de Lénine : seule la dictature du prolétariat, s'appuyant sur les paysans les plus pauvres, peut résoudre les tâches d'une révolution démocratique et dans le même temps ouvrir l'ère des transformations socialistes. »

Il est étrange que dans un livre écrit pour démolir Staline on doive lui donner raison là où il a totalement tort, c'est-à-dire en en faisant le propagateur d'une *nouvelle conception* dont pendant tant d'années on fera tant de tapage ! Ici nous ne déplorons pas la formule « ouvrir l'ère » qui se trouvait chez Lénine et même chez Marx (voir *Russie et théorie marxiste* à propos du « signal à la révolution des travailleurs en Occident ») mais nous contestons que 1917 ait apporté une conception nouvelle et différente de la voie historique en Russie et encore moins chez Lénine dont nous allons voir immédiatement des formulations originales.

Trotsky ne peut pas dire non plus⁵⁴ : « Staline avait raison contre Volodarski mais il ne savait pas le prouver ». Cela n'aurait pas été important. Mais il n'est pas juste d'ajouter « D'autre part, en refusant de reconnaître la victoire décisive de la contre-révolution bourgeoise, Volodarski prouva qu'il avait raison contre Lénine et Staline. » Volodarski avait raison et avait droit de se réclamer de Lénine ; c'est Staline qui n'avait pas alors le droit de le faire (il se tint silencieux au moment du vote) et il eut encore moins le droit de faire raconter par la suite que ce fut lui qui donna le premier l'ordre de rompre avec les anciennes conceptions : et maintenant en avant vers la guerre civile !

88. L'ORIENTATION DE LÉNINE

Nous déduisons ce que nous affirmons ci-dessus du texte de Trotsky lui-même : quand Volodarski vit que Staline était le rapporteur il déclara : le rapport devrait être fait par Lénine ou par Zinoviev. Quand ensuite les 28 s'abstinrent, ils déclarèrent qu'ils le faisaient parce qu'ils n'avaient pas pu lire les thèses de Lénine et parce que les hésitations de Staline les rendaient perplexes. S'ils avaient su que Volodarski pensait comme Lénine, le vote aurait été unanime.

L'œuvre de Lénine qui se cachait fut, encore une fois, admirable. Trotsky le rapporte comme lui seul sait le faire : « Bien que son éloignement le fit tomber parfois dans des erreurs de tactique, ce même éloignement lui permettait de définir de façon la plus sûre la stratégie du parti. » Une grande vérité qui montre comment la direction d'une révolution est tout autre chose qu'une scène sur laquelle se jouent des exhibitions dramatiques. Ce que notre siècle n'a pas encore compris.

Nous possédons les textes suivants de Lénine : *Sur les mots d'ordre* écrit en juillet puis paru sous forme d'opuscule, à Kronstadt croyons-nous ; *Les enseignements de la révolution* écrit à la fin juillet et publié en septembre dans le journal *Raboci* (Les travailleurs), et en opuscule. L'étude de ces textes suffit à clarifier, avec le recul du temps, les questions que le parti affrontait à cette époque au VI^e congrès, même si l'on ne possède plus la rédaction de ses thèses.

Dans le premier article il énonce ce qui dans l'*Histoire* officielle est brandi comme une consigne nouvelle, géniale et innovatrice, donnée par Staline : le mot d'ordre *tout le pouvoir aux Soviets* pour lequel nous avons lutté d'avril à juin doit être liquidé. Lénine se rendit alors compte de ce qui allait arriver. Dans ces cas, on a la mauvaise habitude de dire : il eut tort et il fit mal en avril de lancer cette consigne qui produisit des effets délétères (défaite de juillet). Et en ce sens le jugement populaire se trompera quand il dira qu'en septembre on lancera *de nouveau* le même mot d'ordre du pouvoir des Soviets, entendant que l'on s'était à nouveau trompé en juillet en l'abandonnant ... C'est un raisonnement qui ressemble à celui des *opinions* mensongères sur le type de ce qui se passe en Amérique : la politique est l'art d'inventer et de lancer des *slogans* appropriés de la force de ceux-ci : Il n'y a que Brill qui est meilleur que Brill, ou bien : Pas de risotto s'il n'y a pas Otto⁵⁵. Celui qui les reprend gagne la grande partie politique et le succès puisque les masses abruties se mettent à danser sur ces rythmes le *french cancan* de l'histoire ...⁵⁶

Les positions de Lénine sont bien autrement dialectiques, comme par exemple dans la critique du blanquisme qui, comme nous le rappelâmes, lui sert en avril contre ceux qui se disent à gauche, et dans la défense du blanquisme, c'est-à-dire de la définition blanquiste de l'*art de l'insurrection*, en octobre, contre le défaitisme-pacifiste.

Les prises de positions qui apparaissent comme des contradictions dans l'esprit de l'imbécile se laissent au contraire magnifiquement replacer sur la voie d'une même vision doctrinale, en confirment l'unité et la continuité puissantes et invitent les porteurs de *conceptions nouvelles*, passées ou posthumes, généreuses ou tendancieuses, à s'épargner le dérangement.

L'exposition de Lénine éclaire le fait que, alors que dans la première phase il était possible de *prévoir* le passage du pouvoir aux Soviets de manière pacifique, dans la suivante l'abandon du pouvoir de la part du gouvernement bourgeois est impossible sans lutte. *Maintenant* le mot d'ordre de cette lutte violente ne peut être celui du passage du pouvoir du gouvernement vaincu au Soviet puisque les *Soviets actuels* (juillet) sont « des moutons conduits à l'abattoir » puisqu'ils sont aux mains des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires dont l'action a seulement permis le passage du pouvoir à la bourgeoisie contre-révolutionnaire.

Dans cette conception est déjà contenu le futur objectif suivant : quand les Soviets seront passés des mains des opportunistes dans les mains des révolutionnaires (bolcheviks), on revendiquera que le pouvoir de l'État leur soit donné. C'est un cas de *négation de la négation*. Mais non pas dans le sens d'un repentir, qui annule le premier repentir, mais bien plutôt dans le sens dialectique du passage sur un plan supérieur : en octobre il ne s'agira plus du passage pacifique du pouvoir aux Soviets mais bien du passage violent, insurrectionnel, conditionné par le renversement les armes à la main du pouvoir bourgeois.

Lénine insiste sur le fait que la formulation du mot d'ordre d'action immédiate doit être faite non selon des critères généraux mais en relation à la situation concrète, non en fonction de la nature du Soviet dans l'abstrait, mais de celle des Soviets qui sont réellement existants. Il pourra même advenir, si l'évolution adopte un cours de dégénérescence, que l'on n'ait plus à parler des Soviets dans l'avenir comme forme du pouvoir de la classe ouvrière. Ce n'est pas la forme mais le contenu de la Révolution qui est intéressant. Le contenu de toute revendication se juge sur son caractère de *classe* ; un Soviet entre les mains des bourgeois ou au service des bourgeois est un cadavre de Soviet : « alors cela signifie qu'ils sont des zéros, des marionnettes, que le pouvoir réel n'est pas entre leurs mains » ; *alors*, c'est-à-dire en réponse à l'objection que ce n'est pas le Soviet, et pas d'aventure Tchernov et Tsérétéli comme personne, qui ont fait tirer sur les travailleurs en train de manifester.

Les *partis* qui se réclament du « léninisme » et de la « bolchévisation » font une grave erreur en interprétant cette adhérence des *mots d'ordre d'action* aux caractères immédiats des situations et des rapports de force, comme une inclinaison à changer et à fabriquer selon le moment des idéologies et des théories *nouvelles* pour le parti !

89. HISTOIRE DU POUVOIR OSCILLANT

Et en effet Lénine explique les épisodes du jeu des forces entre Soviet et bourgeoisie en ayant recours au filon théorique le plus pur. L'État, dit-il, selon Engels, consiste avant tout « en des détachements d'hommes *armés* avec des accessoires matériels comme les *prisons*... »

Immédiatement après la révolution de février un tel appareil était entre les mains de la monarchie tsariste et des classes féodales. Un tel appareil fut brisé par l'action des masses ouvrières et paysannes qui s'organisèrent rapidement et spontanément en groupes armés et s'emparèrent partout et localement du pouvoir, ouvrant ainsi une phase de liberté complète, ce qui signifie concrètement que chaque courant politique antiféodal put s'organiser sans être dérangé par les sbires et sans se soucier des prisons.

Les Soviets, connus depuis 1905, naquirent rapidement partout et commencèrent à tisser leur réseau dans toute la Russie : s'ils avaient tenu dans leur main le pouvoir central personne n'aurait pu les interdire, quels que fussent les moyens de coercition employés : police et emprisonnements. Mais d'un côté la bourgeoisie capitaliste et terrienne commençait à constituer son propre pouvoir, dans des formes conformes à celles qui venaient d'être supprimées : ministères choisis parmi les groupes de l'ancienne Douma qui n'étaient pas de droite, conférences pseudo-parlementaires et de l'autre côté les partis dominants dans la classe ouvrière laissèrent s'installer la *dualité de pouvoir*, et l'administrèrent en dehors du Soviet dans une coalition avec les bourgeois. Dans la période qui va jusqu'au 18 juin, le Soviet aurait pu décider de rompre le dualisme de pouvoir en formant en son sein un gouvernement des partis ouvriers, même non révolutionnaires ; en ces mois la bourgeoisie n'aurait pas pu l'interdire par la force. De plus, dit Lénine, la lutte entre ces partis petits-bourgeois et le parti prolétarien révolutionnaire aurait même pu se dérouler pacifiquement si les Soviets, au lieu de s'être eux-mêmes privés d'autorité, avaient eu en main le pouvoir d'État, le contrôle de tous les détachements armés.

La politique des opportunistes a liquidé cette possibilité historique : le gouvernement civil et surtout militaire a placé ses postes de commandement en dehors des Soviets, il a pris possession du contrôle de l'armée, de la bureaucratie et de la police ; à chaque fois que le Soviet a fait un effort de classe pour s'opposer au gouvernement, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires ont fait en sorte que le Soviet en ratifiât les actes.

On est arrivé au point qu'un tel gouvernement a pu utiliser selon sa volonté les détachements *armés* et les *prisons* : la phase de liberté d'agitation est terminée, on a tiré sur les masses, on a supprimé des journaux, fait arrêter, etc.

Dans une telle situation, il n'y a que deux possibilités : ou la contre-révolution *bourgeoise* (pas encore *blanche*, tsariste) conserve le pouvoir armé et ôte toute liberté d'action au prolétariat, ou celui-ci renverse par la force le gouvernement contre-révolutionnaire et ses alliés opportunistes.

Socialement parlant Lénine explique la question de la façon suivante : la petite bourgeoisie, selon Marx vile et toujours oscillante, s'est alliée à la bourgeoisie.

Avec le pouvoir entre les mains des Soviets, le détachement de la petite bourgeoisie d'avec la bourgeoisie et une entente entre cette petite bourgeoisie et le prolétariat auraient pu advenir par voie pacifique. Mais les partis de cette petite bourgeoisie, en devenant avec leurs chefs les serviteurs de la bourgeoisie elle-même, ont empêché toute issue non violente à cette situation.

Et donc maintenant le mot d'ordre ne sera plus, dit Lénine, tout le pouvoir aux Soviets, mais plutôt « lutte décisive (c'est-à-dire destructrice et armée) contre la contre-révolution qui a pris le pouvoir ».

90. RÉPONSE À DES OBJECTIONS TACTIQUES

Lénine lui-même prévoit ce que l'on allait lui opposer : nous sommes d'avis qu'il n'est encore temps de déclencher la guerre civile armée ; si nous changeons maintenant le mot d'ordre dans cette direction nous nous prêterons à des initiatives imprudentes et au jeu des provocations. Lénine répond que les ouvriers russes sont désormais assez conscients et sûrs d'eux ; dans tous les cas c'est le moment de déclarer ouvertement que la reprise intégrale de la lutte armée est nécessaire puisque seul le prolétariat révolutionnaire aura la force d'abattre la contre-révolution.

Il répliquait ainsi à une deuxième objection : quand nous avons déclaré que nous n'allions pas attaquer par les armes un gouvernement reposant sur une base soviétique de mencheviks et de socialistes-révolutionnaires détachés de la bourgeoisie parlementaire, nous avons montré aux masses que ces mouvements petits bourgeois pouvaient être considérés comme des alliés. Comment maintenant les dénoncer comme des ennemis, et considérer comme ennemi le Soviet lui-même qu'ils contrôlent ? Si la réaction bourgeoise, et pire la réaction tsariste, attaquent et veulent dissoudre les Soviets, resterions-nous indifférents ? Mais ici aussi la réponse ne souffre aucun doute.

Nous savons, dit Lénine, que les chefs de ces partis finiront comme ils devaient finir : cependant cela n'empêche pas de défendre les masses paysannes et le petit peuple contre les attaques de la réaction tant capitaliste que féodale. La phase qui va s'ouvrir avec Kornilov peu de temps après est ici clairement annoncée.

« Ce serait une erreur très grave que de croire que le prolétariat révolutionnaire soit capable *par vengeance*, si l'on peut dire, envers les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks – qui ont donné leur appui à la répression contre les bolcheviks, aux fusillades sur le front et au désarmement des ouvriers – de refuser de les appuyer face à la contre-révolution (blanche, féodale). Poser ainsi la question reviendrait, avant tout, à attribuer au prolétariat des conceptions morales petites-bourgeoises (à l'opposé le prolétariat appuiera, *toujours si c'est utile à sa cause*, non seulement la petite bourgeoisie hésitante mais même la grande bourgeoisie). Mais surtout ce serait une erreur ... de voiler le fait que les contre-révolutionnaires, les Cavaignac, les nouveaux détenteurs du pouvoir, ne peuvent le perdre que s'ils sont vaincus par les masses révolutionnaires, et à la condition que ces masses non seulement soient dirigées par le prolétariat, mais également qu'elles se soient soustraites à

l'influence des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, traîtres à la cause révolutionnaire. »

Lénine a répondu en rappelant les directives classiques du marxisme. Tant que la menace féodale est debout (elle le sera encore avec Kornilov et longtemps après) le prolétariat appuiera la petite bourgeoisie et la bourgeoisie (chez Marx même la grande bourgeoisie contre la petite, souvent alliée aux féodaux). Mais il rappellera la leçon des Cavaignac, des généraux et des ministres de la république de 1848 qui, après avoir vaincu en février à l'aide de la force prolétarienne, massacrèrent férocement en juin les ouvriers de Paris ; ils n'obtinrent la victoire qu'une fois définitivement détruits ces alliés d'un jour.

En étudiant ces documents, qui ne furent pas rédigés à froid comme dans une analyse historique faite longtemps après mais dans le feu de la bataille, on doit savoir les replacer dans la série dialectique. Le Parti sait depuis le début quel sera le cours des événements : il sait qu'il devra s'allier aux bourgeois et parfois même les sauver (de Kornilov par exemple), mais il sait qu'il doit à la fin les disperser ; il sait qu'il devra s'imposer comme alliés les partis petits-bourgeois, mais que leurs chefs trahiront et qu'ils devront être battus, et les classes qui sont *sous* le prolétariat pourront à la fin être *contre* le prolétariat.

Mais dans ces proclamations à destination de l'extérieur ces étapes de l'action sont annoncées quand les données successives contenues dans la doctrine sont entrées dans l'expérience des masses poussées dans la fournaise révolutionnaire ; de février à juin on déclare possible un gouvernement de dictature démocratique des prolétaires et paysans *même* sur la base d'un front des partis de gauche ; une fois le front réalisé à droite, la formule *sociale* n'est pas du tout rejetée – position opposée à celle de Trotsky et de Staline – mais la rupture avec les partis populistes et mencheviks est proclamée irrévocable : toute controverse pacifique avec eux même à l'intérieur des Soviets est exclue.

Ainsi, quand l'inanité de ces forces politiques les aura faites victimes des généraux du tsar qui rongent leur frein et visent à balayer Soviets et ministres parlementaires, ce seront les ouvriers révolutionnaires et le parti bolchevik qui, les armes à la main, feront mordre la poussière à ces armées de la réaction, et sauveront, mais pour l'écraser un peu plus tard, le pouvoir kerenskiste.

Cette stratégie révolutionnaire ne fait pas un pli, elle est impeccable. Et il ne s'agit pas, en aucune façon, de justifier avec des théories improvisées des tournants prétendument imprévisibles, même si toutes les prévisions théoriquement formulées ne se retrouvent pas toutes en même temps au centre de l'agitation.

91. LA CONCLUSION DE LÉNINE

Le deuxième texte développe plus amplement ces mêmes conceptions et particulièrement le concept marxiste de l'instabilité de la petite bourgeoisie et du caractère immanquablement petit-bourgeois des paysans.

De tout le texte il résulte de manière éclatante que ce ne fut pas Staline qui lança le mot d'ordre de passage de la période pacifique à la période de guerre civile et que, entre autre, le tournant nouveau consistait en différentes positions (et étapes prévues) du *Weg zur Macht*, du chemin qui conduit au pouvoir, mais surtout pas en une version nouvelle du programme social immédiat de la révolution russe et du parti bolchevik, et encore moins dans la déclaration que, par le seul fait d'avoir démasqué les partis petits-bourgeois, on allait se mettre à affirmer – presque, comme le disait Lénine, pour les agacer – avoir réalisé en Russie un socialisme total (dans un seul pays) sans l'appui du prolétariat européen, vulgaire blague fabriquée bien longtemps après.

Voici en fait comment Lénine concluait :

« L'enseignement de la révolution russe est le suivant : les masses travailleuses ne se sauveront pas de l'étau de fer de la guerre, de la faim et du joug des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, si elles ne rompent pas totalement avec les partis socialistes-révolutionnaires et mencheviks, en prenant clairement conscience de la fonction de trahison de ces partis, en repoussant tout accord avec la bourgeoisie, en se rangeant résolument du côté des ouvriers révolutionnaires. Seuls les ouvriers révolutionnaires, s'ils sont soutenus par les paysans pauvres, pourront briser la résistance des capitalistes, conduire le peuple à la conquête de la terre sans indemnité, à la liberté complète, à la victoire sur la famine, à la victoire sur la guerre, à une paix juste et durable ».

Il n'y a aucun doute que, alors que depuis juillet la condamnation des opportunistes est désormais éclatante, publique et ouvertement irrévocable, et que le recours à la violence est pareillement inévitable, les revendications sont ENCORE politiquement sur le plan démocratique et socialement PAS ENCORE sur le plan socialiste : elles sont toutes cependant proclamées, à chaque moment, comme des pas sur le chemin, politique, du pouvoir intégral du parti prolétarien, et socialement de la société socialiste internationale.

L'*Histoire* réalise donc un faux complet quand elle nous présente Staline, après qu'il a habilement – ce qui est indéniable - mis Lénine en lieu sûr, prenant sa place et lui dictant les normes de la nouvelle voie !

Du reste la même *Histoire* dit que le Congrès pose comme points essentiels de la plate-forme économique du parti : la confiscation des terres de tous les propriétaires fonciers, la nationalisation des banques et de la grande industrie, le contrôle ouvrier sur la production et la répartition, c'est-à-dire les mesures présocialistes traditionnelles ; d'autres écrits et documents montreront que, même en octobre, la nationalisation s'effectue dans un cadre limité et dans des formes bourgeoises.

92. ENCORE LE SIXIÈME CONGRÈS

Malgré la période difficile, 157 délégués se réunirent : le nombre des inscrits était passé à 240 mille adhérents. Le parti avait 41 journaux ; il est étrange que le tirage du plus important (*Pravda*) ne dépassât pas 320 exemplaires pour toute la Russie.

Lénine, Trotsky, Lounatcharski, Kamenev, Kollontaï et de très nombreux autres étaient absents parce qu'emprisonnés ou en fuite. Les présents étaient, parmi les plus connus, Sverdlov, Boukharine, Staline, Molotov (dommage que ce dernier n'ait pas pu lever son derrière de plomb des confortables fauteuils en mousse de conférence pour que nous lui demandions comment ce congrès s'était déroulé ⁵⁷), Vorochilov, Ordjonikidze, Jureniev, Manioulsky.

Sverdlov présenta le rapport sur l'organisation du Comité Central. Staline répéta les rapports faits à la Conférence de Petrograd ; activité politique et état du pays. Il déclara que désormais les socialistes adeptes des compromis devaient être combattus à fond. Boukharine traita des questions internationales et de la guerre, et il soutint que seul le renversement du gouvernement provisoire pouvait engendrer une action pour la paix.

Dans la discussion on vit que les deux rapporteurs n'étaient pas d'accord. Il est étrange également que Trotsky, dans l'exposition des deux thèses, donne ici raison à Staline. Boukharine aurait défendu le « vieux schéma bolchevik » : première révolution aux côtés des paysans, deuxième révolution avec le prolétariat européen, la première fois au nom de la démocratie, la deuxième au nom du socialisme. Staline déclara le schéma de Boukharine futile puisque si le prolétariat se bat il ne peut le faire que pour ses propres problèmes. Trotsky trouve la réfutation exacte ayant soutenu depuis 1905 que le prolétariat s'il prend le pouvoir ne peut que *donner le coup d'envoi* à une révolution socialiste. Il accuse cependant tant Boukharine que Staline d'avoir, peu d'années après, fait revivre la « dictature

démocratique » même dans l'Internationale et avec, selon Trotsky, des effets ruineux pour la révolution en Chine et dans d'autres pays.

Trotsky, authentique révolutionnaire, est toujours plus rebelle que Lénine à l'idée qu'il faille tolérer qu'une classe prolétarienne et un parti marxiste doivent employer d'importantes énergies révolutionnaires pour des objectifs antiféodaux, démocratiques et bourgeois, et il dit que dans un tel cas, et étant donné que Lénine avait raison en disant qu'on le faisait « dans le seul but de notre cause socialiste », on devait se débarrasser au plus vite d'une telle « sale besogne »⁵⁸ et passer à la révolution socialiste.

Indubitablement, prendre le pouvoir dans la seule Russie, en ayant à expédier des tâches nombreuses de nature démocratique et capitaliste, était toujours un pas *dans la direction* du socialisme et même un acte de la révolution socialiste. Beaucoup plus sagement, en 1926, Trotsky déclare magnifiquement que sans laisser le pouvoir et sans renoncer à proclamer sa propre politique et même sa propre politique économique comme socialiste on devait savoir attendre même des décennies. On peut prendre des mesures non seulement symboliques et propagandistes mais également concrètes ayant un contenu socialiste quand on reconnaît que la société socialiste ne peut pas encore émerger ; on cultive la vigne même quand on taille le pampre, et on pense au vin futur même quand on arrose avec l'eau.

Allons plus loin : il n'y a rien de mal à annoncer la société socialiste plus proche qu'elle ne l'est, pourvu que l'on ne trahisse pas ses caractères. À ce moment nous voyons que non seulement Boukharine et Trotsky mais également Staline étaient convaincus que la société socialiste en Russie ne se serait pas développée avant une victoire politique du prolétariat européen.

Staline en effet conclut par ces mots : étant donné que les forces de la révolution se développent, des explosions devront advenir et le moment viendra où les travailleurs se soulèveront et regrouperont autour d'eux une certaine couche des paysans pauvres, ils lèveront le drapeau de la révolution des travailleurs et *ils donneront le coup d'envoi de la révolution socialiste en Occident*. Cette dernière, note Trotsky, reste la formule du parti dans les années à venir. Nous montrâmes dans l'exposition synthétique de cette étude qu'en 1926 Trotsky et Zinoviev montrèrent à Staline que lui-même n'avait jamais pensé ni parlé autrement avant 1924.

Nous attribuons la plus grande importance – nous espérons avec la compréhension des lecteurs – au fait de montrer comment lors des différentes étapes et entre ces étapes le parti théorise et sent ces grandes questions, encore aujourd'hui brûlantes.

Quand, à son tour, l'*Histoire* stalinienne cite la réfutation de Staline à divers éléments de droite – il n'est pas exclu que ce soit la Russie qui ouvre la voie au socialisme – elle cherche un alibi qui ne tient pas. Cette prévision se trouve depuis 1882 dans la préface à la traduction russe du *Manifeste*. Elle n'a rien à faire avec la prévision d'une société socialiste en Russie entourée d'un monde capitaliste qui, alors, aurait fait rire Staline lui-même. La réfutation était dirigée contre quelques camarades peu nombreux – certainement pas Boukharine – qui voulaient renvoyer à la révolution socialiste occidentale *la prise du pouvoir politique* de la part du parti communiste en Russie, en restant jusqu'à ce moment une simple opposition au gouvernement du type kerenskiste.

Trotsky s'opposa fièrement à cela, comme il le montra par ses écrits et par ses actes ; cependant il est tellement attaché à ses conceptions qui datent de la polémique de 1905 que, tout en n'étant pas disposé à laisser une telle tâche hybride au kerenskisme, dont il fut l'exterminateur, il pense – et il était certes utile de le penser dans les derniers moments qui précédaient la guerre civile d'Octobre - dans tous les cas qu'il ne faut pas hésiter, après la prise du pouvoir par les armes, à rejeter au plus vite les tâches non socialistes. Et c'est également un fait révolutionnaire qu'en 1917 ni Lénine, ni Trotsky, ni le parti qui devait être

porté à incandescence, ne se posent la question formidable : que va-t-il advenir de nous si le prolétariat d'Europe ne bouge pas ? ⁵⁹

Dans cette phase nous résumons toujours le travail socialiste pour la totalité d'une génération politique dans les trois tâches suivantes : liquider la guerre – liquider complètement l'opportunisme des différents partis russes et les anéantir – réorganiser et ramener au programme révolutionnaire l'Internationale Prolétarienne.

La conquête du pouvoir que le parti prépare, depuis les événements de juillet, avec ses seules forces – excepté la fraction de gauche des socialistes-révolutionnaires dont la période de crise allait survenir par la suite – est perçue à ce moment et de ce point de vue (comme elle l'est par nous en 1955) comme la plus grande et la seule révolution socialiste victorieuse.

Mais la perspective de Lénine la plus haute et la plus décisive, en même temps ardente et froide, qui doit pourtant endosser d'immenses tâches de nature sociale capitaliste et *satisfaire* les revendications démo-bourgeoises du peuple, se dresse aujourd'hui comme plus grande, alors que la révolution occidentale a fait faillite et que le capitalisme gouverne le monde ; et cependant, même une fois fait ce bilan, nous ne concéderons jamais que Lénine et le bolchevisme firent erreur et ne comprirent pas l'histoire révolutionnaire, ou ne travaillèrent pas dans son sillon grandiose.

93. LÀ OÙ LA LIGNE FUT BRISÉE

La thèse de Trotsky selon laquelle le prolétariat ne pouvait pas dans une révolution succédant à une première révolution populaire-bourgeoise prendre tout le pouvoir sans aller vers le socialisme, ce qui en un certain sens est indéniable (et le prolétariat russe, dans la situation d'avant Octobre, devait inévitablement se poser ce problème puisqu'il est vrai que même si le prolétariat doit porter de lourds fardeaux historiques qui ne sont pas les siens, en fin de compte, il doit bien lutter pour *ses* exigences), une telle thèse reste solide tant que les questions de politique économique « intérieure » restent encore en sommeil : en substance, dans la période de liquidation de la guerre, qui prend presque toute une année, dans la période de la démolition des cent forces contre-révolutionnaires, qui en prend trois sinon plus, et dans la période contemporaine à ces dernières du gigantesque travail pour aider la révolution européenne que nous pouvons étendre à encore trois autres années.

Toutes ces tâches furent réalisées en gouvernant en tant que socialistes, et comme seul un gouvernement prolétarien et communiste peut agir.

Au fur et à mesure que la possibilité d'une intervention dans la transformation sociale des pays d'Occident les plus importants et les plus avancés s'affaiblissait, le problème pour le nouveau pouvoir bolchevik devient toujours plus terrible.

La formule crue selon laquelle le pouvoir prolétarien ne peut avoir qu'un programme socialiste ne peut donc avoir pour revers que l'autre formule : si ce pouvoir ne vit pas dans une société socialiste, dans une société qui n'est plus capitaliste, alors il devra aller à la ruine, ou pire il sera congédié par l'histoire.

En effet la solution trouvée par les ennemis de Trotsky qui le vainquirent et le tuèrent fut de gouverner et de ne pas être congédiés, de déclarer non seulement que la société socialiste pouvait naître en Russie avant même de naître dans le milieu de la production capitaliste européenne, mais qu'elle y était déjà réalisée ; c'est ce qui fut appelé, par une formule horrible, la construction du socialisme dans un seul pays, sa culture en serre, le remplacement de l'« enfantement » ⁶⁰ révolutionnaire par un cataplasme administratif.

La vision de Lénine plus riche et plus haute que celle de Trotsky – selon lequel Staline en cette occasion aurait eu le mérite (!) de s'opposer aux Volodarsdki et Boukharine – qui posait une alternative radicale ⁶¹, était également moins rigide ... Celui qui, comme

Volodarski, déclare : j'arracherai le pouvoir à la contre-révolution bourgeoise et je l'utiliserai contre elle, même si je dois l'appeler quelque temps démocratique ou populaire, et supporter d'avoir seulement *déclenché*⁶², en balayant toute digue, le déferlement du capitalisme le plus ardent dans une société millénaire et immobile⁶³, celui-là vaincra ou tombera en tant que révolutionnaire intègre dans la théorie et dans le combat. Au contraire, il remettra par une autre voie le pouvoir à son ennemi mondial celui qui le soutiendra en déclarant que cette palingénésie des formes capitalistes modernes – et dans la campagne, capitalistes seulement à moitié – est la réalisation de l'avènement de cette société socialiste vers laquelle tous se dirigent depuis des siècles comme nous l'avons démontré ; et pire, que cette forme, pour nous historiquement *nécessaire*, est née d'une volonté, d'une volonté de *construction*, dégoûtante expression en soi bourgeoise !

Au cas où Volodarski, à cause des positions qu'il défendit toujours en tant que militant intègre, n'aurait pas été tué par les s.-r. contre-révolutionnaires quand ils se démasquèrent, il l'aurait certainement été, comme ses amis de juillet, par cette *espèce* de contre-révolutionnaires.

Donc seulement coupables d'une erreur de définition historico-économique ? Une petite erreur, mais écrite sur une petite étiquette attachée derrière une chaise, devant le peloton d'exécution.

Pas de plomb dans les derrières mais dans le dos des camarades d'hier. Cependant ce n'est pas sur les émotions et les affections que nous comptons mais sur la démonstration organique de la trahison envers la doctrine. Erreur bien plus monstrueuse que celle qui consiste à appuyer sur la détente. La révolution est toujours passée sur des myriades d'erreurs de ce second type.

Les premières l'assassinent.

94. DOGME OU GUIDE POUR L'ACTION ?

Il est nécessaire d'insérer encore quelques faits importants dans le cours chronologique de cette exposition pour, tout en nous rendons bien compte que nous ne sommes qu'au début de l'étude de notre thème que nous avons développé dans les parties finales des réunions de Naples et Gênes, c'est-à-dire l'économie sociale en Russie de la révolution d'Octobre à nos jours.

Nous devons prouver que la position de Lénine et du parti entre juillet et septembre 1917, période pendant laquelle on abandonna le *mot d'ordre* « le pouvoir aux Soviets » qui devait être repris par la suite lors de la lutte armée en octobre, ne fut pas un *lapsus*, qu'elle n'eut pas à subir la lamentable aventure de l'*aveu de l'erreur* dans laquelle la révolution éteignit peu à peu ses flammes et sa gloire au cours des années suivantes.

Cette formule de l'aveu est valable pour les personnes qui nous importent peu avec leur repentirs, leurs soumissions ou leurs liquidations cruelles. Pour le parti elle se transforme en une autre formule, celle des rectifications successives de la stratégie de la classe ouvrière, dérivées de l'apparition de situations « imprévues ». Au fur et à mesure que ces *rapprochements* successifs ont conduit le prolétariat mondial et russe dans les miasmes les plus fétides de la fange bourgeoise, on a injecté, avec des moyens toujours plus puissants dans les masses égarées la croyance ignoble que ce précepte était contenu dans la ligne de Marx, d'Engels et de Lénine, réduits à la figure pitoyable d'élèves sans préjugés de la dernière mode.

Nous devons nous étendre longuement dans notre exposé, exposé non pas des épisodes glorieux ou honteux, mais des jugements successifs du cours historique de la part du mouvement marxiste, pour prouver que ces derniers sont liés à un cours unitaire indéformable, théorisé d'un seul jet, non pas par un cerveau quelconque en une époque

quelconque, mais par un mouvement de classe collectif bien déterminé, à l'époque *précise* de l'apparition de l'opposition entre capitalistes et prolétaires, époque plus féconde de ce point de vue que les époques antérieures *et postérieures*. Nous sommes – il est bon de le dire crûment dans ce brouillard d'images fausses transmises de tout côté – partisan d'un *corpus* de doctrine qu'il n'est pas permis de changer, tout le long de l'arc historique de la classe ouvrière moderne, de son apparition à la disparition des classes. Si un enseignement historique, « de la part » du passé comme du futur, démentait la construction de cette doctrine, elle s'effondrerait à cause de cette hypothèse maudite et peu probable dans le néant et elle ne pourrait pas être sauvée par des rafistolages contingents ou par des hybridations bâtardes. Et nous devons, comme nous l'avons dit, être clairs, pour nous opposer au jeu des citations grâce auquel, sans les replacer dans leur contexte temporel, sur le fil du temps, dans le document dont nous traitons, on cherche à renforcer cet éclectisme méprisables à quoi tout le défaitisme, qui nous a tant de fois renversés mais pas dispersés, se réduit intégralement.

Toute la littérature du stalinisme vise, par son organisation puissante, à cet objectif. On cite notamment une petite phrase de Lénine, ou tout du moins une petite phrase qu'on lui attribue ⁶⁴ et qui résume bien cette conception : « le marxisme n'est pas un dogme mais un guide pour l'action. »

95. LA PRÉTENDUE « PHILOSOPHIE DE LA PRAXIS »

Cette vieille phrase, que Gramsci utilisa pour que le mot marxisme ne fasse pas passer ses cahiers sous la lourde censure de la prison, est également équivoque, et nous ne concluons pas ici la recherche à laquelle il faut encore fournir un matériel important relatif à la politique communiste, non seulement en Russie, mais encore dans le monde entier, et qui porte sur toute sa longue histoire (nous traiterons cette question dans une prochaine réunion de notre mouvement).

Le marxisme se préoccupe de *praxis* (mot qui signifie action humaine, comportement de l'homme en tant qu'espèce, et ne contient rien de diabolique), mais non pas dans le sens où il en ferait le sujet, le point d'appui, la clé du monde social et de son histoire. Il est préférable de dire que le marxisme est une doctrine ou une science des causes et des lois de la praxis, et qu'il ne s'agit pas de la praxis de l'individu singulier mais du comportement social moyen. L'explication qu'il en donne ne consiste pas à placer un tel comportement à la base, mais au sommet de la recherche, ce qui ne veut pas dire que cet effet des causes du milieu, des causes matérielles et relatives à la vie matérielle de l'espèce, ne puisse pas se réfléchir comme cause dans le devenir historique ; il le fait effectivement, et c'est là que réside tout le « renversement » mystérieux de la praxis, quand on le découvre non pas dans la pensée et dans la volonté des individus singuliers, même d'exception, mais dans l'intervention, quand les temps sont mûrs, des classes sociales au sens large et du parti de classe au sens plus étroit. À ce point et sur ce plan on voit que la doctrine marxiste n'est pas née pour satisfaire la volupté de cerveaux avides de découvrir le mystère rhétorique de l'être, mais pour servir de fondement au mouvement d'une classe sociale donnée et du parti qui en prépare la victoire révolutionnaire.

À la lumière de ce rapide rappel, la phrase selon laquelle *le marxisme n'est pas un dogme mais un guide pour l'action*, même si elle figure, pour des raisons qu'il est facile de trouver, dans les thèses de propagande, d'agitation et de combat, ne dit rien et ne vaut rien.

Dogme, dans l'acception commune, étymologique et philosophique, signifie affirmation dérivant d'une révélation supra-humaine, qui est valide pour tous les temps et qu'il n'est pas permis de nier ni de soumettre à la moindre analyse critique. Les *transcendantalistes* l'admettent, les immanentistes la nient à leur manière et nous marxistes ... nous nous foutons des uns et des autres.

Nous, nous ne disons pas que le dogme a été révélé par dieu, ni qu'il a été inventé par un vieux roublard ou par une bande de vieux roublards. Le dogme est né à une époque et dans une société déterminées, comme premier embryon de science, et non pas de science abstraite mais de science qui doit servir à *la praxis* : soit comme transmission des *traditions* de la praxis (de l'expérience, de l'activité sociale même primitive), soit comme base normative de la pratique, comme code éthique. La forme dogmatique naquit par intérêt des classes qui voulaient conserver une structure sociale et son contrôle. Pour nous la religion n'est pas, et n'apparaît pas, comme une réponse à l'exigence de comprendre le monde, mais une réponse à l'exigence, plus ancienne et plus absorbante, de contrôler la société (et *en général* pour freiner ses tendances au changement ⁶⁵).

En substance pour un marxiste les *dogmes*, historiquement, étaient des *guides pour l'action*. La phrase, le marxisme n'est pas un dogme mais un guide pour l'action, est donc un non-sens si elle est dite par un marxiste.

Elle nous expose à confondre le marxisme avec deux positions bourgeoises : une selon laquelle la science de classe *actuelle* serait née en s'opposant aux entraves du dogme révélé et autoritaire, et donc serait valable pour ces messieurs les bourgeois et pour nous. L'autre selon laquelle en condamnant les dogmes fidéistes on aurait fait tout ce qu'il fallait pour avoir le droit de guider l'action humaine, clôturant ainsi la période des révolutions. Pour nous les vieilles sociétés avaient comme guide pour l'action, un système de dogmes, la société bourgeoise a comme guide pour l'action une fausse science et une philosophie qui se prétend à tort antimythologique et qui sanctifie des idéologies vides sur l'humanité, la personne et la liberté à la seule fin de défendre et de conserver le mode social capitaliste – le marxisme est une forme nouvelle de dépassement à la fois du dogme et de l'antidogme bourgeois, et une nouvelle façon de poser le rapport véritable – impossible à poser avant lui - entre connaissance et praxis, doctrine et action en une inséparabilité dialectique.

On peut bien dire que le marxisme n'est pas un dogme puisqu'il est théorie d'une classe sociale qui naît à un tournant historique et traite scientifiquement les faits sociaux du présent, du passé et de l'avenir. On peut bien dire que la théorie marxiste sert de guide aux décisions du parti et en ce sens de guide à l'action de classe.

La phrase qui relie les deux termes, dans la petite formule commode que nous servent les opportunistes, peut seulement servir à réfuter celui qui voudrait réduire le marxisme à une étude du devenir historique, en en cachant sa dimension essentielle de participation collective à l'action historique.

96. LÉNINE ENCORE FILOTEMPISTE

La position de défiance passagère envers les Soviets est historiquement de la plus haute importance parce qu'elle converge en une thèse marxiste et léniniste essentielle qui se dresse contre tous les ouvriérismes, labourismes, syndicalismes, conseillismes d'usine de droite et de gauche, thèse que nous avons l'habitude de rappeler souvent. La révolution n'est pas une question de forme d'organisation. Dit autrement : elle n'est pas une question constitutionnelle mais une question de force de classe.

Cela se démontre quand on fait voir que cette *défiance*, qui n'est pas contradictoire avec la confiance en le résultat final de la conquête du pouvoir, longtemps après Octobre a toujours été considérée comme absolument justifiée, lors de la période de juillet à septembre. Voici le document.

Au II^e Congrès de Moscou de l'Internationale Communiste, en juin 1920, à propos de la question du parlementarisme, Lénine et le rapporteur Boukharine repoussèrent la proposition d'abandonner en Europe la participation aux élections parlementaires, proposition soutenue par la fraction communiste abstentionniste italienne. Les deux orateurs prirent acte

que celle-ci ne tombait pas dans l'erreur de proposer en Italie la formation immédiate de Soviets, proposée par d'autres groupes qui par la suite convergèrent dans la formation à Livourne en 1921 du parti communiste (Bombacci, Gennari et d'autres ; quant aux Turinois, dans leur doctrine particulière, ils distinguaient mal le réseau des organismes d'usine, immergé dans la société actuelle, des organes d'un nouveau pouvoir politique révolutionnaire).

Boukharine s'exprima ainsi : « Les camarades abstentionnistes reconnaissent avec nous, dans un autre point de leurs thèses, que l'on ne peut procéder à l'organisation immédiate des Soviets ouvriers dans tous les pays. Les Soviets sont une organisation de combat du prolétariat. Si les conditions qui rendent possible ce combat manquent, cela n'a aucun sens de créer des Soviets, parce qu'ils se transformeraient en institutions philanthropiques pénétrées d'esprit réformistes, et il y aurait la possibilité que ces Soviets s'organisent selon le modèle de ces fameux Soviets français dans lesquels quelques individus se réunissent pour plaider en faveur d'idées pacifistes et humanitaires dont la valeur révolutionnaire est nulle. Donc pour le moment les Soviets ouvriers n'existent pas. »

Lénine traita, et ce n'est donc pas par hasard, le même point : « Le représentant des antiparlementaristes italiens a dit qu'il faut transférer la lutte sur un autre terrain, dans les Soviets. Mais il a ensuite reconnu que les Soviets ne peuvent pas être créés artificiellement. L'exemple de la Russie démontre que les Soviets peuvent être constitués durant la révolution ou quand celle-ci est imminente. Au temps de Kerenski, les Soviets (et particulièrement les Soviets mencheviks) étaient constitués de telle façon qu'ils ne pouvaient en aucune façon assumer la forme du pouvoir prolétarien. »

Il est clair que la déduction de l'un et de l'autre des deux orateurs était que tant que les Soviets ne naissent pas dans la lutte, l'objectif – alors commun à tous – de détruire le Parlement bourgeois devait être atteint en travaillant à *l'intérieur* des parlements *pour les saboter*. Les abstentionnistes obéirent, mais en restant sur leurs positions ils formulèrent la prévision facile qu'aucun parlement ne tomberait par un sabotage de l'intérieur et que le parti qui y entrerait finirait dans le « crétinisme parlementaire » marxiste. Ce n'est pas ici la question, il ne s'agit que de prouver comment l'interprétation de la révolution russe en général, tout au long de trente années, et en particulier celle des événements bouleversants des mois de l'année 1917, l'année de feu, ne forme qu'une chaîne solide d'un cours unitaire.

Abandonnons le sujet en remarquant – à la grande confusion de ceux qui considéreront comme une froide historiographie de choses mortes notre reconstruction – la saveur ironique de l'article qu'a écrit pour la *Pravda* celui qui serait le successeur officieux du secrétaire général des communistes italiens, lors du dernier anniversaire de la révolution soviétique. Deux occasions, écrit-il, ont été perdues *pour soviétiser l'Italie* : celle du premier après-guerre en 1919-1920 et celle du deuxième après-guerre avec le mouvement de libération.

L'une et l'autre fois, en position défensive ou offensive, le prolétariat italien, puissant dans les villes et les campagnes, la plus grande et la première force sociale du pays, soudé par le dégoût d'avoir bu jusqu'à la lie le calice graisseux des démocraties parlementaires bourgeoises, qui à chaque phase se dépassent elles-mêmes dans leur propre ignominie, a été détourné du seuil de la révolution de classe par toute une gamme de « compromistes », et il a fait naufrage dans les Aventins et les Comités de Libération Nationale, formes régressives vis-à-vis desquelles les plus mencheviks et kerenskistes des Soviets de Russie sont des modèles de force révolutionnaire.

Le regret à la Tartuffe résonne comme une farce sinistre sur les lèvres de ceux qui ont fait sombrer la révolution dans le constitutionnalisme le plus écœurant et pire, si c'est possible même, dans les épisodes actuels du sous-parlementarisme. Un Gronchi ⁶⁶ est très inférieur à un Kerenski ! Même s'il aime autant les poses théâtrales.

97. LE FAMEUX « FRONT ANTI-DROITE ». KORNILOV

La situation nouvelle était donc celle-ci : le parti bolchevik avait ouvertement déclaré épuisée toute possibilité de parvenir au pouvoir par voie pacifique et à l'intérieur des Soviets ; ceux-ci, dirigés par les sociaux-opportunistes, s'étaient encore plus soumis au gouvernement de coalition avec les bourgeois dirigé par Kerenski, lequel avait non moins ouvertement déclenché la répression du mouvement prolétarien révolutionnaire et la mise hors la loi des bolcheviks.

Entre-temps l'offensive au front déclenchée par le gouvernement Kerenski s'était achevée par un désastre, et les Allemands avançaient.

L'armée était commandée par le général Kornilov qui le 3/16 août, en développant systématiquement un plan réactionnaire, imposa l'institution de la peine de mort pour les militaires, non seulement sur le front mais également à l'arrière.

Le gouvernement provisoire, qui visait à la dispersion des Soviets qui pourtant ne lui étaient pas rebelles, convoqua pour le 12/25 août à Moscou une « Conférence d'État », une des multiples tentatives de mettre sur pied, avant les élections pour la Constituante, une représentation « populaire » convenant aux intérêts bourgeois.

Les Soviets y furent représentés comme d'habitude par les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Kerenski menaça de réprimer par la force tout mouvement dans les villes et toute tentative d'expropriation dans les campagnes. Kornilov alla plus loin en demandant la dissolution des Soviets. De grands propriétaires terriens, des industriels et des banquiers se rapprochèrent de son Quartier Général et lui apportèrent des aides de toute sorte, et les agents des *alliés* français et anglais établirent des rapports étroits avec lui.

Les bolcheviks, qui travaillaient intensément et gagnaient de l'influence parmi les masses, opposèrent à la Conférence une grève générale à Moscou et dans d'autres villes. En accord avec Kerenski, Kornilov déplaça de Petrograd les troupes de tendance révolutionnaire et en rapprocha des régiments qu'il tenait pour « fidèles ». La gravité même de ces mesures commença à impressionner Kerenski et son gouvernement, semant le désarroi parmi les soldats mencheviks et s.-r.

Le 21 août/3 septembre Kornilov avait abandonné la ville de Riga aux Allemands : quatre jours après il se mit en mouvement vers Petrograd. Kerenski avait en vain négocié avec lui pour lui substituer un autre commandant ; Kornilov jeta le masque et marcha contre le gouvernement civil.

Kerenski déclara le général « traître à la patrie » et invoqua l'aide des masses populaires. Au comité central exécutif des Soviets, Sokolnikov intervint pour les bolcheviks, il déclara être prêt, lui et son parti, à « traiter des mesures militaires à prendre avec les organes de la majorité du Soviet » afin de repousser Kornilov. Trotsky s'exprima de même et ajouta que « les mencheviks et les s.-r. acceptèrent cette offre en grinçant les dents, puisque les soldats et les ouvriers suivaient maintenant les bolcheviks ».

Il est important de comprendre que cet exemple de front unique entre tous les partis ouvriers, exemple dont on discuta tant par la suite pour justifier d'autres formes de tactique de front unique « politique », naquit sur le plan militaire et non pas comme un accord véritable entre les comités dirigeants des partis. Il faut noter que l'*Histoire* officielle elle-même dit que « livides de peur, les chefs socialistes-révolutionnaires et mencheviks demandèrent en ces jours la protection des bolcheviks car ils étaient convaincus qu'ils étaient dans la capitale la seule force réellement capable de défaire Kornilov. Mais, en mobilisant les masses pour défaire Kornilov, les bolcheviks ne cessaient pas la lutte contre le gouvernement Kerenski. Ils démasquèrent devant les masses le gouvernement de Kerenski des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires lesquels, de par leur conduite politique, avaient objectivement favorisé le complot contre-révolutionnaire de Kornilov. »

Il n'y eut pas besoin de passer de la mobilisation des masses travailleuses à une guerre civile véritable. Contre l'avancée du huitième corps de cavalerie commandé par Krymov se massèrent à la banlieue de Petrograd les ouvriers armés des syndicats, les gardes rouges, les détachements de marins de Kronstadt. Des agitateurs bolcheviks rejoignirent la « division sauvage » cosaque : la troupe refusa de poursuivre sa marche contre la ville rouge. Le général Krymov se fit sauter la cervelle ; Kornilov lui-même, avec ses aides Lukomsky et Dénikine, fut arrêté au quartier général de Moghilev le 1/14 septembre. Kerenski, resté au pouvoir, les libéra peu de temps après. Dans cette *aventure*, en substance, le sang ne coula pas. Mais elle augmenta de façon décisive le prestige des bolcheviks.

98. FRONT ÉVENTRÉ, AVANCÉE DU BOLCHEVISME

Une fois Kornilov battu, Lénine décide que l'on reprenne le mot d'ordre du pouvoir aux Soviets qui avaient, par la force du mouvement bolchevik, démontré qu'ils avaient facilement gagné une victoire que Kerenski aurait perdue. Lénine, dans la presse, aux dires de Trotsky, « proposa un compromis aux *partisans des compromis* » qu'il avait tant de fois fustigés. Engagez-vous, disait-il, à garantir la totale liberté de propagande aux bolcheviks et ceux-ci s'engageront à ne pas attaquer la « légalité soviétique », c'est-à-dire qu'ils respecteront la volonté de la majorité du Soviet sans recourir à la force insurrectionnelle.

Mais comme Lénine le savait bien, ce furent les « partisans des compromis » qui déclinèrent le compromis avec les bolcheviks. Mais celui-ci ne leur était pas utile : les bolcheviks étaient proches de l'emporter sur eux. Et ici Trotsky, qui était grand comme historien, écrit : « Comme en 1905, l'avantage que la première vague de la révolution avait donné aux mencheviks disparut vite dans l'atmosphère exacerbée de la lutte de classe. Mais contrairement à la ligne de développement de la première Révolution, la croissance du bolchevisme correspondait maintenant au *renforcement* et non au *déclin* du mouvement des masses. »

Le jeu du compromis et de l'« offre de compromis » était, comme nous l'étudierons en son temps, bien différent selon que l'on était dans un pays à peine sorti de la révolution antiféodale ou dans un autre dans lequel cette dernière était lointaine, passée, accomplie. Cependant cette phrase nous rappelle un rapport à Moscou de la direction du Parti Communiste d'Italie après la grève générale d'août 1922 contre le fascisme, cette grève marqua la victoire véritable de la contre-révolution bourgeoise capitaliste et de l'État traditionnel, habituellement confondue avec la farce de la marche sur Rome et du 28 octobre, prétendue révolution effectuée en frac au Quirinal. Le parti italien écrit : le prolétariat après avoir valeureusement combattu a été battu non pas par les fascistes mais par l'État bourgeois et par ses forces armées. Ses forces se replient mais celles de notre parti avancent vis-à-vis de celles des partis opportunistes. La lutte doit continuer contre la bourgeoisie fasciste comme contre les socialistes opportunistes.

Voilà ce qui semblait la voie qui aurait préparé une nouvelle phase révolutionnaire dans laquelle le parti communiste aurait avancé dans une situation de reprise prolétarienne et révolutionnaire.

Moscou lança le mot d'ordre : bloc pour la liberté avec tous les antifascistes. Ceux qui eurent alors assez d'estomac pour le digérer sont encore aujourd'hui noyés dans le popularisme parlementaire, affamés de blocs gouvernementaux non pas seulement avec les sociaux-démocrates et libéraux italiens mais carrément avec les catholiques. Une situation de mouvement en avant, à l'intérieur et à l'extérieur, comme celle du septembre bolchevik de 1917 ne peut plus être entrevue.

Pitoyables parmi les pitoyables sont ces malheureux ouvriers qui y rêveront dans une nouvelle « revue » électorale, où la dégénérescence des mœurs sera encore plus évidente, dans toutes les nuances adverses.

99. PRÉPARLEMENT ET BOYCOTTAGE

Considérant que la « Conférence d'État » avait préparé le terrain à Kornilov (les bolcheviks n'y avaient même pas été invités), le gouvernement de coalition tenta de lui redonner vie avec une « Conférence Démocratique » convoquée cette fois-ci par le Comité Exécutif des Soviets pour le jour même de la chute de Kornilov, le 1/14 septembre. On la fit passer pour la matrice d'un Pré-parlement ou Conseil de la République. Entre-temps les bolcheviks allaient de succès en succès. Le 3/16 septembre, Trotsky et les autres dirigeants bolcheviks furent libérés. Le jour suivant au Soviet de Petrograd, un vote donna pour la première fois la majorité aux bolcheviks. Le 9/22 l'ancien président devait démissionner, le 11/24, Trotsky, remplaçant Tchkhéïdzé, devenait président, reprenant son poste de 1905.

Pour les bolcheviks, la question de savoir s'ils devaient prendre part au soi-disant Pré-parlement se posa immédiatement. C'est à cette époque que Lénine commença d'envoyer ses célèbres lettres au Comité Central ; elles posent la question de l'insurrection et incitent avec un crescendo pressant à la préparer et elles exigent, finalement et contre toutes les hésitations, qu'elle soit déclenchée.

Comme à l'habitude, il y eut sur cette question du Pré-parlement une disparité d'opinions. Les bolcheviks désignés comme membres d'un tel Conseil consultatif prirent part aux premières séances : bien vite Lénine, après avoir indiqué la teneur des premières déclarations, dénonçant tout compromis ultérieur possible avec les partis qui l'avaient repoussé, demanda la sortie de la « fraction » (nous disons groupe) du parti. Le Comité Central qui n'était pas d'accord renvoya le problème à la réunion de la « fraction » elle-même. À celle-ci Staline et Trotsky prirent position pour le boycottage, emportant l'approbation de Lénine dans sa lettre du 10-30 septembre⁶⁷. Mais Rykov et Kamenev se déclarèrent pour la participation, obtenant la majorité. L'expression de Lénine avait été particulièrement draconienne : nous devons donner aux masses un mot d'ordre clair et précis : donnez un coup de pied à Kerenski et à son Pré-parlement !

Finalement, le 24 septembre/7 octobre la fraction bolchevique abandonna le pseudo parlement risible : *Nous en appelons aux masses ! Tout le pouvoir au Soviet !* Un mois après, ce cri était devenu réalité.

100. L'INSURRECTION EST UN ART

Nous devons rapidement suivre le cours de la lutte pour la prise du pouvoir. Les épisodes en sont connus ; mais étant donné le fait important qu'un courant du parti s'y opposa, nous devons donner la priorité à cette question « politique » pour étudier par la suite le programme social avec lequel le parti bolchevik prépara la bataille décisive, et établir encore une fois la continuité de la perspective.

Indubitablement il ne sera plus jamais possible d'avoir la série authentique des lettres de la correspondance entre Lénine et le centre du parti, ni celle des procès-verbaux des réunions du Comité Central dans lesquelles on débattit les points historiques suivants : préparer l'attaque armée, choisir le moment pour la déclencher avec succès.

Un des écrits de Lénine du 1/14 septembre se réfère vaguement au problème de la crise économique et de la « catastrophe imminente » pour la Russie, gouvernée par les bourgeois et les sociaux-traîtres, et menacée par un coup d'État de la droite. Mais une lettre au Comité Central qui suivit peu de jours après (13/26) met au premier plan le thème de l'assaut

au pouvoir : *Le marxisme et l'insurrection*. La communication très urgente n'omet pas de se reporter aux fondements de la doctrine. Les révisionnistes de droite du marxisme ont lancé l'accusation de blanquisme aux marxistes radicaux. Chez Marx au contraire l'insurrection est traitée comme un art, dans le même sens où l'on parle, avec une correction terminologique, d'un art de la guerre, de ses normes et de ses règles.

Les marxistes révolutionnaires se distinguent des blanquistes par le fait que les premiers ne considèrent pas l'insurrection comme la seule activité politique et qu'ils ne pensent pas qu'elle puisse être déclenchée à n'importe quel moment. La guerre, disent les théoriciens militaires, est une continuation de la politique des États. Aucun État n'est toujours en guerre, normalement le moyen de sa politique extérieure et de ses rapports même conflictuels avec les autres États est la négociation, la diplomatie ; quand on passe (comme on le voit aujourd'hui dans des modes très variés) de cette dernière à la guerre déclarée, il existe pour conduire cette dernière un art qui est confié aux états-majors.

La forme extrême du contraste entre les classes sociales est la guerre civile. Marx le dit à tout moment.

Lénine éclaircit la différence avec le blanquisme en établissant que pour l'initiative révolutionnaire la volonté d'un groupe de conspirateurs, et encore moins d'un parti révolutionnaire (toujours indispensable, mais pas suffisant en soi et à tout moment et dans tous les cas), ne suffit pas. Il faut un degré déterminé de l'activité des masses qui en général se reconnaît à un seul moment du cours de la grande lutte classiste. Découvrir un tel moment, comme le préparer et conduire l'action armée, est un art que le parti doit étudier, connaître et appliquer avec bonheur.

Lénine examine le rapport des forces au 3-4 juillet et en conclut qu'à ce moment le parti ne devait pas tenter l'assaut. Les adversaires n'étaient pas encore ébranlés par les événements, l'élan révolutionnaire prolétarien était limité.

Après l'épisode Kornilov, toute cette situation, des deux côtés, a changé. Maintenant « notre victoire est certaine ». Lénine repousse la possibilité, en laquelle on sait que certains croyaient, d'une action au sein du Pré-parlement. « La décision ne dépend pas de ce dernier, elle dépend des quartiers ouvriers de Petrograd et de Moscou » !

Les Allemands menacent Petrograd. Le gouvernement ne peut plus la défendre de même qu'il ne veut ni ne peut faire la paix. Nous, dit Lénine en posant à ce stade les deux faces du terrible problème international, nous seuls pouvons réaliser ces deux choses. Nous proposerons la paix, même un armistice nous suffira. « L'obtenir aujourd'hui signifie déjà vaincre *le monde entier* ! » Mais si nous ne pouvons pas arrêter la vague de la guerre nous conduirons la guerre révolutionnaire désespérée : pour le front nous ôterons aux capitalistes les bottes et le pain ! Brest-Litovsk devait dépasser cette alternative plus que tragique.

Pour la Conférence, Lénine ne prononce pas un discours mais une déclaration brève qui sera suivie par le boycottage du Pré-parlement qui en dérivait. Rupture complète avec la bourgeoisie, destitution du gouvernement actuel dans son entier, rupture avec les impérialistes franco-anglais, passage de tout le pouvoir dans les mains *d'une démocratie révolutionnaire guidée par le prolétariat révolutionnaire*. Lénine souligne les derniers mots et nous confirme qu'il n'a pas rompu avec sa ligne de 1905 et d'Avril, n'en déplaie à Trotsky. Lénine ajoute : en connexion avec notre programme révolutionnaire, la paix au peuple, la terre aux paysans, confiscation des profits scandaleux des capitalistes, répression du sabotage scandaleux de la production perpétré par ces derniers ⁶⁸. Pour la centième fois : la révolution socialiste mais pas la société socialiste (qui viendra, nous allons bientôt le voir une nouvelle fois, d'Occident).

Après cela : action à fond dans les usines et les casernes (notez bien : dans cette phase intense de l'attaque on n'attend pas l'insurrection des alliés paysans). Immédiatement après cela, *choisir le moment propice pour l'insurrection*.

Comme le note Trotsky (alors qu'ici Lénine ne voulait que *démontrer* que l'on ne restait pas fidèle au marxisme et à la Révolution si l'on ne comprenait pas que l'insurrection devait être traitée comme un art) ses communications visent à l'application concrète, s'intéressent à tous les détails de la stratégie insurrectionnelle, des places à prendre, des forces à disloquer ...

101. ENCORE DES DISSENSIONS DANS LE PARTI

Dans la lettre du 8/21 octobre Lénine incite encore à l'insurrection et discute même le nombre d'armes nécessaires pour écraser la résistance du gouvernement. En un tel moment, il cite à nouveau Charles Marx : « L'insurrection, comme la guerre, est un art ». Il se sert des mêmes recommandations faites par Marx lui-même 65 ans auparavant, et il les conclut avec la citation finale de Danton, « le plus grand maître de tactique révolutionnaire connu jusqu'à présent : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace ! ». Et Lénine conclut ainsi : « Nous espérons qu'au moment où il faudra agir de façon décisive, les dirigeants appliqueront avec succès les grands commandements de Danton et de Marx ».

« Le succès de la révolution russe *et de la révolution mondiale* dépend de deux ou trois jours de luttes » !

Lors de la réunion historique du Comité Central à laquelle Lénine arrive travesti, le 10/23 octobre (à quinze jours de la victoire) on vote la motion qui conclut à l'urgence de l'attaque à partir des événements tirés *de la situation internationale* : « la mutinerie de la flotte en Allemagne, considérée comme la manifestation la plus haute du développement dans toute l'Europe de la révolution socialiste mondiale ... la situation militaire, etc. mettent l'insurrection armée à l'ordre du jour ».

La décision ne fut pas unanime. Kamenev et Zinoviev votèrent contre.

Nous ne suivons pas ici toutes les manœuvres de l'histoire officielle destinées à faire croire que Trotsky également fut de quelque façon en désaccord avec Lénine, et à cacher que ce fut lui qui dirigea pleinement l'art de l'insurrection. De 1920 à 1926, on racontait ces choses à Moscou, sans que personne ne les démentît, même pas les pierres.

Le 16/29 octobre à la réunion élargie du Comité Central les deux bolcheviks cités plus haut parlèrent à nouveau contre l'insurrection. Ils furent battus encore une fois mais, et c'est là le fait grave, deux jours plus tard, dans les colonnes d'un journal menchevik, ils affirmèrent que leur parti faisait fausse route, se lançant dans une aventure dangereuse.

La lettre suivante de Lénine écrite le jour même est terrible. Il demande énergiquement au Congrès que les deux soient expulsés du parti, il les appelle *messieurs* et les invite à fonder un parti dissident « avec quelques dizaines de désorientés ou de candidats à l'assemblée constituante ». Lénine insiste sur la révélation d'une décision interne au parti. Il fait allusion aux « arguments idéologiques » des deux chefs : l'attente de l'assemblée constituante, en espérant (!) résister jusque-là, et un « pessimisme geignard » : les bourgeois sont très forts, les ouvriers encore trop faibles.

Voici la conclusion, dramatique, de Lénine : « Moment difficile. Tâche ardue. Trahison grave ». Lénine ne désespère pas un moment des ouvriers ⁶⁹. « La révolution doit vaincre. Les ouvriers serreront les rangs, l'insurrection paysanne et l'impatience des soldats au front compléteront leur travail ! ». Mais il vit la lutte de deux ou trois jours sabotée dans les grandes capitales.

102. LES ORGANES DE LA LUTTE

Dans un premier temps, au moment de l'abandon du Pré-parlement, selon le récit de Trotsky, un Bureau pour la lutte contre la contre-révolution fut formé par le parti, il fut confié

à Trotsky, à Sverdlov, et à Boubnov, proposé par Staline à sa place. Selon Trotsky, Staline était pour l'insurrection, mais il ne croyait pas que le parti était prêt. Selon Staline, c'est le contraire, et Trotsky aurait même fait une proposition pour la torpiller. Cette façon d'exposer de nos jours l'histoire est proprement incroyable ; on ment à *la Danton* : de l'audace, encore de l'audace, et toujours de l'audace ! Que l'ombre du grand jacobin nous pardonne si nous empruntons sa phrase historique pour une chose aussi vile.

Le 9/22 octobre, le conflit entre Soviet et gouvernement était prêt à exploser à cause de la menace de transfert au front de la garnison révolutionnaire. Au sein du Soviet Trotsky proposa que l'on forme le Comité Militaire Révolutionnaire et il le forma effectivement.

Sous les pressions bolcheviques, le deuxième Congrès panrusse des Soviets avait été convoqué pour le 20 octobre/2 novembre. Il était donc nécessaire que le pouvoir fut pris, au moins à Petrograd, avant le 20, pour que le Congrès, dans lequel on était certain que la thèse bolchevique était majoritaire, puisse prendre le pouvoir au gouvernement déjà battu ; pour cette raison on fixa à la séance déjà décrite du 10/23 le jour de l'insurrection au 15/28. Cinq jours seulement apparurent trop peu au Comité Militaire (Staline spécula là-dessus) et du reste à la réunion élargie du 16/29 un jour était déjà écoulé. Lors de cette séance, Zinoviev et Kamenev tentèrent de faire tout renvoyer au moins à la réunion du Congrès, Staline s'esquiva sans proposer de dates. La grave situation fut résolue par les chefs du Comité Panrusse qui n'était pas encore bolchevik : ils décidèrent de déplacer le congrès des Soviets au 25 octobre/7 novembre.

Ces cinq jours supplémentaires suffirent au Comité Militaire Révolutionnaire. Mais pendant ce temps la question fut compliquée par l'attitude de la *Pravda*⁷⁰ qui, tout en ne prenant pas parti contre Lénine, déclara que son article contre Kamenev et Zinoviev était trop dur.

Le 16/29 il fut également décidé d'organiser un « Centre révolutionnaire militaire » du Parti, avec Sverdlov, Staline, Ouritsky, Djerzinsky et Boubnov. Staline a par la suite gonflé l'activité de ce Comité oublié, aux dires de Trotsky, pendant des années, et qui du reste selon la décision de Lénine devait faire partie du Comité Militaire du Soviet, protagoniste pacifique de l'action. Nous ne nous étendrons pas sur cette question peu édifiante : ce n'est certes pas Trotsky qui fabule, et du reste les documents qu'il cite, la notoriété générale de son action et la reconnaissance de celle-ci de la part de Lénine et de milliers de participants à ces journées, parlent en sa faveur.

103. L'HEURE SUPRÊME

Lénine écrit la dernière lettre historique le soir du 24 octobre/6 novembre ; il semble que lors de cette même journée, et avant de la recevoir, le Comité Central ait décidé l'insurrection. D'après le protocole, Trotsky fait les propositions et les communications fondamentales ; Staline est absent, il n'a jamais dit pourquoi. L'histoire officielle de sa participation – bien que ni Trotsky ni aucun autre ne l'eût jamais accusé de manque de courage – est faite non pas d'acier mais de matière plastique.

Ce qui nous intéresse, plus que les détails des événements heure par heure et des affrontements, qui sont grâce à de nombreuses sources bien connus, c'est le jugement que porta Lénine sur l'urgence brûlante de la situation.

« Camarades, toute temporisation équivaut à la mort. Je veux de toutes mes forces convaincre les camarades qu'en ce moment tout est suspendu à un fil et que les questions qui sont à l'ordre du jour ne seront pas résolues par des conférences ni des congrès (ni non plus par le congrès des Soviets), mais exclusivement par les peuples, par les masses, par la lutte armée des masses. »

« Il faut à tout prix, cette nuit, ce soir, arrêter le gouvernement après avoir désarmé (et défait s'ils opposent de la résistance) les élèves officiers, etc. »

« On ne peut pas attendre ! On perdrait tout ! »

« Qui doit prendre le pouvoir ? Cette question n'a pas d'importance. Ce peut être le Comité Militaire Révolutionnaire ou "une autre institution" qui déclarera vouloir le remettre aux représentants véritables des intérêts du peuple, de l'armée, des paysans... »

« Le pouvoir ne doit être en aucun cas laissé dans les mains des Kerenski jusqu'au 25 : la chose doit être inmanquablement décidé, ce soir ou cette nuit. »

« Ne prenons pas le pouvoir contre les Soviets, mais pour eux. La prise du pouvoir est le but de l'insurrection. Son but politique se précisera après. Ce serait la ruine ou du pur formalisme que d'attendre le vote incertain du 25 » !

« Le gouvernement hésite. Il faut *en finir avec lui* à tout prix ! Toute temporisation dans l'action équivaut à la mort » !

La nuit du 25 octobre/6 novembre Lénine vient à Smolny. À minuit, entre le 6 et le 7 l'action commence. À 3 heures de l'après-midi Lénine apparaît au Soviet de Petrograd. À 9 heures les opérations commencent contre le Palais d'Hiver. À 11 heures au soir du 7 le deuxième Congrès panrusse des Soviets s'ouvre.

Les sociaux-traîtres l'abandonnent. Le Congrès assume le pouvoir. Le jour même le manifeste du parti bolchevik aux Citoyens de Russie avait déclaré que le gouvernement provisoire avait été finalement déposé.

Le grand cycle de la lutte était accompli avec la phase de la prise insurrectionnelle du pouvoir.

Le parti était face à son programme. Mais, bien avant les tâches sociales, ce programme et l'histoire lui imposaient encore des tâches politiques effrayantes. Des tâches prolétariennes et socialistes : les secondes à cent pour cent et les premières encore enveloppées de scories démocratiques et capitalistes importantes.

104. LE POUVOIR CONQUIS

Notre travail n'est qu'une tentative d'écriture non pas d'une histoire (dans le sens où les gens bien pensants en parlent sous le terme d'*historiographie*) mais de certains chapitres de *science historique*, terme qui pour toute la pensée moderne est une hérésie. Le *modernisme* se flatte de n'avoir expulsé de toutes les sciences, même naturelles et non humaines (pour le marxisme la science de l'espèce humaine est une science naturelle), causalité et déterminisme, que parce qu'on peut affronter et résoudre, du point de vue mathématique, de nombreux problèmes – qui sont très anciens - grâce à la méthode probabiliste. C'est-à-dire que l'on n'affirme pas que l'on a déterminé, au moyen de lois que l'on aurait découvertes, la valeur précise d'un fait inconnu, mais seulement que l'on a établi la connaissance d'un certain *domaine* de valeur dans lequel le fait que l'on étudie devrait « se vérifier » avec une bonne probabilité. À une connaissance du futur (il vaut mieux dire de l'inconnu, car l'inconnu peut être un inconnu du passé cent fois plus difficile à calculer qu'un inconnu du futur : par exemple la composition chimique du noir avec lequel Cléopâtre se maquillait les yeux, et l'heure, à la minute et à la seconde près, de la prochaine éclipse de lune) rigoureuse et précise, obligée et certaine, on substituerait une connaissance élastique et approximative. Cette alternative se réduit à une masturbation philosophique depuis longtemps débile, mais ce n'est pas le lieu de développer ce sujet : la certitude absolue de la solution n'est qu'une fiction commode, une convention qui dans la praxis de l'espèce a toujours fait beau jeu, produisant un ardent pouvoir de connaissance, comme la confusion classique de l'orient à l'occident, comme « *l'altissimum planetam tergeminum observari* » de Galilée qui le premier observa Saturne et ses anneaux⁷¹. La certitude mathématique n'est qu'un expédient pour éviter de

faire trop de bévues ; le patrimoine collectif d'expériences de l'espèce - que nous appelons, dans l'histoire : religion, philosophie, empirisme, science - est un édifice élevé avec de nombreuses pierres sur chacune de laquelle on peut écrire : connerie individuelle.

Pour cette raison cela nous paraît un grand résultat si la prévision de l'éclatement de la troisième guerre mondiale aux alentours de 1975, aux trois quarts de ce siècle, se vérifiait et si elle était précédée d'une guerre civile générale entre prolétariat et capitalisme dans les pays avancés d'Occident, offrant ainsi la possibilité de ce grand événement. Et nous serions donc disposés à admettre qu'un tel chiffre ne peut être déduit d'aucune équation (la suivante est trop vague : $1945 - 1918 + 1945 = 1972$) et n'est que le résultat de conjectures *probabilistes*. Dans le *Dialogue* nous avons montré que la pensée de Staline, celle de l'économiste libéral Corbino, et celle de la très petite et très anonyme gauche marxiste orthodoxe s'accordaient à faire cette *prophétie*.

Cette digression sert à faire ressortir que nous aussi nous sommes naturellement influencés par le mode traditionnel de traiter ce thème, comme nous sommes victimes de l'abus des noms des personnages illustres, comme nous le sommes de la manie des dates « mathématiques ».

En traitant de la Russie, nous avons développé à la réunion de Bologne une première partie qui donnait l'exposition marxiste de l'histoire de ce pays jusqu'à la grande Révolution. Dans les réunions de Naples et de Gênes nous sommes passés au thème de la structure russe actuelle, et le contenu d'une telle exposition se divise en deux parties : la lutte pour le pouvoir dans les deux révolutions et celle correspondant plus spécialement au sujet et dans laquelle nous prouverons que la société russe d'aujourd'hui n'est pas socialiste, mais qu'elle est une société capitaliste jeune et en développement.

Une fois arrivés au 26 octobre/8 novembre 1917 nous devrions en finir avec la première partie : les bolcheviks ont pris le pouvoir. Les voici à l'épreuve : comment ont-ils gouverné ? Comment ont-ils réalisé leur programme ? Il est indubitable que pour le marxisme la possession du pouvoir est un moyen et non une fin – un point de départ et non un point d'arrivée. Mais il reste à traiter de nombreux thèmes qui ressortissent encore à la lutte pour le pouvoir et non pas à la transformation de la forme sociale à laquelle le changement de pouvoir a ouvert la voie.

105. LA LUMIÈRE D'OCTOBRE

Il est certain que les marxistes ne devraient pas commémorer des dates à jours fixes mais ce n'est pas un délit s'ils le font : une telle avancée dans la connaissance collective de l'espèce s'est faite, comme nous venons de le rappeler, en disposant ensemble des matériaux hétérogènes, des petites sottises et des grandes naïvetés, surtout des contradictions éclatantes, en tournant en rond dans des labyrinthes où l'on ne rencontre pas Ariane. Et c'est seulement à la fin d'une course millénaire, et bien après notre propre effort qui ne peut pas opérer lui-même sans difficultés et sans échecs, que le « Fil du Temps » sera trouvé. Depuis plus d'un siècle on le dénoue du fuseau, mais c'est seulement en lui que réside le miracle et lui seul peut signaler la voie juste, plus que les luminaires du monde officiel, à l'idiot moyen. Le timonier moderne qui a l'œil sur sa boussole magnétique est supérieur à Ulysse, dantesque et magnifique, qui n'arrête pas son « vol fou » vers l'inconnu, « pour poursuivre vertu et connaissance », jusqu'à ce que la mer ne se soit *refermée* sur lui avec ses sacrilèges⁷².

Il est donc très important de marteler la date du 26 octobre, vieux style, comme un tournant immédiat parce qu'ainsi l'on souligne une leçon historique de première importance : celle contenue dans les lettres historiques de Lénine qui adjurent de ne plus attendre un seul jour ni même quelques heures pour renverser le gouvernement Kerenski. En effet cette grande vérité - le parti doit savoir saisir le moment, déterminé par l'histoire, parmi ceux très rares où

la *praxis se renverse* et la volonté collective se jette dans la balance et la fait pencher d'un côté – ne doit pas faire oublier que la lutte continue longtemps après ce tournant érigé en symbole : dans le reste de la Russie, dans les provinces immenses, dans les armées militaires.

Elle ne doit pas faire oublier que, même après la première conquête répercutée à partir de la capitale dans tout le pays non encore soumis à l'invasion allemande, la lutte continue pour la liquidation de la guerre, pour l'élimination du dernier parti allié, le parti socialiste-révolutionnaire de gauche, et de l'Assemblée Constituante, elle continue dans la résistance, qui dura de nombreuses années, à des rébellions internes et à des expéditions de guerre civile envoyées contre la république prolétarienne naissante.

La leçon contenue dans ces faits historiques est d'autant plus grandiose que le contenu de ces entreprises est un contenu entièrement classiste, et il permet de donner le nom de socialiste et communiste à la révolution d'Octobre et à l'État des Soviets dirigés par le parti bolchevik, dans toute son action politique, et dans la mesure où cette révolution a un *centre* unique, non pas dans un système de mesures destinées à gouverner la Russie et à l'administrer, mais dans la lutte acharnée pour la révolution communiste en Europe.

La leçon qui dérive de l'étude des mesures, pour ainsi dire, d'administration interne, est plus dure, plus difficile et plus complexe. Son utilisation révolutionnaire est plus ardue, et il faut pour l'assimiler accomplir l'effort d'admettre qu'une telle tâche « russe », quand la révolution occidentale décline, a, dans sa plus grande partie, un contenu non socialiste.

De nombreux thèmes qui précèdent une telle démonstration sont encore à traiter.

106. DESTRUCTION DE L'ÉTAT

L'État de classe est une machine immense, caractérisée par l'existence d'un « commandement » central unique. Le moment est venu comme le dit Lénine à la fin de son livre classique *L'État et la Révolution* de juxtaposer la praxis à la doctrine. Tout État est défini, chez Engels, par un *territoire* précis et par la nature de sa *classe* dominante. Il est donc défini par une *Capitale* où se tient le gouvernement que le marxisme définit comme « le conseil d'administration des intérêts de la classe dominante ».

Le passage du pouvoir féodal au pouvoir bourgeois, même en Russie, n'échappe pas à une telle définition : une machine de domination doit en remplacer une autre, ce qui ne peut advenir que par une lutte sanglante, qui se déroule en février 1917. Mais il est inévitable que dans cette phase une théorie politique, diamétralement opposée, n'apparaisse, une théorie politique telle qu'il en apparut dans toutes les révolutions historiques pour dissimuler le caractère de classe du passage du féodalisme au capitalisme. On y affirme détruire le pouvoir despotique central d'une classe qui s'incarne alors en celui d'un monarque ou d'une dynastie, non pas pour le remplacer par le gouvernement d'une nouvelle classe dominante contre une autre, mais pour construire un État, un gouvernement et un pouvoir qui n'expriment pas l'asservissement d'une partie de la société à une autre classe dominante mais bien qui se fondent plutôt sur « tout le peuple ».

Historiquement, le fait le plus important est que - là où fatalement l'on devait payer le tribut le plus lourd à cette interprétation démocratique de la révolution qui, comme dans les révolutions européennes, repose sur un grand domaine d'exigences réelles, et également d'illusions tenaces, de vastes couches sociales - en cette occasion une série de faits historiques positifs mit en lumière, pour le monde prolétarien, la robustesse de la dynamique révolutionnaire marxiste fondée sur les classes, la dictature de l'une d'entre elles, la violation de la liberté des autres et de leurs partis jusqu'à la terreur, fait du reste inséparable de toutes les révolutions y compris celles purement bourgeoises.

Un des premiers de ces faits est la *rupture* du vieil appareil d'État que la classe arrivée au pouvoir doit réaliser sans hésitations : leçon déjà tirée par Charles Marx des luttes

en France et de la Commune de Paris qui s'installa contre Versailles à l'Hôtel de Ville, qui opposa la force armée à la force armée, qui étouffa également dans la terreur, avant d'être assassinée, les membres physiques de la classe ennemie et, comme l'attesta le prolétariat révolutionnaire mondial, après sa défaite, si la Commune fit une erreur ce ne fut pas d'avoir été trop féroce mais bien de ne pas l'avoir été assez.

Encore une fois, ce n'est pas la théorie que nous devons exposer mais nous devons présenter ses confirmations dont les nouvelles faisaient sauter, comme ivres de joie et de lumière, les révolutionnaires d'Occident.

Le gouvernement bourgeois est arrêté au Palais d'Hiver, mais ses bureaux ne sont pas, avec leur personnel, mis aux ordres des nouveaux chefs du gouvernement ; ils sont fermés et la garde rouge bivouaque dans les salles. Le nouveau gouvernement se forme à partir des premières cellules avec un nouveau matériel humain à l'institut Smolny, siège des bolcheviks. Trotsky raconte un épisode par lequel il voulait peut-être se moquer de Staline mais qui fait honneur à tous. Ce dernier fut nommé Commissaire du Peuple aux Nationalités (le mot de Commissaire du Peuple à la place de Ministre fut, paraît-il, proposé par Lénine ; indubitablement celui-ci définit – *sunt nomina rerum* - une *dictature démocratique* ; en Allemagne il y aurait eu des Commissaires ouvriers ou du prolétariat). Mais ce qui est grand c'est de planter une nouvelle baraque en brûlant l'ancienne. Un camarade bolchevik d'envergure commune, mais de pâte convenable, apostropha Joseph Staline à travers les pièces de Smolny : As-tu un commissariat camarade ? Non répond le deuxième. Que veux-tu ? Je n'ai besoin que d'un mandat. Staline l'écrivit sur un morceau de papier et le fit signer par le Conseil (une pièce commune séparée par une cloison du local de téléphone et de la dactylographie). Petskovsky trouva dans une des pièces de Smolny déjà occupée une table libre et la poussa contre le mur, en attachant à celui-ci un écriteau : Commissariat du Peuple pour les Nationalités et il ajouta à tout cela deux chaises. « Camarade Staline, nous n'avons pas un sou sur notre compte. » - « Il vous faut beaucoup ? » - « Pour commencer un millier de roubles. » - « Allez chez Trotsky : il a de l'argent qu'il a pris au Ministère des Affaires Étrangères ». Petskovsky ajouta qu'il reçut de Trotsky contre un reçu en bonne et due forme un prêt de trois mille roubles que probablement le Commissariat des Nationalités n'a jamais rendu au Commissariat des Affaires Étrangères...

Sur les tombes des communards fusillés flotte l'éloge funèbre inégalable de Marx qui les confie à l'histoire, mais il les accuse de ne pas avoir fait sauter, par naïveté, les coffres de la Banque de France.

La Révolution n'a pas le droit de s'avancer les mains propres.

107. L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

La révolution libérale-démocratique du 19 février, sur la trace historique de toute révolution bourgeoise, convoqua une assemblée Constituante élue de toute la Russie qui devait promulguer la nouvelle Constitution et les lois parlementaires. Dans la période tourmentée qui suivit, les élections furent continuellement différées par le gouvernement provisoire, même quand il devint un gouvernement de coalition entre bourgeois et socialistes de la droite opportuniste.

Alors que les bolcheviks conduisaient la lutte dans les Soviets et même quand, se décidant à agir, ils la portèrent sur le terrain de la guerre civile, jamais ils ne désavouèrent officiellement la Constituante, ni n'annoncèrent qu'ils se tiendraient à l'écart des élections destinées à la former. Tout en agitant la formule du pouvoir aux Soviets, ils ne dirent pas publiquement que le gouvernement stable ne devait pas être désigné par la majorité de la Constituante. Ils annoncèrent périodiquement leurs candidats à ces élections.

Nous savons cependant que dès les thèses d'Avril, Lénine proclama le principe selon lequel la république ne devait pas être parlementaire mais devait s'appuyer sur le système des Soviets et donc exclure le vote des non-travailleurs, les paysans-soldats devant être admis dans les Soviets en plus des ouvriers. Tout cela en parfaite fidélité avec la formule de la dictature démocratique (qui, encore une fois, ne veut pas dire d'une seule classe mais de plusieurs classes. Si la base en était une seule classe, il ne resterait que le substantif dictature et alors adieu à l'adjectif démocratique – si la base en était *toutes* les classes, adieu à la dictature et il resterait la démocratie). Comment le prétendu passage défendu par les staliniens et, en un certain sens limité, également par Trotsky, non seulement en théorie mais même en pratique, à la dictature du prolétariat *tout court* ⁷³, peut-il se concilier avec le fait que dans la Russie d'aujourd'hui *tous* les citoyens votent ? La réponse qui prétend que la bourgeoisie n'existant plus la sanction est superflue est vaine : dans tous les cas s'il fallait démontrer qu'il y a bien dictature celle-ci serait toujours dictature interclassiste (elle admet le vote des paysans, des artisans, des petits industriels, des commerçants, etc. qui existent aujourd'hui incontestablement) et donc le passage au-delà de la *dictature démocratique* selon le Lénine de 1905 n'est jamais advenu ; en fait ce passage n'était possible que par effet de la révolution *hors Russie*.

En son temps nous étudierons la question des Constitutions, celle de la définition de la Russie contemporaine comme une république capitaliste qui, malgré sa praxis d'État totalitaire, est aussi *parlementaire* que l'étaient les républiques bourgeoises de Hitler et de Mussolini.

Lénine théorisa donc que, même en n'étant pas en présence d'une révolution prolétarienne intégrale, on doit immédiatement se poser le problème du dépassement de la forme parlementaire de l'État. Donc depuis avril il condamne l'Assemblée Constituante. La même formule de 1903-1913 il l'avait déjà condamnée comme programme *pratique* de gouvernement à la chute du tsar.

Nous avons ensuite cité des passages de Lénine, comme le lecteur s'en souvient, qui contiennent implicitement le principe de la non-convocation de la Constituante tout en protestant contre le renvoi de l'expropriation de la terre à la constitution de cette dernière.

Et pourtant Trotsky lui-même, qui se dit partisan de la dictature prolétarienne dans la *révolution permanente*, croit devoir se justifier par des mobiles contingents de la mesure de dissolution de l'Assemblée convoquée après la prise du pouvoir par les bolcheviks. En écrivant en 1918 il pense évidemment que la plupart croient possible de se débarrasser rapidement de la dictature en restant dans le camp de la démocratie, et de ne pas se placer pour toujours en dehors de la démocratie, en traversant la dictature uniclassiste et uniparti jusqu'à l'objectif du non-État – dans lequel la dictature est « transitoire » seulement au sens de Marx et Engels.

108. TROTSKY ET LÉNINE

Nous reportons la justification de Trotsky qui se trouve dans son petit livre *De la Révolution d'Octobre à la paix de Brest-Litovsk* écrit justement dans les longs moments de ces négociations.

« Nous étions parfaitement sincères quand nous disions que la voie pour l'assemblée Constituante ne passait pas par le parlement préliminaire de Kerensky ⁷⁴ mais par la conquête du pouvoir par les Soviets. Le renvoi continu de la Constituante avait laissé des traces ... ». Ici Trotsky explique que le parti numériquement le plus fort en Russie était le parti socialiste-révolutionnaire dont l'aile droite l'emportait largement dans les campagnes, avec une minorité de gauche d'ouvriers des villes. Or quoique les élections eussent eu lieu quelques semaines après la révolution d'Octobre, les nouvelles s'étaient mal diffusées dans l'immense territoire,

et il était clair que les s.-r. de droite auraient eu la majorité : ce qui signifiait que le gouvernement de Kerenski à peine déposé aurait eu la majorité ; quelle idée aimable que de le rappeler et de lui dire : acceptez nos excuses et remontez sur votre siège, les principes de la démocratie sont pour nous premiers et universels : révolution, socialisme, prolétariat sont des choses de second ordre !

Trotsky est sous l'effet de l'orgie d'imprécations venues d'Occident à la nouvelle de la dispersion du troupeau de nouveaux parlementaires à coups de fusils et sans faire couler une seule goutte de sang ; Trotsky dédia par la suite un livre formidable aux pédanteries ignobles de Charles Kaustky.

Après avoir écarté au moyen de l'histoire de la question les objections que pourrait faire un imbécile, il poursuit : « Il reste maintenant à examiner la question du point de vue des principes. En notre qualité de marxistes nous ne fûmes jamais des idolâtres de la démocratie formelle. Dans la société de classe les institutions démocratiques non seulement ne font pas disparaître la lutte de classe, mais elles donnent aux intérêts de classe une expression tout à fait imparfaite. Les classes dominantes continuent toujours cependant à avoir un nombre impressionnant de moyens pour falsifier, détourner et violenter la volonté des masses populaires travailleuses. Les institutions de la démocratie sont, dans le remue-ménage de la révolution, un appareil encore plus imparfait pour exprimer la lutte des classes. Marx disait que la révolution est la locomotive de l'histoire. Grâce à la lutte ouverte dirigée vers la conquête de la puissance gouvernementale, les masses travailleuses accumulent en un minimum de temps un maximum d'expériences, et dans leur évolution elles progressent et passent rapidement d'un échelon à l'autre. Le mécanisme lent des institutions démocratiques peut d'autant moins suivre cette évolution que le pays est vaste et que son appareil technique est plus imparfait ».

Il s'agit d'une polémique valable contre les sociaux-démocrates qui admettent cependant la lutte de classe et la conquête du pouvoir politique. Mais cette analyse nous semble insuffisante car nous pensons que plus un pays est développé quant à la technique, et que plus sa tradition de démocratie représentative bourgeoise est ancienne, plus l'appareil de cette démocratie se prête au mensonge, à la corruption et à l'abaissement des masses, et plus il est apte à dire non, s'il est consulté, au socialisme prolétarien.

Trotsky dit que Lénine tint à rédiger lui-même le décret d'*expulsion* des parlementaires. Il le ruminait depuis au moins six mois.

109. DÉCRET DE DISSOLUTION

Voulez-vous un petit échantillon de dialectique ? La déclaration des droits du peuple travailleur et exploité, noyau de la première constitution soviétique, et qui sera par la suite l'objet de notre examen, a été écrite par Lénine en date du 4 janvier 1918 ; elle a pour sujet grammaticale l'Assemblée Constituante. Le décret de la même plume, qui dissout celle-ci, date du 7 janvier.

En fait l'Assemblée, réunie le 5 janvier, n'avait pas accepté la demande du Comité Exécutif Central Panrusse des Soviets d'adopter la Déclaration des Droits dans le projet de Lénine qui commençait par l'affirmation que tout le pouvoir central et local appartient aux Soviets.

Le décret de Lénine ne se fonde pas sur des développements contingents mais va directement à sa conclusion lapidaire : « *Le Comité Exécutif Central décide que l'Assemblée Constituante est dissoute.* »

La décision part du fait que la Révolution Russe, depuis le début, a créé les Soviets, que ceux-ci se sont développés contre les illusions de collaboration avec les partis bourgeois, contre « les formes trompeuses du parlement démocratique bourgeois » et « sont arrivés à la

conclusion que la libération des classes opprimées sans la rupture avec ces formes et avec toute espèce de conciliation est impossible ». Cette rupture « est advenue avec la révolution d'Octobre qui a remis tout le pouvoir entre les mains des Soviets ».

Ce fait a provoqué la réaction des exploités et dans la répression d'une telle tentative désespérée, la révolution d'Octobre a montré qu'elle était *le début de la révolution socialiste*. Une telle réponse rigoureuse doit être faite intégralement par les marxistes puisqu'il s'agit de la révolution socialiste internationale et pas du tout de la fable que l'on répandit par la suite de l'« édification du socialisme dans la seule Russie ».

Le texte poursuit : « Les classes travailleuses ont dû se persuader, sur la base de l'expérience, que le vieux parlementarisme bourgeois avait fait son temps (*jeune* en Russie, *vieux* en Europe pour laquelle toute la grandiose démonstration historique était faite alors et qui reste aujourd'hui intégralement valable !), qu'il était incompatible avec l'objectif de la réalisation du socialisme ; que les institutions nationales ne sont pas en mesure de vaincre la résistance des classes possédantes et de poser (nous ajoutons sur le fil de la logique et de la doctrine : de par ce fait même) les fondements de la société socialiste, que seuls les Soviets le peuvent. Tout renoncement à l'intégralité du pouvoir des Soviets, tout renoncement à la République soviétique conquise par le peuple à l'avantage du parlementarisme bourgeois et de l'Assemblée Constituante, serait actuellement un pas en arrière, ce serait la faillite de toute la Révolution d'Octobre ouvrière et paysanne. »

Le texte continue en disant que cette Assemblée a repoussé la thèse du pouvoir aux Soviets et par cela même elle « a rompu tout lien avec la République Soviétique de Russie. L'abandon d'une assemblée semblable de la part du groupe des bolcheviks et des socialistes-révolutionnaires de gauche qui forment aujourd'hui la majorité des Soviets et jouissent de la confiance des ouvriers de la majorité (écoutez) des paysans, était inévitable. » Les partis qui étaient majoritaires à la Constituante conduisent en réalité en dehors de celle-ci une action d'opposition à la révolution, défendent les saboteurs capitalistes, les appels à la terreur des agents inconnus de la contre-révolution. « Il est clair qu'à cause de cela le reste de l'Assemblée Constituante ne pourrait avoir pour seule fonction que celle de couvrir la lutte des contre-révolutionnaires visant au renversement du pouvoir soviétique ».

Abattez la hache, donc, le document grandiose s'achève.

La grandeur de ce texte réside en ce qu'il ne repose pas sur des contingences ou des particularités propres au développement russe concret. Celui-ci n'a fait qu'offrir les occasions attendues : ainsi il est magnifique que les révolutionnaires n'aient pas obtenu la majorité aux élections ; cela aurait été terriblement embarrassant et qui sait combien de bolcheviks auraient une fois encore hésité.

Le texte historique se base sur des arguments de principe issus non de l'histoire *passée* mais de l'histoire attendue de la révolution prolétarienne et communiste mondiale, sur l'incompatibilité entre la démocratie parlementaire et la réalisation du socialisme qui suivra le renversement violent des obstacles sociaux, des formes traditionnelles de production comme il est écrit dans le *Manifeste*.

Au-delà de dix frontières, les partisans du marxisme non corrompu ne lurent pas le texte mais il leur suffit d'apprendre la nouvelle crue que la minorité avait quitté l'assemblée et ordonné que la majorité fût réduite au silence, pour célébrer l'une des rencontres les plus éclatantes entre la prévision doctrinale et l'histoire vivante. La masse des prolétaires exploités, que la guerre avait amenée à la lutte révolutionnaire, comprit la grandeur de l'événement, même si ce fut de façon moins scientifique ; elle cria avec des millions de voix qu'encore une fois la Lumière (appelez-la, ô philistins, qui crachez votre venin, messianique ; dans notre lexique ce n'est pas le Verbe qui se fait Chair mais la Théorie qui se fait Réalité !⁷⁵) s'était levée resplendissante sur l'horizon de l'Orient.

Elle descendit ensuite dans l'éteignoir fétide de la corruption parlementaire.

À cet événement, l'*Histoire* officielle du Parti ne consacre que quelques lignes. « L'Assemblée Constituante, dont les élections se sont déroulées en grande partie avant la Révolution d'Octobre, et qui s'est refusée à ratifier les décrets du II^o Congrès des Soviets sur la paix, sur la terre et sur le passage du pouvoir aux Soviets, est dissoute ». Ce sont de pures excuses.

110. GUERRE ET PAIX

Les pages du récit stalinien sur ce point sont telles que, au moins pour celui qui vivait en ce temps, le seul fait de les citer pour les réfuter serait confesser une idiotie congénitale. Trotsky et Boukharine auraient travaillé contre la paix, de façon à ce que les Allemands, qui les payaient, conquissent la Russie et missent fin à la Révolution. Le génie de Lénine les en empêcha ; mais comment ce génie ne serait-il pas arrivé à comprendre que ses collaborateurs les plus proches, pendant des années et des années et jusqu'à sa mort, étaient de purs tueurs à gage ? Et comment Staline lui-même ne l'aurait-il pas compris, lui dont le génie s'étale dans cette histoire officielle ? Eux deux et tous les autres et nous tous, quelle fantastique *bande d'imbéciles* ! Laissons cela. Nous ne pouvons pas en effet avouer que les *Allemands* payaient également le Fil du Temps.

Pour la même raison, nous ne nous intéressons pas, bien qu'ils soient décisifs, à tous les détails de la réfutation que Trotsky donne de la construction incroyable. Celui qui croit que le socialisme est une construction peut également se mettre à « édifier l'histoire » comme le font les historiens kremlinesques officiels. Dans les deux cas cette construction est faite sur les sables mouvants et nous cherchons à nous appuyer sur des choses plus solides.

Le II^o Congrès panrusse des Soviets, qui assumait le pouvoir le 26 octobre/8 novembre, adopta dans cette séance le décret sur la paix, préparé par Lénine, premier acte du nouveau pouvoir. Par ce dernier il propose à tous les pays en guerre le début immédiat de négociations « pour une paix démocratique ». Le texte dit tout de suite ce qu'il entend par une telle formule : « Une paix immédiate, à laquelle aspire l'écrasante majorité des ouvriers et des classes travailleuses de tous les pays martyrisés par la guerre ; une paix sans annexions (c'est-à-dire sans conquêtes de terres étrangères, sans incorporations forcées de peuples étrangers) et sans indemnités ».

Une précision ultérieure : « Par annexion ou conquête de terres étrangères le gouvernement russe entend – conformément à la conscience juridique de la démocratie en général et des classes travailleuses en particulier – tout annexion d'un peuple petit et faible à un État grand ou puissant, sans que le peuple n'en ait exprimé clairement, nettement et volontairement son accord et son désir, indépendamment du moment où cette incorporation forcée a été accomplie, indépendamment également du degré de développement ou d'arriération de la nation annexée par la force ou maintenue par la force dans les frontières de cet État et indépendamment enfin du fait que cette nation réside en Europe ou dans des pays outre océan. »

Cette proposition concrète ne constitue pas une construction théorique. La position marxiste veut qu'un parti prolétarien ne peut en aucun cas appuyer une annexion politique forcée ; mais elle ne consiste pas à faire un chapitre du programme du parti de la systématisation *ex novo* de tous les peuples homogènes en une nouvelle organisation politico-géographique d'États maintenue par un consensus et sans violence. Cette organisation est tenue par les marxistes comme une utopie inconciliable avec la société de classe capitaliste, plus encore qu'avec aucune autre, alors que dans une société socialiste le problème se fonde sur d'autres bases, incluant la *détente* et l'extinction de toute violence étatique.

C'est une proposition que les pays bourgeois *pourraient* accepter ou au moins ne peuvent refuser pour des questions de *principe* et qui donc les démasquerait s'ils la refusaient

– comme c'est certain – à cause de leur appétit de brigandage impérial. Il sera ainsi prouvé qu'une conscience juridique internationale des États n'existe pas de fait, ni ne peut exister dans le monde actuel.

Le décret contient deux autres points fondamentaux : le renoncement au secret diplomatique et l'annulation des traités, secrets ou non, signés par l'État russe jusqu'à ce jour – et la proposition d'un armistice d'au moins trois mois pour le déroulement des négociations.

La conclusion du décret est puissante. Elle explique que l'on ne peut pas ne pas offrir de discuter avec les gouvernements, et que l'on ne doit pas donner un caractère d'ultimatum à la proposition de paix « sans annexions ni indemnités », dans le but de pouvoir engager toute discussion. Mais ainsi on ne renonce pas à parler également aux peuples, aux ouvriers de tous les pays pour qu'ils renversent les gouvernements qui s'opposent à la paix. « Nous luttons contre la mystification des gouvernements qui, en paroles, sont tous pour la paix et la justice, mais qui, dans les faits, conduisent des guerres de conquête et de rapine ». Le décret glorifie ouvertement l'insurrection ouvrière, les mutineries dans la flotte allemande. Toutefois, il exclut la possibilité d'en finir unilatéralement avec la guerre. Cette dernière ne peut finir qu'avec la paix : le décret ne contient pas – pas encore – la prévision d'une paix séparée.

111. CHRONOLOGIE TRAGIQUE

Le 7 novembre la proposition fut transmise à tous les gouvernements en guerre. La réponse des alliés français, anglais, etc. fut transmise non pas au gouvernement bolchevik mais au Quartier Général de l'armée le 11 novembre : il s'agissait d'une claire menace d'attaquer la Russie si celle-ci osait conclure avec les Allemands une paix séparée.

Lénine avait loyalement expliqué dans son discours de clôture que l'on n'avait pas donné à la proposition d'armistice générale la forme d'un ultimatum, en menaçant de signer une paix séparée, mais que l'on comptait sur la lassitude des masses combattantes pour contraindre les gouvernements à traiter ; il avait encore une fois rappelé la mutinerie féroce réprimée dans la marine allemande, et les mouvements italiens après Caporetto et lors des journées de Turin : « Prenez l'Italie où cette lassitude a provoqué un mouvement révolutionnaire de longue durée qui réclamait la cessation du massacre. »

Une proclamation des Soviets aux soldats ouvriers et paysans répondit aux menaces alliées du 11 novembre, on y déclarait que jamais le pouvoir soviétique n'aurait toléré que le sang « de notre armée fût versé sous le fouet de la bourgeoisie étrangère. » Le gouvernement bolchevik maintint la proposition d'armistice et l'engagement de publier tous les traités secrets.

Le 30 novembre le gouvernement soviétique décida de commencer les négociations pour la paix avec les puissances centrales, et il invita inutilement les puissances occidentales à y participer. Le 2 décembre à Brest-Litovsk les négociations commencèrent menées par la première délégation dirigée par Ioffe ; du 22 au 28 se déroula la conférence pour la paix qui se termina par des propositions allemandes très sévères et inacceptables. Les dates sont celles du nouveau style que nous adopterons à partir de maintenant puisqu'un décret du nouveau gouvernement l'adopta en février 1918 pour toute la Russie.

Un armistice avec les Allemands avait été conclu le 5 décembre. Le 9 on avait commencé à discuter et les Allemands avaient, dans un premier temps, affirmé accepter les bases juridiques de la paix proposée par les Russes, ce qui fit une grande impression. La déclaration de Kühlmann en ce sens après de nombreux ajournements avait été faite le 25 décembre et provoqua le 28 une grande manifestation de masse à Petrograd pour la paix démocratique. Mais le lendemain la délégation de Ioffé se retira en accusant les revendications effectives des Allemands de comporter la chute sous le joug germanique des pays baltes, de la Pologne, et même de l'Ukraine.

Le 10 janvier la deuxième délégation dirigée par Trotsky est envoyée. Et c'est alors que commencent de longues et nouvelles séances qui durent jusqu'au 10 février. La situation fut compliquée par une délégation de la Rada ukrainienne de Kiev qui, prétendant être indépendante de la nouvelle République Russe, était un fantoche aux mains des Allemands et le 9 février, alors que son pouvoir était devenu toujours plus fictif, elle signait séparément la paix avec l'Allemagne et l'Autriche.

Le jour suivant les Russes déclaraient ne pas pouvoir accepter les conditions exorbitantes et ils se retirèrent en déclarant que dans tous les cas ils mettront fin à la guerre en démobilisant l'armée.

On attendait avec espoirs les réactions des prolétaires d'Allemagne et d'Autriche, on espérait que l'armée allemande n'aurait pas repris son avance pour envahir la Russie. Mais il n'en fut pas ainsi. Le général Hoffmann, cinq jours après la dernière séance, déclara l'armistice expiré et fit reprendre les opérations, violant ainsi l'accord qui avait fixé l'armistice à sept jours. Le front russe s'effondra totalement. Les contre-révolutionnaires finlandais et ukrainiens invoquèrent les baïonnettes allemandes pour résister aux bolcheviks qui les avaient battus. La menace pesait sur Petrograd. Le 19 février le gouvernement russe, par la radio, se déclara prêt à signer n'importe quelle paix dictée par les Allemands qui ne s'arrêtèrent pas et qui ne communiquèrent que le 23 leurs nouvelles et terribles conditions. Le 28 février la troisième délégation, dirigée par Sokolnikov, arrive à Brest-Litovsk ; le 3 mars 1918 la paix, qui étranglait les bolcheviks, est signée. L'Estonie, la Lettonie, la Pologne passent à l'Allemagne, l'Ukraine en devient un État vassal, une indemnité devait de plus être payée par la Russie. Mais tout cela sur le cadran de l'histoire n'était destiné à durer que quelques mois, jusqu'à l'effondrement allemand en novembre et l'armistice général avec les Occidentaux victorieux. La crise de Brest-Litovsk avait en substance affaibli intérieurement l'Allemagne et non la Russie.

112. LA GRAVE CRISE DANS LE PARTI

Durant les événements terribles des négociations de Brest un profond désaccord s'était développé dans le parti. Un courant de bolcheviks, qui se qualifiaient de communistes de gauche et qui trouvaient un appui dans l'attitude de la *droite* de la coalition du gouvernement, c'est-à-dire dans les s.-r., prit parti contre la paix séparée et surtout contre l'acceptation de conditions si terribles. Une fois les travailleurs au pouvoir, ces communistes de gauche soutenaient que la guerre n'était plus la guerre des opportunistes et des impérialistes mais une guerre révolutionnaire, une guerre sainte ; il fallait soulever le peuple russe en arme, ne pas signer pour ne pas apparaître aux prolétaires étrangers comme des traîtres à l'Internationale, et plutôt succomber dans la lutte en perdant le pouvoir et la conquête de la révolution si les forces prolétariennes russes étaient écrasées sur le champ de bataille.

Presque seul, comme il le fut souvent, Lénine s'éleva contre cette position avec une constance et une décision inflexibles. Son argument fondamental était la confiance en la révolution européenne à laquelle il fallait faire crédit d'une attente plus longue que quelques semaines et quelques mois, en sacrifiant à toutes les concessions nationales pour se trouver encore au pouvoir à la fin de la guerre, même si l'on devait, comme cela advint, transporter à Moscou la capitale ⁷⁶.

Comme nous l'avons déjà fait une autre fois, nous rappellerons que quand les échos de ce débat terrible parvinrent en Europe, et quand de nombreux militants qui passaient pour des éléments de gauche s'enthousiasmaient à l'idée d'une guerre désespérée anti-allemande, les éléments de la gauche du parti italien, en l'absence pourtant d'à peu près toute documentation, épousèrent la thèse de Lénine et la défendirent dans l'*Avanti !* et dans

l'*Avanguardia*, l'organe des jeunes socialistes, avec la même fougue que celle avec laquelle ils s'étaient solidarisés avec la dispersion de la Constituante et la croisade terrible contre les opportunistes et les traîtres à l'intérieur et à l'extérieur de la Russie, en confiant aux travailleurs d'Europe et d'Italie la tâche d'éteindre, d'enterrer la guerre, en conjurant la flambée du fanatisme patriotique tel que celui de l'interventionnisme traître et anti-allemand.

La délégation Trotsky revint en annonçant qu'elle n'avait pas accepté de signer la paix le 10 février. Mais la question avait déjà été discutée dans une conférence de 63 bolcheviks qui s'était tenue le 21 janvier et à laquelle avait participé Trotsky. La thèse de Lénine qui voulait accepter de signer la paix imposée par les Allemands obtint seulement 15 voix et fut donc battue. La thèse *ni guerre ni paix* de Trotsky en eut 16. La majorité absolue, 32 voix, suivit la thèse de Boukharine favorable au refus de la signature et à la proclamation d'une guerre révolutionnaire. Le 22 janvier la discussion revint devant le Comité Central du Parti. Lénine proposa de ne pas refuser de signer, mais de faire traîner les négociations en longueur : 12 oui, 1 non. Trotsky persista dans sa proposition : refus de signer, démobilisation, il obtint 9 oui contre 7 non.

Le 28 janvier on en discuta encore lors d'une réunion commune avec les *s.-r.* de gauche. La majorité décida de soumettre au Congrès des Soviets la formule : ni guerre, ni paix.

Le 10 février, comme il a été dit, la délégation rentre après avoir appliqué cette directive, contre l'avis de Lénine mais pas contre celui de la majorité. Krilenko qui avait le commandement suprême ordonna la démobilisation. Les conditions militaires sur le plan technique étaient si évidentes que personne ne s'y opposa.

Quand on sut que les Allemands, après une conférence présidée par le Kaiser Guillaume à Hambourg, avaient repris leur avance, le Comité Central fut encore réuni le 17 février. La proposition allemande de reprendre les négociations et de signer la paix fut rejetée par 6 voix contre 5. Il n'y eut pas de votes pour la guerre révolutionnaire mais seulement l'abstention de Boukharine, Joffé et Lomov.

Le 18 février, lors d'une longue séance Lénine et Zinoviev défendirent d'abord la signature de la paix, Trotsky et Boukharine la refusèrent, et la proposition de traiter fut repoussée par sept voix contre six ; plus tard on se décida à envoyer un télégramme qui offrait la paix à certaines conditions, anciennes ou nouvelles, avec l'approbation de Lénine, Smilga, Staline, Sverdlov, Trotsky, Zinoviev, Sokolnikov, avec 4 non et deux abstentions. La réponse vint le 23. Le Comité Central vota l'acceptation par 7 voix contre les quatre voix de Boukharine, Bubnov, Ouritsky et Lomov. On vota cependant la préparation à la guerre révolutionnaire. Le 3 mars ce fut la paix.

Le 6-8 mars la polémique éclata violemment au septième congrès du Parti, et l'acceptation de la paix de Brest fut approuvée, malgré la vive opposition de la fraction de Boukharine. La résolution de Lénine eut 30 voix, contre 12 et deux abstentions. À ce congrès le parti prend le nom de Communiste (bolchevik), comme Lénine l'avait proposé un an auparavant.

Au troisième Congrès des Soviets la question revient et, cette fois, même les socialistes-révolutionnaires de gauche sont dans l'opposition : la coalition est rompue et ces derniers passent à une opposition plus décidée contre le gouvernement bolchevik. Nous sommes le 15-17 mars, le gouvernement est alors formé différemment avec Tchitchérine comme Commissaire des Affaires Étrangères et Trotsky pour la guerre.

113. LE JUGEMENT DE LÉNINE

Les écrits de Lénine s'en prennent violemment à l'attitude de cette « gauche » qui désirait refuser toute paix et prônait la guerre sainte contre les Allemands. L'opposition avait

gagné l'organisation du parti à Moscou, et le 24 février elle vota son refus de confiance envers le Comité Central. Lénine appelle « étrange et monstrueuse » une telle position. Les communistes de gauche devaient admettre que cette guerre aurait été sans espoir et que les Allemands auraient par la suite vaincu et avancé, avec comme conséquence la chute du pouvoir des Soviétiques. Ils avaient répondu qu'une telle éventualité était préférable au déshonneur de se voir imposer les conditions des impérialistes allemands. Lénine démontre que cette position est une position de désespoir et que ce n'est pas œuvrer à la défaite de la révolution internationale que de signer une paix onéreuse et terrible avec l'impérialisme germanique ; sa perspective était que la révolution dépasserait ce moment terrible, elle allait avoir une saveur de prophétie ⁷⁷.

Lénine n'a cependant jamais condamné *par principe* la guerre révolutionnaire. Peu de jours en effet avant d'écrire le texte déjà cité, le 22 février, il avait rédigé l'appel pour la défense révolutionnaire inclus dans les *Œuvres Choisies*, avec les paroles – nous ne savons pas si ce sont les mots originels – dont on a tant abusé en 1942 « *La patrie socialiste est en danger !* ». On y donne toutes les dispositions à prendre pour la résistance désespérée à l'envahisseur, dans le cas où celui-ci repousserait la délégation déjà partie pour signer la paix et continuerait à envahir délibérément le pays.

Mais dans les écrits ultérieurs en préparation du septième Congrès Boukharine et les siens sont fièrement stigmatisés sur la base d'une relation détaillée sur la situation actuelle.

La fin de la guerre était un objectif fondamental, peut-être le plus vital, d'une lutte très longue qui durait depuis 1914 et en un certain sens depuis 1900. Il était indispensable que ce point fondamental fût établi à tout prix : la guerre impérialiste et tsariste est finie, la trahison sociale-chauviniste a été écrasée ; et c'était un point fondamental de la révolution russe comme, par dessus tout, de la révolution internationale. Il n'allait pas manquer de luttes et de guerres civiles pour la défense de la révolution et des victoires d'Octobre. Lénine le savait et le dit clairement.

Mais Brest fut une étape sur le chemin qui devait conduire de la guerre impérialiste à la guerre civile dans tous les pays, comme le marxisme révolutionnaire l'avait déclaré depuis 1914 et même avant. Et le prolétariat allemand donna avec Spartakus en 1918, à la fin de cette terrible année, la preuve qu'il avait compris la tâche qui lui incombait à la suite du supplice que fut la « paix déshonorante », que le bolchevisme et Lénine eurent le courage gigantesque de signer délibérément le trois mars historique à Brest. Ce fut la contrepartie triomphante de la signature du traité que l'histoire déposa sur le tapis.

À l'étape de Brest la Révolution Européenne était dans sa marche glorieuse ⁷⁸. Sur la ligne politique révolutionnaire, le pouvoir russe d'Octobre en tenait tout seul, et dans les règles, le drapeau rouge.

114. LA TERRIBLE GUERRE CIVILE

Après l'interruption du présent compte rendu due à la réunion de fin d'année à Milan ⁷⁹, nous reprenons la narration critique au point que, dans la synthèse donnée dans les deux numéros 15 et 16 de *Programma Comunista* ⁸⁰ qui suivirent la réunion de Gênes en août, nous avons appelé « broyage de la contre-révolution ». Nous avons en effet déjà traité, après la conquête du pouvoir en octobre 1917, les autres étapes de la lutte purement politique : la dispersion de l'Assemblée Constituante et la liquidation de la guerre impérialiste (paix de Brest-Litovsk) qui fut suivie, comme conséquence immédiate, de la rupture avec le dernier allié (le parti socialiste-révolutionnaire de gauche) et ensuite de la répression de son attaque armée.

La sortie des s.-r. du gouvernement eut lieu au quatrième Congrès des Soviétiques qui, immédiatement après le septième Congrès du parti communiste (bolchevik), comme il

s'appelaient depuis lors, approuva la ligne de Lénine à Brest-Litovsk ; la révolte des s.-r. suivit le V^e Congrès panrusse des Soviets, du 4-10 juillet 1918, qui ratifia définitivement le traité, adopta la première constitution, proclama la formation (commencée depuis février) de l'Armée Rouge permanente, et repoussa les thèses socialistes-révolutionnaires qui défendaient la lutte sans quartier contre le paysan riche et le capitaliste agraire (le *kulak*). Les s.-r. passèrent de l'opposition à la révolte : le 5 juillet un de leurs partisans, Blumkin (par la suite, comme dans un film de Toto ⁸¹, il fut présenté comme un agent de Léon Trotsky), assassina l'ambassadeur d'Allemagne Mirbach, en espérant ainsi faire reprendre la guerre. Dans différentes villes et à Moscou les s.-r. s'insurgèrent, ils en vinrent même à tirer au canon contre le Kremlin. Le parti communiste, sans la moindre hésitation, décida la liquidation de l'aventure qui fut réalisée en peu de jours ; ce dernier résidu allié, ce dernier objet avec lequel il aurait été possible de faire un « bloc » ou un « front unique », à la grande horreur de tout l'opportunisme mondial et à la grande joie des marxistes révolutionnaires de tous les pays qui n'étaient pas des poules mouillées, fut mis hors de la ligne rouge et écrasé comme un nid de serpents ⁸². Fidèles à leur méthode terroriste, et se consacrant maintenant à la contre-révolution, les s.-r. de gauche devaient encore assassiner le valeureux bolchevik Ouritsky, ce qui fut une perte grave pour le parti ; et tirer, de la main de Fanny Kaplan, une balle de pistolet dans le dos de Lénine lui-même de qui elle en abrégéa peut-être l'existence.

À ce moment les fronts de l'intervention extérieure et de la guerre civile s'ouvrirent l'un après l'autre ; le 17 août coupant court à une autre pratique ennuyeuse on se débarrassa, sur ordre du gouvernement bolchevik, de la famille impériale à Ekaterinburg où les blancs étaient sur le point d'arriver ; et il n'y a pas lieu de croire qu'un membre de cette famille ait pu s'échapper ⁸³.

Une nouvelle période s'ouvrait donc après laquelle le problème que nous indiquions en conclusion dans le résumé de cette série de réunions - que doit faire le parti révolutionnaire à peine arrivé au pouvoir ? - fut résolu. Voici la solution : combattre durement et longuement pour ne pas le perdre. Lutte qui, pour les deux partis adverses, ne peut pas laisser de quartier aux vaincus.

115. LES TROIS TÂCHES SOCIALISTES D'OCTOBRE.

L'ossature critique de notre présente reconstruction historique consiste à soutenir dialectiquement que la révolution russe n'a pas conduit à une Russie socialiste mais à une Russie capitaliste, et que ceci ne contredit pas mais confirme la théorie historique du parti. Entre la révolution russe et la société socialiste russe il devait y avoir le « pont » qui a manqué : la révolution prolétarienne européenne. Elle consiste également à soutenir dans le même temps que, alors que février 1917 fut une révolution politique bourgeoise, l'Octobre 1917 fut une révolution politique prolétarienne, et *socialiste* (et donc aussi révolution sociale à définir comme socialiste) qui ne perd rien au fait que, par la suite, la route dialectique à la victoire du socialisme dans le monde capitaliste ne put être entièrement parcourue. Une cause historique n'est pas perdue si elle est renvoyée à une *audience* ultérieure ⁸⁴.

Nous avons donc fondé la démonstration du « droit » de l'Octobre russe à être qualifié de « socialiste » et « communiste » en se basant sur trois de ses tâches qui sont restées solidement implantées dans le *corpus* historique humain.

La première tâche est l'écrasement de l'opportunisme traître et nationaliste de la Deuxième Internationale, et la liquidation de la guerre capitaliste.

La deuxième tâche est la dispersion décisive ultérieure de tous les mouvements sociaux et politiques qui campent entre la bourgeoisie et le prolétariat révolutionnaire en épuisant en une puissante série dialectique la fonction historique au fur et à mesure qu'elle n'a plus de force propulsive, à partir de la chute du féodalisme, et en construisant la preuve

physique réelle de la nécessaire unité et totalité du pouvoir révolutionnaire dictatorial - et terroriste quand il le faut - dans les mains du parti de classe, du parti marxiste et communiste.

La troisième tâche réside dans la solution, théorique et pratique, du rapport entre la classe prolétarienne révolutionnaire et l'État. L'émancipation des classes laborieuses est impossible à l'intérieur des limites de l'État bourgeois : ce dernier doit être défait dans la guerre civile, son mécanisme doit être anéanti ; ainsi la version sociale-démocrate du cours historique est anéantie. Après la victoire révolutionnaire et insurrectionnelle il est inévitable qu'une autre forme historique étatique ne surgisse, la dictature du prolétariat, conduite par le parti communiste qui ouvre l'étape historique qui voit naître la société socialiste et *s'éteindre* l'État. C'est ainsi que doit être jugée la lutte entre marxistes et libertaires et que s'achève le cycle de l'illusion petite-bourgeoise anarchiste, tout en reconnaissant aux anarchistes la justesse de leur thèse selon laquelle l'État ne se conquiert pas mais se détruit.

116. LES CONCLUSIONS REVIENDRONT

Quel est le bilan, en Russie et dans le monde entier, de ces trois tâches historiques gigantesques ?

Pour la première : la défaite des traîtres de 1914 fut définitive dans le domaine théorique, de même que fut définitive, toujours dans ce même domaine, l'œuvre de fondation de la nouvelle Internationale. Dans le domaine de la réalisation historique, en ce qui concerne la Russie, le résultat fut énorme avec la destruction du « défensisme » qui renaissait menaçant (Lénine – Avril), mais en ce qui concerne l'Internationale, sa puissante base critique et théorique ne rencontra pas un égal succès. Une révolution prolétarienne européenne victorieuse n'étant pas intervenue, on ne put greffer sur l'Octobre russe socialiste le passage de la société russe au socialisme. Mais, et ce fut pire, on ne put greffer le développement, cohérent avec ses bases glorieuses, des partis communistes en Russie et ailleurs. Dans tous les cas, à la date d'Octobre 1917, bilan positif !

Le bilan fut non moins positif pour la deuxième tâche : en théorie, la destruction totalitaire des partis « alliés » reste une conquête universelle, pratiquement elle est effective en Russie à cette époque sans exception. À l'échelle internationale et pour les mêmes raisons que celles vues plus haut, on a régressé en deçà des sommets d'Octobre.

La troisième tâche, celle de la destruction de l'appareil d'État traditionnel, a été accomplie dans la doctrine avec *l'État et la Révolution*, avec la restauration totale du marxisme ; dans l'action cette tâche a été aussi pleinement réalisée en Russie puisque tant l'appareil tsariste que les efforts d'organisation dans le gouvernement provisoire ont été mis en pièces et que l'État parlementaire a avorté. À l'époque d'Octobre ce bilan resplendit de son achèvement, c'est un résultat que l'avenir utilisera pleinement malgré le revers⁸⁵ de la révolution en Europe et l'involution du pouvoir russe en des formes capitalistes sur le plan social et mensongèrement démopopulaires sur le plan étatique.

La révolution d'Octobre et le parti communiste de Lénine sont allés à la victoire en conduisant toute l'action sur la véritable ligne révolutionnaire, en remportant tous les résultats que l'on pouvait remporter et dans un sens favorable au développement de la révolution prolétarienne internationale et de la société socialiste ; les seules formes possibles alors, aujourd'hui et demain.

La résistance de la forme historique capitaliste dans le monde moderne et à plus forte raison en Russie est liée encore à la défaite terrible du mouvement de la classe ouvrière dans l'épreuve d'août 1914.

Malgré les revers stratégiques ultérieurs du prolétariat mondial, et malgré la nouvelle vague d'opportunisme, pire que la précédente, qui a tué le Parti et l'Internationale de Lénine, le point d'appui d'Octobre est puissamment valide et il le reste pour tout le cours de la

Révolution future. Des révolutions prolétariennes que l'histoire enregistrera, Octobre a été la première à vaincre, et à marquer la voie unique, ouverte glorieusement depuis lors.

117. EFFORT SUPRÊME ISOLÉ

Les acquis d'Octobre en tant que totalité unipartitique de la révolution, en tant que broyage de la guerre impériale, en tant que mise en pièces de l'État parlementaire, font partie des enseignements et des « entraînements » historiques grandioses du prolétariat mondial. Octobre fut tout autant l'épopée véritable et réelle à travers laquelle, en plus de trois années de guerre civile effrayante, tous les retours féroces de la contre-révolution - qui étaient alimentés par les classes dominantes et par les forces de conservation du monde entier et des pouvoirs constitués de tous les pays - furent écrasés sans laisser de traces tangibles.

Une part énorme du potentiel révolutionnaire que les prolétaires russes et leur parti formidable possédaient fut absorbée par cet effort incroyable. Les ennemis arrivaient de toutes les directions, ils s'alignaient sur des dizaines et des dizaines de fronts, ils avaient des bases et des moyens d'opération dans tous les points non seulement de l'horizon géographique, mais aussi de l'horizon politique ; les incursions multiples et multiformes, venant de classes, de partis, d'États de toute nature, blancs, jaunes, verts, roses, réactionnaires féodaux, gros capitalistes libéraux, pseudo-radicaux petits-bourgeois, soi-disant socialistes pseudo-ouvriers, tous ils frappaient avec un seul objectif : abattre le pouvoir bolchevik. Ce n'est pas le lieu de faire l'histoire de cette longue lutte à laquelle dans la synthèse nous fîmes allusion en donnant une liste des événements significatifs, mais nous l'essaierons en faisant référence aux dates, aux lieux d'origine et d'attaque, aux noms des nationalités, des gouvernements et des généraux qui opérèrent. Cent attaques contre une défense unique, d'une seule couleur, qui l'emporta parce qu'elle était « unipartitique ».

Nous voulons ici faire deux remarques importantes. Nous voulons nous demander pourquoi devant l'hétérogénéité incroyable de l'adversaire et la diversité d'origine des intérêts qui les mettaient en mouvement et les soutenaient, on ne songea pas un seul moment à monter ces adversaires les uns contre les autres, à semer habilement entre eux la discorde, à les distinguer, à les classer par ordre d'importance ; pourquoi la révolution s'attachait-elle sans discuter au programme simple et unique de les repousser et de les anéantir tous, des tsaristes aux anarchistes ? Pourquoi dans ce cas ne fut-il jamais fait appel à la théorie de la manœuvre tournante qui fit tant de mal dans la stratégie politique au milieu du kaléidoscope des partis européens et qui posa les racines du pullulement actuel, ruineux et fétide, des clins d'œil équivoques, des oscillations incessantes et des monstrueuses *ouvertures* des œillades de la politocailerie de trottoir ?

Et en deuxième lieu nous voulons noter que, même si ne manquèrent pas certains épisodes d'internationalisme prolétarien qui arrêtaient ou retardèrent de nombreuses entreprises de l'intervention bourgeoise et étrangère dans la Russie socialiste, la disproportion fut trop importante entre d'un côté la partie de la charge qui retomba sur les forces internes de la révolution et de l'autre côté l'aide des prolétaires non russes et la lutte au cri de : *Bas les pattes de la Russie !* qu'il aurait mieux valu conduire au cri de *Arrachez le pouvoir à la bourgeoisie, hors de Russie !*⁸⁶ Cette consommation de forces énorme dans une lutte féroce pour la vie et pour la mort, où tout était en jeu à tout moment, se répercuta dans une bonne mesure sur les faiblesses de la stratégie du parti étranger à l'extérieur, sur la facilité difficilement explicable avec laquelle le bolchevisme, fort d'une tradition de fermeté sans pareille, laissa par la suite, et il est vrai après l'immolation d'une très grande partie de ses troupes, corrompre les points cardinaux programmatiques du marxisme et de la révolution, tricher grossièrement sur la réalité des formes sociales, et finalement répandre la

dégénérescence effroyable qui réside dans le mot d'ordre insensé de construction du socialisme dans la seule Russie.

Tout ce que le prolétariat russe et le parti russe pouvaient faire seuls, à la date de la fin victorieuse de la guerre civile en 1920-1921, était fait. Et tout ce qui pouvait être donné avait été donné. L'avènement du socialisme exigeait l'irruption sur la scène du prolétariat international. On ne donna pas à celui-ci la consigne que l'on sut donner à l'Armée Rouge, dès l'époque de sa formation extrêmement difficile et tourmentée : marcher au même titre contre tous les ennemis et tenter de les frapper tous au cœur sans discriminations de maquereaux !⁸⁷

118. EN RUSSIE ET EN EUROPE

Comment cette double position s'explique-t-elle ? Correcte dans le domaine militaire et erreur de manœuvre dans le terrain politique et extérieur ? Ce serait une chose banale. Ce ne sont pas les chefs, les dirigeants, les gouvernants et les partis qui ont de pareils choix entre les mains. C'est la force de l'histoire elle-même qui les détermine à prendre des positions qui naissent des rapports physiques de l'infrastructure. En Russie la phase révolutionnaire était mûre pour faire apparaître en un cycle bref de nouvelles forces qui allaient désagréger des formes mortes ; à l'extérieur de la Russie, en Europe, la situation était faussement révolutionnaire et l'alignement des forces ne fut pas décisif, l'incertitude et la variabilité d'attitude fut un effet et non une cause de la déviation de la courbe historique du potentiel de classe⁸⁸.

S'il y eut erreur et si l'on est censé discourir d'erreur causée par des hommes et des politiques, cette erreur ne consista pas dans le fait d'avoir raté des autobus historiques que l'on pouvait prendre, mais bien d'avoir saisi, dans la lutte en Russie, la présence de la situation suprême, d'avoir cru en Europe pouvoir la remplacer par des manœuvres habiles et illusoires, de ne pas avoir eu, de la part du mouvement, la force de dire que l'autobus du pouvoir prolétarien en Occident n'était pas passé et donc que c'était un mensonge que d'annoncer l'arrivée en Russie de l'économie socialiste. Pour nous les Héros ne font pas l'histoire : mais les Traîtres non plus.

Le moment et la période favorables furent au contraire ressentis en Russie par les sismographes du sous-sol social. Les diagrammes furent déchiffrés par les yeux d'un Lénine qui hurla qu'il était temps de donner l'assaut d'Octobre, qui surveillait à partir du centre d'un réseau de fils télégraphiques la dynamique unitaire du resserrement et du relâchement de la corde unique qui passait autour du cou de la révolution, et sur laquelle une centaine de mains tiraient. D'un Lénine qui transmettait des communications dans un style impérieux dont Trotsky témoigne en notant qu'il écrivait en ces termes à Kamenev (envoyé au printemps 1919 en Ukraine avec des fonctions administratives et encerclé par les blancs) : « il est absolument nécessaire que vous vous portiez vous-mêmes au secours du bassin du Don, autrement il n'y a pas de doute que la catastrophe sera terrible et à coup sûr irrémédiable ; nous périrons tous quasi certainement si nous ne réussissons pas dans un délai bref à nettoyer le bassin (charbonnier) du Don. » L'histoire, encore une fois, *ne se fait pas*, et c'est déjà une chance peu courante de pouvoir la déchiffrer ; et chaque jour le nombre des imbéciles qui ne comprennent pas cela augmente d'une unité, ils s'imaginent, pauvres nullités, faire et modeler l'histoire à leur guise comme de l'argile ... De cette façon on n'en déchiffre même pas la voie certaine, ce qui pourrait conduire au fatalisme qui horrifie les impuissants de naissance ... ; on établit seulement quelques liens entre des conditions données et des développements correspondants.

Il n'y eut pas dans une période analogue de frémissements historiques dans l'Europe centrale-occidentale dans ces années et dans celles qui suivirent ; on marchait à tâtons, on

s'écarta du droit chemin plusieurs fois et à la fin, de même que l'organisme de Lénine céda après avoir tout donné (la comparaison a seulement une valeur didactique), celui du parti russe céda de même, et le communisme international s'en alla à la dérive.

119. « IONISATION » DE L'HISTOIRE

Pour clarifier la conception de la différence entre les deux milieux (ou *aires* comme nous le disons parfois) et les deux époques, ou phases, nous nous permettrons de recourir à une image physique, et nous dirons que dans la Russie de la période de la guerre civile on ne se trompait pas dans la direction de pointage de l'artillerie parce que dans les périodes vitales pour la Révolution l'atmosphère historique est *ionisée*. Toute *molécule humaine* s'oriente nécessairement, automatiquement, et elle ne doit pas faire d'efforts pour *choisir* ses positions.

La découverte des ions fut le prélude à la chimie moderne et à la physique infratomique, même s'il ne s'agissait pas encore de parties d'atomes ; elle fut le prélude aux synthèses entre les données expérimentales mécaniques, chimiques et électriques.

Toute molécule d'un corps chimique donné se compose de deux parties que l'on appelle *ions*, unies par un lien électrique. Les deux ions sont chargés d'électricité de pôle opposé, et donc s'attirent, sont soudés l'un à l'autre. L'ion positif *sodium* et l'ion négatif *chlore* (métal et métalloïde) forment, en se combinant, un sel commun, le chlorure de sodium. Attention, il ne s'agit pas du phénomène de l'électron et du proton, qui unis forment le neutron⁸⁹, mais ici nous nous en servons de la même façon. La molécule de sel est, après cette étreinte électrochimique, neutre, sans charge, stable, indifférente, et se met en une position quelconque même si elle se trouve dans un champ électrique puissant, et elle ne daigne pas se tourner vers quiconque.

Mais ionisez le sel ! - ce qui advient en de nombreux cas, quand par exemple on le fait tout simplement dissoudre dans de l'eau - et faites passer en lui un courant électrique faible (l'alchimiste l'avait bien dit il y a dix mille ans *corpora non agunt nisi soluta*, les corps ne sont actifs qu'en solution, et la science est toujours à la fin vieille et nouvelle) ; eh bien, les deux ions se séparent, leurs charges polaires redeviennent évidentes, ils ne peuvent plus se disposer dans une attitude arbitraire, selon un axe quelconque, mais ils se séparent en *deux seuls* types : les ions positifs et les ions négatifs. Ils courent sur la même ligne en deux seuls sens opposés : les premiers vers l'afflux de forces électriques négatives et les autres dans le sens inverse.

Appliquons un moment s'il vous plaît notre petit modèle - qui est utilisable pour une profonde étude de tous les corps et de tous les domaines de la nature physique, jusqu'au cas sensationnel de l'atmosphère terrestre dans laquelle nous sommes immergés et que des cataclysmes astraux lointains ou des bombes atomiques humaines terrestres polarisent de diverses façons et rendent radioactive (dans tous les cas c'est quasi la même chose) – au cours historique de l'agglomérat humain. En certaines époques, comme en cette année 1956, en cette phase sinistre de la civilisation bourgeoise occidentale, le milieu historique n'est pas *ionisé*, les innombrables molécules humaines, les individus, ne sont pas alignées en deux champs de force antagonistes. Dans ces périodes mortes et répugnantes, la molécule personne peut se mettre à se vautrer orientée n'importe comment, le « champ » historique est nul et tout le monde s'en fiche. C'est alors que la molécule froide et inerte, qui n'est pas pénétrée par un axe indéfectible ni fixée sur lui, qui n'est pas parcourue par un courant impérieux, se recouvre d'une sorte de croûte que l'on appelle conscience, et se met à déblatérer qu'elle ira où elle veut, quand elle veut, et qu'elle élève sa nullité et son imbécillité incommensurables à la hauteur de moteur et sujet causal de l'histoire.

Mais imaginez que, comme dans la Russie de la grande guerre civile, les grandes forces du champ historique se réveillent suscitées par les heurts des nouvelles forces

productives qui font pression sur le réseau des vieilles formes sociales qui vacillent ; c'est alors que, selon notre image, l'atmosphère historique, le magma social humain, se *ionisent* et s'il y avait un compteur Geiger de la révolution ses aiguilles se mettraient à danser follement. Les lignes de force du champ s'immobilisent sur leur trajectoire, tout est polarisé selon deux orientations inexorables et antagonistes, chaque élément du tout complexe choisit son pôle et se précipite pour heurter son opposé, le doute mortel cesse, tout double jeu va se faire foutre ignoblement, l'individu-molécule-homme court sur son alignement et vole le long de sa ligne de force, oubliant finalement cette idiotie pathologique que des siècles d'égarement ont célébrée sous le nom de *libre arbitre* !

Nous avons voulu de cette façon présenter le fait historique suggestif suivant : dans la longue guerre de trois années, la glorieuse et immense révolution bolchevique eut contre elle des dizaines et des dizaines de formations ennemies, mais l'histoire de sa bataille miraculeuse et de son attitude *superstructurelle* ne connaît que deux camps, que deux directions, que deux forces qui se heurtent, que deux seules issues de la tragédie sociale : ou nous périrons, ou périront les hordes ignobles de contre-révolutionnaires *sans adjectifs*.

La révolution communiste ne pourra vaincre que lorsque, une fois polarisée par des forces neuves cette atmosphère morte qui aujourd'hui nous étouffe, une fois dispersé le blasphème scientifique de la vile *coexistence* indifférente des pôles ennemis, la totalité du monde capitaliste sera *ionisée* dans la phase révolutionnaire future, et il n'y aura seulement que deux dénouements possibles à la lutte suprême.

La démangeaison de petites molécules, neutres jusqu'à la stérilisation mortelle, n'a pas ionisée l'histoire de même que notre révolution n'a pas été la seule à la ioniser ; ce fut le cas par exemple quand le Christ, qui fut nommé Dieu parce qu'il ne se réduisait pas à la partie risible d'un Chef et d'un Héros, mais qu'il était un champ historique de forces impersonnelles, *ionisa* le monde des sociétés esclavagistes antiques avec la formule équivalente : Qui ne sera pas avec moi sera contre moi ⁹⁰.

120. DIALOGUE DE COLOSSES

Un épisode d'une puissance énorme servira à expliquer notre *parabole* d'aujourd'hui. Il remonte à l'époque à laquelle la défense unitaire révolutionnaire devait, sans épargner son souffle, se jeter contre les offensives soutenues par les Allemands, les Bulgares et les Turcs, contre les débarquements des Anglais, des Américains, des Français et des Japonais, contre les révoltes paysannes des partis opportunistes et anarchistes ⁹¹, contre les repaires de forces féodales et nobiliaires favorables au tsarisme, contre les ex-généraux de la monarchie et les ecclésiastiques réactionnaires, contre les pseudo-gouvernements bourgeois, sociaux-démocrates et socialistes-révolutionnaires, quand cette défense unitaire n'avait qu'une seule arme : l'Armée rouge enthousiaste et dont la formation était récente. À l'intérieur de cette Armée rouge à tout moment, et souvent avec succès, le sabotage et la trahison d'espions de toutes les nuances politiques s'exerçaient dans le but de frapper au cœur le gouvernement russe.

Toute armée est un instrument technique, et ses rouages doivent être préparés et entraînés longtemps à l'avance. L'immense armée rouge était née des premières formations d'ouvriers armées et de gardes rouges qui avaient tiré de leur seul enthousiasme de classe et révolutionnaire leur préparation à l'art de combattre en masse. On était sans cesse devant l'alternative de disposer d'éléments politiquement sûrs mais inexperts dans le domaine militaire ou de disposer d'éléments politiquement douteux mais techniquement adaptés à la guerre et dûment préparés, éduqués et entraînés.

L'armée, dirigée par Trotsky, Commissaire suprême à la guerre, fut organisée en intégrant, outre les volontaires communistes ouvriers, des soldats et surtout des officiers des différents grades de l'armée tsariste professionnelle.

Certains éléments du parti adoptèrent une position qui peut indubitablement être taxée d'infantilisme, ils affirmaient que seuls devaient combattre les militants à la foi révolutionnaire éprouvée et que l'on ne pouvait pas confier de commandement aux officiers de l'ex-tsar pour éviter les trahisons.

Trotsky avait depuis longtemps dépassé de telles hésitations par son expérience directe de la réalité complexe et malgré la connaissance indubitable de cas de défaitisme. On demanda plusieurs fois à Lénine de trancher cette question. C'est encore une fois Trotsky qui rapporte l'épisode dans son *Staline* :

« En mars 1919, à la session du soir du Conseil des Commissaires du Peuple, à propos d'un télégramme qui annonçait la trahison d'un certain commandant de l'Armée Rouge, Lénine m'écrivit un petit billet “ Ne ferions-nous pas mieux de mettre à la porte tous ces spécialistes et de nommer Lascevic commandant en chef? ”. Je compris que les opposants à ma politique militaire, et en particulier Staline, avaient fait pression sur Lénine les jours précédents avec une insistance particulière, et avaient fait naître des doutes même chez lui. J'écrivis *au dos* de son billet : “ Puérilité ! ” La réponse rageuse avait visiblement fait son effet : Lénine aimait les pensées formulées sur un mode clair et tranché. Le jour suivant, avec un rapport de l'état-major en poche, j'entrai dans le bureau de Lénine au Kremlin et lui demandai :

“ Savez-vous combien nous avons d'officiers tsaristes dans notre Armée ? ”

“ Non, je ne le sais pas ” répondit-il avec intérêt.

“ Approximativement ? ”

“ Je ne le sais pas ”, dit-il en refusant catégoriquement d'essayer de le deviner. (il n'était pas du genre à aimer le jeu de quitte ou double, nous permettons-nous d'insérer...).

“ Pas moins de trente mille ! ” Ce chiffre le surprit énormément. “ Et maintenant, insisté-je, calculez le pourcentage des traîtres et des déserteurs parmi eux, et vous verrez qu'il n'est pas du tout élevé. Dans le même temps nous avons pu constituer une armée à partir de rien. Cette armée augmente en puissance et deviendra toujours plus forte ”.

« Quelques jours après, durant un meeting à Petrograd, Lénine fit le bilan de ses doutes sur la question de la direction militaire : “ Quand récemment le camarade Trotsky me dit que le nombre des officiers s'élevait à plusieurs dizaines de mille, je compris que l'on pouvait utiliser ces ennemis pour notre bien ; je compris que l'on pouvait contraindre ceux qui sont opposés au communisme à le construire et que nous pouvions construire le communisme avec les briques que les capitalistes avaient accumulées pour les utiliser contre nous ... *Nous n'en avons pas d'autres* ” »

121. GLOSE AU DIALOGUE

Cet épisode authentique, que seul un arriéré mental peut imaginer avoir été inventé, ne nous sert ici qu'à prouver que quand Lénine parle de construction il ne parle pas en tant qu'adjudicataire du bâtiment mais en tant que dirigeant d'un parti révolutionnaire. Dans cet exemple les briques ne sont pas en argile mais en chair et en os, et l'image de la brique vaut celle des molécules humaines. C'est donc seulement quand le capitalisme aura cuit assez de briques et fondu assez d'acier ⁹² que l'on pourra envisager la forme économique socialiste, ceci est clair même au sens physique. Il y a encore trop de maisons en bois en Russie. Donc nous ne cherchons pas d'échappatoire.

Nous avons rapporté ce dialogue vivant et vibrant pour appliquer à cet événement - encore brûlant après presque quarante années palpitantes de force historique, et parallèles à

d'autres événements analogues que nous pourrions tirer de l'histoire de guerres civiles et révolutionnaires bien plus lointaines – non pas certes une doctrine nouvelle mais notre manière de présentation actuelle. Les officiers tsaristes purent efficacement combattre et vaincre pour la révolution, et même déterminer par leur apport indispensable la victoire de la révolution, parce que le milieu social était, pour user le terme adopté plus haut, hautement « ionisé », et la molécule « officier de l'armée » ne pouvait que se polariser en un des deux sens, et nécessairement en celui de la défaite des contre-révolutionnaires.

Ils combattirent avec un zèle égal, tant contre les forces des armées dynastiques et féodales, que contre les forces d'origine bourgeoise, nationale ou étrangère, et ils ne s'arrêtèrent pas à des différenciations politiques entre les différentes armées et les différents ennemis. Dans la situation suprême toute la société se meut entre deux pôles embrasés⁹³ et il y a peu de temps pour s'intéresser à des faits secondaires comme les crises de conscience et les décisions subjectives ou le « vote » que l'on accomplit en consultant dans son for intérieur madame son opinion.

Les faits eux-mêmes et les *champs* puissants orientèrent et ionisèrent les comportements de Trotsky et de Lénine dont la grandeur se manifeste justement dans de tels événements. L'orientation dans les grandes questions ne naît pas de l'esprit du Chef de même qu'elle ne naît pas d'une constitution collective : elle est indiquée selon les lois de fer de l'histoire par les cerveaux qui constituent des « compteurs » d'ions, d'électrons dans leur course, particulièrement valides et sensibles.

S'il était vaguement plausible de faire le compte de ces versions, pires que les romances dont les personnages sont, après leur mise hors circuit et leur mort, coulés dans un moule ridicule, nous verrions les deux interlocuteurs de notre dialogue prendre les figures de deux Génies opposés, l'un celui du Vrai et du Bien, l'autre celui du Faux et du Mal. Nous devrions avaler une version de ce calibre : alors que chaque parole de Lénine avait la vertu d'être un oracle infaillible (et Trotsky lui-même dit, lors de la discussion de 1926, que chaque fois que quelqu'un s'était opposé à Lénine, l'histoire lui avait donné tort⁹⁴, et il prouva que Staline lui-même s'était gravement trouvé dans cette situation comme nous le savons – mais Trotsky ne voulait évidemment pas dire à la manière des idiots que le mandat d'émettre à chaque tournant le Verbe était inscrit dans un seul cerveau) à l'opposé son contradicteur d'alors ne le consultait ni lui ni les autres pour préparer les succès de l'Armée de la Révolution mais visait depuis de nombreuses années déjà à son sabotage ; et le pouvoir divinatoire de Lénine l'en empêcha ! Ne pouvant toutefois prouver le fait de l'existence de la proposition de la radiation de tous les officiers professionnels de l'armée, et ne pouvant donc prouver qu'il y avait eu triomphe du sabotage et de la trahison, une telle version ne pouvait trouver crédit nulle part.

Mais peut-on également, en favorisant l'état d'une société amorphe et désorientée s'il en fût, aux antipodes de l'*ionisation* généreuse et vitale, accréditer une telle manipulation ? Que resterait-il d'une théorie de l'histoire dans laquelle les forces de la base économique et des classes perdraient tout effet déterminant et à la place desquelles tout serait laissé au jeu de deux personnalités, de deux Hommes et de deux Noms dont l'un aurait pour vertu de tout sauver et l'autre de tout faire échouer ?

Une fois admis donc que cette version des faits peut convaincre le monde entier, il est évident qu'il ne resterait rien d'autre à faire, même à ceux qui auraient passé leur vie entière à étudier et à appliquer *le Capital* de Charles Marx, qu'à mettre celui-ci à l'endroit où l'on place le rouleau de papier hygiénique qui est l'un des objets les plus importants de la société capitaliste, depuis que cet objet fonctionnel a remplacé le drap de velours réservé aux princes ainsi que la pratique que le grossier médiéval *Jaeger* chante dans la ballade rustique *mit seimen Faust*⁹⁵

Voilà à quel niveau l'on redescend quand on débite une telle « histoire » bien moins respectable que les fables composées par les mimes et les bouffons pour faire mourir de rire le public qui n'était pas difficile, celui qui est passé avec le même état d'esprit de la salle de projection au meeting électoral.

122. LA PENSÉE DE LÉNINE

Faites de Lénine un automate infaillible et votre idée stupide d'élever la valeur motrice de l'homme de génie au-dessus des « forces de champ » de la dynamique historique conduira, en conséquence de cette tentative idiote, à rapetisser l'histoire véritable de son œuvre et de son enseignement qui est également la l'enseignement du parti et la leçon des événements à l'échelle des décennies et des siècles.

Le parti l'emporta difficilement avec Lénine et toutes ses forces, et il l'emporta dans la mesure où il sut se tenir sur la ligne du filon doctrinal, sûr et continu, par-delà les époques et les générations. Tout Lénine réside dans l'épisode cité plus haut et dans lequel il n'impose pas mais comprend avec la puissance des marxistes véritables et avec la défiance que ceux-ci ont pour le facteur de l'opinion et pour celui de la volonté des individus. C'est en mars 1919 qu'il assure aux officiers tsaristes leur place dans l'armée jusqu'à la victoire. Et pourtant en septembre 1918 il parle à la « journée de l'officier rouge », et fait un parallèle entre l'ancienne et la nouvelle armée, celle-là haïe et celle-ci aimée des masses. Et il dit (en vérité il s'agit d'un compte rendu fait par un journal) : « Les vieux cadres de l'armée étaient en majorité des rejetons de la bourgeoisie, viciés et corrompus, qui n'avaient rien en commun avec le simple soldat. Pour cette raison aujourd'hui, en créant la nouvelle armée, nous ne devons recruter les commandants que dans les rangs du peuple. Seuls les officiers rouges auront du prestige parmi les soldats et sauront consolider le socialisme dans notre armée. Une armée de ce type sera invincible. »

Ces idées sont différentes de celles qui furent mises au point après la discussion avec Trotsky, mais seul un philistin trouverait que faire cette constatation serait diminuer Lénine et son apport exceptionnel. Il est bien vrai que les paroles que nous venons de citer ne sont pas les paroles textuelles de Lénine et il faut les confronter avec les textes plus rudes à propos de l'usage en général des spécialistes non communistes et avec la conversation indubitablement authentique rapportée par Trotsky.

Au-dessus des hommes, grands et petits, et contre la théorie naïve selon laquelle le parti et ses chefs peuvent et doivent en toute situation imaginer des ressources pour changer ou déplacer la théorie originelle, nous déduisons tout des degrés du potentiel historique qui toutefois permet de découvrir les lois du changement, et nous mettons sous le nez de tout acteur historique sans scénario le compteur Geiger : Vois-tu les aiguilles arrêtées ? Épargne-toi la peine de bouger ... la queue.

123. FRONT ENNEMI SANS FRACTURE

Plutôt que de donner la chronique détaillée de la guerre civile russe il nous a donc semblé important de faire la remarque suivante : à aucun instant on ne pensa essayer d'utiliser les dissensions éventuelles entre les différentes armées de la contre-révolution mais on lutta contre toutes en disputant pied à pied chaque pouce de terrain, dans une guerre qui n'avait sur aucun front de perspectives d'armistice, la seule perspective étant l'anéantissement d'une des deux armées engagées. On ne pensa pas non plus « désagréger » la masse effrayante et menaçante de tant d'agresseurs. Et nous disons à nouveau que nous voyons dans cet élément historique une autre grande conquête de la révolution russe, conquête qui subsiste comme arme et comme avertissement pour l'avenir, même si la victoire totalitaire d'alors sur les

champs de bataille de la guerre de classe n'a pas pu conduire au triomphe final du communisme qui ne peut justement pas advenir tant que des armées ennemies sont debout dans une quelconque partie du monde bourgeois.

Cette leçon des faits inscrit dans notre doctrine l'autre théorème : « la guerre de classe n'a pas de période pacifique », il ne peut y avoir *coexistence* d'armées en activité ni encore moins d'États politiques nationaux. Et cette leçon naît de la phase la plus grandiose de la révolution des bolcheviks que ceux qui ont ravalé ses devises pour en faire des jouets d'escrocs habiles ont ignoblement liquidée.

Et à ce point nous devons encore une fois faire parler Lénine, voici ce qu'il écrit dans sa lettre de mai 1918 aux ouvriers de Petrograd sur la famine :

« Ou les ouvriers conscients, les ouvriers d'avant-garde vaincront, en regroupant autour d'eux la masse des paysans pauvres, en instituant un ordre très strict, un pouvoir sévère et inexorable, une dictature véritable du prolétariat, et ils contraindront les koulaks à se soumettre, en établissant une distribution juste du pain et du combustible à l'échelle nationale – (nous mettons ici entre parenthèses un morceau éloquent qui suit plus loin mais qui convient : « L'ouvrier, une fois devenu le chef des paysans pauvres, n'est pas devenu un saint. Il a conduit le peuple en avant, mais en même temps il a été contaminé par les maladies propres à la petite bourgeoisie en désagrégation ⁹⁶... La classe ouvrière ne peut pas se défaire d'un seul coup des faiblesses et des vices hérités de la société de ses exploités... ») – ou bien la bourgeoisie, avec l'aide des koulaks, avec l'appui indirect d'hommes sans caractère et brouillons (anarchistes et socialistes-révolutionnaires de gauche) abattra le pouvoir des Soviets et mettra en avant un Kornilov russo-allemand ou russo-nippon... C'est l'un ou l'autre, il n'y a pas de voie médiane. Le pays est réduit à la dernière extrémité. Quiconque réfléchit à la vie politique ne peut pas ne pas s'apercevoir que les cadets, les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviks cherchent à trouver un accord et se demandent si un Kornilov russo-allemand est « préférable » à un russo-nippon, si un Kornilov couronné est préférable et plus sûr pour écraser la révolution qu'un Kornilov républicain. »

C'est justement là que Lénine aligne devant les yeux des travailleurs, pour les inciter à la lutte à mort, l'unité du front ennemi multicolore, sans faire aucune distinction, sans montrer d'autre issue que la destruction de tous ou la mort de la Révolution.

124. L'APPEL CONTRE TOUS LES ENNEMIS

Une synthèse de la situation de guerre nous est également fournie par Lénine, en août 1918, dans un autre appel aux ouvriers pour la lutte décisive. Une fois encore aucune place n'est laissée à l'espérance que les hostilités alors en acte entre les différents groupes ennemis à l'échelle mondiale puissent rendre moins dur ou moins total l'effort de la Russie soviétique. Aucune sympathie de la part du bloc austro-allemand ou du bloc anglo-français, aucune guerre d'extermination des partis russes de droite ou de gauche n'est déclarée plus importante.

« La République Soviétique est entourée d'ennemis. Mais elle vaincra ses ennemis à l'intérieur comme à l'extérieur. Parmi les masses ouvrières on note déjà une reprise qui est pour nous une garantie de victoire. Déjà on voit qu'en Europe occidentale les étincelles et les explosions de l'incendie révolutionnaire (le regard de Lénine vivant ne se détourne jamais de ce nœud de tout le développement, et il fut grand justement par cette magnifique erreur ⁹⁷) se produisent de plus en plus fréquemment ce qui nous donne la certitude d'une victoire proche de la révolution mondiale. »

« Aujourd'hui, pour la République Socialiste Soviétique de Russie, l'ennemi extérieur est l'impérialisme anglo-français et l'impérialisme nippon-américain. Cet ennemi déclenche aujourd'hui son offensive en Russie et saccage notre terre, il s'est emparé d'Arkhangelsk et de Vladivostok (si l'on prête foi aux journaux français) et a atteint Nikolsk-Oussourisk. Cet

ennemi a enrôlé les généraux et les officiers du corps tchécoslovaque (prisonniers de guerre libérés et dirigés vers la Sibérie et l'Extrême-Orient). Il marche contre la Russie pacifique avec la même férocité en accomplissant les mêmes actes de rapine que ceux accomplis par les Allemands en février, avec l'unique différence que les Anglo-Japonais ont besoin non seulement de conquérir et de saccager la terre russe mais également d'abattre le pouvoir soviétique pour "rétablir le front", pour attirer à nouveau la Russie dans la guerre impérialiste (ou, plus simplement, de rapine) de l'Angleterre contre l'Allemagne.

« Les capitalistes anglo-japonais veulent restaurer en Russie le pouvoir des grands propriétaires fonciers et des capitalistes pour pouvoir partager avec eux le butin volé durant la guerre, pour asservir les ouvriers et les paysans russes au capital anglo-français, pour leur extorquer les intérêts des nombreux milliards donnés en prêt, pour éteindre l'incendie de la révolution socialiste que nous avons commencée en Russie et qui menace toujours plus (écoutez) de s'étendre au monde entier. »

« Les bêtes féroces de l'impérialisme anglo-japonais n'ont pas de force suffisante pour occuper et asservir la Russie. Ces forces font défaut également à l'Allemagne, notre voisine, comme l'a prouvé son expérience en Ukraine. Les Anglo-Japonais comptaient nous surprendre à l'improviste. Ils n'y ont pas réussi. Les ouvriers de Petrograd, puis ceux de Moscou et ensuite ceux de toute la région industrielle centrale, se soulèvent avec une unanimité toujours plus importante, avec une ténacité toujours plus grande, toujours plus en masse, avec une abnégation toujours plus grande. C'est le gage de notre victoire.

« Les pillards ... comptent sur leur allié à l'intérieur : propriétaires fonciers, capitalistes, koulaks ... Ainsi ont agi et continuent d'agir les cadets, les socialistes-révolutionnaires de droite et les mencheviks ; il suffira de rappeler leur entreprise parmi les Tchécoslovaques ... Ainsi agissent les socialistes-révolutionnaires de gauche qui dans leur stupidité ont aidé lors de la révolte de Moscou les gardes blancs à Iaroslav, les Tchécoslovaques et les blancs de Kazan. »

Ce raccourci, dans lequel ne figurent pas les avancées de Koltchak, de Wrangel, de Denikine et de Ioudénitch, donne une idée de l'énorme position historique qui était en jeu. Le but de ce front compact qui va des tsaristes aux anarchistes, des Allemands du Kaiser aux démocrates français et anglais, est unique : arrêter la révolution en Europe. Les deux groupes d'États ennemis, dans la guerre terrible dont l'issue n'était pas encore décidée, sont solidaires dans l'effort contre l'avance du communisme. L'enjeu n'est pas Moscou ou la Russie mais le monde entier, et la solidarité de classe va au-delà de la guerre nationale.

Lénine avait décortiqué les grains de la série historique des classes et des partis, des féodaux aux s.-r. de gauche, en un long cours de 1900 à 1918 ; avec la même puissance dialectique, il les réunit en un seul bloc et pour toujours dans la guerre qu'ils livrèrent à la Révolution mondiale. Ceux qui, dans les tristes années qui suivirent, reprirent honteusement ces distinctions entre les opportunistes et les impérialismes déshonorèrent cette tradition immense, et tous ils hurlèrent leur même haine à mort de Lénine⁹⁸ et du bolchevisme.

125. UNE GUERRE, VINGT ENNEMIS

De même que l'on ne pouvait poser la question de l'économie russe sans examiner le processus révolutionnaire, et dans celui-ci les perspectives et les programmes qui lors de cette longue lutte pour le pouvoir, sur des fronts changeants, furent mis en avant justement au sujet de la formation de cette structure à venir, raison et objectif de la lutte elle-même, de même on ne peut pas clore cette partie historico-politique pour passer à la partie historico-économique (dans la mesure où elles sont séparables) sans considérer dans cette première partie la série terrible des guerres civiles qui la couronnèrent et qui, tant qu'elles ne furent pas achevées partout par la victoire, ne permirent pas que tout l'effort se portât sur la structure sociale.

Il n'est pas possible d'écrire dans ces colonnes une narration historique de cette série – que l'on devrait appeler épopée comme le heurt entre civilisation européenne et civilisation arabe qui eut lieu en des temps plus reculés - dans un ordre chronologique, mais il est nécessaire d'en rappeler la synthèse dans le but de juger le poids de cette période ardente dans le bilan de l'effort révolutionnaire qui peut-être, pour celui qui juge aujourd'hui et qui ne fait pas partie de ceux de la vieille génération qui vécut de loin et de près l'anxiété de cette alternative effrayante, n'est pas apprécié à sa juste valeur à côté de l'événement devenu plus fameux, celui de la phase aiguë, de l'apogée de la lutte dans la capitale, des journées d'Octobre dont l'importance aurait été effacée de l'histoire d'aujourd'hui si une seule des tentatives innombrables de renverser Octobre les armes à la main avait réussi.

Nous diviserons l'ensemble du front en une série de fronts dont nous suivrons l'histoire du début à la fin et nous étudierons rapidement pour chacun d'eux l'origine des forces contre-révolutionnaires, des groupes politiques et donc sociaux de l'intérieur, et des envois de forces d'intervention par les États étrangers ; le début, les phases, les alternances principales et la fin qui, partout, déboucha sur l'anéantissement, la liquidation et le ratissage et une ou deux fois seulement sur la paix, l'évacuation et la fuite. Dix, vingt guerres : la révolution devait les gagner toutes ; alors qu'il suffisait à la contre-révolution d'en gagner une seule ; et elle fut vaincu. Cette leçon colossale de l'histoire reste au prolétariat mondial qu'elles que fussent les vicissitudes qui devaient détruire – mais sans la défaite armée - la Révolution Socialiste en Russie.

Dans ce cycle tragique les premiers événements datent immédiatement d'après Octobre 1917, le dernier de la fin de 1922 ! On peut considérer l'automne 1919 comme le moment où les attaques spécialement du nord-ouest et du sud furent maximales et semblaient avoir raison de Petrograd et de Moscou. Deux années de défense désespérée, deux années et plus de reconquête des territoires à la révolution.

126. FRONT GERMANO-UKRAINIEN

Nous savons que parmi les forces contre lesquelles le III^e Congrès panrusse des Soviets, le 31 janvier 1918, se considère en état de guerre on compte le gouvernement de la Rada ukrainienne qui s'allia avec les Allemands durant les phases déjà connues de l'armistice et de la paix de Brest-Litovsk, continuation directe de la guerre contre les Allemands. Nous connaissons les avancées successives de ces derniers jusqu'à l'acceptation des dernières conditions très dures le 3 mars 1918. Si l'on suit la frontière entre l'Allemagne et la Russie telle qu'elle était avant la première guerre mondiale, en allant de la Baltique à la Mer Noire, il y avait d'abord trois provinces russes, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, ainsi que la partie russe de la Pologne avec Varsovie, et derrière celle-ci la Russie Blanche ou Biélorussie, puis l'Ukraine, région du sud-ouest de la Russie qui touchait alors la Pologne autrichienne et le reste de l'empire des Habsbourg et enfin la Roumanie. Après Brest l'Allemagne annexe l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, toute la Pologne, et possède une frontière avec la Russie Blanche qui a pour capitale Minsk à 700 kilomètres au sud de Petrograd et ensuite avec l'Ukraine qui a pour capitale Kiev, encore 300 kilomètres plus au sud. La Biélorussie n'a pas grande importance avec, aujourd'hui, une dizaine de millions d'habitants, contre les 40 de la riche Ukraine qui possède en plus de Kiev d'autres grandes villes telles Karkhov, Odessa, Dniepropetrovsk, etc. Le front jusqu'à l'Ukraine fut respecté par l'Allemagne car attaquer aurait été rompre le traité de paix avec un mauvais effet prévisible sur le prolétariat allemand déjà en fermentation. Mais le gouvernement de la Rada devint pratiquement un vassal de Berlin ; et une véritable guerre commença dans toute l'Ukraine entre les grandes forces bolcheviques et celles des gouvernements des blancs et des sociaux-opportunistes. Bien vite le pouvoir des Soviets se serait répandu à toute l'Ukraine si celle-ci n'avait pas été occupée par

les « alliés » allemands qui soutenaient le gouvernement de Kiev. Sous cette forme les troupes allemandes chassèrent les bolcheviks entre avril et mai 1918 de Kharkov, d'Odessa, de Rostov sur le Don, de Tganrog, port à l'embouchure du Don sur la mer d'Azov, et de la Crimée. Le 29 avril les Allemands déposèrent la Rada et nommèrent hetman, c'est-à-dire dictateur, le général blanc Skoropadsky. Il s'agissait d'une forme d'invasion de la Russie rouge bolchevique de la part des Allemands, malgré la paix formelle. Cependant, ce front se dissolut après l'armistice général en décembre 1918, et l'armée allemande se retira à l'intérieur de ses anciennes frontières, laissant de ce fait le terrain aux forces bolcheviques, achevant cette première phase de lutte dans le sud-ouest.

127. FRONT COSAQUE ET CAUCASIEN

Durant l'année 1918, les aides allemandes rejoignent les armées blanches qui avaient été réunies entre le Don et la Volga par différents généraux tsaristes auxquels le III^e Congrès déjà cité déclara la guerre : Alexeiev dans le sud-est et jusqu'au nord du Caucase, Kaledine sur le Don, Kornilov dans le Kouban voisin. Il y avait également avec eux le général blanc Marmontov et différents détachements de la cavalerie cosaque, qui avaient été jadis le nerf de l'armée impériale. En août 1918, Krasnov n'était qu'à 15 km du centre important de Tsaritsyne sur la Volga, clé de tout le sud-est russe (qui devint ensuite Stalingrad), mais les forces rouges de Vorochilov contre-attaquèrent le 20 août en libérant la ville tant de fois disputée. Encerclée de nouveau, elle est libérée le 16 et 17 octobre par la « Division d'Acier » appelée du Caucase.

Les forces des empires centraux agissaient également au sud du Caucase avec des régiments turcs et allemands. L'Europe a pour frontière la chaîne du Caucase qui va de la Mer Noire à la Mer Caspienne, géographiquement, mais politiquement la Russie possédait au sud trois régions : la Géorgie, avec Tiflis en position élevée et Batoum sur la Mer Noire, l'Azerbaïdjan avec Bakou sur la Caspienne, et l'Arménie entre les deux avec Erivan. Le 15 avril 1918 les Turcs prirent Batoum et se répandirent dans toute la Transcaucasie, très importante pour la guerre à cause de ses gisements de pétrole. Une fois les empires centraux tombés, la lutte sur ce front continuera contre les Anglais dans une phase ultérieure.

128. INTERVENTIONS DE L'ENTENTE

Alors que la révolution luttait durement à l'ouest et au sud contre les Allemands, leurs ennemis acharnés dans la guerre ouverte en cours intervinrent à leur tour, de façon concentrique, en espérant frapper au cœur de la révolution. La première intervention fut le fait du Japon qui débarqua des détachements à Vladivostok le 5 avril 1918, en s'unissant aux blancs de la région du littoral et fondant un gouvernement d'Extrême-Orient qui, s'il était le plus loin de Moscou, fut également le dernier à être chassé du territoire soviétique ; et c'est seulement le 14 novembre 1922, quatre années et demi après, que les Japonais évacuent Vladivostok et que la République d'Extrême-Orient créée par le Japon comme État-tampon, devient partie entière de la Russie soviétique.

Dans le même temps, le front nord fut formé par la flotte britannique : les Anglais débarquèrent à Arkhangelsk le 1^o juillet 1918 et à Mourmansk, plus dans le nord-est, dans l'Arctique, le 1^o août, fondant avec les blancs locaux un Gouvernement du Nord.

Le 15 août les troupes américaines débarquent également en extrême Sibérie en donnant main-forte aux alliés japonais d'alors. Les États de l'Entente - Angleterre, Japon, États-Unis - ont exactement les mêmes intentions que leurs ennemis - Allemands, Autrichiens, Turcs et Bulgares - dans le conflit en cours : renverser le pouvoir des bolcheviks et des travailleurs révolutionnaires.

La France jacobine pouvait-elle manquer d'être présente dans un tel noble groupe ? Elle s'y unira, guère glorieusement, dès que lui sera passée la frousse des armées encore valides de Guillaume que seule la paix de Brest-Litovsk a pu désagrèger. Le 17 décembre des navires français débarquent des troupes à Odessa et elles s'enfoncent à l'intérieur du pays. Il s'agissait de prendre la place des divisions *boches*⁹⁹ qui en ce mois se retiraient précipitamment comme nous l'avons vu. Celui qui a vécu les temps de ces leçons solennelles de l'histoire ne pourra jamais les avoir oubliées : et comment pouvait-il, à la Mussolini version 1914, raisonnablement pleurnicher encore sur la bourgeoisie française quand Hitler en 1940 la ruina partiellement comme le fit Guillaume en 1914, pleurnicher comme l'avait fait Mussolini en cet automne 1914 avec qui tous les imbéciles criaient : laisserez-vous égorger la France ? – ce même Mussolini qui l'égorgea en 1940 à peu de frais quand dès les premières manœuvres des divisions blindées nazies Marianne se hâta de remettre au fourreau l'épée de Vercingétorix, de Carnot et de Joffre ! Ces gens-là ne cousent pas avec le Fil du Temps¹⁰⁰.

Le 21 mars les troupes françaises sont à Kherson, mais dans leur veine coule le sang prolétarien des Égoux et des Communards ; elles refusent de jouer le rôle ignoble du bourreau ; à bord des croiseurs les marins, avec Marty, se sont mutinés ; le 2 avril 1919, Odessa est évacuée par les français et les navires reprennent la mer. Cet épisode se relie à la série puissante des révolutions de travailleurs qui marquent d'étapes rouges l'histoire de France en des dates que l'on n'a pas oubliées ; ce fut l'un des apports généreux mais peu nombreux que nous, à l'Ouest, nous avons pu offrir à la défense désespérée des camarades, des frères de Russie.

Les Anglais s'engagèrent à fond dans la tentative de juguler la révolution russe sous la direction du sinistre libérateur de l'humanité Winston Churchill. Le front de l'Arctique ne lui suffit pas, il était trop lointain et le climat y était trop rude. Le Soviet de Bakou sur la Caspienne, dominé par les mencheviks et s.-r. félons – les mêmes partis qui le 25 mai avaient appelé en Géorgie les Allemands et leur avaient remis la ville de Poti -, à une faible majorité, le 27 juillet 1918 appelle à l'aide les Anglais contre les bolcheviks. L'histoire se répète : Verdun vile cité des confiseurs ... ouvrit sa porte à l'ennemi. Le 13 août les Anglais, se déplaçant à partir de la Perse, passés sous le commandement du général Dunsterville, occupent le territoire de l'Azerbaïdjan. Ce gentlemen impeccable ne se contenta pas de s'emparer des oléoducs, il se fit authentique bourreau et fit fusiller 26 camarades commissaires bolcheviks, parmi lesquels Sciaumian, le Président du Soviet, avec l'aide des socialistes-révolutionnaires. Le 13 septembre cette glorieuse action s'achève avec le retour en Perse des armées de Dunsterville.

Une autre action des Anglais fut la révolte de Iaroslav, ville située à 200 kilomètres au nord de Moscou, dirigée par le blanc Savinkov et fomentée par l'ambassadeur¹⁰¹ anglais Lockhart. Elle éclata le 6 juillet 1918 mais le 21 elle était déjà étouffée par les bolcheviks. Les menaces sur Moscou à partir du nord n'éveillèrent jamais d'alarmes véritables et les troupes anglaises du front d'Arkhangelsk furent par la suite retirées et réembarquées.

129. EST. TCHÉCOSLOVAQUES ET KOLTCHAK

L'année 1918, la défaite militaire mit fin aux tentatives des forces allemandes à l'ouest et au sud, cette année vit de même la fin des tentatives d'intervention directe avec des forces régulières étrangères : les puissances victorieuses ne cessèrent pas de faire des plans contre la Russie soviétique, et elles développèrent même des actions beaucoup plus menaçantes durant tout le cours de l'année 1919 ; mais elles se portèrent elles-mêmes sur le terrain de la guerre *civile* en organisant et en armant, toujours au moyen des généraux tsaristes, des forces « indigènes » de la population russe opposée au régime bolchevik, s'imaginant utiliser ainsi les résistances sociales à la révolution qui, certes, ne manquaient

pas, surtout parmi les classes moyennes des campagnes. Il naquit donc toute une sorte de conflits aigus, auxquels s'ajoutèrent cependant quelques véritables guerres entre États, comme celles avec la Finlande puis avec la Pologne. Le 12 mai 1918, une victoire du général Mannerheim sur les rouges brisait les espérances d'une république soviétique en Finlande : avec l'aide décisive de l'Entente la guerre sur le front de la Carélie dura sans succès décisifs d'un des deux camps jusqu'au début de 1920. Là également l'histoire dicta des leçons éloquentes : la guerre de « libération nationale » de la Finlande, libération vis-à-vis de Moscou, fut mise sur pied par les Allemands qui l'appuyèrent également quand les Romanov furent remplacés par Lénine : sans solution de continuité avec 1918, une telle fonction fut assumée pareillement par les Anglais, par leurs alliés et par la sympathie grossière, irrésistible et banale des Américains, chevaliers servants à sang froid de Madame la Liberté. Combien de leçons malheureusement perdues ! Et surtout quand on sait que les mêmes sympathies à bon marché s'abaissèrent jusqu'à l'étreinte obscène entre la Russie et l'Amérique supermilitaristes !

Un épisode à part fut la révolte des prisonniers de guerre tchécoslovaques du tsar dans une région de la moyenne Volga. Ces ex-soldats étaient d'origine sociale et politique petite-bourgeoise et en partie ouvrière, réformistes et radicaux, refusant l'incorporation dans l'Autriche. La révolution leur donna la liberté et l'on pensa les envoyer en Sibérie lorsque la rébellion contre les bolcheviks se répandit parmi eux. Le mouvement commença en mai 1918 et fut entièrement soutenu par des agents français. Munis d'armes abondantes, les ex-prisonniers prennent Novo-Nilolaïevsk (aujourd'hui Pougatchevsk) sur la Volga, le 26 mai, Celiabinsk, entre la Volga et l'Oural, le 27, Penza, en deçà du fleuve, à environ 400 kilomètres à l'est de Moscou, le 29, Omsk en Sibérie au-delà de l'Oural, le 7 juin, Samara (aujourd'hui Kuibiscev), sur le fleuve, le 8, Oufa, à l'est sur la Kama, le 5 juillet, Simbirsk (aujourd'hui Oulianovsk) sur la Volga, le 22 juillet, Ekaterinbourg dans l'Oural (aujourd'hui Sverdlovsk) le 25, et le nœud fluvial de Kazan d'où ils menacent Nizni-Novgorod (aujourd'hui Gorki) le 27.

Partout et plus particulièrement à l'est s'unissent les forces des blancs, des s.-r. et même des ouvriers de l'industrie de Votkinsk et Igievsk (villes le long de la Kama) qui les suivent. Deux gouvernements se forment : celui de Samara qui se fait appeler « de l'Assemblée Constituante », et celui d'Omsk tenu par les blancs du général Koltchak qui est resté fameux. Il s'est ainsi formé un puissant front oriental et l'Armée rouge s'organise pour l'attaquer : une première offensive permit la reconquête de Kazan et l'on commence à ratisser les restes des Tchécoslovaques le long de la Volga. Mais Koltchak se retire au-delà de l'Oural et y forme une nouvelle armée après avoir, par un coup d'État en décembre 1918, prit seul le pouvoir en se débarrassant des s.-r. et des mencheviks. Il se dirige contre Perm (aujourd'hui Molotov) décidé à reprendre la route de Moscou. La ville tombe le 2 janvier 1919, le 6 mars Koltchak franchit l'Oural et le 15 il prend Ouffa. Le 28 avril 1919 l'Armée rouge, qui a été réorganisée, reprend la contre-offensive avec succès. Le 26 mai le Conseil militaire des Alliés de Paris offre au chef contre-révolutionnaire sa reconnaissance et son appui, mais le jour suivant les rouges le chassent de Sterlitamsk près de Perm. Le 4 juin, Koltchak adhère aux propositions de Paris. Mais au cours des mois suivants il est repoussé de l'autre côté de l'Oural et il ne regagnera plus de terrain. Moscou, qui dans le même temps a été menacé par le sud, alors que Petersbourg l'était du nord-ouest et du sud-ouest, ne craint plus la menace de l'Orient. Le 14 novembre Jambourg et Omsk, la capitale de Koltchak en Sibérie, tombent, et le 4 décembre le camarade Smirnov, un des nombreux dirigeants du parti à s'être montré excellent général, peut télégraphier : Koltchak a perdu son armée. En janvier 1920 le ratisage énergétique de son armée est achevé ; son chef lui-même est fait prisonnier et passé par les armes.

130. LE FRONT MÉRIDIONAL : DENEKINE

La guerre européenne est à peine finie, comme nous l'avons dit, que les Alliés se donnent pour but de prendre la place des Allemands qui évacuent l'Ukraine et de remettre sur pied les front sud et sud-ouest. Le 24 novembre 1918 une conférence des Russes blancs, c'est-à-dire tsaristes, a lieu à Jassy en Roumanie ; ils étaient pleinement soutenus par Churchill. Le général Denikine est proclamé dictateur de la Russie. Comme nous le savons, celui-ci avait ses forces dans le Caucase septentrional depuis le début de 1918 : le 26 il se proclama commandant en chef de toutes les forces russes de la Russie méridionale ; il n'y avait donc plus d'Allemands, de Français et d'Anglais mais seulement leur argent, leurs armes et matériel en tout genre. La grande offensive, très dangereuse pour les bolcheviks, à partir du sud, est déclenchée en mai 1919 et sa base principale est dans le Kouban entre la mer d'Azov et le Caucase.

Les étapes de l'avancée et de la reconquête de la très tourmentée Ukraine sont irrésistibles. Le 15 juin Denikine prend Koupiansk, 100 kilomètres à l'est de Kharkov, puis Kharkov lui-même. Il pousse ensuite jusqu'à Kiev, la capitale, qu'il prend le 4 septembre et le 22 il est à Kursk sur la ligne directrice qui va de Kharkov à Moscou dont il est distant de 500 kilomètres seulement. On comprend que derrière lui tout est entre ses mains : la Crimée, le Don, le bassin du Donetz. Orel, à 250 kilomètres seulement de Moscou, est gravement menacé et enfin pris le 13 octobre. Le Comité central bolchevik prend des mesures d'urgence et finalement le 21 octobre l'Armée rouge déployée entre Orel et Voronetz livra bataille et l'armée de Denikine essuya une grave défaite. Le 27 novembre, Kursk, point vital, était repris par les rouges.

Une fois l'armée puissante de Denikine désarmée à la fin de 1919, les forces révolutionnaires s'emploient à la tâche difficile de remettre en ordre le terrain libéré et hérissé de ruines et de pièges. Avant de parler de reconstruction de tout ce qui a été dévasté et qui est indispensable à la vie de la population, il y a un travail terrible à effectuer : celui de débarrasser la population de ses nombreux espions, saboteurs et ennemis politiques. La guerre civile se différencie de la guerre entre États du fait que dans le territoire occupé elle ne peut pas mettre tout à feu à sang, s'emparer d'un butin et détruire ensuite les installations, mais aussi du fait qu'elle doit neutraliser avec des mesures draconiennes les civils qui ne sont que des partisans dissimulés des forces contre-révolutionnaires.

Durant cette besogne difficile, au cours de laquelle la sécurité des troupes au front ne peut pas être assurée par des mesures d'intimidation sans discrimination, il faut distinguer socialement entre les camarades et les ennemis de classe ; Denikine put se rendre beaucoup plus au sud et réorganiser grâce à de solides aides étrangères sa base du Caucase septentrional. En mars, il tenta de se mouvoir en direction du nord, mais cette fois l'Armée rouge l'arrêta beaucoup plus au sud. Après l'avoir arrêté elle reprit Rostov sur le Don inférieur, elle prit Novorossik le 27 mars 1920 au-delà du détroit de Kertch (par lequel la Mer d'Azov communique avec la Mer Noire) sur la côte. Cette position commande toute la Ciscaucasie, vieux bastion des blancs, et permit la liquidation définitive de leurs forces, achevant cette grave phase du conflit armé.

131. FRONT OCCIDENTAL : IOUDENITCH

Cette autre tentative très dangereuse qui visait à s'emparer de Petrograd avant Moscou et qui fut exactement concomitante avec la guerre de Denikine fut elle aussi directement inspirée par les Anglais et Churchill. La direction wilsonnienne de la Ligue des Nations avait consacré la « liberté » des peuples de Finlande et d'Estonie qui devaient servir

de bases pour attaquer les bolcheviks. En même temps l'armée de Ioudenitch s'organisait en terre russe. Toutes les tentatives furent faites pour souder les opérations de ces forces soudoyées par le capitalisme étranger avec les forces nationales de Mannerheim, mais la Finlande ne voulait pas envahir la Russie et arrêta donc son offensive sur la frontière historique de la Carélie, très proche de la base navale de Cronstadt, à l'embouchure de la Neva, et de Petrograd. Du poste de frontière de Terioki, où quelques délégués au Komintern furent retenus par les Finlandais en juin 1920, à Petrograd où le II^e Congrès commençait, il n'y avait que 25 kilomètres.

Quant à l'Estonie, la Russie d'alors ayant renoncé à l'incorporer, quoique durant toute la guerre de Ioudenitch elle lui eût servi de base logistique, le 2 février, après un armistice, elle signa la paix avec Moscou.

L'entreprise de Ioudenitch commença au début de l'été 1919 et elle se dirigea à partir du nord-ouest en menaçant directement Petrograd duquel Ioudenitch était très proche en mai, c'est-à-dire à l'époque même où Denikine se déplaçait à partir de ses bases de la Mer Noire. Staline fut alors envoyé à Petrograd, où Zinoviev dirigeait parti et Soviet, et, avec des mesures décisives, des formations militaires et des gardes rouges libérèrent la ville alors que les marins rouges libéraient la forteresse de Krasnaja Gorka tombée entre les mains des ennemis. Ioudenitch recula mais le 25 il entra à Pskov, 250 kilomètres au sud-est, en y organisant la base de ses opérations. Le 13 juin eut lieu l'intervention de Churchill pour mettre en mouvement les Finlandais.

En octobre, Ioudenitch déclencha son attaque la plus importante et la plus dangereuse, et le 16 il prit Gatchina. Le 20-21 la bataille décisive eut lieu sur le mont Poulkovo, un peu à l'est de Petrograd¹⁰². Pour Ioudenitch c'est l'effondrement final et la deuxième capitale rouge est libérée du danger le jour même où, comme nous l'avons dit au paragraphe précédent, les forces de Denikine furent écrasées entre Orel et Voronetz. Le plus gros danger était écarté, sur trois des fronts les plus importants de la longue guerre civile la contre-révolution était mise en déroute.

132. FRONT DU SUD : WRANGEL

Cependant une vague devait encore venir s'abattre sur la muraille qui avait arrêté des coups de béliers incroyables et qui avait tenté de protéger les deux métropoles, cerveau et cœur de la grande Révolution.

Une nouvelle armée blanche s'est formée en avril 1920 et a été confiée au baron Wrangel, une autre créature franco-anglaise, qui avançait à partir de la Crimée. Les forces ennemies sont encore importantes et après avoir eu à peine le temps de respirer après la lutte avec Denikine et Ioudenitch l'Armée rouge doit encore se déployer sur deux fronts : Wrangel au sud, et à l'occident, comme nous le verrons, la Pologne.

Le bassin charbonnier du Donetz, la région du Don et celle du Kouban avaient été de nouveau perdus par les révolutionnaires trop engagés à l'Ouest, mais en novembre 1920 il est possible d'affronter en force Wrangel : dans une bataille sur l'isthme de Perekop qui unit au continent la péninsule de Crimée, il subit une défaite terrible et s'enfuit pour sauver sa vie : à la mi-novembre toute la Crimée, tant de fois perdue et reprise, est à nouveau nettoyée des bandes de blancs.

133. LA GUERRE RUSSO-POLONAISE

Cet épisode historique eut une portée incalculable et sembla remettre en mouvement toutes les forces prolétariennes d'Europe : nous crûmes réellement qu'avec la levée des drapeaux rouges sur la Varsovie occidentale, industrielle et évoluée, tout le sous-sol à l'Ouest

allait trembler et que la face de la vieille Europe allait entièrement changée, comme au début du XIX^e siècle quand les baïonnettes de la grande révolution bourgeoise l'incendièrent.

Dans l'organisation que les Américains donnèrent à la nouvelle Europe, véritable utopie wilsonienne, la ville bilingue de Vilno était restée disputée entre la Lituanie et la Pologne, et un long conflit s'ensuivit à la fin duquel les Polonais l'emportèrent en dépit des ordres de Genève. Les Polonais, dès l'automne 1919, s'enfoncèrent dans la Russie Blanche et en occupèrent la capitale Minsk, ainsi que quelques parties de la Volhynie et de la Polodie. Ils s'y installèrent au moment de l'avancée menaçante de Denikine dans toute l'Ukraine parce que la victoire des tsaristes blancs aurait pu s'opposer aux prétentions polonaises d'expansion et même d'indépendance. Une fois Denikine battu définitivement à la fin de 1919, les forces polonaises, soutenues par tous les moyens par la France et son émissaire le général Weygand, se mirent en mouvement en occupant entre janvier et mars 1920 les villes de Dvinsk, Latgalia et Mosyr, qui sont entre la Russie Blanche et l'Ukraine, entre Minsk et Kiev. Les forces lituaniennes appuient l'invasion, en plein développement le 26 avril, qui est conduite par les troupes du gouvernement de Petlioura, sous le commandement du « libérateur de la Pologne » Pilsudsky. Trotsky écrit à ce propos : « Quoiqu'une telle guerre fût imposée à l'Armée rouge, le but du gouvernement soviétique n'était pas seulement de parer l'attaque, mais de porter la Révolution en Pologne et ainsi *ouvrir par la force la porte de l'Europe pour y faire pénétrer le Communisme* ». Voici le langage d'un État et d'une armée révolutionnaires ; quand ils deviendront impérialistes alors leur langage misérable se mélangera à des phrases sur la défense de la Patrie contre l'agression, sur le pacifisme, sur la coexistence et leurs actes deviendront de viles trahisons.

Le 30 avril Trotsky écrivit ainsi au Comité Central : « C'est précisément parce que cette lutte est une lutte à la vie et à la mort qu'elle aura un caractère extrêmement âpre et intense. ». Et il mit en garde contre l'espérance ultra-optimiste d'une révolution en Pologne (les faux communistes de gauche habituels soutenaient encore une fois que l'on ne devait pas combattre armée contre armée, sur le terrain militaire, mais compter sur la force importante des prolétaires et des communistes de Pologne). « Que la guerre *se termine* par une révolution des travailleurs en Pologne, cela ne fait pas de doute, mais il n'y a aucun fondement à la croyance qu'elle *commence* avec une révolution semblable. »¹⁰³

Trotsky a rapporté qu'il n'était pas favorable, à cause de la faiblesse des forces militaires soviétiques, à la « marche sur Varsovie » directe. Mais Lénine était un partisan de cette idée, il pensait que la révolution en Europe ne pouvait pas être *attendue* plus longtemps et, comme toujours, que sans celle-ci tout serait perdu ; à l'époque, cette idée nous enivrait, nous qui suivions avec anxiété la distance entre la Varsovie prolétarienne, qui donna, avant et ensuite, tant de preuves d'héroïsme de classe, authentique Paris de l'Est, des avant-gardes de la Révolution mondiale.

Le 8 mai les Polonais enlevèrent de force Kiev, la capitale ukrainienne, et les bolcheviks répondirent par leur effort le plus puissant. L'ennemi recula devant la contre-attaque sur tout le front ; les nouvelles se succédaient rapidement déclenchant l'enthousiasme du monde prolétarien : le 13 juin Kiev la rouge est encore une fois nôtre ; le 11 juillet on est à Minsk ; le 14 à Vilno : les Polonais se sont enfuis jusqu'au fleuve Bug. Le 1^{er} août Toukhatchevski est à Brest, Varsovie est à moins de 100 kilomètres à l'ouest. Le 11 l'Armée rouge campe devant la ville.

Malheureusement cette marche triomphale fut durement arrêtée portant un coup terrible à l'enthousiasme révolutionnaire. Les discussions sur le désastre durent encore aujourd'hui. L'aile gauche s'était projetée vers le sud-ouest en direction de Leopoli (Lemberg, Lvov) sous le commandement de Vorochilov et de Boudienny. Iegorov¹⁰⁴, commandant en chef, fit en sorte que l'armée de cavalerie se lançât vers le front nord pour prendre de flanc les défenseurs de Varsovie en se dirigeant sur Lublin, qui est entre Lvov et Varsovie. Cet ordre

était dû à Trotsky, président du Comité révolutionnaire de la guerre, alors que Staline qui était près de Vorochilov, semble soutenir l'avance sur Lvov qui se trouve à dix kilomètres, puis par la suite la marche sur Varsovie. La manœuvre ne réussit pas et le 16 août les Polonais, devant Varsovie et sur les conseils de Weygand, attaquèrent Toukhatchevski et le battirent. Le 17 août, une fois le front enfoncé, il ne restait plus au commandement russe qu'à ordonner la retraite générale en abandonnant le territoire polonais. La grande espérance s'était effondrée. Le 2 septembre ¹⁰⁵ les négociations pour la paix commencèrent, les Franco-Polonais, malgré leur éclatant succès, ayant considéré l'idée d'envahir le territoire soviétique comme vaine. La paix de Riga fut signée le 20 octobre 1920. À partir de ce moment ce front, cette frontière tourmentée, ne devait plus se remettre en mouvement avant septembre 1939 quand, 19 années après, Hitler et Staline se partagèrent la Pologne écrasée par les Allemands. Aujourd'hui la Pologne est un État satellite de l'impérialisme militaire de Moscou : Leopoli est resté à l'intérieur des frontières russes avec de nombreuses autres villes polonaises comme Brest et Grodno ; l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie, fino-allemandes, sont russes ; Königsberg s'appelle Kaliningrad. Pendant longtemps encore cette frontière sera mouvante, tant que les grandes capitales ne se soulèveront pas victorieusement, comme le tenta Varsovie à la fin de la dernière guerre en succombant avec ses combattants ouvriers ; les Allemands la rasèrent au sol, maison par maison, pendant que Staline, le victorieux généralissime, à l'opposé de ce que Toukhatchevski avait tenté, s'était arrêté pour regarder, l'arme au pied, faire les Allemands. Comme Berlin tenta de le faire et comme il le tentera à nouveau un jour encore lointain.

Dans les débats durs et amers du dixième congrès du parti communiste russe en mars 1921, on fera le bilan de ce revers crucial : pâle, Lénine écoutera les accusations réciproques. Peut-être ne pensait-il pas au problème de savoir qui serait son successeur, problème qui passionne l'opinion publique, il regardait plutôt le mirage immense de la révolution mondiale qui d'un seul coup s'éloignait bien loin de nous et nous imposait une attente dure et longue mais sans rien changer à notre certitude ¹⁰⁶.

134. LA PAIX ROUGE

La situation de la lutte armée alla en se stabilisant après une série de phases convulsives dont nous croyons avoir présenté les principales. Il y eut de très nombreux autres épisodes de cette lutte avant que toutes les menaces envers le nouveau pouvoir ne disparaissent : on devrait également parler des anarchistes de Makhno qui, durant le difficile mois d'août 1920, menaçaient encore les voies ferrées et les routes, des rébellions de Semenov et d'Ungern en Orient, des gardes blancs en Carélie, de la rébellion terrible des marins de Cronstadt où, indubitablement, des communistes extrémistes et des anarchistes étaient impliqués, et qui fut vaincue le jour du cinquantenaire de la Commune de Paris, le 18 mars 1921 : l'histoire n'a pas tous les matériaux pour juger un tel épisode ¹⁰⁷.

Nous croyons que toute la succession des débats sur les responsabilités des crises qui marquèrent les étapes de la longue guerre à l'intérieur du pays est étrangère à notre thème. Les réfutations de Léon Trotsky aux récits incroyables de l'*Histoire* stalinienne officielle ont une valeur décisive - elles sont même superflues aux yeux de celui ¹⁰⁸ qui a plusieurs fois constaté l'enthousiasme des soldats rouges - non tant à cause de la valeur incomparable de l'auteur qu'à cause de la valeur lumineuse du grand chef militaire de la Révolution. Sa réponse finale à Staline écrase le vainqueur sous la dignité et la grandeur du vaincu. Le grand organisateur de la victoire - que nous vîmes plusieurs fois devant de grandes cartes géographiques lumineuses marquer les lieux des victoires et des défaites, avec une vision ordonnée, rationnelle et constante des mesures à prendre, avec la froideur du technicien et sans la pose du condottiere - écrit sereinement qu'il ne fut presque jamais sur le front aux endroits des victoires certaines, je me trouvais là où il fallait réparer - dit-il - les

effondrements, les failles, les erreurs, sans compter les trahisons (que l'on voulut de façon incroyable lui attribuer) parce que ma tâche était d'être sur les points de moindres résistances, de probables fractures prochaines, selon notre *simple* – comme il dit - stratégie qui imposait de courir aux points les plus faibles du cercle qui en vint à avoir un rayon de seulement deux cents kilomètres. Il écrit que c'est seulement à Poulkovo qu'il avait directement dirigé la victoire sur Ioudenitch.

La grandeur de la victoire bolchevique dans la guerre civile est si importante et la signification du processus volcanique de la guerre de classe est si vaste que seul un fou ou une bande de défaitistes peut se complaire – pour de crasseuses raisons boutiquières - à décrire la phalange héroïque de la défense rouge comme un ramassis d'agents de l'ennemi.

Ce qui nous intéresse ce n'est pas le héros à qui offrir la couronne mais l'illustration de l'immensité de la tâche qui consista à défendre avec les armes le pouvoir obtenu après une longue campagne révolutionnaire, avec les étapes de 1905 à 1917.

Jusqu'à 1921 et 1922, une fois le territoire de la dictature communiste stabilisé dans les limites de l'ancien empire du tsar, les fondations de républiques communistes unies et fédérées à la Russie se succédèrent ; la liste en serait interminable : Géorgie et Daghestan à la fin de 1921, Crimée en octobre de la même année, Boukhara en septembre 1920, etc.

La Transcaucasie fut longuement tourmentée par les luttes dont nous avons rendu compte, elle fut particulièrement exposée aux pièges du capitalisme mondial. En février 1921, Staline fit occuper la Géorgie par les forces armées, alors que le parti désirait l'obtenir au moyen d'une adhésion spontanée, mais ce fut l'une des dernières opérations territoriales de type militaire. Le 12 mars 1922 la république Transcaucasienne était proclamée (aujourd'hui Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie).

La guerre civile était terminée et l'époque de la politique économique et administrative, que nous traiterons dans notre deuxième partie, commençait. Mais ce n'est pas pour cette raison que le problème politique sera clos. La lutte entre différents courants, qui ne pouvaient pas ne pas correspondre à des forces sociales effectives, continuera longtemps dans le parti. Elle ne donnera presque jamais lieu à des actions de forces armées des dissidents, mais plutôt à une répression de la part du centre tellement vaste qu'elle prit le caractère d'une véritable extermination des mouvements ennemis du centre étatique. L'exposition des faits et des programmes économiques, en nous reportant pleinement dans le programme historique dont nous avons rappelé les données formidables, ne nous permettra pas de passer sous silence cette lutte acharnée et de ne pas consacrer dans l'exposition de la structure économique-sociale certains chapitres à la lutte contre les oppositions, à la terreur dans le parti et dans l'État et aux *purges* féroces qui emportèrent tant de protagonistes du long cours historique qui avait conduit le parti révolutionnaire au pouvoir avec sa conquête lumineuse et sa défense glorieuse. Longue lutte dans laquelle, derrière ces noms – noms de ceux qui furent non tant exécutés par les pelotons d'exécution que persécutés par un système d'infamie -, l'on trouve indiscutablement un mouvement de masse du prolétariat russe qui ne fut pas en mesure de soulever le poids suffoquant sous lequel, restée seule dans un monde ennemi, la révolution communiste en Russie, par un processus original mais pleinement lisible à la lumière de la doctrine marxiste, de façon sanglante même s'il n'y eut pas une véritable nouvelle guerre civile, fut vaincue pour la gloire de l'ennemi éternel ¹⁰⁹.

135. TOUJOURS LE STYLE DE LÉNINE

Nous avons toujours illustré notre développement en démontrant que celui-ci correspond très exactement à la perspective russe de Lénine. Cela est un fait qui ne se déduit pas du « Lénine a toujours raison » des philistins, parce que les lecteurs savent qu'à propos de la perspective européenne, dans le domaine de la tactique à partir de 1919, nous étions en

désaccord sur des points essentiels avec la prévision de Lénine. Quand il voyait proche la révolution occidentale qui ne vint pas, *il ne se trompait pas*¹¹⁰. Il ne s'agit pas ici d'erreurs mais de mérites révolutionnaires. Mais quand il ne vit pas la menace de l'opportunisme qui avait relevé la tête, il se trompait, parce qu'il ne le considérait pas comme inséparable des développements de certaines manœuvres tactiques permises.

Dans l'économie du développement russe et dans la politique du parti il ne se trompa pas, ce point est important car pour fixer l'intégralité dialectique de toute une construction doctrinale historique on n'a que faire des personnalités infaillibles bonnes pour les niais.

Voilà comment il posa la question du traitement des adversaires opportunistes à l'intérieur de la Russie et durant la lutte suprême (juillet 1919) : « Notre affaire est de poser ouvertement la question : qu'est-ce qui est le mieux ? Attraper et mettre en prison, et parfois même fusiller, des centaines de traîtres parmi les cadets, les sans-partis, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, qui "agissent" (qui les armes à la main, qui en complotant, qui en faisant de la propagande contre la mobilisation, comme les typographes et les cheminots mencheviks, etc.) contre le pouvoir des Soviets, *c'est-à-dire pour Denikine*, ou bien laisser les choses arriver à un tel point que Koltchak et Denikine puissent exterminer, fusiller, battre à mort des dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans ? Le choix n'est pas difficile ? »

La Révolution ne fit pas de distinction en Russie et fut victorieuse¹¹¹.

Elle fit des distinctions entre ses ennemis à l'extérieur de la Russie, permettant une méthode qui a atteint aujourd'hui la pire des ignominies, et elle n'a pas seulement été vaincue mais déshonorée et souillée.

Après la victoire sur Koltchak, en août 1919 – et avec celle-ci nous en finissons avec les citations - , Lénine écrit : « Ou dictature (c'est-à-dire un pouvoir de fer) des propriétaires fonciers et des capitalistes – ou dictature de la classe ouvrière ».

« Il n'y a pas de voie médiane. Les fils à papa, les intellectuels, *ces messieurs qui ont mal étudié dans de mauvais livres* rêvent en vain d'une voie médiane. En aucune partie du monde il n'y a, ni ne peut y avoir, de voie du milieu. Ou dictature de la bourgeoisie (dissimulée sous les phrases pompeuses des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks sur le pouvoir du peuple, sur la constituante, sur la liberté, etc.) ou dictature du prolétariat¹¹². Celui qui n'a pas appris cette leçon de toute l'histoire du dix-neuvième siècle est un idiot parfait ; mais en Russie nous avons tous vu comment les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, sous Kerenski et sous Koltchak, rêvèrent d'une voie médiane. »

Il y a une génération, avec Lénine, nous avons rêvé à la révolution en dehors de Russie. À quoi rêvez-vous, aujourd'hui, jeunes prolétaires de 1956 ? À quelle *voie du milieu* ? À quels mauvais livres, étudiés par des idiots parfaits ?

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE¹¹³

Il programma comunista, du n° 10 (25 mai-4 juillet 1955) jusqu'au n° 14 (28 juillet-25 août 1955) comme compte rendu de la réunion de Naples, puis comme compte rendu des réunions de Naples et de Gênes du n° 17 (23 septembre-7 octobre 1955) au n° 23 (16-30 décembre 1955), puis du n° 2 (20 janvier-3 février 1956) au n° 3 (4-18 février 1956). Traduction, numérisation et notes par François Bochet, publiées dans la revue (Dis)continuité en 2004.

Notes :

¹ Le sous-titre de ce texte est ici *Rapport de la réunion de Naples*.

² - En 1951 :

Rome : Parti et action syndicale – Théorie (conscience) et action (praxis) – Parti et classe.

Naples : Leçons des contre-révolutions. Révolutions doubles. Nature capitaliste révolutionnaire de l'économie russe.

Naples : Capitalisme d'État et bureaucratie. Impérialisme USA ennemi n°1.

Florence : Leçons des phases opportunistes. Tâche actuelle du parti.

- En 1952 :

Naples : Caractère non mercantile de la société socialiste.

Rome : Caractère non entrepreneurial de la société socialiste. Caractère non professionnel de la société socialiste.

Naples : Une synthèse de la pensée de Gramsci.

Milan : Invariance du marxisme dans le cours révolutionnaire. Impersonnalité de la classe.

La réunion de Trieste – Facteurs de race et nation dans la théorie marxiste – date de 1953.

³ Bordiga a pourtant souvent insisté sur le fait que le capitalisme ne décline pas mais se développe jusqu'à l'effondrement final, l'explosion finale, sa mise à mort par le prolétariat lors de la crise économique.

⁴ Bordiga a tort, l'attitude de Jaurès ne fut pas celle qu'il décrit, il fut patriote pacifiste jusqu'au bout. Tout cela relève de la belle légende du mouvement ouvrier révolutionnaire. Pour Bebel, Bordiga ment par omission, il fut lui aussi un grand patriote jusqu'à sa mort en 1913, Spengler admirait d'ailleurs en Bebel le représentant du socialisme prussien. Quant à Kautsky, que Lénine n'ait pas eu l'intuition de sa trahison future était déjà une faute théorique très grave – les choses étaient claires depuis au moins 1912 et la polémique de Kautsky avec Luxembourg et avec Pannekoek – mais que dire de Bordiga qui reprend sourcillement cette belle légende ?

⁵ Le 4 août et la faillite de l'internationalisme prolétarien auraient dû montrer clairement à tous les révolutionnaires la vanité de l'espérance en la classe ouvrière, contenu essentiel du marxisme et de l'anarchisme, il est frappant que Bordiga reprenne sans critique aucune cette espérance messianique alors qu'elle avait été ruinée en août 1914 puis anéantie après 1917. C'est aussi l'une des raisons pour laquelle il défend avec tant d'insistance la révolution bolchevique.

⁶ Il était nécessaire d'ajouter cela, sinon *quid* de la théorie révolutionnaire ?

⁷ Néologisme forgé par Bordiga : *Ottentozia*.

⁸ Pour Bordiga tout ceux qui ont participé de près ou de loin à la croisade antifasciste, qui se sont ralliés à la défense de la démocratie et donc du camp occidental dirigé par l'ennemi numéro 1 de la révolution communiste - les États-Unis qui remplacèrent la Grande-Bretagne - lors de la seconde guerre mondiale sont à tout jamais flétris du sceau de la trahison et de l'infamie et ils doivent être impitoyablement dénoncés comme contre-révolutionnaires. Encore une fois, pour Bordiga qui cherchait les constantes historiques, il n'y avait pas de différences fondamentales entre l'Union sacrée de la première guerre mondiale et celle de la seconde (première et deuxième agression à l'Europe de la part des États-Unis).

Nous aimerions à ce propos revenir sur les prises de position et l'attitude des philosophes de l'École de Francfort. Marcuse une fois exilé aux États-Unis a tout d'abord travaillé comme senior analyst de l'OWI (Office of War Information, c'est-à-dire bureau de la propagande de guerre), dans une lettre à Horkheimer du 11 novembre 1942, il écrit « ma fonction devrait être de fournir des suggestions sur «la façon de présenter l'ennemi au peuple américain», dans les journaux, les films de propagande, etc. ». En mars 1943 il fut transféré à la Central European Section de la Research and Analysis Branch de l'OSS (Office of Strategic Services) où il conduisit des recherches sur les conditions intérieures de l'Allemagne, sur les mesures à adopter contre les nationaux-socialistes et sur les mesures à prendre pour reconstruire le pays après la guerre. En septembre 1945 Marcuse fut enfin transféré auprès du Département d'État comme chef du Central European Bureau où il resta jusque en 1951. On voit donc la profondeur de l'engagement de Marcuse dans l'effort de guerre – il ne s'agissait pas d'emplois subalternes alimentaires -, effort de guerre auquel tout l'Institut participa directement. Les textes de Marcuse – qui sont donc des textes, par ailleurs intéressants, de commande de ses chefs états-uniens - se trouvent dans Herbert Marcuse, *Davanti al nazismo, Scritti di teoria critica 1940-1948*, Laterza, 2001, avec une postface de Raffaele Laudani d'où les renseignements sur l'activité de Marcuse pendant la deuxième guerre mondiale sont tirés. On trouve dans ce livre (page 127 et suivantes) une lettre que Marcuse eut l'audace – lui qui n'avait rien écrit contre les monstrueux bombardements exécutés par ses maîtres sur les villes allemandes - d'écrire en 1947 à Heidegger, son ancien professeur – on sait qu'avant Sartre Marcuse avait tenté de faire une synthèse, ou peut-être plutôt une conciliation, des théories de Heidegger et de Marx -, pour lui demander de façon quasi comminatoire de faire son autocritique et de dénoncer le soi-disant génocide des juifs. Mais l'auteur d'*Être et Temps* lui répondit qu'il n'en était pas question, qu'il avait cru, lui Heidegger, trouver dans le national-

socialisme un rempart pour le *Dasein* occidental contre les dangers du communisme, un mode de résoudre les conflits qui déchiraient l'Allemagne, et qu'il ne comprenait pas que Marcuse parlât du sort des juifs mais pas des massacres commis par l'armée russe sur le sol allemand, scandale évidemment pour Marcuse ! Le livre contient également un texte de 1947 sans titre, il s'agit de 33 thèses (op. cit., page 113). Marcuse y ébauche sa théorie de l'intégration de la classe ouvrière, de l'identification des travailleurs à l'État et à la culture capitalistes, du rôle des exclus du système, marginaux, étrangers, etc. Il écrit – et Bordiga affirmera une chose analogue – que du fait de l'embourgeoisement de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat devra être dans un premier temps dictature sur le prolétariat (Thèses 18, page 119). Il aborde aussi déjà sa conception des besoins et de la sensibilité forgés par le capitalisme, thèmes qu'il reprendra dans ses grandes œuvres, le communisme doit réaliser une discontinuité et notamment créer de nouveaux besoins, ce qui doit se traduire par une baisse du fameux « niveau de vie » (autre thème présent chez Bordiga : la production doit commencer par s'effondrer, la consommation, qui a atteint des dimensions délirantes, et le niveau de vie aussi). Marcuse finit pitoyablement en concluant : « La tâche politique devrait donc consister dans la reconstruction de la théorie révolutionnaire à l'intérieur des partis communistes (...) » (op. cit., page 125). Il est vrai qu'il avait écrit un peu auparavant : « Les partis communistes sont et restent l'unique force antifasciste. Leur dénonciation doit être purement théorique. Elle est consciente que la réalisation de la théorie n'est possible qu'à travers les partis communistes et a besoin de l'aide de l'Union Soviétique » (thèse 20, page 120-121) !

Nous avons rappelé le rôle de premier plan d'Adorno dans la politique de dénazification-démocratisation de l'Allemagne après 1945 – rôle repris par Habermas – au service des forces d'occupation, mais Adorno – de même que Horkheimer - se rangea au contraire de Marcuse clairement dans le camp du monde libre lors de la guerre froide.

Dans la correspondance d'Adorno avec ses parents (récemment parue : Adorno, *Briefe an die Eltern, 1939-1951*, Suhrkamp, 2003), on peut lire des choses littéralement ahurissantes. Adorno parle d'un magnifique discours prononcé par Churchill (lettre du 19. 12. 1939, page 47), il dit se réjouir des bombardements de Essen et de Cologne qu'il vient d'apprendre (lettre du 5. 6. 1942, page 147-148), puis écrit qu'il souhaite que les Günther (les Allemands) soient abattus et que les Inge (les Allemandes) soient transformées en prostituées pour des bordels réservés aux juifs (lettre du 26. 9. 1943, page 215). En revanche il écrit que ce qui est apparu en Allemagne, le national-socialisme, n'est pas une spécificité allemande mais se développera également aux États-Unis qu'il appelle un pays semi-barbare où les formes du totalitarisme n'auront rien à envier à celles de l'Allemagne (lettre du 12. 2. 1940, page 65-66), mais alors, s'il en est ainsi, pourquoi avoir défendu ce pays semi-barbare contre l'Allemagne puis contre l'Union Soviétique ? Adorno a été traumatisé et déboussolé par le national-socialisme dans la mesure surtout où son manque de formation théorique – ou plutôt sa formation philosophique, c'est-à-dire démocratique - ne lui a pas permis d'affronter une telle nouveauté. Mais là encore comment Adorno – qui se demandait très sérieusement comment faire de la poésie après Auschwitz, mais pas après Dresde ou Hambourg - osa-t-il faire la leçon à Heidegger ? Il faut noter que curieusement Adorno appréciait Schelsky et qu'il établit des liens professionnels voire même, semble-t-il, privés avec lui, alors que celui-ci, avec Gehlen et Freyer, était proche du courant de la « révolution conservatrice » et que Schelsky avait été lui-même un national-socialiste. Y avait-il un problème de concurrence philosophique caché pour Adorno ? Schelsky, plus sociologue que philosophe, n'était pas véritablement un concurrent, Heidegger si.

Adorno ne sut pas comprendre l'importance de tout le mouvement conservateur critique de la Technique et apologiste de la Vie dont l'Allemagne va être le berceau durant l'entre-deux guerres mais qui prend sa source avec l'œuvre de Nietzsche (mais celle de Bergson lui répondra de l'autre côté du Rhin) puis se prolonge dans la philosophie de la Vie (reprenant elle-même largement les thèses du mouvement romantique allemand et de Herder opposés aux Lumières rationalistes françaises) de Dilthey, Simmel, Spengler, George, Klages (qui pour Adorno et Horkheimer n'est qu'un « apologiste enthousiaste du mythe et du sacrifice », *Dialectique de la Raison*, Gallimard, page 64 ! ce qui est stupide). Adorno a refusé de prendre en compte le contenu de la critique réactionnaire à la philosophie juive, cosmopolite, abstraite, apatride et déracinée, pour lui l'absence de racines est une donnée positive (en cela il est fidèle à Marx), or cette critique était aussi une critique de la prolétarianisation, de la dépossession, du mouvement d'arrachement et d'industrialisation imposé par le capital, car si dans le cosmopolitisme le national-socialisme détestait le prolétaire il détestait également le capital financier qui lui aussi « n'a pas de patrie ». Adorno ne pouvait qu'avoir haine pour Heidegger qui se voulait enraciné dans son terroir souabe et dans sa langue.

Adriano Tilgher dans son livre en italien *Philosophes et moralistes du vingtième siècle*, 1932, étudie cette philosophie critique de la technique, la philosophie allemande de la vie, il note fort justement qu'elle s'affirme en Allemagne en opposition au développement de la civilisation de la technique, l'homme de cette civilisation a conscience de la destruction du lien à la nature imposée par cette civilisation, « pour l'homme de la civilisation de la technique, l'homme est homme dans la mesure où il a rompu avec la Nature, dans la mesure où il est non *dans* la Nature et peut-être à son sommet mais *contre* et face à elle » (page 26), l'homme jeté dans le monde de la technique « se gonfle le cœur de la nostalgie de retourner au sein de la Mère antique, de se sentir

comme une vague parmi les vagues de la mer immense de la vie naturelle, de se perdre et se dissoudre dans l'atmosphère tiède de la vie végétale. Et il maudit ce qui l'a arraché à la Mère et l'a fait homme : l'intelligence, la volonté, l'action et il envie aux animaux, aux plantes et aux choses qui lui semblent inanimées la sécurité infaillible de l'instinct, la possession certaine des lois de l'existence, lui pour qui l'existence n'est pas une possession mais un problème à résoudre éternellement » » (page 28).

Mais, comme le comprend d'ailleurs imparfaitement Tilgher, ce mouvement de retour à la nature était, nous l'avons plusieurs fois remarqué, lourd d'ambiguïté dans la mesure où cette nature à laquelle il voulait revenir était aussi le capital tentant de se poser en tant que naturalité dans son mouvement d'abolition des classes, des nations, des sexes, des races, plus généralement des séparations et des structures carcérales pour imposer sa mise en mouvement généralisée. Ainsi la philosophie de la Vie refuse un point de vue unique et défend la pluralité des points de vue au nom de l'exubérance et de la richesse de la Vie, mais elle n'évite pas alors le relativisme et la tolérance, deux impératifs catégoriques pour le capital. De même la philosophie de la Vie – et on le voit dès l'origine chez Nietzsche – exalte avec la Vie (dionysisme) et la Volonté de Puissance (apollinisme). Tilgher écrit : « le culte de la Volonté de Puissance, (qui) est la seule forme dans laquelle le dionysisme peut revivre dans l'âme de l'homme contemporain, de l'homme de la civilisation de la Technique ». La seule nature restante est la nature capital.

L'exaltation de la volonté se trouve au fondement de la pensée de Nietzsche mais déjà chez Spinoza (qui n'était pas lui non plus animé d'un amour irrépressible pour les foules « terribles quand elles sont sans crainte », *Éthique*, partie IV, proposition LIV, scholie) l'on retrouve ce thème de la volonté, de l'effort, du désir au premier plan de son anthropologie. Et parmi ces volontés tout particulièrement la volonté, l'effort de persévérer dans son être, de se conserver en tant que tel (partie III, propositions VI, VII et VIII), en lesquels Adorno et Horkheimer voyaient non sans raison la devise de toute la société occidentale (*La dialectique de la raison*, Gallimard, page 45).

Tout cela manifeste la profonde impuissance de la pensée.

⁹ Les livres d'histoire écrit pour le dauphin – l'enfant du roi qui était le futur roi de France – étaient soigneusement expurgés, on en avait ôté les passages les plus scabreux, ils étaient donc écrits *ad usum delphini*, à l'usage du dauphin.

¹⁰ Encore une fois : mais qui avait fait venir ces « poux » à Moscou, les préférant aux communistes du KAPD ?

¹¹ Lénine prône donc, au nom de la lutte de classe et en anticipant sur le discours des féministes, la destruction de la féminité, car la femme qui donne naturellement la vie refuse spontanément la guerre œuvre de mort, mais elle resta passive durant la guerre de 1914-1918 devant le massacre de ses amants, de ses frères et de ses fils. Ainsi Rosa Luxembourg se scandalisa de la dimension répressive et autoritaire de la révolution bolchevique, même si ce fut pour défendre il est vrai des positions démocratiques – défense de la liberté, etc. - mais cette défense ne suffit pas à écarter ses critiques et sa répugnance devant la « terreur rouge » exaltée par Lénine et par Bordiga. Elle fut indignée de voir Dzerjinski diriger la Tcheka dont les commissaires se firent remarquer par leur extrême cruauté (tout est permis contre l'ennemi de classe, slogan qui justifie toutes les ignominies) mais celui-ci avait été forgé et avait fait ses armes dans la Social Démocratie du Royaume de Pologne et de Lituanie dans laquelle Rosa Luxembourg avait déployé son activité. Dzerjinski est un psychopathe de premier ordre écrivait le menchevik Axelrod farouche adversaire des bolcheviks et partisan de la guerre patriotique, et il ajoutait que toutes les tcheka recrutèrent, presque par nature, ce genre de personnages des deux sexes (voyous, détraqués, brutes, fous furieux, tueurs comme en produit la civilisation) qui ne pouvaient qu'être attirés par cette impunité inespérée qui leur était donnée. Nous pensons qu'il était possible de critiquer ce qu'il faut bien appeler le despotisme bolchevik (les camps de concentration sont créés dès 1918 et pas seulement pour emprisonner les ennemis de classe, de plus les exécutions arbitraires avaient commencé à la même époque du fait de la Tcheka qui immédiatement tendit à s'autonomiser du pouvoir politique) sans sombrer dans le démocratisme et la défense du capitalisme comme le fit Martov, menchevik de gauche, dans son livre de 1919 *Le bolchevisme mondial* qui dénonce la dictature du parti communiste – sans nier les responsabilités du capitalisme dans cette émergence de la terreur bolchevique -, mais lui ne sait que proposer un socialisme œcuméniste et démocratique (incluant les sociaux-patriotes). Encore une fois les révolutionnaires – les marxistes mais également les anarchistes – ont souvent cru que la révolution se réduisait à l'élimination physique de la classe adverse, les armées de Makhno elles aussi n'hésitaient pas à fusiller à la mitrailleuse des groupes de prisonniers, communistes, blancs ou propriétaires fonciers, les anarchistes espagnols firent parfois de même. En revanche il est mal venu aux défenseurs de l'ancien ordre féodal ou capitaliste (nous pensons à l'Ukraine et à l'Espagne) de se scandaliser des massacres perpétrés par les paysans révoltés quand on sait le mépris dans lequel les membres des classes au pouvoir tenaient les paysans qui étaient traités comme des bêtes (et l'on sait ce que veut dire cette expression dans une société où les bêtes peuvent être arbitrairement battues et abattues), les théoriciens de la contre-révolution féodale ont toujours fait en général l'apologie des paysans qu'ils ont pourtant horriblement opprimés. Le mouvement russe et paysan tolstoïen avait compris le danger et l'horreur du déchaînement de la violence et avait tenté de trouver une solution en dehors de cette voie, il fut impitoyablement réprimé par les bolcheviks. Le

mouvement tolstoïen n'allait pas du tout dans le « sens de l'histoire » dans la mesure où il défendait un mode de vie simple, des besoins naturels et donc réduits, refusait par conséquent l'industrialisation, l'urbanisation, la production et la consommation, nous avons également plusieurs fois cités les socialistes ouvriers – tels le remarquable Gauny qui était végétarien – qui, avant Marx, avaient prôné de même un mode de vie frugal et un quasi ascétisme prolétarien, Marx va balayer tout cela – qualifiant cette conception de communisme grossier selon lui - au nom d'une conception infiniste de la vie et des besoins extensibles à l'infini, en une véritable ode au capital révolutionnaire et destructeur de tous les tabous, réalisateur de tous les possibles, les situationnistes reprendront cela.

Nous avons précédemment abordé le problème de Makhno, de son armée et de son mouvement, dans son livre *Makhno et la révolution ukrainienne*, Atelier de création libertaire, Ettore Cinella rapporte une interview de Makhno : « Moi au contraire je considère que ce qui rend l'homme malheureux, c'est la vie en usine, en ville : dans les campagnes, une fois que les grands propriétaires auront été éliminés, tout le monde pourra vivre heureux. Regarde, c'est une terre merveilleuse » (page 94). Nous pensons qu'il y a là une position commune à toute la paysannerie russe que le futurisme bolchevik fera tout pour éliminer dans une véritable guerre d'anéantissement d'un mode de vie non urbain.

Dans tous les cas reprendre ce discours sur la terreur rouge est maintenant une absurdité et une horreur même si l'on pensait malheureusement que c'est seulement par la terreur que l'humanité pourrait accepter de renoncer au capital qui est devenu sa vie même.

Trotsky a exalté la terreur rouge dans *Terrorisme et Communisme*, avec les camps de concentration, les prises d'otages, les exécutions sommaires, les déportations, l'extermination de l'ennemi de classe, etc. On trouve de nombreux documents intéressants sur la « terreur rouge » (glorieuse et exemplaire selon Bordiga !) dans le livre de Jacques Baynac, *La terreur sous Lénine*, et récemment vient de paraître le livre de Sergueï Melgounov, *La terreur en Russie, 1918-1924*, éditions des Syrtis, livre paru en 1923 (livre dont Baynac avait d'ailleurs reproduit un chapitre) ; même en tenant compte des exagérations et invraisemblances manifestes dues au fait que l'auteur, socialiste patriote, est un ennemi acharné des bolcheviks, on ne peut écarter les informations qu'il donne dans la mesure où les exécutions (exécutions arbitraires, exécutions d'otage, fusillades de groupes entiers à la mitrailleuse, etc.) et les prises d'otages (de femmes, d'enfants, de parents, de voisins) étaient d'ailleurs revendiquées par les bolcheviks eux-mêmes, Melgounov dit qu'en Russie ce n'est pas tout le pouvoir aux Soviets qui est en vigueur mais tout le pouvoir aux Tcheka ! La terreur rouge, si elle n'a pas commencé avant la guerre civile de l'été 1918 (pendant laquelle la terreur blanche se déchaîna atrocement), ce qui n'est pas sûr, s'est poursuivie après la fin de la guerre civile. Melgounov cite un passage éclairant de Boukharine – malheureusement il ne donne pas les références - : « La domination prolétarienne sous toutes ses formes, à commencer par les fusillades ... apparaît comme une méthode susceptible de produire l'individu communiste à partir du matériel humain de l'époque capitaliste » (page 68). La Guépéou ne surgit pas de nulle part.

Lénine anticipe également les théoriciens de la déconstruction : la féminité – comme la sexualité « hétérosexuelle », l'instinct maternel, la maternité, la famille, la nature, les sentiments - est une construction sociale qu'il faut se dépêcher de déconstruire au plus vite, cette déconstruction détruit les obstacles au développement impétueux du capital, Derrida se veut d'ailleurs l'héritier de Marx (cf. *Spectres de Marx*) et cette prétention toute grotesque qu'elle puisse paraître n'est pas totalement illégitime. Marx porte une lourde responsabilité dans cette dynamique dans la mesure où, entraîné dans son œuvre d'historicisation intégrale (le capital est une création historique et doit donc disparaître), il écrivit qu'il n'y avait pas de nature humaine ou de besoins immuables humains, en revanche il posa des universaux là où effectivement il n'y avait que des productions historiques : le travail par exemple ou la production. Pour Marx, il ne semble rien y avoir d'immuable en l'homme, l'homme peut donc infiniment s'adapter (donc également s'adapter au capital), évoluer, en se modifiant lui-même et son environnement (justification du capital). L'adversaire de tous les penseurs du fictif – car la sortie de la nature et l'exaltation de l'artifice trouvent leurs théoriciens et leurs penseurs depuis au moins la Renaissance – est ce qu'ils appellent l'essentialisme naturaliste - le terme d'essence fait même horreur aux modernistes car ils évoquent cette fixité immuable, cette nature humaine à la fois qui n'existe pas et qu'il faut « déconstruire » (mais alors elle existait donc bien) - selon lequel la nature poserait des limites infranchissables à l'humanité. Dernièrement Marcela Iacub (in *L'empire du ventre, Pour une histoire de la maternité*, Fayard, 2004) reprend cette attaque contre les données biologiques et naturelles, la maternité naturelle ne doit plus être un acte sacré, elle doit être décriminalisée, elle ne doit plus être, selon ses propres termes, qu'un « moyen technique », parmi d'autres, pour faire venir un enfant au monde. Il faut en finir avec le culte du ventre fertile qui est toujours culte des origines, lequel est bien sûr toujours raciste, fasciste, comme l'affirmait déjà Adorno, et l'auteur – qui se veut féministe – défend la famille « homosexuelle », la famille monoparentale, le phénomène des mères porteuses, et toutes les manipulations de la procréation par la médecine. Marx déjà voulait en finir avec l'idolâtrie de la nature ...

Pour en revenir à Lénine et au marxisme, au nom de la sacro-sainte lutte de classe, on appelle à détruire la nature (dans ce cas la femme qui, de tout temps battue, violée, torturée et opprimée, et depuis longtemps

marchandise, va pouvoir donc devenir soldat, comme le réclamait Marinetti, et donner la mort ; la dynamique est la même pour l'enfant). Derrida lui aussi semble prendre parti pour la valeur d'usage contre la valeur d'échange, mais hormis le fait maintes fois affirmé que bien des valeurs d'usage – pour ne pas dire la presque totalité – ne sont valeurs d'usage que pour le capital et ne sont pas naturelles (la nature n'existe pas pour le marxisme qui ne voit qu'une perpétuelle transformation de la nature effectuée par l'homme !), qu'il ne suffit pas d'éliminer les valeurs d'échange mais également la plupart des valeurs d'usage, il faut ajouter que raisonner en terme de valeur d'usage, comme le fait remarquer Andreas Loepfe dans *Exitus*, c'est se placer dans le cadre de la production et de l'utilitarisme, utilitarisme que Marx avait pourtant critiqué.

Le marxisme allié au matérialisme a donc contribué à éliminer tout ce qui relève de l'affection, du sentiment, de la sensibilité, de l'esprit, des idées, de l'irrationnel, ce que lui reprocheront nombre de ses détracteurs et pas seulement les partisans de la conservation de l'existant, notamment Gustav Landauer ou Boulgakov, le dernier secrétaire de Tolstoï dont nous avons publié deux textes dans notre numéro 17.

Au glacial calcul égoïste capitaliste dénoncé par le *Manifeste* de 1848 le marxiste révolutionnaire oppose la brutalité nue des rapports de force.

Le matérialisme ne peut tout expliquer, la sédentarisation, nous l'avons déjà écrit après d'autres, par exemple, ne peut s'expliquer entièrement par des données matérielles (surpopulation, changements climatiques, raréfaction de la nourriture, désertification, etc.). De plus si l'humanité est entièrement déterminée, conditionnée, par le capital (ce qui semble d'ailleurs bien être le cas) alors tout est fini, et comment concevoir quelque chose d'autre au-delà de la matrice capitaliste ? Les spiritualistes (les quakers ou les tolstoïens par exemple) répondaient : il existe un noyau dans l'homme, une fixité immuable, une étincelle divine irréductible au Mal (la société du capital).

¹² Bordiga, qui parlait allemand, se trompe semble-t-il, il a dû vouloir écrire *Nach Paris, nach Paris !*

¹³ Pour Togliatti qui fut interventionniste en 1914, ironise Bordiga, cela aurait été une infamie de livrer la Vénétie aux ennemis austro-hongrois en 1917, mais c'est une gloire que d'avoir cédée la Sicile aux libérateurs antifascistes anglo-saxons lors de l'été 1943.

¹⁴ Il s'agit de Frédéric II de Hohenstaufen.

¹⁵ En français dans le texte.

¹⁶ Mais alors qu'en était-il de l'internationalisme prolétarien dès cette époque ? Il est vrai que la dimension patriotique de la Commune de Paris elle-même est indéniable.

¹⁷ Maladroite tentative de sauver Engels.

¹⁸ Nous avons forgé ce néologisme pour traduire celui que Bordiga forgea avec le nom du peintre Picasso, grand ami des forces de Progrès, de l'U.R.S.S. et du stalinisme, mais dont l'œuvre – anticipation de la destruction de la nature, de la pulvérisation de la substance et de l'exaltation de la forme et même du vide (car les formes elles-mêmes disparaissent) réalisées par le capital - ne respectait pas exactement les critères du réalisme socialiste de Jdanov !

¹⁹ Comme pour Marx nous n'avons pas cru bon d'écrire Karl quand Bordiga écrit clairement Carlo ! Nous avons donc traduit Charles sans moderniser Bordiga.

²⁰ La justification par l'histoire est dangereuse car l'histoire a incontestablement donné raison au capital puisqu'elle est sa victoire.

²¹ Voilà un passage parmi tant d'autres qui empêche de classer Bordiga parmi les matérialistes vulgaires – dont il est parfois pourtant proche ne serait-ce que par son soutien à Lénine et par sa défense de *Matérialisme et Empirio-criticisme* -, son matérialisme ne dédaigne pas de se référer à la survie après la mort – le spiritisme d'Allan Kardec se développa après 1853 – puisque l'humanité est un corps unitaire et éternel – quasi corps mystique comme l'était l'Église pour l'auteur des épîtres de Paul – la mort n'existe pas – « mort où est ta victoire ? » -, dans le parti et dans l'humanité tous sont encore vivants et coexistent avec ceux à venir. On verra un peu plus loin que Bordiga n'hésite pas à identifier le chef révolutionnaire au Verbe du quatrième évangile.

²² Quel c. ... *che cazzo*, quel couillon, mais couillon au sens oublié et vulgaire de membre viril.

²³ Sur le problème du passage de Lénine à travers l'Allemagne pour rejoindre la Russie nous ne pouvons que signaler les articles de Boris Souvarine dans sa revue *Le Contrat Social* après la seconde guerre mondiale. Notons simplement que Lénine ne fut pas le seul à rentrer ainsi en Russie, le 9 avril, dans un wagon qui n'était d'ailleurs, semble-t-il, nullement plombé, il faisait partie d'un groupe comprenant des bolcheviks, des bundistes et des partisans de Trotsky. Martov, Riazanov et les mencheviks condamnèrent les modalités de ce retour en Allemagne dans une résolution ... mais firent le même voyage trois semaines plus tard dans les mêmes conditions (sur cet épisode voir notamment Jean-François Fayet, *Karl Radek (1885-1939), biographie politique*, Peter Lang, page 207).

²⁴ En français dans le texte.

²⁵ Il s'agit de Bordiga lui-même.

²⁶ Matthieu, XXVI, 34 ; Marc XIV, 30 ; Luc XXII, 34 ; Jean XIII, 38.

²⁷ Bordiga ne dit pas depuis quelle date la classe ouvrière n'était plus, selon lui, au pouvoir en Russie.

²⁸ Le capitalisme n'est pas qu'un mode de production, c'est un monde dans sa totalité, mais il ne suffit pas de dire que sa disparition sera non seulement un changement de mode de production mais aussi un changement de monde ; une remise en question du phénomène du travail mais aussi de celui de la production elle-même (on attaque souvent le premier rarement la seconde) est nécessaire (Bordiga laisse entendre, sans jamais développer le thème, que la production est une donnée du mode de production capitaliste, en fait le phénomène de la production est évidemment bien antérieur). On trouve une remise en question de ce phénomène de la production chez les ascètes, mais la position de ceux qui refusent le monde est difficile, ou bien les ermites, les moines, les renonçants, etc. (propres au christianisme, à l'hindouisme, au taoïsme et au bouddhisme notamment) veulent vivre en autarcie et sont amenés, par leur refus de la dépendance à l'égard du monde, à développer cette production (phénomène des monastères qui deviennent des centres économiques presque à leur corps défendant) ou bien, refusant la production, ils vont vivre en mendiant des aumônes, acceptant alors la dépendance d'avec le monde duquel ils vont alors vivre plus ou moins en parasites, avec il est vrai des besoins extrêmement réduits.

²⁹ Bordiga écrit une échelle « générale » et non une grande échelle comme on le fait en français. Mathématiquement il s'agit en fait d'une erreur puisque plus le domaine à représenter sur une carte est grand et plus l'échelle est petite, c'est son dénominateur – si l'échelle est représentée sous forme de fraction – qui est grand. Nous avons tenté une traduction neutre pour éviter cette erreur.

³⁰ Lycurgue est le législateur, semble-t-il mythique, de Sparte, il aurait vécu au IX^e siècle avant J.-C. Le roi Agis est Agis IV, roi réformateur de Sparte, il régna avec Léonidas au III^e siècle avant J.-C., il tenta de revenir aux lois de Lycurgue et de réaliser un nouveau partage des terres pour enrayer, ou tout du moins ralentir, le processus de concentration des terres entre les mains de quelques-uns.

³¹ Bordiga a peut-être voulu écrire à la place de Coriolan - le général romain partisan du Sénat et ennemi de la plèbe qui trahit sa patrie et passa à l'ennemi qu'il avait combattu, les Volsques - Cincinnatus, le héros de la république romaine. On vint chercher ce dernier, dans son champ qu'il labourait, pour combattre les Éques et les Volsques ; vainqueur il refusa les honneurs et retourna à sa charrue. Dans la version du texte du PCInt. parue en livre en 1976 Coriolan a d'ailleurs été remplacé par Cincinnatus.

³² En français dans le texte.

³³ Qunitino Sella, le ministre des Finances du gouvernement Lanza (1869-1873), passé à l'histoire comme homme intègre, partisan à tout prix d'un budget équilibré. Le gouvernement Lanza fut l'avant-dernier gouvernement de la Droite historique. La Droite fut battue en 1876 et remplacée par la Gauche dont le dirigeant était Agostino De Depretis qui fut chargé par le roi de former le gouvernement. Avec la Gauche commence réellement le règne de la corruption démocratique et parlementaire, la Droite exerçait son gouvernement au moyen d'un cercle restreint de notables éminents de grandes familles plus ou moins aristocratiques.

³⁴ Comment Bordiga peut-il dire que la théorie de Lénine a été pleinement confirmée puisqu'elle reposait sur l'intervention révolutionnaire du prolétariat qui a cruellement et clairement fait défaut ?

³⁵ Plus précisément il semblerait que l'expression paysan pauvre, en Russie, désigne avant tout le paysan qui n'a pas d'animal de trait pour l'aider à travailler sa terre.

³⁶ Encore une fois Bordiga avait raison d'insister sur la révolution communiste comme destruction mais cette thèse, si elle lui permit de résister aux « constructeurs », est insuffisante, il faut, il faudrait, plutôt qu'une destruction, un immense abandon et une immense création de quelque chose de jamais vu sur cette Terre.

³⁷ À partir de ce paragraphe le sous-titre devient *Rapport des réunions de Naples et de Gênes*. Les 46 premiers paragraphes avaient paru dans les numéros 10, 11, 12, 13, 14 d'*il programma comunista*. Le texte fut interrompu pendant deux numéros, 15 et 16, dans lesquels figura le texte *Les grandes questions historiques de la révolution russe*. La série *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* reprend avec le n° 17 mais comme rapport des réunions des Naples et de Gênes. Dans ce numéro 17, le paragraphe 47 était précédé d'un préambule, le voici :

« Avec ce numéro on reprend la parution du texte complet du rapport exposé, sous ce titre, aux réunions interfédérales du Parti de Naples (avril) et de Gênes (août 1955). Ce texte avait commencé à paraître dans les cinq numéros de *Programma*, n° 10 à 14 de cette année. Dans le dernier de ces numéros on a exposé de façon complète les thèses d'avril 1917 de Lénine. Dans ce présent numéro, on reprend la première partie historique avec le commentaire de la conférence bolchevique qui suivit en avril 1917.

Les deux numéros intermédiaires, les n° 15 et 16, ont été occupés par un résumé synthétique mais organique, en tant que compte rendu de la récente réunion très réussie de Gênes, qui prend pour point de départ le rapport de la réunion de Bologne (octobre 1954) : *Russie et révolution dans la théorie marxiste* et qui conclut par la critique de la structure russe actuelle.

L'exposé qui reprend aujourd'hui part (en rappelant qu'à Bologne on avait développé toute la perspective de la révolution attendue en Russie dans les luttes du parti bolchevik jusqu'à la première guerre mondiale) de 1914 et de la crise du socialisme mondial causée par les dégénérescences nationalistes. Il expose la lutte entre révolutionnaires et traîtres opportunistes et sa théorisation essentielle par Lénine, il en réfute la fausse version que les staliniens en donnent et leur prétention de fonder sur ce faux la thèse de la possibilité (et pire de

son existence actuelle !) de la société socialiste dans la seule Russie. Il traite donc les phases de la révolution suscitée en Russie par la guerre mondiale, l'effondrement de 1917, la lutte de Février et développe à fond la question de l'attitude des bolcheviks devant la première phase de la révolution contrôlée par les partis bourgeois et opportunistes ; il étudie également l'intervention historique de Lénine qui remit sur ses rails la politique du parti et le rendit prêt pour la phase grandiose d'Octobre. Ces faits, les plus importants de l'histoire de ce siècle, n'intéressent plus personne aujourd'hui – selon les imbéciles à la mode qui évoquent tous les matins, pour excuser l'histoire actuelle d'une classe bourgeoise clouée au lit par la parésie, la puissance des Garibaldi, des Napoléon et jusqu'à Giussano - alors que l'on fait des gorges chaudes des indiscretions sur les orgies de Boulganine dans la *datcha* d'Orloff. "Archéologie" donc, plus pour Lénine ou pour Orloff ?

Heureusement peu nombreux, nous continuons à aller de l'avant. »

Alberto da Giussano était l'un des chefs de l'armée bourgeoise milanaise qui vainquit à Legnano en 1176 l'empereur Frédéric I° Barberousse de Hohenstaufen. On sait que Bordiga accordait une grande importance historique et théorique à cette bataille puisqu'elle prouvait qu'il y avait déjà eu une régression sociale – le capitalisme ne put se développer en Italie malgré cette victoire militaire décisive sur les forces du féodalisme représentées par le Saint Empire Romain Germanique – sans défaite militaire, cet épisode permit à Bordiga d'affirmer que l'involution de la révolution russe n'était pas un phénomène nouveau ou inconnu dans l'histoire.

Nous n'avons aucune idée de qui était ou de ce qu'était Orloff ? Un homme ? Une ville ?

³⁸ Cette conférence eut lieu du 24 au 29 avril comme Maffi le précise dans l'édition en volume de 1976.

³⁹ En français dans le texte.

⁴⁰ En 1976, le PCInt. (edizioni il programma comunista) fit paraître un livre intitulé *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*, 750 pages, il contenait le texte dont nous donnons ici une traduction ainsi que *Les grandes questions historiques de la révolution en Russie* et *La Russie dans la grande révolution et dans la société contemporaine*. Dans ce livre le texte de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* a été revu par Bruno Maffi, il n'est pas la reprise exacte du texte paru dans le journal, il y a quelques corrections d'erreurs typographiques et autres mais aussi quelques ajouts et quelques variantes (les citations de Lénine, ainsi que celles de Trotsky, par exemple, présentent des différences du journal au livre), nous ne signalerons que les plus importants. À cet endroit notamment, on trouve dans le livre le paragraphe suivant qui n'est pas dans le texte de Bordiga paru dans le journal :

« mais il parla également sur les points 4 et 6, sur l'attitude à adopter envers les Soviets ouvriers et paysans, pour soutenir la résolution sur la guerre et sur la situation de l'Internationale et les tâches du POSDR. Il prononça également le discours de clôture. »

Il y avait déjà eu une édition en livre de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* en 1966 réalisée par la maison d'édition Editoriale Contra (deux volumes). Cette édition avait été réalisée par quelques éléments sortis de la section milanaise du PCInt. (*il programma comunista*) en 1962 et qui donnèrent vie pour quelque temps au bulletin *Ottobre Rosso*. Le livre portait le nom et le prénom de Bordiga. Cela déclencha une vive réaction de Bordiga, il envoya le 3. 3. 1966 une lettre à ce sujet à différents camarades dont une partie est reproduite dans le numéro d'*Invariance* « Dialogue avec Bordiga », novembre 1975 (page 101) ; nous la reproduisons :

« En conclusion sur le thème du livre "Contra" (...) il y a trois formes de manifestation également à déplorer : 1° celle de celui qui se réjouit que soit finalement en circulation, avec les effets publicitaires, la couverture avec le nom et le museau du grand imbécile, 2° celle de celui qui pense de façon très peu sage que les porcs qui ont fait l'opération sont en train de récupérer le tas de sous que le parti aurait pu encaisser en faisant lui l'ignoble usage de ce nom et de ce museau, raisonnement qui révèle le non-dépassement de l'esprit boutiquier qui doit nous faire horreur, 3° celle de celui qui aurait voulu qu'Amadeo, en se qualifiant d'auteur offensé, fit grand tapage, sans penser que cela aurait tout simplement fait le jeu des éditeurs improvisés. La considération juste est celle-ci : la diffusion, dans l'ambiance bourgeoise moderne corrompue des idées imprimées, ne suit pas le jeu de l'offre et de la demande, mais suit les influences capitalistes de classe qui dominent l'État démocratique. Quel que soit l'éditeur commercial, le vil compromis moderne suffoquera toujours la manifestation des thèses qui insultent le prêtre, le père éternel, la démocratie, la liberté et valeurs similaires désormais sacrées pour l'énorme majorité. On ne rompt ni en agitant le drapeau de la grande personnalité ni avec les forces anonymes collectives d'un groupe trop petit et trop pauvre. Qu'elles aient ou non le nom d'Amadeo, les publications imprimées auront un rayon de diffusion qui sera réduit parce que la curiosité de couches restreintes pour ce vieux incrépinisé (istupidito) qui ne décampe pas de positions vieilles d'un demi-siècle ne sera jamais en mesure de rompre la chape de plomb du conformisme, et il en sortira encore moins un bénéfice qui puisse servir de moyen pour résister à l'écrasante supériorité de l'ennemi. Tout le reste n'est que position puérule ... ».

Le livre était préfacé par Giorgio Galli (qui préfaça également *Russie et révolution dans la théorie marxiste* paru, également en dehors du PCInt., aux éditions Il Formichiere en 1975). Galli, sans connaître Bordiga, avait écrit une histoire du Parti Communiste italien « honnête » où était exposé correctement le rôle de

Bordiga dans la création du parti alors que Togliatti et ses compères s'acharnaient à faire disparaître jusqu'à toute trace de l'existence de Bordiga. Galli s'intéressa par la suite à l'occultisme, à l'ésotérisme et aux rapports entre ces phénomènes et la politique. Nous avons cité plusieurs fois l'intéressant *Cromwell et Aphrodite, Démocratie et culture alternative*, le dernier livre de cet auteur est *Remarque sur le New Age*. Dans un de ses nombreux livres, *Passé récent – personnes et rencontres 1949-1999* (publié aux éditions Kaos comme les deux livres cités ci-dessus), qui est un peu ses mémoires, il écrit qu'il est entré en contact avec Bordiga après avoir écrit son histoire du PCI, qu'il a été le voir chez lui à Naples, qu'il a toujours été cordialement reçu. Il dit qu'il s'éloigna des programmistes après avoir suivi quelques-unes de leurs leçons d'économie politique, « persuadé que j'étais tombé sur un groupe de “vieux croyants” plutôt que sur un groupe politique authentique » (pages 18-19) ! Il rapporte que Maffi lui avait dit que lui, Galli, s'intéressait au marxisme en dilettante comme il aurait pu s'intéresser aux courses de chevaux ... Les contacts de Galli avec le PCInt. s'arrêtèrent là. Ce qui n'empêcha pas Giorgio Galli de figurer dans le Comité Scientifique de la Fondation Bordiga dont Bruno Maffi fut le président jusqu'à sa mort.

⁴¹ Bordiga joue sur les mots *pedestre* (que nous avons traduit « terre à terre ») et *pedissequo* (que nous avons traduit « imitateur »), tous deux ont la même origine : *pede*, « pied ».

⁴² Bordiga ne semble pas accorder trop d'importance à cette liquidation, il est vrai qu'elle contredisait sa vision d'un État russe dans lequel les paysans auraient détenu une large part du pouvoir et seraient les agents de l'exploitation des prolétaires, ou tout du moins ses profiteurs. Il est vrai également qu'il ne s'agit que de paysans et donc de « réactionnaires », comme tout marxiste orthodoxe le sait bien. Or, sous prétexte de lutte contre les koulaks – ceux-ci existaient bien et étaient parfois haïs de la population des campagnes, ils étaient aussi parfois intégrés à la commune paysanne -, il s'est bien agi d'une guerre d'extermination de tout un monde, l'antique monde paysan, guerre menée par le capital – la modernité, l'industrialisme, la mécanisation - ; ce monde paysan, enraciné, était foncièrement hostile et irréductible au monde de la ville, à l'usine, au travail, à la production, au progrès, sa destruction était l'une des conditions *sine qua non* du développement du capitalisme en Russie et de la mise en mouvement d'une société jusqu'à ce moment figée. Les bataillons d'activistes chargés de la collectivisation et de la dékoulakisation firent régner la terreur dans les campagnes (lesquelles avaient subi déjà la terreur de la Tcheka, des commissaires politiques, des bataillons ouvriers rouges, etc.), cf. par exemple l'introduction d'Hélène Mondon, « Le crépuscule des campagnes », au livre *Nous autres paysans, Lettres aux Soviets, 1925-1931*, Verdier, 2004.

⁴³ Il y avait bien longtemps que le parti bolchevik n'était plus lié au programme international de la révolution armée et de la dictature, et l'Internationale Communiste était au service de la politique de l'État russe depuis au moins 1921 ! Elle était donc morte depuis au moins 22 ans quand elle fut abolie pour complaire aux Anglo-Saxons. Bordiga participe une nouvelle fois à l'entretien et à la survie du bluff bolchevik et plus encore du bluff révolutionnaire, mais il est vrai qu'il avait été élu au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au IV^e et au V^e congrès, ce qui reste pour nous largement incompréhensible.

⁴⁴ Ici Bordiga emploie le terme *livragare* – que nous avons traduit par liquider – il s'agit d'un verbe tombé en désuétude qui signifie persécuter, maltraiter, tuer après un procès sommaire. Il dérive du nom du lieutenant Livraghi, chef de la police en Érythrée qui fut condamné en 1899 pour ses méthodes impitoyables et expéditives de répression utilisées par lui contre les indigènes.

⁴⁵ Bordiga pensait très certainement à Ottorino Perrone qui persistait à défendre la position qu'il avait défendue dans la revue *Bilan* entre les deux guerres : refus de l'appui aux guerres de libération nationale (notamment pendant le conflit entre la Chine et le Japon). Longtemps Suzanne Voute défendit également cette position.

⁴⁶ Les *chiocche* : il s'agit d'un terme dialectal (utilisé en Toscane et en Campanie) qui signifie la tête, le crâne.

⁴⁷ Le discours de Mussolini au congrès du Parti socialiste à Reggio d'Émilie en juillet 1912 se trouve dans le n^o 55, décembre 2003, de *Comunismo*, revue du groupe il Partito Comunista.

⁴⁸ Au II^e congrès de l'Internationale Communiste, le communiste indien, M. N. Roy, s'opposa au soutien prôné par Lénine des mouvements « bourgeois-démocratiques » qu'il tint à différencier nettement des mouvements des ouvriers et paysans.

⁴⁹ Il n'en fut rien, ce furent bien les exigences du développement et de la mondialisation du capital qui imposèrent cette réunification en 1989, le prolétariat était absent, et pour cause : il avait déjà disparu quand Bordiga écrivait en 1955.

⁵⁰ Dans la version des edizioni il programma comunista., dans le livre de 1976, on trouve un long passage qui ne figure pas dans le texte de Bordiga paru en 1955 dans *il programma comunista*, (page 167 et suivantes), le voici :

« Une fois revenu sur ce sujet il sera bon d'ajouter un point sur la question nationale dans la Russie de 1917.

La thèse historique selon laquelle le gouvernement provisoire composé de bourgeois et de sociaux-opportunistes, de même qu'il visait à poursuivre la guerre, maintenait la directive tsariste de la domination sur toute l'indivisible “Panrusse” et – chose typique – combattait avec des mesures de répression les mouvements

des périphéries de type nationalistes bourgeois – là où, à l’opposé, les bolcheviks arrivaient à la *désannexion* dans le but d’arriver à l’entente internationale entre les classes ouvrières -, cette thèse historique a été confirmée par toute une série de faits.

Ukraine (un tiers de la population par rapport à la Russie européenne, un neuvième du territoire). Petlioura et d’autres bourgeois nationalistes suivis par les sociaux-opportunistes formèrent la *Rada* qui entre en opposition avec le gouvernement de Petrograd, en lui demandant l’audétermination mais pas la séparation. Lénine qualifia de modestes de telles revendications et affirma que l’on ne devait pas “nier le droit le plus entier de l’Ukraine à se séparer librement de la Russie ; c’est justement la reconnaissance sans réserves d’un tel droit, et seulement celui-ci, qui permet de conduire une campagne pour la libre union des Ukrainiens et des Grands Russes ; pour l’union volontaire des deux peuples en un seul État”. En juillet, il y eut un accord entre Petrograd et Kiev ; mais le 4 août il fut dénoncé de façon draconienne et unilatérale par le premier gouvernement.

Finlande (population 3 pour cent, territoire 4 pour cent). La Diète ayant été accordée sur la base de la constitution tsariste précédente, après un conflit avec elle le gouvernement provisoire la dissout de force en juillet 1917. Lénine avait écrit : “Les tsars ont pratiqué une politique brutale d’annexion en échangeant un peuple contre un autre en accord avec les monarchies (démembrement de la Pologne ; compromis avec Napoléon sur la Finlande, etc.), de la même façon que les propriétaires fonciers s’échangeaient les paysans, serfs de la glèbe. La bourgeoisie, devenue républicaine, fait la *même* politique, mais de façon plus subtile, camouflée [...] Ouvriers, repoussez la politique annexionniste du gouvernement provisoire vis-à-vis de la Finlande, de la Courlande et de l’Ukraine”.

Turkestan, Azerbaïdjan, Kirghizstan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan (territoires en partie situés en Asie centrale, population un septième de la Russie européenne). Le gouvernement provisoire les administra à partir du centre avec le vieil appareil bureaucratique des tsars, il amnistia les bourreaux des insurrections nationales, imposa à ces musulmans et Mongols la langue russe et l’école russe.

Pologne. Dans ce pays le gouvernement provisoire fit le grand geste de publier en février 1917 la déclaration d’indépendance de la Pologne russe. Mais le fait est que les Allemands occupaient tout, et un an avant ils avaient eux-mêmes proclamé l’indépendance ! Dans les régions occupées par les troupes russes, les bourgeois et les opportunistes empêchaient toute “désannexion”. La Pologne est le “test” classique de l’exaspérante question nationale : sa fonction ne commence ni ne finit là.

Deux mots sur la *langue*. Le 29 mars 1917 le gouvernement provisoire russe “autorisa l’emploi de toutes les langues et de tous les dialectes dans les documents des sociétés privées, dans l’enseignement des écoles privées, et dans les livres de commerce”.

La constitution de 1918 (qui consacre l’indépendance de la Finlande, des provinces perses, de l’Arménie, et le droit de séparation nationale) comprend parmi les commissaires centraux du peuple celui de l’instruction, sanctionne le droit général à l’instruction gratuite, mais ne parle pas de l’utilisation des différentes langues.

La constitution de 1936 (sur laquelle nous devons revenir par la suite) dit à l’article 121 que le citoyen a le droit à l’instruction “dans sa langue maternelle”.

Elle laisse le ministère de l’instruction aux Républiques fédérées (qui ne sont pas toutes *monolingues*).

On ne parle donc pas explicitement ni d’une langue unique d’État ni de l’équivalence juridique des langues.

Pratiquement le *pamphlet* stalinien sur la linguistique lui-même, qui pose le facteur de la langue (voir le rapport de Trieste sur « Race et Nation ») en dehors de la détermination économique-sociale et de la « politique », est un piédestal monumental érigé à la langue classique, historique et littéraire russe qui n’est plus considérée comme une langue d’une nationalité mais comme la langue de l’État, pourtant plurinational.

Conception qui s’accompagne indissolublement dans l’histoire d’une phase de domination de la forme bourgeoise capitaliste de production, si Marx est Marx.

De façon cohérente à un tel cycle et en relation au passage de Marx sur la guerre de Crimée et le siège de Sébastopol que nous citâmes précédemment, Vorochilov a, ces derniers jours, dans cette ville, glorifié la résistance héroïque et patriotique à l’occasion du centenaire de la défense de cette ville. Sainte Russie ! »

On trouve également dans le livre et à ce même endroit une note – de Bruno Maffi probablement – qui réaffirme et confirme que Lénine, et non Staline, est bien l’auteur de la résolution de la conférence d’Avril au contraire de ce que les staliniens affirment avec effronterie.

⁵¹ En fait ici nous avons traduit approximativement par « inconsistant » ce que Bordiga appelle *teccopesco* adjectif formé à partir de Teccopa. Nous reproduisons une de nos notes au *Dialogue avec les morts* :

Teccopa est un des nombreux personnages comiques créés par le dramaturge et acteur italien Edoardo Ferravilla (1846-1916), Teccopa rampe devant les puissants mais fait le superbe devant les pauvres, jouisseur, il est ennemi du travail, il boit continuellement de la grappa, il n’a vraiment pas d’opinion propre, le dernier, ou le plus puissant, qui a parlé a raison. Son nom vient de la phrase qu’il prononce continuellement : « Dio te coppa » expression dialectale milanaise qui signifie « Que Dieu te tue ! ». Ferravilla récitait toujours en dialecte milanaise,

il resta trente-deux ans au Théâtre Milanais, de 1870 à 1902, il fut également chef d'une compagnie théâtrale de 1880 à 1890 avec laquelle il accomplit de nombreuses tournées en Italie. En 1914 il travailla pour le cinéma, filmant quelques-uns de ses sketches les plus fameux, notamment *La classe des ânes*.

⁵² Bordiga écrit – par erreur ? - « dans les capitales » mais peut-être pense-t-il à Petrograd et à Moscou ? Lénine parle lui-même parfois des « deux capitales » (par exemple in *Œuvres*, tome 26, page 10, *Les bolcheviks doivent-ils prendre le pouvoir ?*). Dans tous les cas, Maffi rectifie « dans la capitale ».

⁵³ Le sens de ce paragraphe, une fois de plus synthétique et elliptique, n'est de fait pas très clair. On aurait attendu plutôt en conclusion « c'est ce qui n'advint pas ». Pour Bordiga la révolution russe a été une révolution populaire, une révolution avec des tâches capitalistes – sur le plan économique – mais socialistes – sur le plan politique -, après la contre-révolution stalinienne il n'est resté que la révolution capitaliste qui construit le capitalisme et donc, au sens strict, pour Marx et Bordiga (mais alors ce dernier doit admettre que pour lui il n'y a plus cet abîme, cette solution de continuité qu'il réclamait pourtant entre capitalisme et communisme), les bases du communisme. Nous avons donc traduit littéralement.

⁵⁴ Bordiga cite le *Staline* de Trotsky (page 62, du tome 2 de ce livre aux éditions 10/18).

⁵⁵ Il s'agit de deux slogans publicitaires : Brill était le nom d'un cirage pour les chaussures, et Otto une marque de riz, sans Otto il ne reste du risotto que ... ris !

⁵⁶ Encore une fois Bordiga n'hésite pas à invectiver les ouvriers et à les traiter d'abrutis, invective bien peu marxiste, le terme masse – avant la mode irrésistible mais éphémère du maoïsme occidental après Mai-68 – avait une connotation nettement réactionnaire ou conservatrice. Des membres du PCInt. ne manquaient pas de critiquer une telle énonciation qu'ils tenaient pour méprisante et aristocratique.

Bordiga, sans insister, s'est de nombreuses fois moqué des prolétaires abrutis, spectateurs – et même parfois acteurs – des fêtes, jeux, spectacles donnés par le capital pour les distraire. Nietzsche avait abordé ces questions du spectacle, de la mise en scène, des grands hommes (thème cher à Bordiga également) et de la représentation (question liée à celle de la démocratie) dans le chapitre « Des mouches de la place publique » de son *Ainsi parlait Zarathoustra*. Le peuple aime les acteurs qui pourtant, il le sait, se moquent de lui :

« Où cesse la solitude, commence la place publique ; et où commence la place publique commence aussi le bruit des grands comédiens et le bourdonnement des mouches venimeuses. Dans le monde, les meilleures choses ne valent rien sans quelqu'un qui les représente : le peuple appelle ces figurants, des grands hommes. Le peuple n'entend rien à la grandeur, je veux dire à la création. Mais il a un sens pour tous les figurants, pour tous les comédiens des grandes causes. Le monde tourne autour des inventeurs de valeurs nouvelles : il tourne, invisible. Mais autour des comédiens tournent le peuple et la gloire : ainsi va le monde (...) La place publique est pleine de bouffons solennels, - et le peuple se vante de ses grands hommes ! Ils sont pour lui les maîtres de l'heure. » (*Ainsi parlait Zarathoustra*, page 64).

À sa façon Schopenhauer avait développé ce thème du monde comme spectacle ; Jules de Gautier le reprendra, Guy Debord aussi. Comme le remarque A. Tilgher – in *Philosophes et moralistes du vingtième siècle* page 158 - avec Gautier le monde n'est plus volonté et représentation mais volonté de représentation.

⁵⁷ Dans cette parenthèse Bordiga fait allusion au surnom que Staline avait, avec la façon brutale, peu subtile, qui lui était propre, donné à Molotov : derrière (cul) de plomb. Bordiga avait déjà écrit à ce propos « *Derrière de plomb* », *cervelle marxiste*, dans *il programma comunista* n°19, 22 octobre – 4 novembre 1955 dont nous avons donné une traduction dans *Invariance*, série IV, Bordiga textes (2), juin 1995.

⁵⁸ En français dans le texte.

⁵⁹ C'est surtout un signe d'aveuglement et d'hallucination : pour les bolcheviks le prolétariat d'Occident devaient se soulever. Il n'en fut rien, mais ce qui est encore plus étonnant c'est que l'on pût, encore après la seconde guerre mondiale, reprendre de telles chimères sur la révolution, le prolétariat, etc.

⁶⁰ En français dans le texte.

⁶¹ Bordiga fait allusion à la position de Trotsky qui ne voyait, au contraire de Lénine, rien en dehors de l'alternative : révolution prolétarienne ou contre-révolution féodale-capitaliste, ne voyant pas l'exigence de la révolution bourgeoise pour la Russie, la possibilité de construire le capitalisme en attendant la révolution prolétarienne occidentale et donc communiste. Ironiquement Staline reprit contre Trotsky cette position de façon perverse : ou construire le socialisme ou céder le pouvoir.

⁶² En (mauvais) français dans le texte, Bordiga écrit *déclanché*.

⁶³ Voici encore une bonne formule de l'activité révolutionnaire : elle a « seulement déclenché, en balayant toute digue, le déferlement du capitalisme le plus ardent dans une société millénaire et immobile ». Et ceci n'est pas vrai seulement en Russie.

⁶⁴ Lénine a bel et bien écrit plusieurs fois cette phrase qui gêne tant Bordiga.

⁶⁵ La religion est donc un lien après la pulvérisation mais également un frein à la mise en mouvement, au changement permanent, au déracinement : élatisme. Elle devait donc disparaître ou profondément se transformer pour que le capital puisse l'emporter, mais même le protestantisme et l'islamisme contiennent à l'origine des garde-fous, garde-fous au sens premier du terme : des freins à la folie effective qu'est la vie

capitalisée. Il en est de même de l'État, de la morale, de la répression et de l'autorité, phénomènes qui peuvent avoir été nécessaires pour limiter la folie humaine dans son œuvre de destruction de la nature, de destruction des limites. Hobbes, le grand justificateur de l'État, avait entrevu un tel problème que ne virent jamais des adversaires de l'autorité comme les anarchistes.

⁶⁶ Démocrate-chrétien, président de la république italienne à l'époque de la rédaction de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui*.

⁶⁷ La version du PCInt de 1976 écrit plus justement à la place de ces dates : 22-24 septembre (5-7 octobre). On trouve en fait ces lettres de Lénine dans *Notes d'un publiciste*, Œuvres, tome 26, Éditions Sociales (Paris), Éditions du Progrès (! !), Moscou, 1967, page 45. Lénine y félicite d'ailleurs dans ce texte Trotsky mais pas Staline.

⁶⁸ La constatation du sabotage de la production par les capitalistes, sabotage réel mais ponctuel et provisoire, renforce les révolutionnaires dans leur conviction folle : le communisme c'est produire toujours plus, et surtout encore plus que le capitalisme.

⁶⁹ Curieusement Bordiga écrit dans le journal : « Lénine désespère presque un moment des ouvriers » (*Lenin dispera quasi un momento degli operai*). Nous avons adopté – sans être réellement convaincus – la rectification du PCInt.

⁷⁰ Dans la version du PCInt. de 1976 non pas la *Pravda* mais le *Rabocij Put*.

⁷¹ Bordiga ironise sur Christophe Colomb qui partant pour l'est, l'Orient, est arrivé en Amérique donc à l'ouest, il fait allusion également à Galilée qui observa une planète qu'il croyait triple sans savoir qu'il s'agissait de Saturne et de ses anneaux.

⁷² Bordiga cite ici des passages du chant XXVI, Enfer, de la *Divine Comédie* de Dante – qu'il aime citer – vers 120, 126 et 142.

⁷³ En français dans le texte.

⁷⁴ En fait Trotsky (*L'avènement du bolchevisme*, éd. Maspéro, page 118-119) écrit Tseretelli et non Kerensky comme l'écrit Bordiga (rectification qui se trouve d'ailleurs dans l'édition du PCInt.-Maffi).

⁷⁵ Encore une référence bien peu marxiste au Verbe du quatrième évangile de Jean ! « Et le Verbe s'est fait chair, et il a habité parmi nous et nous avons vu sa gloire comme la gloire qu'un fils unique reçoit de son père, plein de grâce et de vérité » (Jean, I, 14).

⁷⁶ La perspective de Lénine, comme celle des marxistes, était donc totalement erronée puisque de révolution européenne il n'y eut point.

⁷⁷ Encore une fois la perspective était erronée, erreur théorique fatale – « La réalité ne pardonne aucune erreur théorique » écrivait Trotsky dans *1905* – et absurdité suicidaire pour ceux qui la reprennent des décennies après.

⁷⁸ En quoi en mars 1918 la révolution européenne était-elle dans sa marche glorieuse ? Bordiga ne le dit pas précisément. De même il se leurre quand il dit que le prolétariat allemand était avec Spartakus et avait compris, etc. En fait le prolétariat allemand suivit dans sa majorité la social-démocratie majoritaire et refusa la révolution communiste comme il avait accepté dans sa grande majorité la guerre de 1914-1918.

⁷⁹ Le n°1 du 7-20 janvier 1956 d'*il programma comunista* ne contenait pas la suite de *Structure économique et sociale de la Russie d'aujourd'hui* mais le compte rendu de la réunion interfédérale du 17-18 décembre de Milan intitulé *L'opposition de gauche dans la Troisième Internationale*. L'exposé de *Structure* ... reprend avec ce n° 2 du 20 janvier-3 février 1956.

⁸⁰ Il s'agit du texte « Les grandes questions historiques de la révolution en Russie ».

⁸¹ Totò est un acteur comique napolitain de cinématographe très connu, son nom véritable est Antonio de Curtis.

⁸² L'image du nid de serpents est malheureuse à plusieurs titres, les serpents (avec les loups, les crapauds, les chouettes, les araignées, les chauve-souris, etc.) ont depuis fort longtemps payé un lourd tribut à la démence humaine qui a enfanté tout un symbolisme morbide où ils ont projeté leurs fantasmes et leurs peurs. L'image est sinistre du fait également qu'elle fut souvent utilisée par les staliniens et les nationaux-socialistes allemands pour désigner leurs ennemis avant de les liquider.

⁸³ Bordiga ne s'étend guère sur l'extermination de la famille régnante, l'exécution d'un jeune enfant malade – hémophile- et de ses trois sœurs pouvait difficilement être rangée parmi les hauts faits de la « glorieuse révolution » des bolcheviks. Il n'est pas certain que l'ordre d'exécution ait été donné par Lénine, ni même en haut lieu, il peut s'agir d'une initiative du soviét de l'Oural. Il est aussi possible que seuls le tsar et son fils aient été tués, la tsarine et ses filles auraient été évacuées et seraient mortes, exécutées plus tard ; sur tout cela cf. Marina Grey, *Enquête sur le massacre des Romanov*, Ed. Perrin, 1987.

⁸⁴ Mais combien de temps peut-elle être renvoyée ? Bordiga refusait le fidéisme et défendait les sciences expérimentales – mais non l'empirisme – mais qu'est-ce que cette croyance – croyance qui lui permit à la fois de résister à la pression du capital en ces années sinistres et le bloqua dans sa réflexion sur le devenir humain - en une « audience ultérieure » sinon une pure profession de foi ? Bordiga disait ne rien lire d'autre que Marx (ce qui n'était pas tout à fait vrai, mais il était vrai en revanche que ses connaissances en philosophie par exemple étaient insuffisantes, ce qui n'est pas un reproche mais un constat), cela suffit, disait-il, puisque Marx lui avait tout lu ;

ce qui était une affirmation d'une grande naïveté. En admettant que le capital était essentiellement resté le même que celui étudié par Marx – mais la période qui s'ouvre après la seconde guerre mondiale avait tout de même introduit des données nouvelles, ne serait-ce que l'évanouissement non pas conjoncturel mais définitif du prolétariat – il est incontestable que Marx, grand lecteur, n'avait pas « tout lu », loin de là, de la propre littérature de son temps (tant sur le plan philosophique que sur le plan des sciences exactes, des religions, etc.).

⁸⁵ Parler de « revers » de la révolution en Europe est un doux euphémisme. Selon nous il n'y a pas eu de révolution en Europe, en se plaçant d'un point de vue marxiste, quelques minorités prolétariennes radicales se sont effectivement manifestées mais la classe ouvrière est restée dans sa majorité opposée à la révolution communiste.

⁸⁶ D'un même constat : la classe ouvrière européenne n'est actuellement pas révolutionnaire et la révolution communiste n'est donc pas à l'ordre du jour, les bolcheviks (Lénine, Radek, Zinoviev, Boukharine) et Bordiga tiraient des conclusions diamétralement opposées : pour les premiers il fallait aller à la rencontre de ces masses ouvrières conservatrices (le messie endormi) et créer donc de larges partis de masse sans se soucier de pureté des principes, pour le second il fallait créer des petits partis, puissants, solides, forts théoriquement, défendre bec et ongle les principes et le programme communistes, refuser tout affaiblissement des frontières entre capitalisme et communisme, seul moyen de résister dans la période sinon de contre-révolution du moins de reflux de la vague révolutionnaire et de préparer l'assaut futur.

⁸⁷ Nous sommes là au cœur du traumatisme que subit Bordiga au début des années vingt : comment un parti, le parti bolchevik, qui avait réalisé l'idéal de Bordiga, celui de lutte contre toutes les forces du capital unies et rangées sous la bannière de la défense de la démocratie sans distinction – on imagine à la lecture de ces passages comme Bordiga jouit de cette lutte grandiose du Communisme contre le Capital, véritable lutte de deux principes cosmiques, véritable Armageddon -, avait-il pu, à rebours de toute sa tradition de séparation et de différenciation, prôner l'œcuménisme et l'abolition de la coupure réalisée avec tant de difficulté lors de la création des partis communistes, tout particulièrement celui d'Italie à Livourne ? Comment avait-il pu prôner le suicide du mouvement révolutionnaire européen ? La divergence de la question du parlementarisme n'est qu'un cas particulier de ce problème de la séparation d'avec le monde du capital.

⁸⁸ De même que parler de « revers », parler de « déviation » ne correspond en rien à la réalité, il s'agissait d'un véritable évanouissement de la classe soi-disant révolutionnaire.

⁸⁹ Il s'agit ici, semble-t-il, d'une étourderie de Bordiga – qui a une culture scientifique solide - puisque le proton et l'électron ne forment pas le neutron mais, unis, le neutron et le proton forment le noyau ; donc les neutrons et les protons, qui forment le noyau, et les électrons, selon la construction de la science atomiste classique officielle, forment ensemble l'atome.

⁹⁰ Évangile selon saint Matthieu, XII, 30.

⁹¹ Bordiga, de même qu'il restera très vague sur la révolte de Cronstadt, ne s'étend pas sur les révoltes paysannes, notamment celle de Tambov mais surtout celle de Makhno en Ukraine.

⁹² Toute l'ambiguïté de Bordiga se retrouve dans son jugement sur l'acier, « Sa Majesté l'Acier », qu'il reconnaît comme étant le produit typique du mode de production capitaliste, mais qu'il reconnaît aussi comme le fondement du communisme à venir ! Mais alors, encore une fois, qu'en est-il de la discontinuité entre capitalisme et communisme ? Cette répulsion/fascination pour l'acier – et donc pour la modernité en général - se retrouve curieusement chez Ernst Jünger.

⁹³ Armageddon !

⁹⁴ Bordiga parle-t-il pour lui, qui s'était opposé à Lénine au II^e congrès de l'Internationale Communiste ?

⁹⁵ Maffi rectifie l'expression inexacte de Bordiga. *Mit seiner Faust* signifie littéralement « avec son propre poing » (Maffi ajoute cette traduction à la suite de l'expression allemande rapportée de façon erronée par Bordiga), c'est-à-dire avec ses mains. Jaeger, le chasseur, est peut-être le personnage de la ballade *Der wilde Jäger* – le chasseur féroce - de Gottfried August Bürger (1747-1794). Gérard de Nerval et Walter Scott traduisirent cette ballade respectivement en français et en anglais. Dans cette ballade le chasseur, un comte, possédé par la démesure, tue les animaux, détruit les champs des paysans, foule aux pieds les lois humaines et naturelles, suivant le cavalier rouge, le principe du mal, plutôt que le chevalier blanc, le principe du bien, mais pour avoir défié Dieu, il sera à la fin damné. Il serait intéressant de savoir si Bordiga connaissait ce poème et donc cette lutte qui y figure entre les deux principes cosmiques dont l'un le principe du mal est celui de la démesure, le principe prométhéen – Prométhée est très apprécié des marxistes et des révolutionnaires – de l'attaque à la nature.

⁹⁶ Pour les partisans hallucinés du prolétariat révolutionnaire – sous une forme ou sous une autre – les prolétaires ne peuvent évidemment pas déchoir, si c'est le cas la responsabilité en revient à la petite bourgeoisie, qui est elle-même évidemment plus ou moins toujours en décomposition, à l'agonie, etc.

⁹⁷ Lénine s'est donc trompé entièrement, soit ; l'erreur peut-être qualifiée de généreuse, mais, alors qu'elle fut tragique, catastrophique, comment la qualifier de magnifique ?

⁹⁸ C'est pourtant bien Lénine qui commença à distinguer les « opportunistes » en accueillant chaudement et en imposant la pratique de la lettre ouverte lancée par le KPD puis celle du front unique.

⁹⁹ En français dans le texte.

¹⁰⁰ Bordiga refuse la séparation, il doit y avoir une unité futur, présent, passé, mais pas confusion, nous ajouterons : le présent doit être vécu dans sa plénitude, son immédiateté, en intégrant passé et futur, en continuité avec eux, mais sans que ceux-ci empêchent de vivre, et sans oublier la question essentielle : que faire de ce passé par bien des côtés monstrueux et cauchemardesque qu'est l'histoire de l'humanité, comment l'intégrer ? On pourrait d'ailleurs se demander si le concept de capital – ultime lien avec la théorie de Marx, concept auquel on a fait subir une extension peut-être abusive – est encore apte à permettre de comprendre l'état du monde et de cette humanité, si à force d'avoir fait voulu rentrer dans ce concept des phénomènes les plus divers il n'avait pas perdu toute réalité, si l'on était pas dans un au-delà du capital (il y aurait alors en quelque sorte un nombre entre n et $n+1$ au contraire de ce que croyait Bordiga), et si le capital ne serait pas qu'un outil, parmi d'autres, d'une autre chose plus vaste qui se manifesterait maintenant clairement et qui jusqu'ici n'a pas encore de nom : le sans nom, le non nommé ou l'innommable.

¹⁰¹ Maffi écrit agent et non pas ambassadeur.

¹⁰² Maffi ajoute à cet endroit : avec l'intervention directe de Trotsky.

¹⁰³ Tous ces espoirs ont fait faillite, le prolétariat polonais était tout sauf internationaliste et le prolétariat allemand, pas plus que celui des autres pays, ne bougea. Mais aucune leçon ne fut tirée de ces faits – Bordiga dit pourtant attacher beaucoup d'importance aux expériences historiques du mouvement ouvrier – ils contredisaient la théologie révolutionnaire, ils furent écartés, occultés.

¹⁰⁴ Maffi écrit, à la place de Légorov, « S.S. Kamenev (à ne pas confondre avec Lev, plus connu) ».

¹⁰⁵ Maffi écrit : le 21 septembre.

¹⁰⁶ Bordiga écrivait : « Nous croyons à la révolution non pas comme le catholique croit au Christ mais comme le mathématicien croit aux résultats de ses recherches » (*L'idéalisme socialiste*, in *L'Avanguardia*, n°253, 11 août 1912). Il garda toujours cette position.

La révolution n'advient pas, la certitude de Bordiga et des révolutionnaires, leur bel espoir, s'est effondrée mais parallèlement nombre de certitudes des mathématiciens s'effondrèrent elles aussi. David Hilbert présenta en 1900 au Congrès International des Mathématiciens de Paris une liste de vingt-trois problèmes mathématiques à résoudre, le deuxième problème notamment consistait en l'étude de la non-contradiction des axiomes de l'arithmétique formelle. David Hilbert était habitué par la certitude (lui aussi) que tous les problèmes pouvaient être résolus. Contre l'agnosticisme, Hilbert déclara à la fin de son discours de présentation des vingt-trois problèmes : « Dans notre for intérieur nous sentons un appel incessant : il y a un problème. Nous cherchons la solution. On peut la trouver au moyen de la pure raison parce qu'en mathématiques il n'existe pas d'*ignorabimus* ». Il devait affirmer à nouveau son espoir en 1930 dans un autre discours : « Nous devons savoir. Nous saurons ». Las ! le bel espoir de Hilbert en une formalisation de l'arithmétique – à laquelle il avait réduit toute la géométrie – devait s'effondrer sous les coups des théorèmes de Kurt Gödel : 1. Si l'arithmétique est non contradictoire (cohérente), alors elle contient une formule F telle que ni F ni non- F ne soit démontrable dans cette arithmétique (F est dit alors indécidable et un certain nombre de problèmes tel celui de Riemann, huitième problème de Hilbert, pourrait en faire partie). 2. Si l'arithmétique formelle est non contradictoire, sa non-contradiction n'est pas démontrable au moyen des axiomes de cette arithmétique. Elle n'est donc pas une théorie complète. Avec Gödel l'indétermination rentrait en force dans la mathématique comme elle l'avait fait en physique avec le principe d'indétermination d'Heisenberg et l'effondrement subséquent du programme déterministe mécaniste de Laplace tant admiré par Bordiga pour son audace révolutionnaire bourgeoise. Bordiga dénonça dans le repli des savants, dans l'abandon par la science bourgeoise de ses prévisions audacieuses, la peur du capitalisme devenu conservateur et reculant pour cette raison devant les conséquences dans le domaine social de ses théories révolutionnaires dans le domaine des sciences de la nature. Mais Bordiga n'avait pas tenu compte que le capital – après l'élimination du danger du communisme qui avait pu un temps lui contester la direction du développement des forces productives – était devenu ce qu'il avait toujours été essentiellement : révolution permanente et non conservation comme curieusement s'obstinent à le croire les révolutionnaires.

Emilio Del Giudice, à partir des réflexions de Bordiga sur l'évolution des théories de la physique au vingtième siècle – l'abandon du déterminisme, l'entrée en force du probabilisme et de l'indétermination –, a étudié les révolutions en physique parallèlement aux révolutions politiques et sociales, il a émis l'hypothèse à première vue séduisante selon laquelle la révolution qu'aurait été la physique quantique et qui aurait potentiellement été capable d'unir harmonieusement pour la première fois l'un et le multiple, le monde microscopique et macroscopique, de liquider le mythe du corps isolé, correspondant en physique au mythe de l'individu isolé, aurait été confisquée par la contre-révolution capitaliste pour renforcer justement ce mythe et l'opposition entre l'un et le multiple contre lequel elle avait commencé à s'opposer. Il rattache cette défaite à celle de la révolution bolchevique qui aurait été elle aussi défaite, confisquée et retournée par le capitalisme, dans un premier temps grâce à la contre-révolution stalinienne (cf. notamment son article : « Les partis de la

physique », in *EnnErre*, dans lequel il cite aussi son texte – que nous n’avons pas lu - *Vers la compréhension du mouvement spontané de la matière* (en italien) dans les Actes du congrès sur « Littérature et Science ». Il reprend dans un discours révolutionnaire l’éloge de Galilée, un des héros, avec Laplace et Newton, de Bordiga et s’élève contre le relativisme et le subjectivisme, ce qui nous semble très insuffisant. Encore une fois l’émergence du subjectivisme, de l’indéterminisme et des théories du chaos correspondent à des transformations profondes dans la communauté du capital (et notamment à l’évanouissement du mouvement prolétarien, à un affaiblissement de l’État, à la montée de la consommation, des loisirs et donc à la régression de la société hiérarchisée et autoritaire). On avait déjà eu un signe de cet affaiblissement du principe d’autorité avec les géométries non-euclidiennes qui se développèrent tout au long du dix-neuvième siècle (avec les travaux de Lobatchevsky et de Riemann), et avec, dans le domaine de la logique, l’œuvre du Polonais Jan Lukasiewicz qui, à la suite de son étude historique du principe de contradiction (son *Du principe de contradiction chez Aristote* date de 1910), fut conduit à fonder (dès 1920 : date de l’effondrement de l’ancienne société capitaliste répressive) une logique à trois valeurs avec des propositions vraies, des propositions fausses et des propositions ni vraies ni fausses (oui, non et ni-oui ni non, dépassement du dualisme binaire).

Cinq textes inédits de Bordiga sur le problème de la connaissance ont paru dans le n° double 15-16 de la revue italienne *n+1*, juin-septembre 2004 (quinterna@ica-net.it).

¹⁰⁷ Bordiga reste prudent, les bordiguistes ne le seront pas toujours autant, assimilant Cronstadt à une Vendée à écraser sans pitié (mais on a bien vu Bordiga parler d’un nid de serpents à écraser), pourtant Babeuf s’était élevé contre les massacres commis par les armées de la république en Vendée. Quant à Makhno, Bordiga se garde bien de rappeler son rôle dans la défaite des armées de Denikine et les forfaitures commises par les bolcheviks à son égard.

¹⁰⁸ Lui, Bordiga.

¹⁰⁹ C’est la position constante et fondamentale de Bordiga : il n’y a rien de réellement nouveau dans l’involution de la révolution russe, en tout cas rien que ne puisse expliquer la doctrine marxiste invariante et donc il est inutile et catastrophique de vouloir mettre cette dernière à jour. Sa position sera la même à propos du fascisme, le fascisme n’innove que par des détails contingents lesquels aveuglent les imbéciles, ou plutôt ceux qui ne possèdent pas, gravés dans leur cœur, la doctrine intangible révélée en 1848 (la gnose qu’est le programme marxiste qui explique toute la trajectoire humaine et même cosmique) qui seule permet de combattre « l’ennemi éternel ».

¹¹⁰ À nouveau étrange affirmation hallucinatoire. L’erreur était tout à l’heure « magnifique », maintenant elle n’est même plus une erreur.

¹¹¹ La Révolution ne doit pas faire de distinction entre ses ennemis et doit les écraser tous. C’est la conduite que Bordiga aurait voulu que l’on appliquât en Europe occidentale qui avait encore plus besoin que la Russie, embourbée dans le moyen âge, d’une révolution pure.

¹¹² Mais le projet était le même : industrialisation de la Russie avec, il est vrai, des bénéficiaires différents, dans un cas la classe capitaliste mondiale, dans l’autre cas la classe exploitée d’abord, l’humanité ensuite.

¹¹³ Cette première partie se termine donc dans le n° 3 d’*il programma comunista*, 4-18 février 1956.